

Les talents de joueur du ministre Varoufakis, par Hans Werner Sinn

BY [THE WOLF](#) ON [03/06/2015](#) • ([12 COMMENTAIRES](#))

<http://www.project-syndicate.org/commentary/varoufakis-ecb-grexit-threat-by-hans-werner-sinn-2015-05>



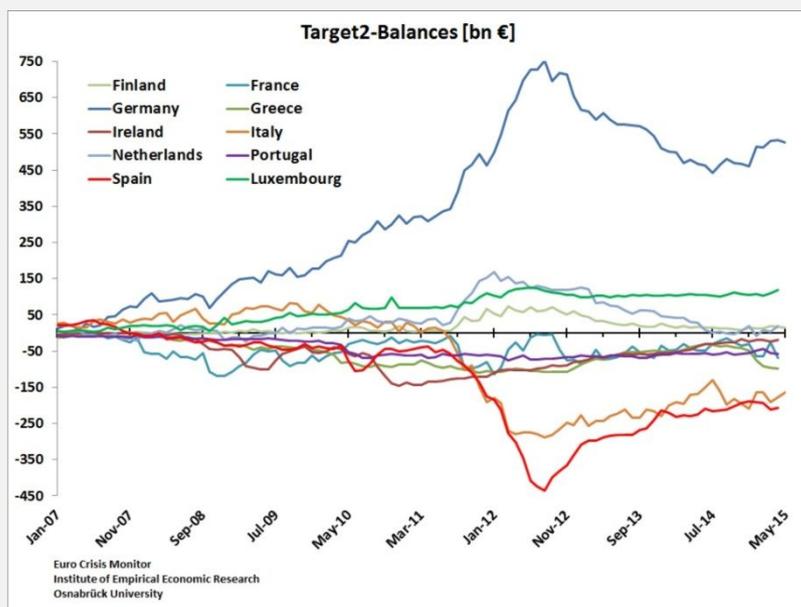
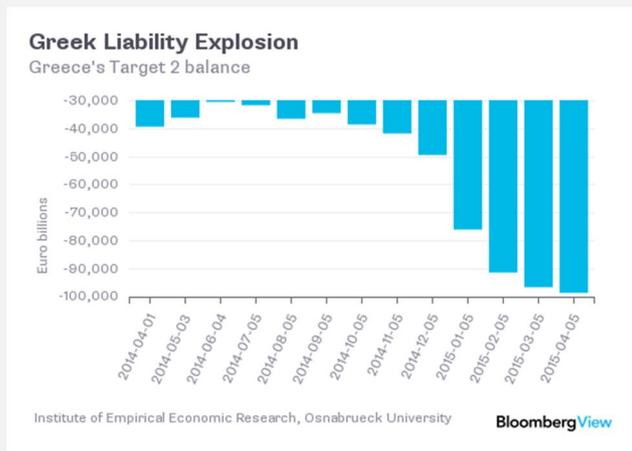
MUNICH – Les spécialistes de la théorie des jeux savent pertinemment qu’un plan A n’est jamais suffisant. Il est toujours nécessaire d’élaborer et de pouvoir proposer un plan B crédible – qui, par sa menace, permet de faire avancer les négociations entourant le plan A. Il semble que le ministre grec des Finances, Yanis Varoufakis, soit expert en la matière. En effet, consacré « poids lourd » du gouvernement grec, Varoufakis travaille actuellement à la confection d’un plan B (une éventuelle sortie de la zone euro), tandis que le Premier ministre Alexis Tsipras se tient disponible dans le cadre du plan A (extension de l’accord de prêt intéressant la Grèce, et renégociation des modalités de renflouement du pays). Ainsi se retrouvent-ils en quelque sorte à jouer les rôles du « gentil flic et du méchant flic » – jusqu’à présent avec une grande réussite.

Le plan B se compose de deux éléments clés. Il revêt tout d’abord une composante de provocation pure et simple, destinée à échauffer l’esprit des citoyens grecs, afin d’attiser les tensions entre le pays et ses créanciers. On tente de persuader les citoyens grecs qu’en maintenant leur confiance dans le gouvernement, ils pourraient échapper à de graves injustices au cours de la période difficile qui suivrait une sortie de la zone euro.

Deuxièmement, le gouvernement grec provoque parallèlement une hausse des coûts qu’engendrerait le plan B, en laissant s’opérer une fuite de capitaux de la part des citoyens. Dans un tel scénario, le gouvernement pourrait s’efforcer de contenir cette tendance au moyen d’une approche plus conciliante, ou de l’endiguer immédiatement grâce à l’introduction de contrôles sur les capitaux. Néanmoins, une telle démarche viendrait affaiblir sa position de négociation, ce qui est pour lui hors de question.

Cette fuite des capitaux ne signifie pas leur expatriation en termes nets, mais plutôt que les capitaux privés se changent en capitaux publics. Grosso modo, les citoyens grecs contractent des emprunts auprès des banques locales, prêts largement financés par la Banque centrale grecque, qui elle-même acquiert des fonds via le dispositif ELA de fourniture de liquidités d’urgence de la Banque centrale européenne. Ils transfèrent ensuite leur argent vers d’autres pays afin d’acheter des actifs étrangers (ou de rembourser leurs dettes), aspirant ainsi la liquidité des banques de leur pays.

Les autres banques centrales de la zone euro sont ainsi contraintes d’imprimer de nouveaux billets afin que soient honorés les ordres de paiement des citoyens grecs, conférant alors à la Banque centrale grecque un crédit par découvert, tel que mesuré par les fameuses dettes TARGET. Aux mois de janvier et février, les dettes TARGET de la Grèce ont augmenté de presque 1 milliard € par jour, en raison d’une fuite des capitaux des citoyens grecs et des investisseurs étrangers. Fin avril, ces dettes atteignaient 99 milliards €.



Une sortie de la Grèce ne viendrait pas affecter les comptes dont ses citoyens disposent dans d'autres États de la zone euro – et encore moins faire perdre aux Grecs les actifs dont ils ont fait l'achat grâce à ces comptes. En revanche, une telle sortie aboutirait à ce que les banques centrales de ces États se retrouvent coincées avec les créances TARGET, libellées en euro, des citoyens grecs vis-à-vis de la Banque centrale de Grèce, qui pour sa part détiendrait des actifs libellés exclusivement dans une drachme fraîchement rétablie. Étant donné l'inévitable dévaluation de cette nouvelle monnaie, et sachant que le gouvernement grec n'est pas tenu de parer à la dette de sa banque centrale, il est quasiment certain qu'un défaut viendrait priver les autres banques centrales de leurs créances.

Une situation similaire survient lorsque les citoyens grecs retirent des espèces sur leurs comptes pour ensuite les stocker dans des valises ou les emporter à l'étranger. Si la Grèce venait à abandonner l'euro, une part substantielle de ces fonds – dont le total atteignait 43 milliards € à la fin du mois d'avril – se déverserait alors dans le reste de la zone euro, que ce soit vers l'achat de biens et actifs ou vers le remboursement de dettes, ce

qui entraînerait une perte nette pour les membres demeurant dans l'union monétaire.

Tout ceci vient considérablement renforcer la position de négociation du gouvernement grec. Il n'est donc pas étonnant que Varoufakis et Tsipras jouent la montre, en refusant de présenter un ensemble de propositions de réformes significatives.

La BCE partage une importante responsabilité dans cette situation. En échouant à rassembler au Conseil de la BCE les deux tiers de majorité nécessaires pour limiter la stratégie de self-service de la Banque centrale grecque, elle a permis la création de plus de 80 milliards € de liquidités d'urgence, qui excèdent les quelque 41 milliards € d'actifs recouvrables dont dispose la Banque centrale grecque. Les banques de Grèce étant ainsi certaines de bénéficier des fonds nécessaires, le gouvernement n'a pas eu à mettre en place de contrôles sur les capitaux.



La rumeur voudrait que la BCE s'appête à réajuster son approche – et cela très prochainement.

L'institution est consciente que l'argument selon lequel les prêts ELA sont garantis s'érode peu à peu, puisque dans bien des cas cette garantie présente une notation inférieure à BBB-, en dessous de la catégorie investissement.

Si la BCE décidait enfin d'admettre l'impasse, et de retirer le filet de sécurité qui sous-tend la liquidité de la Grèce, le gouvernement grec serait alors contraint de commencer à négocier sérieusement, puisqu'il n'aurait aucun intérêt à attendre plus longtemps. Pour autant, le stock d'argent envoyé à l'étranger et détenu en liquidités ayant d'ores et déjà explosé jusqu'à 79 % du PIB, sa position demeurerait solide.

Autrement dit, en grande partie grâce à la BCE, le gouvernement grec serait en mesure d'obtenir une issue plus favorable – notamment accroissement de l'aide financière et réduction des exigences de réforme – que jamais auparavant. Une large part des ressources acquises, mesurées selon les soldes TARGET, ainsi que des liquidités imprimées, se changerait ainsi en un véritable cadeau de dotations vers un avenir d'indépendance.

Beaucoup en Europe semblent considérer Varoufakis, spécialiste de la théorie des jeux mais en même temps néophyte sur le plan politique, comme incapable d'exploiter les cartes que joue la Grèce. Ceux-là feraient bien d'y réfléchir davantage – avant que la Grèce ne s'en aille avec la mise.



Traduit de l'anglais par Martin Morel

Tabubruch im Burgenland

Erstmals seit dreißig Jahren geht ein Regierungschef der SPÖ eine Koalition mit der FPÖ ein. Für die Sozialdemokraten bedeutet die Entscheidung im Burgenland eine Zerreißprobe - und sie hat Folgen für ganz Österreich. Ein Kommentar.

10.06.2015, von STEPHAN LÖWENSTEIN, WIEN



© REUTERS  Von den Sozialdemokraten im Burgenland für regierungsfähig befunden: die FPÖ, die auf Bundesebene von Heinz-Christian Strache geführt wird.

In Österreich ist ein lange geltendes Tabu gebrochen worden. Erstmals seit dreißig Jahren schließt ein sozialdemokratischer Regierungschef eine Koalition mit der verpönten FPÖ. Dass sich das im nach Einwohnerzahl kleinsten österreichischen Bundesland abspielt, dem Burgenland, ändert nichts daran, dass diese Entscheidung auch für den Rest Österreichs Folgen haben kann. Schon wird auch in anderen Bundesländern über „blaue“ Optionen mit der FPÖ nachgedacht, und auch im Bund wird mit dem Fall des Denkverbots eine solche Debatte nicht ausbleiben. Offen ist, ob das ein Wechsel zum Guten oder zum Schlechten ist. Wahrscheinlich ist von beidem etwas.

Das Tabu, das bislang galt, war sogar schriftlich fixiert. Erst im vergangenen Jahr hatte die SPÖ auf einem Parteitag bekräftigt: keine Koalition mit den „Blauen“ von der FPÖ. Diese „Vranitzky-Doktrin“ bestand seit 1986, seit der junge Jörg Haider an die Parteispitze der Freiheitlichen gelangte. Das macht deutlich, was der Landeshauptmann Hans Niessl nach nur drei Tagen Verhandlung mit dem FPÖ-Landeschef Johann Tschürtz vereinbart hat. Tschürtz, ein ehemaliger Polizist, darf künftig ein umfangreiches Sicherheitsressort führen.

Für die SPÖ bedeutet das eine Zerreißprobe. Schließlich hatten führende Sozialdemokraten, allen voran der Parteivorsitzende und Bundeskanzler Werner Faymann, der FPÖ noch nach den Landtagswahlen in der Steiermark und im Burgenland vorgeworfen, sie betreibe eine Politik des Aufhetzens. Faymann beteuerte, Österreich werde sich zu wehren wissen. Es werden sogar schon Vergleiche zum Aufstieg der Nationalsozialisten gezogen.

Die FPÖ, die bei den Wahlen so gut abschnitt, ist aber keine extremistische Partei. Sie will die demokratische Ordnung nicht umstürzen. Außerdem darf man der gefestigten österreichischen Demokratie mit ihren ausgleichenden Instanzen und einer wachen Öffentlichkeit schon etwas mehr Abwehrkräfte zutrauen. Freilich kann man einiges gegen die FPÖ einwenden. Sie bedient sich polemischer bis agitatorischer Parolen vor allem gegen Einwanderer und Muslime. Einige ihrer Funktionäre bekunden erstaunliche Ansichten in außenpolitischen Fragen, etwa was die Annexion der Krim durch Russland oder die Verhältnisse in Tschetschenien betrifft. Die FPÖ will über einen EU-Austritt abstimmen lassen.

Schwerer wiegen gelegentliche Unschärfen am Rand zum Rechtsextremismus. Sogar der FPÖ-Vorsitzende Heinz-Christian Strache hatte in seiner Jugend Berührungspunkte mit Neonazis. Er hat sich dazu ausweichend-verharmlosend geäußert, aber doch distanzierend, als seien das zufällige Begegnungen gewesen. Seit geraumer Zeit schon versucht Strache, seine Partei auf einen moderaten Kurs in Richtung Regierungsfähigkeit zu führen. Er verordnete eine Pro-Israel-Linie. Er entmachtete den zwischen Pragmatismus und menschenfeindlichen Sprüchen schwankenden Vordenker Andreas Mölzer. Insgesamt positionierte er die FPÖ als Alternative zur scheinbar immerwährenden großen Koalition. Und genau das - und nicht etwa irgendwelche angeblichen dunklen Neigungen der Österreicher - ist es, was dieser Partei jetzt einen so großen Zulauf beschert.

Rot-schwarzer Stillstand

Es ist vielleicht nicht ganz fair, kommt aber auch nicht von ungefähr, dass das rot-schwarze Bündnis - und zwar vor allem das im Bund - nur noch mit Stillstand verbunden wird und mit der gegenseitigen Bedienung jeweiliger Interessengruppen. Wenn dann noch der Eindruck erweckt wird, dass es bei diesem Bündnis bleibe, egal wie die Wahl ausgeht, bleiben die einen zu Hause, andere wählen Protest. Die FPÖ steht dagegen für die Möglichkeit, dass es den Wechsel gibt. Die SPÖ hat sie jetzt im Burgenland beim Wort genommen: Sollen die forschen Protestwählerfischer doch zeigen, was sie können - und was nicht.

Auf die ÖVP muss es zynisch wirken, dass ausgerechnet die SPÖ diese von ihr selbst mit allerlei Verboten verminte Grenze überschreitet. Dass es ein SPÖ-Mann ist, der die FPÖ „hoffähig“ macht, kann aber nur auf den ersten Blick überraschen. Programmatisch finden sich vor allem in der Wirtschafts- und Sozialpolitik weitaus mehr rot-blaue als schwarz-blaue Gemeinsamkeiten. Beide, SPÖ wie FPÖ, setzen auf starken Staat und soziale Wohltaten.

Den Beweis, dass die FPÖ es unter diesen Voraussetzungen besser machen kann als die große Koalition, hat sie dadurch aber noch lange nicht angetreten. Plakatparolen wie „Fremd im eigenen Land“ mögen den Nerv von Wählern treffen, die sich vor der Haustür von Kopftüchern umgeben sehen und in der Zeitung von Islamistscharen lesen, die in den Dschihad ziehen. Die Probleme, die es tatsächlich gibt, lassen sich aber weder mit flotten Sprüchen noch über Nacht lösen. Das geht nur mit einer langfristigen, klugen und beiderseits fordernden Integrationspolitik. Ähnliches gilt für grenzüberschreitende Kriminalität, im Burgenland ein Problem, das den Leuten dort ähnlich auf den Nägeln brennt wie denen im deutschen Osten. Man kann es mit Kontrollen und Überwachung vielleicht etwas eindämmen, schnell lösen wird es auch ein „blauer“ Sicherheitsminister nicht.

Was soll am Sparen falsch sein?

Griechenland rutscht immer tiefer in die Krise. Viele sagen jetzt: Die „Austeritätspolitik“ ist schuld. Allein der Begriff ist negativ konnotiert. Aber muss das Wirtschaftskonzept dahinter deswegen wirklich schlecht sein?

10.06.2015, von RALPH BOLLMANN, LISA NIENHAUS

Zu Beginn der heißen Verhandlungsphase wurde der griechische Premier noch einmal grundsätzlich. In einer „mutigen Entscheidung“ habe das griechische Volk bei der jüngsten Wahl „der Einbahnstraße der strengen Austerität widersprochen“, schrieb Alexis Tsipras am Dienstag in der französischen Zeitung „Le Monde“.



Autor: Ralph Bollmann, Korrespondent für Wirtschaftspolitik der Frankfurter Allgemeinen Sonntagszeitung



in Berlin. Folgen: Autorin: Lisa Nienhaus, Redakteurin in der Wirtschaft der Frankfurter Allgemeinen Sonntagszeitung. Folgen:

Damit ist das „A“-Wort wieder in der Welt: Austerität. Ein Begriff, der für die Politik der Haushaltssanierung steht und für Schuldenabbau. Ein Wort, das seit der ersten Griechenkrise im Jahr 2010 zum Kampfbegriff seiner Gegner geworden ist, zum Kampfbegriff all derer, die finden, dass **Griechenland**, Spanien, Portugal zu viel zugemutet wurde, all derer, die sich als Opfer einer Politik fühlen, die darauf gesetzt hat, als Erstes die Staatshaushalte wieder in Ordnung zu bringen.

„End Austerity“ stand auf den Plakaten, als im März Tausende in Frankfurt vor der Europäischen Zentralbank demonstrierten. Ein Protestvideo gegen den G-7-Gipfel an diesem Sonntag zeigt verummte Demonstranten, die sich „gegen das Kürzungsdiktat“ wenden. Das Feindbild ist Deutschland, der vermeintliche Urheber. Im Video heißt es: „Auch in Deutschland, im Herzen der Bestie, regt sich Widerstand.“

Das schwarz-rot-goldene 'A'

Radikale politische Bewegungen von links wie von rechts haben ihren gemeinsamen Feind gefunden: die Austerität. Syriza in Griechenland, Podemos in Spanien, der Front National in Frankreich – sie alle feiern mit ihrer Ablehnung der Sparpolitik Erfolge und suchen die Ursache des Übels im Ausland, wahlweise in Brüssel oder Berlin. Aber nicht nur in Krisenländern gibt es Widerstand. Auch die Amerikaner werden die Deutschen auf dem G-7-Gipfel in Elmau wieder mahnen, bei der Rettung Europas nicht allzu streng zu sein.

Auch wenn man sich in diesen Tagen auf Berliner Empfängen bewegt, kommt man um das Thema kaum herum. Da trifft man auf einen früheren amerikanischen Botschafter, der schon bei dem bloßen Wort „Austerität“ eine Tirade gegen die engstirnigen Deutschen loslässt, die mit ihrer Sparwut die Zukunft des ohnehin wirtschaftsschwachen Europas ruinierten. Oder auf den französischen Ökonomen Thomas Piketty, der bei einer Preisverleihung gar nicht mehr über sein Buch zur sozialen Ungleichheit reden mag, sondern nur noch über einen Schuldenerlass für die Griechen.

Verschärft das Sparen die Krise?

Trotz leichter Erholung geht es den meisten Krisenländern noch immer schlecht. Vor allem gilt das für Griechenland. Von „Irrtümern“ spricht Tsipras, für die man „teuer bezahlt“ habe. Die Arbeitslosigkeit ist auf 28 Prozent gestiegen, das Durchschnittseinkommen um 40 Prozent gesunken – und die Staatsverschuldung trotzdem von 124 auf 180 Prozent des Sozialprodukts emporgeschnellt. Unter hoher Arbeitslosigkeit leiden auch weitere Länder, die ihren Staatshaushalt sanieren mussten, wie Spanien und Portugal.

Da liegt selbst für diejenigen, die es immer richtig fanden, erst einmal die öffentlichen Kassen ins Lot zu bringen, die Frage nahe: Was ist da schief gelaufen? Stimmt es etwa doch, was die Kritiker sagen: Hat die Austerität die Krise am Ende nur verschärft – statt sie wie erhofft zu lösen? Haben die Deutschen, die das Konzept maßgeblich vorantrieben, den halben Kontinent an den Rand des Ruins getrieben?

Im Fokus steht derzeit wieder Griechenland. Ständig werden neue Termine genannt, an denen „nun wirklich“ die Zahlungsunfähigkeit droht. Ständig wird dann wieder eine provisorische Lösung gefunden. Das alles ist aber nur eine Überbrückungshilfe. Für eine wirkliche Erleichterung will Tsipras auf längere Sicht einen neuen Schuldenschnitt für sein Land. Längst plädieren wichtige Leute auch außerhalb Griechenlands dafür.

Steuerzahler an die Kassen

Dieses Mal allerdings müssten die europäischen Steuerzahler dafür einstehen, denn private Gläubiger gibt es kaum noch. Im Internationalen Währungsfonds und in der Europäischen Zentralbank ist man dafür – natürlich nur unter der Bedingung, dass die eigene Institution davon ausgenommen wird.

Griechenland und die Austerität

So oft wird über Austerität in den Zeitungen berichtet
Zahl der Artikel über „Austerität“ in 190 europäischen Zeitungen



So geht es Griechenland



Quellen: Prime Research; Eurostat; F.A.Z.-Grafik Niebel

© F.A.Z.  Comeback 2015: Die „Austerität“ findet

ihren Weg zurück in die Diskussion.

Am Freitag hat Griechenland eine fällige Rate von 300 Millionen Euro nicht an den IWF überwiesen, sondern aufs Monatsende vertagt. Insgesamt muss das Land in diesem Monat 1,6 Milliarden Euro an den IWF zurückzahlen. Dazu braucht es zumindest einen Teil jener 7,2 Milliarden Euro aus dem Hilfsprogramm, die mangels Reformzusagen eingefroren sind. Wenn das Programm nicht bis zum 30. Juni zumindest verlängert wird, dürfte auch die Europäische Zentralbank nicht mehr helfen.

Es gilt mittlerweile als wahrscheinlich, dass die EU-Länder auf den Wunsch nach dem Schuldenschnitt irgendwann eingehen müssen. Seit dem Regierungswechsel ist der Überschuss im laufenden Staatshaushalt von drei auf ein Prozent geschrumpft. Das bedeutet: Die Berechnungen, wonach das Land irgendwann in ferner Zukunft seine Verbindlichkeiten bedienen kann, gehen nicht mehr auf.

Sparen als Schimpfwort

Ohne diese „Tragfähigkeit“ der Staatsschuld darf der Währungsfonds aber kein Geld mehr nachschießen. Aussteigen soll er aber auch nicht, die Bundesregierung will ihn gerade wegen seiner strengen Regeln weiterhin drinhalten. So wird es wohl wieder Zugeständnisse seitens der europäischen Gläubiger geben.

Die Idee, dass Griechenland sich aus seinen Schulden herauspart, wäre dann wieder einmal gescheitert. Die Frage ist nur, woran das liegt: an zu viel oder zu wenig Austerität?

Noch vor einem Jahrzehnt war das Wort „Austerität“ allenfalls in Fachkreisen bekannt. Im Lateinischen bedeutete das Wort ursprünglich so etwas wie „Strenge“ oder „unbeugsame Hartnäckigkeit“. Historiker bezeichneten das Vorgehen des deutschen Kanzlers Heinrich Brüning in der Weltwirtschaftskrise der frühen dreißiger Jahre als „Austeritätspolitik“. Auch deshalb ist „Austerität“ heute zu einem Schimpfwort geworden.

Grausames Experiment an Menschen

Die lauteste Stimme gegen die Austerität ist außerhalb der betroffenen Länder der amerikanische Ökonom Paul Krugman. „Das sind unethische Experimente mit Menschen auf der ganzen Welt“, sagte er. „All diese Länder, die eine Austeritätspolitik verfolgen, zeigen uns, was wirklich passiert, wenn man diese Politik wählt.“

Krugman beruft sich – wie viele Gegner der Austeritätspolitik – auf den britischen Ökonomen John Maynard Keynes. Dessen Lehre aus der Weltwirtschaftskrise der dreißiger Jahre war eine einfache Empfehlung: Staaten sollen die Wirtschaft in Krisen unterstützen, indem sie mehr ausgeben – im Zweifel durch höhere Schulden. Das ersetzt kurzzeitig den Einbruch der privaten Wirtschaft, es kann die Krise abfedern und eine schnellere Erholung herbeiführen. Für Griechenland, Spanien, Portugal hätte das bedeutet, in der Krise weiter Geld auszugeben.

Dass das im Prinzip funktionieren kann, dafür gibt es viele Beispiele in der Wirtschaftsgeschichte – zuletzt Amerika nach der Finanzkrise. Doch was ist, wenn der Staat gar nicht die Mittel dafür hat, weil er keinen Kredit mehr bekommt?

Einfach ist immer falsch

In der europäischen Schuldenkrise lag genau hier das Problem. Hier kollidierte das keynesianische Prinzip mit dem Prinzip der Kreditwürdigkeit: Kredit zu bezahlbaren Konditionen bekommt nur, wer ihn mit großer Wahrscheinlichkeit auch wieder zurückzahlt.

Der italienische Ökonom Alberto Alesina, der in Harvard lehrt, ist deshalb sicher: „Krugman liegt falsch. Er versteht die Lage in Europa nicht.“ In der vergangenen Woche hielt Alesina einen Vortrag auf dem Treffen der G-7-Finanzminister und Notenbanker in Dresden. Sein Thema: Austerität.

Darin zitierte er den deutsch-amerikanischen Ökonomen Rudi Dornbusch, der gerne sagte: „In der Ökonomie gibt es auf alle schwierige Fragen eine einfache Antwort. Nur dumm, dass die immer falsch ist.“ Das gilt auch für die Kritik an der Sparpolitik in Europa, findet Alesina.

Paul Krugman und seine Anhänger sehen es anders: Austerität ist falsch, so lautet ihre einfache Antwort. Ihr Argument: Der Euroraum als Ganzes ist gar nicht überschuldet. Deshalb hätten die anderen Länder Griechenland einfach helfen können, indem sie selbst mehr Kredite aufgenommen und mit dem Geld die griechische Wirtschaft angeschoben hätten.

Griechenland – das Karstadt Europas

Dabei verkennt Krugman, wie Alesina findet, dass der Euroraum kein Nationalstaat ist: „Wenn Länder wie Deutschland aus Europa keine Transferunion machen wollen, dann funktioniert diese Idee nicht.“ Schließlich wäre das ungefähr so, als würde die Welt beim Staatsbankrott Argentiniens sagen: Macht nichts, schließlich ist die Welt als Ganzes nicht überschuldet – wir zahlen einfach alle für ein großes argentinisches Ausgabenprogramm.

Dann kommt das Land schon wieder in Schwung und aus den Schulden heraus. Oder als würden alle deutschen Unternehmen zum überschuldeten Karstadt-Konzern sagen: Macht nichts, schließlich sind wir zusammengenommen nicht überschuldet – wir geben Karstadt einfach eine Menge Geld, dann kommt die Firma schon wieder auf die Beine und kann uns zurückzahlen.

Und selbst wenn das funktionieren würde: Es gibt einen Grund dafür, dass man es sich nicht so leichtgemacht hat. Der Grund hat einen ökonomischen Namen: „Moral Hazard“. Wenn es zum Prinzip würde, dass man jeden überschuldeten Staat und jede überschuldete Firma mit Geld überschüttet, dann gäbe es bald viele Nachahmer – Disziplinlosigkeit wäre erlaubt.

Wachstum durch weniger Staat

So gibt es für Alesina auch zum Thema Austerität keine einfache Antwort nach dem Muster: Austerität ist schlecht, oder Austerität ist gut. „In Wirklichkeit“, sagt Alesina, „brauchen wir beides: weniger Verschuldung des Staates und mehr gesamtwirtschaftliche Nachfrage.“ Übersetzt für Nichtökonomien bedeutet das: Es ist richtig, dass überschuldete Staaten sparen. Aber Sparen ist nicht alles.

Es kommt darauf an, wie und wo man spart. Man muss es auf eine Weise tun, dass es die Wirtschaft nicht abwürgt, sondern beflügelt. Alesina hat anhand verschiedener Länder erforscht, welche Sparanstrengungen einem Land guttun und welche nicht.

Seine Erkenntnis: Wenn ein Land sich aus der Krise sparen will, dann sollte es das besser nicht tun, indem es die Steuern erhöht. Vielmehr führt das Gegenteil zu schnellerem Erfolg: gleichzeitig Ausgaben kürzen und Steuern senken – und zwar in gleicher Höhe-, also im Wesentlichen den Staatssektor schrumpfen.

Sparen oder nicht sparen?

An dieser Stelle kommen die interessanten Punkte für Griechenland. In Wirklichkeit geht es, wenn man die Probleme des Landes anschaut, gar nicht darum, dass Austerität an sich falsch war. Alesina ärgert sich darüber, dass das Sparen neuerdings als Ursache der Misere in den Krisenländern gesehen wird. „Wenn du krank bist und ein Medikament dagegen nimmst, das dir nicht hilft – dann ist das Medikament doch nicht schuld daran, dass du krank bist“, sagt er.

In Wirklichkeit geht es nicht um die Grundsatzfrage: Sparen oder nicht sparen? Es geht um die Frage: Hat Griechenland auf die falsche Weise gespart? Oder war die Lage von Anfang an so schlecht, dass man ihm mehr Schulden hätte erlassen sollen?

Es gibt Experten, die beide Fragen mit Nein beantworten. Sie finden, dass eine Staatsinsolvenz gar nicht anders laufen kann als mit kontinuierlichen Verhandlungen und vielen kleinen Schuldenschnitten, so unbefriedigend das erscheint. Der Zürcher Ökonom Fabrizio Zilibotti vertritt mit seinen Osloer Kollegen Kjetil Storesletten und Andreas Müller diese Position. Das Vorgehen der Staaten in der Euro-Krise betrachten sie als beinahe ideal.

Vereinbarungen müssen eingehalten werden

Die Mehrheit der Wissenschaftler würde allerdings eher dem Harvard-Ökonomen Alesina zustimmen, der es genau andersherum sieht. Er beantwortet beide Fragen mit Ja. „Griechenland hätte früher in die Insolvenz gehen sollen, mit einem klaren Schuldenschnitt“, sagt er. Es hätte aber auch konsequenter sparen sollen. „Mit dem griechischen Problem wurde auf beiden Seiten chaotisch umgegangen.“

Dass die Politik daran schnell etwas ändert, ist unwahrscheinlich. Es geht weiter wie bislang. Immerhin sind die Positionen so klar wie nie, seit die neue griechische Regierung an der Macht ist. Dass die Politik der Haushaltssanierung prinzipiell falsch war, sagt in Deutschland nicht einmal der linke Flügel der SPD. „Vereinbarungen müssen eingehalten werden“, sagt Parteivize Ralf Stegner. Die Griechen hingegen geben der Sparpolitik die alleinige Schuld an der schlechten Lage.

Dabei gab es schon einmal Hoffnung für Griechenland. Im vergangenen Jahr wuchs die Wirtschaft wieder leicht, die Arbeitslosigkeit ging etwas zurück, der Staatshaushalt wies ohne Schuldendienst einen Überschuss aus. Nach der Wahl von Syriza kam der Rückschlag – und die bange Frage: Was, wenn sich die Früchte des Sparens so spät zeigen, dass die Bevölkerung in der Zwischenzeit die Geduld verloren hat?

Nach dem Sparen kam Hitler

In dieser Verzögerung sah schon der frühere deutsche Bundeskanzler Gerhard Schröder den Grund für das politische Scheitern seiner ökonomisch erfolgreichen Agenda-Politik. „Die unangenehmen Folgen der Reform spüren Sie sofort, die positiven Wirkungen erst in drei bis vier Jahren“, sagte er rückblickend. „Dadurch entsteht eine Lücke, in die demokratisch legitimierte Politik hineinfallen kann.“

Als extremstes Beispiel dafür gilt die umstrittene Sparpolitik, mit der Reichskanzler Heinrich Brüning in den frühen dreißiger Jahren die Folgen der Weltwirtschaftskrise in den Griff bekommen wollte. Im Jahr 1932 begann sich die Wirtschaft langsam zu erholen – nicht schnell genug, um Hitlers Aufstieg zu verhindern.

Um solche Reformlücken auch in weniger dramatischen Situationen zu überbrücken, hatte Schröder einen Vorschlag parat. Um langfristig wirksame Veränderungen etwa auf dem Arbeitsmarkt zu ermöglichen, müsse man kurzfristig mit etwas höheren Schulden

leben. Die Griechen haben es dummerweise eher umgekehrt gemacht. Sie haben bei Renten oder Gehältern gespart, strukturelle Reformen in der Steuerverwaltung oder auf dem Arbeitsmarkt aber aufgeschoben.

Zahlt sich die Erholung aus?

In den Verhandlungen gibt sich die deutsche Kanzlerin auch deshalb kompromissbereit, weil sie genau weiß: Vielen in Europa und Amerika gilt sie als die Urheberin der „Austerität“, gemeinsam mit ihrem Finanzminister Wolfgang Schäuble.

Da mögen sich Balten oder Spanier genauso über griechische Regelverstöße erregen, da mögen praktikable Alternativen zum Sparen fernliegen – das Wort von der „schwäbischen Hausfrau“, mit dem sich Angela Merkel schon in der Finanzkrise 2008 gegen allzu üppige Konjunkturprogramme stemmte, klebt bis heute an ihr und an den Deutschen.

Andererseits: Es ist schon einmal lauter über Austeritätspolitik gestritten worden als heute. Das war im Jahr 2012, als die Entwicklung in allen Krisenländern weiter abwärtsging. Heute scheint das eher ein Athener Spezialproblem zu sein. In den anderen Krisenländern bleiben die Zeichen einer wirtschaftlichen Erholung sichtbar. Ob das politisch schon ausreicht, wird sich spätestens zum Jahresende zeigen: Dann wählt Spanien ein neues Parlament.

Angst vor Inzest und Polygamie

Nachts diskutierte Anne Will über die Homo-Ehe. Deren Befürworter hatten es nicht leicht. Auf die Frage, warum die „Ehe für alle“ nicht etwa auch für Geschwister gelten soll, hatten sie keine stimmige Antwort parat.

11.06.2015, von FRANK LÜBBERDING

Manchmal gibt es nicht nur beim Fußball späte Gegentore. Das kann auch in einer Talkshow passieren. In diesem Fall bei Anne Will nachts um kurz nach Eins. Es bekam die SPD-Generalsekretärin Yasmin Fahimi. Das Thema der Sendung war der „Streitfall Homo-Ehe - Bekommen wir bald irische Verhältnisse?“. Frau Fahimi hatte Anfang Juni [die umstrittenen Äußerungen der saarländischen Ministerpräsidentin Annegret Kamp-Karrenbauer zur Homoeh](#) mit drastischen Worten kommentiert. Sie habe keinerlei Verständnis dafür, "dass eine CDU-Ministerpräsidentin gleichgeschlechtliche Partnerschaften jetzt mit Inzucht und Polygamie gleichsetzt". Frau Will wunderte sich über den diskriminierenden Ausdruck „Inzucht“, den Frau Fahimi sogar zurücknahm, um sie anschließend mit der Position des Ethikrates zum Inzest unter erwachsenen Geschwistern zu konfrontieren. Dieser befürwortet nämlich in seiner Mehrheit die Abschaffung der bisherigen Strafbewehrung inzestuöser Sexualkontakte. Welches Argument, so Frau Will, gibt es jetzt noch gegen die Verweigerung einer Ehe unter Geschwistern?

Frau Fahimi wusste keines, außer den Hinweis auf die Statistik. Solche Fälle gäbe es in Wirklichkeit nicht, so schließlich auch die Erfahrung in den Staaten, wo hetero- und homosexuelle Partnerschaften schon längst gleichgestellt worden sind. Allerdings müsse man über diesen Vorschlag des Ethikrates noch einmal nachdenken, so Frau Fahimi, und sie „habe sich dazu noch keine abschließende Meinung gebildet“. Sie konnte jetzt nur noch den Ball aus dem Netz nehmen. Es wurde hier deutlich, woran die Debatte über die sogenannte „Ehe für alle“ krankt: An ihrer intellektuellen Beliebigkeit. Frau Kamp-Karrenbauers Äußerungen wurden bisher vor allem so wahrgenommen, wie es gestern Abend auch Norbert Reicherts machte, ein ehemaliger katholischer Pfarrer, der in einer homosexuellen Partnerschaft lebt. Als Versuch von Konservativen, Ängste zu schüren, indem Inzest mit Homosexualität gleichgesetzt wird. Nur stellte sich Reicherts nicht die entscheidende Frage: Warum muss man eigentlich Angst vor dem Inzest oder der Polygamie haben? Was spricht dagegen, das Rechtsinstitut der Ehe für alle zu öffnen, die aus freier Entscheidung heraus Verantwortung füreinander übernehmen wollen? Warum sollen diese Formen der Partnerschaften gegenüber der klassischen Ehe diskriminiert werden? Oder anders gesagt: Warum soll nur die homosexuelle Partnerschaft das Privileg der Gleichstellung bekommen?

Gleichbehandlung auch auf symbolischer Ebene

Der frühere CSU-Politiker Thomas Goppel wies schon zu Beginn der Sendung auf den rechtsstaatlichen Grundsatz der Differenzierung hin. Er meinte damit Gleiches gleich, aber Ungleiches ungleich zu behandeln. Die Ungleichbehandlung gleichgeschlechtlicher Partnerschaften unter heutigen Bedingungen zu begründen, fiel ihm erwartungsgemäß schwer. Letztlich variierte er lediglich das Argument vom christlichen Menschenbild und wollte ansonsten die Verfahrenshürden zur rechtlichen Gleichstellung möglichst hoch hängen. Die Gegenargumente von Frau Fahimi und Reicherts waren rechtlicher und soziologischer Natur. Rechtlich ginge es um die Gleichheit vor dem Gesetz, die Homosexuellen nicht verwehren dürfe, was Heterosexuellen zugestanden wird. Ansonsten handele es sich um Diskriminierung. Darauf beruhte auch das soziologische Argument. Gesellschaftliche Normen, die die Ehe als heterosexuelle Partnerschaft definierten, dürften keine Rolle spielen, weil sie den Minderheitenschutz gefährdeten. Zugleich käme damit die soziale Ächtung von Minderheiten zum Ausdruck, weswegen auch auf symbolischer Ebene die Gleichbehandlung zwingend wäre.

Nur darf man dann eigentlich noch von der „Familie als Vater, Mutter, Kind“ sprechen, so Frauke Petry, AfD-Vorsitzende aus Sachsen? Oder wäre nur noch das neutrale „Eltern“ erlaubt? Sie bemühte ebenfalls die Statistik. Welche Relevanz habe eigentlich dieses Thema, wenn den 18 Millionen klassischen Ehen lediglich 75.000 eingetragene Lebenspartnerschaften gegenüberstünden? Ansonsten bemühten sich Frau Petry und Goppel dem Eindruck entgegenzutreten, sie könnten Homosexualität immer noch für eine abscheuliche Perversion halten. Vor allem Goppel betonte den erreichten gesellschaftspolitischen Fortschritt vergangener Jahrzehnte. Dass heute nicht mehr über die Lebensumstände des Homosexuellen so diskutiert werden muss wie noch vor 40 Jahren, hat vor allem etwas mit den veränderten Einstellungen von Konservativen zu tun. Deshalb findet sich dort wahrscheinlich auch kein stichhaltiges empirisches Argument mehr gegen die Gleichstellung homosexueller Partnerschaften. Wer glaubte noch ernsthaft daran, Homosexuelle könnten keine Kinder erziehen, außer die Restbestände konservativen Denkens aus den 1970er Jahren? Insofern ist es nachvollziehbar, warum Frau Will Schwierigkeiten hatte, einen führenden Unionspolitiker zu diesem Thema einzuladen. Die Union wartet auf die Entscheidung des Bundesverfassungsgerichtes, um diesen Bruch mit dem früheren homophoben Selbstverständnis nicht selbst vollziehen zu müssen. Man muss nicht Angela Merkel heißen, um dieses Kalkül für stichhaltig zu halten.

Potentielle intellektuelle Verrenkungen

Aber trotzdem haben die Befürworter der rechtlichen Gleichstellung homosexueller Partnerschaften ein Problem. Frau Fahimi kassierte schließlich nicht ohne Grund das Gegentor in letzter Minute. Alle Argumente, die dafür sprechen, müssen sich am Ende konsequenterweise auf andere Formen menschlichen Zusammenlebens anwenden lassen. Dafür sprechen der Minderheitenschutz und die Freiwilligkeit einvernehmlich getroffener Entscheidungen. Wieso sollen dann nicht Geschwister heiraten oder sogar ein Sohn seine Mutter ehelichen dürfen? Wegen der Sexualität? Dieses Argument kann genauso wenig überzeugen, wie die Privilegierung der klassischen Ehe mit der Möglichkeit, Kinder zu bekommen. Nicht in jeder heterosexuellen Ehe gibt es Kinder und nicht in jeder Partnerschaft Sexualität. Will jemand wirklich die Ehe mit dem Sexualtrieb begründen, wenn ansonsten noch nicht einmal Kinder als ein überzeugendes Argument zugunsten der überkommenen Ehe akzeptiert werden? Die christliche Überlieferung, von der Goppel sprach, mag nicht mehr überzeugen. Das Konstrukt der Ehe aber an die Sexualität zu binden, noch viel weniger.

Es gibt nur ein Argument gegen die Ehe für alle, die wirklich für alle geöffnet wird. Das sind gesellschaftlichen Normen, die andere Formen der Partnerschaft diskriminieren. Jeder muss heute einen Spießrutenlauf befürchten, der seine Mutter, Schwester oder Bruder heiraten will. Oder polygame Beziehungen legalisieren möchte, die Frau Fahimi erwähnte. Auch homosexuelle Aktivisten müssen diese soziale Norm nutzen, wenn sie die eigene Gleichstellung durchsetzen wollen, um andere zu verhindern. Goppel sprach von der „Differenzierung“, die jetzt lediglich „eine Stelle weiter“ vorgenommen werden müsse. Man könnte aber unter Umständen auch mit der Familie als „Keimzelle des Staates“ argumentieren, allerdings jetzt gleichgeschlechtlich interpretiert. Auf solche intellektuellen Verrenkungen darf man gespannt sein. Nur kann das ein Bundesverfassungsgericht nicht

interessieren, wenn es mit einer solchen Fragestellung einmal konfrontiert werden sollte. Oder wäre selbst ein einziger Fall gegenüber 75.000 anders zu behandeln als 75.000 gegenüber 18 Millionen? Der Minderheitenschutz ist von der Statistik unabhängig, wie nicht nur gestern Abend zum Ausdruck gebracht worden ist.

Veränderte Lebenswirklichkeit

Tatsächlich musste bei Frau Will ein politisches Lager dieses späte Gegentor hinnehmen, weil es Gleichstellung nur noch „formal-juristisch“ und eben nicht mehr gesellschaftspolitisch interpretiert, um noch einmal die etwas unglücklich agierende Frau Fahimi zu zitieren. „Formal-juristisch“ müssen nämlich jetzt die Befürworter der Abschaffung der klassischen Ehen begründen, warum die Gleichstellung lediglich für eine Form der Lebenspartnerschaft gerechtfertigt sein soll. Oder sie müssen anerkennen, dass die Ehe für alle wirklich für alle ist.

Das Institut der Ehe, wie es sich in vergangenen Jahrtausenden entwickelt hatte, gibt es dann nicht mehr. Es ist allerdings schon längst überholt, weil es der Lebenswirklichkeit nicht mehr entspricht. Die frühere Verbindlichkeit ist durch ein Optionen-Modell ersetzt worden, wo die Präferenzen des Individuums im Mittelpunkt stehen. Man kann sich scheiden lassen, neu heiraten, warum nicht einen gleichgeschlechtlichen Partner - oder seine Geschwister? Der Sozialstaat wird sich mit den Folgen beschäftigen müssen, wie er das schon immer tat. Etwa wenn Eltern in klassischen Familien auf die Idee kommen sollte, die eigenen Rentenansprüche auf die Kinder über deren Heirat zu übertragen.

Soziologische Scherze

Ökonomisch wäre es eine Missbrauchsdebatte, die auf die politische Rhetorik über die Diskriminierung wahrscheinlich wenig Rücksicht nähme. Beim Geld hört bekanntlich der gesellschaftspolitische Gestaltungswille auf. Das ist auch kein Zufall. Diese Form der Gleichstellungspolitik war intellektuell schon immer ein Kind des Neoliberalismus gewesen. Schließlich entspricht sie weitgehend einer Logik, wo nur noch Marktzugänge sicherzustellen sind. In diesem Fall ist es die Ehe, deren sonstiger Sinn offensichtlich nicht mehr erkennbar ist, außer dass Menschen zusammenleben und diffuse Verantwortung übernehmen. Das Thema „Marktzugang“ scheint aber die Katholische Kirche noch nicht begriffen zu haben. Dort gibt es jetzt sogar „selbstständige Pfarrer“, so nannte sich wenigstens der studierte katholische Theologe Norbert Reicherts. Das wäre früher ein soziologischer Scherz gewesen, den jeder verstanden hätte, nur wurde das gestern Abend ernst gemeint. Insofern steht der „Ehe für alle“ nichts mehr im Wege: Wenn sogar katholische Theologen noch nicht einmal den Katholizismus verstehen, ist deren Einführung überfällig.

Islam? Welcher Islam?

Auf den Siegeszug des „Islamischen Staats“ reagiert die Azhar-Universität in Kairo, der „Vatikan des Islam“, mit schrillen Tönen. Für einige westliche Gelehrte haben die Lehrenden nur Hohn und Spott übrig.

11.06.2015, von **MARKUS BICKEL**

Osama al Azharis Waffe sind seine Bücher. Eines nach dem anderen hält der sunnitische Scheich mit dem weißen Turban in die Höhe und fordert die Zuhörer im prall gefüllten Hörsaal auf, sie zu lesen. Und übersetzt werden sollten sie selbstverständlich auch: ins Englische und Französische, ins Spanische, Urdu, Farsi und Russische, um dann in die ganze Welt verschickt zu werden.



Autor: Markus Bickel, Korrespondent für die arabischen Länder mit Sitz in Kairo. Folgen:

Strengen Blickes hört der in schwarzem Gewand gekleidete al Azhari mit dem akkurat gestutzten Backenbart gar nicht mehr auf, für seine Mission zu werben: Erst wenn die Toleranz und Mäßigung lehrenden Schriften der Azhar ihren festen Platz in den Bibliotheken des Westens gefunden hätten, würden die Ungläubigen endlich aufwachen und nicht mehr dem Atheismus anheimfallen, ruft Azhari seinen Zuhörern zu, während sich die Ventilatoren an der hohen Decke langsam drehen. Inshallah, so Gott will!

Eigentlich sollte das Mitglied des Präsidialrats für Sozialdienste der altehrwürdigen Al-Azhar-Universität an diesem Mittag über „Motive und Ziele von Diffamierungskampagnen gegen die Azhar“ sprechen. Doch der junge Professor dreht den Spieß einfach um - und teilt kräftig aus. Für Stephen Hawking, den Astrophysiker, hat er nur Spott und Verachtung übrig; eine stets willkommene Zielscheibe ist außerdem der britische Autor Christopher Hitchens, der Bücher wie „Der Herr ist kein Hirte: Wie Religion die Welt vergiftet“ geschrieben hat und kritische Essays über einen rückwärtsgewandten „Islamofaschismus“.

Auch der Kolumnist Ayman al Sayad, der am anderen Ende des Podiums sitzt, bleibt nicht verschont. Der Journalist hatte die im Jahr 972 von den Fatimiden gegründete älteste Hochschule der Welt gerade in den höchsten Tönen gelobt. Einen Blick von außen sollte er in seinem Vortrag „Al Azhar und die Medien“ auf eine Einrichtung werfen, die einerseits Universität, andererseits religiöses Zentrum für Millionen Muslime auf der ganzen Welt ist. Doch das reicht dem strengen Scheich Azhari nicht. „Leider war er hier nicht Student“, kanzelt er seinen Vorredner ab und steckt damit zugleich die engen Grenzen des Azhar-Universums ab. „Jeder, der einen großen Namen trägt, sollte die Azhar besucht haben.“

Beifall brandet auf, vor allem junge Männer haben sich im großen Hörsaal der Fakultät für Massenkommunikation zusammengefunden, aber auch eine Handvoll Frauen. Die Azhariten sind die Lebensversicherung ihrer Familien, denn trotz überfüllter Räume und hoffnungslos veralteter Curricula bringt der Besuch der „Blühenden“, wie Azhar auf Arabisch heißt, noch immer Renommee und Respekt ein. Mehr als 450.000 Studenten besuchen die Universität, die in 18 ägyptischen Provinzhauptstädten und überall auf der Welt ihre Ableger hat, in den Vereinigten Staaten und Großbritannien, in Indonesien und Indien, Sudan und Somalia. Gelehrt wird an 62 natur- und geisteswissenschaftlichen Fakultäten. Frauen und Männer getrennt.

Gottes Wille kommt per App

Von wissenschaftlicher Freiheit freilich lässt sich spätestens seit 1961 nicht mehr sprechen: Der nach dem Sturz der Monarchie 1952 an die Macht gelangte Offizier Gamal Abd al Nasser nahm die Gelehrten an die kurze Leine und bestimmte den Großscheich der Universität fortan selbst. Im Gegenzug sicherte der Staat die Finanzierung zu. An dieser Ordnung wurde über Jahrzehnte nicht gerüttelt, ehe nach der Revolution gegen Husni Mubarak ein sanfter Hauch des Wandels auch die Azhar erfasste: In Zukunft dürfen die Scheichs selbst über ihren obersten Sprecher entscheiden - freilich erst, wenn der amtierende Großimam Ahmad al Tayyeb verstirbt oder sich entscheidet, freiwillig abzutreten.

Am Stolz der Azhariten, der wichtigsten Autorität der muslimischen Welt anzugehören, haben die Machtkämpfe, die Aufstieg und Fall des im zweiten Revolutionsjahr an die Macht gelangten Muslimbruders Muhammad Mursi mit sich brachten, nichts geändert. Salafisten und konservative Theologen, die traditionell über großen Einfluss in der Azhar verfügten, setzten in den zwölf Monaten der Islamistenherrschaft zwar alles daran, die Scharia-Gesetzgebung auszuweiten. Doch ihr Aufstieg wurde durch den Staatsstreich des damaligen Armeechefs Abd al Fattah al Sisi im Juli 2013 jäh gestoppt. Großscheich al Tayyeb gab dem Militärputsch seinen Segen, als er mit Sisi vor die Kameras trat. Zu einem Aufschrei führte das nicht: Staatstreu sind die Azhar-Führer seit Nasser immer gewesen, im Gegenzug genießen sie weitgehend Immunität.

Professor al Azhari ist gerade wieder voll in Fahrt gekommen, nur ein religiös-folkloristisches Beiprogramm kann ihn noch aufhalten, Koran-Rezitationen und salbungsvoll vorgetragene Verse eines als „großer Dichter“ angekündigten Poeten. Zahllose Kameras der Mobiltelefone halten das Geschehen auf dem Podium im Ibrahim-Hamrosch-Saal fest, benannt nach einem ehemaligen Großscheich der Universität. Dann aber, um kurz nach zwölf, geben die Telefone den Ruf zum Mittagsgebet von sich, der Berater des Großscheichs, Muhammad Muhanna, der das Wort ergriffen hat, muss seine Rede unterbrechen. Gottes Wille kommt per App.

Der Erfolg des IS hat die Azhar-Universität aufgeweckt

Mit grünen Schärpen über den Schultern hatte ein Dutzend stolzer Studienanfänger am Vormittag vor dem Gebäude der Medienwissenschaftler in der islamischen Altstadt Kairos die Azhar-Größen empfangen: Sowohl der Vizepräsident der Universität, Ibrahim al Hodhod, als auch der Stellvertreter des Großscheichs, Abbas Shouman, sind gekommen, außerdem Dutzende Professoren, Fotografen, Kameramänner und Reporter. Roter Teppich und Plakate mit dem Hinweis, dass es sich bei der Veranstaltung „Die Botschaft der Azhar und die Verantwortung der Medien“ um ein „wissenschaftliches Seminar“ handele, sollen die Bedeutung der Zusammenkunft unterstreichen.

Seit Ende 2014 jagt eine solche Veranstaltung die nächste. Der Erfolg der sunnitischen Terrorgruppe „Islamischer Staat“ (IS) hat die Lehranstalt im Herzen Kairo aufgeschreckt - wenn auch mit einiger Verzögerung. Wochen vergingen, ehe al Tayyeb die Greuel der Mörderbande in Mossul und anderen irakischen Städten verurteilte. Dann aber so: Bei den „Terroristen“ handele es sich um eine „zionistische Verschwörung“. Äußerungen einzelner Azhar-Scheichs, die sich weigerten, die IS-Kämpfer als Gottlose zu bezeichnen, trugen ebenfalls nicht gerade dazu bei, dass sich die Universität, die mitunter als „islamischer Vatikan“ bezeichnet wird, als Hort vernünftiger Antifundamentalisten einen Namen machen könnte.

Seit ein paar Monaten hat sich der Ton verändert. Auch auf dem Podium im Ibrahim-Hamrosch-Saal. Der strenge Scheich Azhari legt großen Wert darauf, dass schon im Dezember zweihundertfünfzig Gelehrte aus aller Welt dem Aufruf der Azhar folgten, nach Kairo zu kommen, um gemeinsam eine Stellungnahme gegen den IS zu verabschieden. „Mehr als eine halbe Million Exemplare wurden davon gedruckt“, sagt er stolz. Bücher sind Azharis Waffe, Auflage seine Währung.

„Keine Muslime“, lautet die Devise

Dass den Terroristen und ihren Anhängern mit Worten allein nicht beizukommen ist, geht im Redeschwall der Gelehrten auf dem Podium allerdings unter. Von „entscheidenden Phasen“, „wichtigen Wendepunkten“ und „schwerwiegenden Herausforderungen“ ist in einem fort die Rede und davon, dass die Azhar - „das Minarett der Wissenschaft“ - stark genug sei, sich allein gegen Angriffe zu wehren.

Tayyeb's Stellvertreter Shouman, der zuletzt Schlagzeilen machte, als er die Aufforderung an die Frauen zurückwies, das Kopftuch abzulegen, fordert die Medien dazu auf, ihrer Rolle gerecht zu werden - und „ein sehr gutes Bild des Islams“ zu vermitteln. Muhammad Muhanna, der Berater des Großscheichs, wagte sogar die Behauptung, dass es sich bei den Kämpfern des „Kalifen“ Abu Bakr al Bagdadi gar nicht um Muslime handele.

Das wurde dann zum Mantra der Azhar-Gelehrten, seit jedes Gespräch über den Islam unweigerlich bei den Greueln von Bagdadis Männern endet. Keine Muslime, lautet ihre Devise, um das Phänomen in den Griff zu bekommen. Kein Wort darüber, dass sich die Sunnitenmiliz in den von ihr eroberten Gebieten auf eine breite gesellschaftliche Basis stützen kann. Kein Wort davon, dass sich die IS-Fanatiker ebenso wie die Azhar-Gelehrten auf dieselben Wurzeln berufen: den Koran.

Als sich die Extremisten im Februar zur Verbrennung des jordanischen Kampffliegers Moaz Kasabeh bei lebendigem Leibe bekannten, erhob Großscheich Tayyeb Einspruch: Der Koran empfehle für solche Fälle doch die Kreuzigung und das Abhacken der Gliedmaßen! Amerikas Außenminister John Kerry muss andere Stellungnahmen im Kopf gehabt haben, als er im vergangenen Herbst vorschlug, die Azhar solle die ideologische Speerspitze moderater Muslime im Kampf gegen den IS bilden.

Kauder: „Wir sind weiter voneinander entfernt, als ich geglaubt habe“

Aus dem modernen Palast auf einer Anhöhe in der Innenstadt von Kairo, wo Tayyeb residiert, dringen stattdessen schrille Töne und werden Intrigen gegen reformerische Kräfte gesponnen. Den Azhar-kritischen Kulturminister Gaber Asfour soll Tayyeb im März aus dem Amt gedrängt haben; bei der Absetzung der beliebten Fernseh-Talkshow „Ma Islam“ („Mit dem Islam“) ein paar Wochen später hatte er ebenfalls seine Finger im Spiel. Der Vorwurf an den Moderator Islam al Beheiry: Mit seiner Kritik an der Texttreue des traditionellen sunnitischen Establishments habe er den Islam beleidigt. Als Tayyeb im April dann das „barbarische Vorgehen“ schiitischer Milizen im Irak anprangerte, bestellte die Regierung in Bagdad den ägyptischen Botschafter ein.

Auch Volker Kauder erlebte bei seinem Treffen mit dem Großscheich in Kairo alles andere als einen nachdenklichen Gesprächspartner - geschweige denn einen „islamischen Luther“. Er habe einen „intensiven Vortrag“ über eine zionistisch-amerikanische Verschwörung anhören müssen, erzählt der Vorsitzende der Unionsfraktion in der Residenz des deutschen Botschafters, eine Verschwörung, die zur Entstehung des IS geführt habe und deren Opfer nun in erster Linie Muslime seien. Außerdem habe es längere Tiraden über die verderbliche Rolle Homosexueller und den Abfall Europas vom Glauben gegeben. Das nüchterne Fazit Kauders: „Wir sind viel weiter voneinander entfernt, als ich geglaubt habe.“

Bleierne Zeiten vier Jahre nach der Revolution

An einer schmucklosen Ausfallstraße Kairo liegt der weitläufige Campus der Azhar-Universität. Direkt gegenüber dem Denkmal für den unbekanntesten Soldaten. Im Oktober 1981 hatte hier eine Gruppe bewaffneter Islamisten den damaligen Präsidenten Anwar al Sadat umgebracht. Unmittelbar danach verhängte dessen Nachfolger Mubarak den Ausnahmezustand, der erst nach seinem Rücktritt 2011 aufgehoben wurde. Von dem Gefühl des Aufbruchs, das in den Tagen des Aufstands gegen den autoritären Herrscher Ägypten erfasste, ist heute nichts mehr übrig. Bleierne Zeiten sind eingeleitet vier Jahre nach der Revolution, ein Klima der Ausgrenzung und Einschüchterung beherrscht das Land.

Taschen und Metallgegenstände muss abgeben, wer den streng bewachten Eingang passieren will. Wie am Flughafen wird alles kontrolliert. Ein Mannschaftswagen der Bereitschaftspolizei steht hinter der hohen Pforte, ein Englischstudent weist den Weg zum Büro des Dekans der fremdsprachlichen Fakultät. Das Schlimmste sei längst vorbei, sagt der junge Mann und meint damit die Monate nach der Machtergreifung Sisis. Sicherheitskräfte rückten damals ein, viele seiner Kommilitonen wurden verhaftet. Zwanzig Studenten kamen seit Sommer 2013 bei Protesten ums Leben, allein sieben davon auf dem Azhar-Campus.



© AP Al-Azhar-Moschee in Kairo

Über diese Vorkommnisse reden möchte Said Attia nicht, ebenso wenig über die Anzahl der Muslimbrüder, die heute noch Posten in der Azhar-Hierarchie besetzen. Hunderte sollen es sein. Er sei Forscher und kein Politiker, sagt der Dekan. Auch nähere Auskünfte über die Ansprache, die Sisi im

Januar vor Professoren und Geistlichen hielt, wehrt er ab. „Ich habe geklatscht“, sagt er knapp und weist darauf hin, dass auch ein Sohn des Präsidenten an seiner Fakultät immatrikuliert gewesen sei.

Azhar als „Hort eines moderaten Islams“

In der vielbeachteten Rede hatte Sisi eine radikale Erneuerung islamischen Denkens gefordert und die Azhar-Lehrenden in die Pflicht genommen. Eine schonungslose Auseinandersetzung mit dem eigenen System müssten diese führen, um weiteres „Verderben“ zu verhindern: Es sei „undenkbar“, dass die 1,6 Milliarden Muslime dem Rest der Menschheit das Gefühl gäben, sie töten zu wollen. „Die ganze Welt wartet auch deshalb auf Ihre Worte, weil die muslimische Nation zerrissen und zerstört wird und auf ihren Untergang zusteuert.“ Wieder machte das Wort von der Azhar als dem „Hort eines moderaten Islams“ die Runde.

„Wir glauben daran, dass wir uns erneuern müssen“, sagt Said Attia und erwähnt einen Hadith aus der Sammlung der überlieferten Gebräuche und Aussagen Mohammeds, der alle hundert Jahre einen religiösen Reformen gefordert habe. Dem Kern von Sisis Rede freilich, mit veralteten Texten und Denkweisen zu brechen, die über Jahrhunderte ungeprüft weitergegeben wurden, stimmt er nicht zu. „Es geht nicht um die Grundlagen“, sagt er. Schließlich sei doch jedem klar, dass nicht alles, was zu Zeiten des Propheten vor 1400 Jahren gegolten habe, eins zu eins auf heute übertragbar sei. Und der IS? „Sie behaupten, sie seien Muslime“, betet Attia die Azhar-Mainstream-Haltung herunter. „Meiner Meinung nach sind sie das aber gar nicht.“ Man müsse sich doch nur die Enthauptung der 21 ägyptischen Kopten an einem Strand in Libyen im Februar anschauen. So etwas habe weder der Prophet erlaubt noch der Koran. Islam? „Der Islam hat nichts damit zu tun.“

Doch was denn nun den „moderaten Islam“ ausmache, kann Attia auch nicht so recht erklären. „Harmonie“ nennt er als Stichwort, „Frieden“, „Liebe“ und „Gleichheit“ und zitiert den Koran, der fordere, dass Muslime gemäßigt auftreten sollten. Seiner Fakultät kommt dabei eine besondere Rolle zu. Ein eigener Satellitensender der Universität soll künftig in zehn Sprachen über den „wahren Islam“ aufklären. Attias Professoren werden unter den Übersetzern sein. Schon jetzt hätten sie begonnen, die Reden des Wafq-Ministers für religiöse Angelegenheiten zu übersetzen. „Die Bedeutung des Islams und Fehler von Muslimen: Hin zu einer Korrektur“, hieß die letzte Konferenz, die seine Behörde ausrichtete.

How the Eurozone Should Deal With Pushback

A bold solution is needed to persuade unruly member states to undertake economic overhauls

By [SIMON NIXON](#)

June 10, 2015 5:20 p.m. ET

Whatever the outcome of the interminable Greek crisis, it has highlighted a major challenge for the eurozone: How does it induce a member state to pursue policies vital not only to its own economic fortunes, but also to those of every other country to which it is yoked? How can sovereign governments -- including those not facing the prospect of imminent default if they refuse to accept the conditions attached to a bailout program -- be persuaded to undertake reforms that will make their economies more flexible and therefore better able to withstand shocks?

Flexibility is essential in a currency union where member states can't rely on traditional shock absorbers such as devaluation, deficit-spending and money printing. This is a point that European Central Bank officials make repeatedly: The term "structural reforms" has featured in one-third of all speeches since the launch of the euro, ECB President Mario Draghi noted in a speech last month. Yet despite the shocks of the past seven years, governments have been slow to adopt measures to reduce the size and cost of the public sector, cut bureaucracy and free up product and labor markets.

Greece is an extreme case. The inflexibility of its economy was a major factor in both its boom and its bust: When cheap money was flowing into the country during the early years of the euro, there simply weren't enough investment opportunities in its dysfunctional private sector to absorb the money; instead, it was used to fund a vast expansion of Greece's dysfunctional public sector. When the flow of cash dried up, this same lack of flexibility prevented the economy from rebalancing. Worse, failure to overhaul the civil service and pension system meant that the burden of rebalancing the public finances had to be borne by taxation, which sapped growth.

But Greece is hardly alone. Portugal's economy suffered from similar problems, albeit on a smaller scale. It has gone far further than Greece in terms of addressing some of its rigidities -- and as a result is now enjoying reasonable growth -- but large imbalances remain, including a high stock of public- and private-sector debt, leaving it vulnerable to any loss of market confidence, not least if it reversed its reforms. Meanwhile, the weakness of the inflexible French and Italian economies last year brought the eurozone to the brink outright deflation, forcing the ECB to start buying government bonds.

Politicians don't like implementing structural reforms because they inevitably involve confronting powerful vested interests. Making an economy more flexible may mean weakening some employment protections, or raising retirement ages, or removing special privileges and regulatory barriers that might impede competition, keep costs high and prevent outsiders from breaking into markets. A few politicians, not least in the Greek government, are ideologically opposed to what they see as a neo-liberal agenda. Many other politicians, more subtly, claim to favor reforms but argue that they risk weakening demand and should be delayed until the economy is stronger.

One often hears this argument from supporters of the Greek government as a reason why the eurozone should water down its reform demands. But the argument is flawed. As Mr. Draghi argued in his speech, credible reforms should boost short-term demand since they should raise the long-term growth potential of the economy, which should in turn make firms more confident about their future revenues and profits and so more willing to invest. Similarly, raising retirement ages should reduce the need for saving, boosting demand and therefore growth expectations.

At a time when borrowing costs have never been lower and bank lending is starting to recover for the first time in seven years, this is exactly the right time for governments to be making reforms that raise growth expectations and encourage investment, particularly in sectors where there is likely to be strong pent-up demand.

But sound arguments are unlikely to be enough to push eurozone governments into action, particularly in an increasingly polarized European political environment where every structural reform is inevitably attacked as "austerity." After all, if Greece can't be persuaded to undertake reforms even when facing economic calamity, what chance that

other eurozone governments, currently enjoying the unanticipated relief of a quantitative-easing-induced recovery, will take tough choices?

More likely, they will follow the example of Japan, which has been avoiding reform for 20 years. That raises the risks that when the cyclical effects of quantitative easing fade, the eurozone's low potential growth rates will remain a long-term drag on investment and job creation.

Clearly something bolder will be needed. Later this month, the presidents of the European Commission, European Council of Europe, European Parliament and ECB will set out their thoughts on how to strengthen the euro, in a paper to be discussed at a meeting of European leaders. One idea that has been doing the rounds in Brussels is that the eurozone should incentivize structural reforms by creating a new common budget that only those countries that meet certain reform benchmarks would be allowed to draw upon. The aim would be to create a new convergence process, similar to the one that saw member states undertake the reforms required to make themselves eligible for euro membership.

But this may be too radical for some members, who continue to be wary of handing Brussels any tax-collecting powers. The history of the European Union suggests that such a bold step would come only in response to a major crisis. Maybe a Greek euro exit will provide the catalyst?

122,17

Bac en plein ramadan : le calvaire des jeunes musulmans

Le Point - Publié le 11/06/2015 à 09:06

Le début du jeûne coïncide cette année avec les épreuves écrites du baccalauréat : un défi pour les candidats musulmans suivant la tradition.

SOURCE AFP

Le début du ramadan coïncide cette année avec les épreuves écrites du bac : un défi pour les candidats musulmans qui, selon la tradition, ne peuvent trouver dans les examens un motif valable pour s'abstenir de jeûner. Les écrits du baccalauréat général et technologique s'étalent du 17 au 24 juin. Soit sur la première semaine du ramadan, qui commence autour du 18 juin, ce qui ne s'était pas produit depuis une trentaine d'années.

Cet alignement de calendriers n'est pas anodin en France, où vit la première communauté musulmane d'Europe, et alors que le ramadan est un rite massivement suivi, avec plus de 70 % voire 80 % de jeûneurs, selon les études. Durant ce mois sacré, les musulmans sont invités à s'abstenir de boire, de manger et d'avoir des relations sexuelles, des premières lueurs de l'aube - dès que l'on peut « distinguer un fil blanc d'un fil noir », prescrit le Coran - jusqu'au coucher du soleil. Soit pendant 18 heures environ (de 3 h 50 jusqu'à presque 22 heures) la semaine des examens, qui sonnera aussi le début de l'été, avec les jours les plus longs et un risque de températures élevées.

Pas une raison valable

Le jeûne, quatrième pilier de l'islam, s'impose à tout musulman pubère. Des dispenses appelant des compensations - par un jeûne différé - sont prévues pour les voyageurs, les malades, les personnes âgées, les femmes enceintes ou venant d'accoucher. Mais théoriquement ni pour les travailleurs ni pour les candidats à des examens... « Passer un examen n'est pas considéré comme une raison valable d'abandon du jeûne », confirme Anouar Kbibech, prochain président du Conseil français du culte musulman (CFCM). « Il peut cependant y avoir des situations où la personne n'arrive pas à assumer le jeûne. À l'impossible nul n'est tenu », ajoute-t-il, comme en écho à un passage du Coran (« Dieu veut pour vous la facilité et non la difficulté »).

Anouar Kbibech se souvient d'avoir jeûné alors qu'il passait des oraux d'admission en écoles d'ingénieurs. « Les deux ou trois premiers jours, c'est difficile, mais après le corps s'habitue. Et il peut même y avoir un moment, en début d'après-midi, où le corps se trouve dans un état d'euphorie ». « Sur Twitter, les jeunes disent *on va morfler* », relate Fateh Kimouche (Al-Kanz), blogueur à l'affût de ce qui se dit sur la Toile musulmane. « Ils appréhendent et c'est légitime, deux stress se cumulent », ajoute-t-il, sans exclure que des parents inquiets des performances de leurs enfants « fassent pression pour leur interdire de jeûner ».

Mais pour ce musulman orthodoxe, « le problème, ce n'est pas le ramadan, c'est soi-même. C'est sûr que le jeûne est plus facile à supporter si on ne fait pas d'orgie le soir », lors du repas de l'iftar, glisse-t-il. « Beaucoup se sentent plus légers, se sentent mieux lors du ramadan », assure-t-il en vantant ses vertus d'« ascèse spirituelle » et de « thérapie corporelle ». Avec ou sans examen à passer.

Les investisseurs s'inquiètent de mouvements brutaux sur les taux d'intérêt, même si les États empruntent encore à des conditions historiquement avantageuses.

Par MARC VIGNAUD

« Nous devrions nous habituer à des périodes de volatilité plus élevées. » La petite phrase de Mario Draghi, mercredi dernier, lors de sa conférence de presse mensuelle, n'est pas passée inaperçue. Ce sabir de banquier central est parfaitement incompréhensible pour le commun des mortels, mais il parle aux acteurs des marchés financiers. Le président de la Banque centrale européenne (BCE) leur a signifié qu'il n'avait pas l'intention, en l'état actuel des choses, de réagir face à la hausse brutale et erratique des taux d'emprunt des États européens.

« Super Mario », l'homme qui a stoppé la spéculation contre les dettes des États de la zone euro d'une seule petite phrase, à l'été 2012 ; l'homme qui a réussi à faire avaler à son institution un programme massif d'achat de dettes souveraines sur les marchés jusqu'en septembre 2016 (Quantitative easing, QE) pour lutter contre la déflation, buterait-il sur un obstacle ? Va-t-il réellement laisser le prix des titres de dette souveraine s'enfoncer et les taux d'intérêt monter, au risque de causer ainsi des pertes à certains investisseurs ?

Le succès de la lutte contre la déflation

D'ores et déjà, le mouvement est spectaculaire. Mi-avril, la dette allemande à 10 ans (la référence de la zone euro) ne rapportait quasiment plus rien à son détenteur (environ 0,05 %). Et pour cause, tout le monde se battait pour en détenir. Depuis, la tendance s'est inversée. Les investisseurs se sont mis à vendre, de sorte que la dette allemande rapporte désormais 1 %. Et les autres obligations d'État subissent le même sort. La dette française à 10 ans rapporte désormais près de 1,3 % contre 0,4 % mi-avril. Les taux d'emprunt de l'Italie et de l'Espagne remontent dangereusement. Et ce alors que la Banque centrale européenne avale une cinquantaine de milliards de dette publique par mois, ce qui soutient la demande et devrait donc faire baisser les taux ! En réalité, ce mouvement est « général, au moins sur les marchés des économies les plus avancées », relèvent les économistes du courtier Aurel BGC.

Faut-il craindre un « krach obligataire », c'est-à-dire un effondrement des titres de dette sur les marchés et une explosion des taux d'emprunt des États ? La question est posée. Mais ce scénario reste très improbable. Au contraire, la remontée des taux - qui restent pour l'instant à des niveaux historiquement bas - peut être interprétée comme un signal positif. « Les investisseurs considèrent que la BCE a gagné. L'inflation est à nouveau positive. Ils anticipent donc qu'un jour, la BCE va cesser ses rachats de titres, voire remonter ses taux d'intérêt, décrypte Jean-François Robin, stratégeste taux pour la banque Natixis. Au début de l'année, on ne parlait que de déflation, de taux d'intérêt négatifs. En deux mois, on a totalement changé de scénario. Le marché s'ajuste. » Cela paraît logique : les investisseurs ne peuvent plus accepter des rendements aussi faibles alors que leurs anticipations d'inflation se redressent, sauf à risquer de perdre de l'argent.

À la recherche de la liquidité perdue

Côté pile, la remontée des taux peut donc être considérée comme le reflet de la meilleure santé de l'économie européenne. La croissance revient, les prix se remettent à augmenter, la menace de déflation s'éloigne. Mais côté face, le mouvement est bien trop violent. « Pour un assureur-vie, des variations aussi importantes au jour le jour sont inquiétantes », souligne Jean-François Robin, alors que le marché obligataire est supposé être beaucoup plus stable que les marchés actions.

Lorsque le scénario dominant se renverse, tous les investisseurs tirent dans le même sens. Et de moins en moins d'acteurs jouent le rôle de contreparties en face des vendeurs. Les spécialistes parlent alors de manque de liquidité. « Il n'y a jamais eu autant de liquidités dans le monde, mais il en manque sur les marchés », pointe Jean-François Robin.

Des freins à l'envolée des taux

Dans une lettre adressée à ses actionnaires datée du 8 avril, le patron de JP Morgan pointait déjà ce paradoxe en rappelant le précédent du mini-krach observé le 15 octobre 2014 sur la dette américaine, au cours d'une journée noire sur les marchés européens et américains. Jamie Dimon, comme d'autres, incrimine les entraves réglementaires aux activités de « tenue de marché » des banques qui les décourageraient de jouer les contreparties en face des investisseurs. Mario Draghi avance également d'autres explications, comme les nombreuses émissions de dettes d'États ou le report des investisseurs vers des dettes à maturité plus courtes, de 2 à 5 ans.

Signe inquiétant, la volatilité ne se limite pas seulement aux obligations d'État, ou à celles des entreprises, mais elle gagne aussi le marché des changes, avec de larges mouvements sur l'euro/dollar.

Un risque pour la croissance

Toute la question est de savoir si les taux vont continuer à remonter et jusqu'où. Et si cela s'accompagnera d'une hausse de l'euro et du pétrole. Au moins à court terme, des facteurs de rappel devraient amortir le retour de l'élastique, notamment les faibles émissions de dettes publiques programmées en juin et juillet, ou la détermination affichée par la BCE d'aller au bout de son programme de QE en septembre 2016, estime Jean-François Robin pour Natixis.

Mais pour Aurel BGC, le mouvement devrait pourtant se poursuivre avec le redressement de l'inflation et la croissance en zone euro, même si « les taux d'intérêt à long terme devraient rester plus bas qu'avant la crise ».

Reste à espérer que cet ajustement sur les marchés ne soit pas trop brutal, car il pourrait casser la relance tant attendue du crédit, avertit Jean-François Robin : « Si l'euro, le pétrole et les taux d'intérêt augmentent trop, cela peut étouffer la reprise dans l'œuf, avant même que le Français moyen ne s'en soit rendu compte. »

<http://www.zerohedge.com/news/2015-06-10/why-greece-must-leave>
122,19

Why Greece Must Leave

Submitted by [Tyler Durden](#) on 06/11/2015 02:30 -0400

Submitted by [Raul Ilargi Meijer](#) via *The Automatic Earth* blog,

French Economy Minister Emmanuel Macron and German Vice-Chancellor Sigmar Gabriel published [a piece in the Guardian](#) last week that **instantly revived our long nourished hope for the European Unholy Union to implode and be dissolved, sooner rather than later**. The two gentlemen propose a 'radical' reform for the EU. Going a full-tard 180° against the tide of rising euroskepticism, the **blindest bureaucrats in European capitals are talking about more centralization in the EU**.

Here's hoping that they follow up with all the energy they can muster, and that we'll hear a lot more about the 'reforms' being proposed. Because that will only serve to increase the resistance and skepticism. Let them try to 'reform' the EU. We're all for it. If only because if they do it thorough enough, referendums will be required in all 28 member nations, which all need to agree, in a unanimous approval vote.

The gents know of course that that is never ever going to happen. So sneaky ways will have to be found. Something Brussels is quite experienced at. They've shown many times they won't let a little thing like 500 million citizens get in their way. We're curious to see what they'll come up with this time.

Meanwhile, though, the rising skepticism threatens to rule the day in many countries, and Greece is by no means the leader in the field. Germany has a rising right wing party that wants out (just wait till Merkel leaves). Marine Le Pen has vowed to take France out as soon as she gets to power, and she leads many polls. Britain's Ukip is merely the vanguard of a broad right wing UK 'movement' that either want out or have treaties thoroughly renegotiated.

Portugal's socialists are soaring in the polls on an EU-unfriendly agenda. Spain's Podemos is no friend of Brussels. In Italy, M5S's Beppe Grillo has gone from skeptic to outright adversary over the past few years. There are varying levels of antagonism in all other countries too.

Now obviously, not all countries in the union carry the same weight, politically speaking (why do we so easily agree that's obvious, though?). You have Germany, then a big nowhere, then France and Britain.

Greece, equally obviously, has no say. They can elect a government that wants to change things even just at home, and be told no way. If Germany would elect such a party, all EU policy would change in the blink of an eye. A true union of sovereign nations it therefore is not. And that of course was never possible, it was just something people wished for who never contemplated the details or consequences.

Still, given that the whole project has always been represented as a one-way street from which escape is not possible, the weight of the smaller nations should not be underestimated. Perhaps all it will take is one defector to make the entire edifice unstable. Statements to the contrary are made only by people who eat hubris for breakfast, lunch and dinner.

If either France or Germany leave -the former looks far more likely right now-, it's project over. The same would probably hold for Italy. Spain would be a grave blow. Britain might be quite a bit easier (no euro), though negotiations -let alone referendums- over treaties could cause a lot of havoc and unrest. While various bigwigs try to fool you into thinking that letting small nations leave can be 'ringfenced', that is utter nonsense, they have no way of knowing.

David Cameron tries to convince himself that he can get away with establishing some sort of status aparte for Britain, but others may want such a status too, and they may have a list of points they want to discuss if and when treaty changes are put on the table. Multiple that by 28 and before you know it either nothing changes, or everything does.

The Union was hastily and sloppily cross-stitched together when everyone was still exclusively dreaming more of mass lift-all-boats profits in the offing, than caring about the fineprint of compromise squared treaties or considering possible future consequences if and when the profits would turn out not to be unlimited. Ergo, everything that happens now is an improvised play performed by 28 at best mildly talented actors trying to convey an air of confidence. That's all that is left.

Throw all this in a pile, and renegotiating any EU treaty will to a high degree of probability be akin to opening Pandora's cesspit. And besides, any changes would never pass if a referendum were held. Macron and Gabriel are all too aware of [this pesky factoid](#):

*"What's important is the project," Macron said in an interview with *Le Journal du Dimanche*. **"Treaty change is a method that would ensue and that we have to prepare in due time," he said, warning that European people would probably reject a new treaty if asked in a referendum.***

Meanwhile, British demands to opt-out from "ever closer union" could be accommodated by a special "protocol" to the EU treaties, according to Manfred Weber, a Christian Social Union MEP who is a close ally of German Chancellor Angela Merkel. But in return, Britain would have to accept losing its veto in areas where others forge ahead with deeper integration, the German MEP warned.

In 2005, both France and Holland rejected the EU constitution in respective national referenda. But Brussels just 'forged' ahead as if it didn't matter. Today, however, let's see them try that again.

Ten years ago, the profits were still in vogue. But things have changed, and problems are everywhere. Problems that Brussels seeks to 'solve' by gifting itself with ever more centralized powers. But the undoubtedly biggest problem of all they have is that not 10% of Europeans would vote to give them these powers. So please, please, try.

As for Greece, all the negotiations really are just a matter of fiddling while Rome burns. But that is not because Greece is in trouble; it's because of what the EU has become. A club that depends on its ability to scare members into submission, the same vein the IMF operates in. The negotiations are about amounts of debt that were imposed upon Greece by the troika when it decided to bail out banks of Europe's most powerful member nations and put the Greek people on the hook.

Europe's high and mighty will yet come to regret the decision not to restructure these banks, because this will be the catalyst that blows up the Union. The reason why will become apparent as debt rises further and asset markets start falling off so many cliffs.

Greece should get out as fast as it can, all member countries should, especially the poorer ones. There is no benign or even economically viable future for any of them in the Union. A future inside the union is infinitely more frightening than one outside.

What is evident by now is that the troika creditors don't come to the table to negotiate, they come to impose their will. And those countries that carry the most debt are most vulnerable to the threats flung across the table. If you don't get out, in time Germany will decide what you can eat, what your children learn in school, and how you are to behave. **You will no longer live in sovereign nations.**

The eurozone must fail. And so must the EU. That is better for everyone who's not inside the power circles, in the long term. What countries should do now is 'ringfence' themselves as best they can from the nuclear fallout the failure will lead to. Focus on resilience.

While the leadership everywhere dreams of ever more centralized power, economic reality dictates decentralization. It can only be halted through propaganda and violence. But that will merely be temporary.

Even if Brussels somehow 'solves' the Greece issue, others nations will follow, be targets of financial markets, and once it comes to Italy or Spain, who are both in very precarious places, the EU and the ECB are simply not strong enough to absorb the blow. And then where do you think that leaves you?

I've said many times before that all governments, power structures and supra-national organizations are a magnet for the last people you would want to lead them: sociopaths. That's not an opinion, it's a description of the dynamics of human group psychology. Greece itself before Syriza is a prime example of this.

The smaller the countries, states, regions that politicians are allowed to rule over, the less likely leadership posts are to attract sociopaths. Other considerations count too, remuneration, chances to forge ties with an elite and serve their purposes. Larger entities are certain to attract pathological minds. Exceptions to the rule are far and few between. Also: the more a society manages the field of propaganda, the likelier it is to get -and keep- a sociopath as its leader.

The US is a good example. So is the EU. And obviously, the IMF, World Bank, NATO, FIFA. We always fail at 'doing large scale' for the benefit of the people. The larger the scale, the less the people benefit.

Just when its moment of glory seems to arrive, globalization will lead towards decentralization and protectionism. Just as stability leads to instability.

The EU's socio-pathological trait is evident in the way the organization's leaders deal with Ukraine, with the refugees off its southern coasts, and, inside its very borders, with Greek society, unemployment, hunger and hospitals. There is no compassion, no conscience.

In the EU, the idea(l)s have become the problems, argues Stratfor's George Friedman:

Is The European Union Already On The Brink Of Inevitable Disaster?

The fact of the matter is that a free-trade zone in which the black hole at the centre, Germany, absolutely overwhelms all of its competition, and the competition can't protect itself, is untenable.

[..] many of the great ideas that the European Union began with have turned, as it frequently happens in history, into the problems.

Q: [...] ..you said a group of squabbling nations, and you've alluded to the history, from the Franco-Prussian wars right up to 1945, the history is very, very unpleasant indeed. Is the corollary that Europe will eventually descend back into war?

George Friedman: Well, the question is really has it ascended? From '45 to '92, Europe was occupied by the Soviets and the Americans. The fundamental questions of sovereignty were not in the hands of London or Berlin or Rome, it was in the hands of Washington and Moscow. In '92, the Soviet Union collapsed, and for the first time since WWII, Europe became genuinely sovereign. And for 16 years, they made a go of it. For the last seven years, it's been rather disastrous, and the question is, can they reverse it?

*And if they don't reverse it, what prevents them from returning to the kind of history that is normal in Europe? And what I'm arguing is that basically, the period of '92 to 2008 was an interesting aberration. We are now back to the old normal, and how bad it becomes really depends on a bunch of (inaudible) issues. But first we have to really recognise that **the Europe that was envisioned in the European Union is not going to return.***

We had better not forget that. If Europe will never be what it was supposed to be, then why would anyone want to be part of it, apart from the few that profit most? If the corollary truly is that Europe will eventually descend back into war, isn't it time to take care of your own? And isn't that, really, what the Greeks are already trying to do today?

Very timely for this article, Tyler Durden posted a piece by Jeff Thomas today that delves deeper:

The New World Order – A Faustian Bargain

[..] most people in any given country seem to believe that the political parties that rule them do not collude in their own collective interest and against the best interests of their respective constituents.

Similarly, they are unlikely to accept that fascism exists in their country—that members of their favoured party collude with industries. Further, most people seem to disbelieve that the leaders of their own country collude with the leaders of their country's enemies in such a way that might create loss or danger to their own people. This is naive. Such collusions are the norm rather than the exception.

Those who tend to be more informed, readily acknowledge that collusion exists between all of the above, to one degree or another. If this group errs, it is often in the opposite assumption—that the collusion is all-encompassing.

There can be no doubt that a New World Order is being sought by some—this has been made clear for at least a hundred years by many who regard themselves as an Elite. It is therefore an open secret.

In my experience in dealing with political leaders (and political hopefuls) from several jurisdictions, I've found there to be a consistent sociopathology (by definition, the desire for dominance over others, undeserved self-confidence, lack of empathy, a sense of entitlement, lack of conscience, etc.).

Sociopaths are drawn to political leadership for obvious reasons. First, they're prone to collusion, as they recognise that it may further their interests [...] Trouble is, the same sociopathology would drive the same individuals to seek to dominate each other.

It has been postulated by many that those who see themselves as an Elite are nearing the completion of what they perceive as world dominance. However, should they succeed, they will betray their partners the very next day, as it's their nature to do so.

First, there most assuredly are extremely domineering forces (regardless of how closely associated they might be), which, in the near future, will do immense damage to the cause of freedom in the world, particularly in those countries where they are most dominant, or will become most dominant. Second, the situation does appear to be reaching a head.

The two greatest uncertainties will be how much damage will be done before the dust has settled, and how protracted the period of destruction and struggle for dominance might be. [...] The best that can be done is to work at placing ourselves as far outside of their sphere of influence as possible.

That describes how the EU functions, and why Greece -first of all, and first thing in the morning- needs to leave. There is no future in the EU that anyone wants to live in. It's not a tide that will lift all boats, it will sink them.

122,22

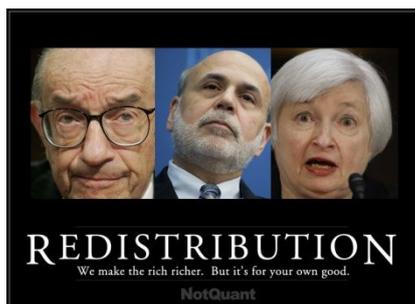
Oops! Fed Admits QE Widens Inequality

Submitted by [Tyler Durden](#) on 06/10/2015 22:00 -0400

Via [NotQuant.com](#),

Once again, the Federal Reserve proves that it's the last one to know everything that we knew already. Today's stunning announcement: The Philadelphia Fed admits they ("may have") made the wealthy wealthier and Main Street poorer.

Oops. Sorry America.



The Philly Fed insists that “redistributing wealth” to the wealthy isn’t the *main idea*, but just a potential *side effect* of stimulus that they can’t do much about.

“Monetary policy currently implemented by the Federal Reserve and other major central banks is not intended to benefit one segment of the population at the expense of another by redistributing income and wealth,” ...

“However, it is probably impossible to avoid the redistributive consequences of monetary policy”.

We’re shocked. *Shocked*, we tell you. It turns out that handing out free money, buying worthless assets at face value and allowing a small cabal of private banks the sole right to access your magic free-money window, “may” have given some financial advantages to “one segment of the population”. But that’s just a *side effect* of saving the “economy”.

Of course, it’s not just the bankers. The 1% also happen to hold vastly more financial assets than the lower 99% — so they may directly benefit from financial asset-inflating monetary policy.

TABLE 4
Financial Assets Are a Main Income Source Only for the Wealthy

	Wealth quintiles					Top 1%
	1st	2nd	3rd	4th	5th	
Share of total wealth	-0.2 %	1.1 %	4.5 %	11.2 %	3.4 %	33.6 %
Composition of income						
Labor income (from wages)	78.9	81.2	78.6	77.1	51.4	30.2
Financial income (from capital and business interests)	2.0	4.7	7.2	10.2	39.7	65.7
Transfer income (from government programs)	15.5	12	12.4	12.1	8.2	3.6

Source: 2007 Survey of Consumer Finances, in Diaz-Gimenez, Glover, and Rios-Rull (2011).

And low income households which live paycheck-to-paycheck are far more exposed to “inflation-sensitive cash”.

TABLE 3

Low-Income Households Rely on Inflation-Sensitive Cash

Household income	Percent of expenditures paid for with:			
	Cash	Debit cards	Credit cards	Other
Less than \$25,000	55%	31%	5%	9%
25,000–49,999	29	51	15	5
50,000–74,999	22	49	24	5
75,000–99,999	16	46	35	3
100,000–124,999	16	43	37	4
125,000–199,000	14	40	37	9
200,000 and above	10	15	66	9

Source: Bennett, Conover, O'Brien, and Advinculo; Federal Reserve Bank of San Francisco (2014).

It's great to see the Federal Reserve finally state this possibility publicly, unfortunately it doesn't mean they're about to change their minds. In the eyes of the Fed, the ends justify the means. If society as a whole is "better off" then it's apparently "okay" that the poor are poorer and the rich are richer:

It might be also true that the gain to society's well-being from stabilizing the overall economy is greater than the loss coming from associated redistributive effects, in which case we could safely focus on the overall effects and ignore the redistributive effects.

How convenient: Focus on the winners, not the losers. Or something like that.

But the rose-colored glasses have only just been donned:

One could also argue that, in the long run, the redistributive consequences of monetary policy might average out. In other words, if the same type of households that tend to gain from monetary policy during economic expansions also tend to lose from monetary policy during recessions, then over time the average effect could be a wash.

Got that? The Fed is suggesting that while the rich "may" get richer during boom times, *recessions equalize wealth inequality*. So in a perfect world it might all *even out*.

First, let's take a moment to note that the Fed just admitted that deflationary forces are wealth equalizers and inflationary forces benefit the rich. That's noteworthy.

But let's also note that the Fed's money printing creates endless *artificial booms, and limits recessions*. Ergo, the Fed reduces the possibility of equalization and creates a continuous money transfer mechanism from poor to rich – as they note:

...There is a good chance that the redistributive effects do not average out because business cycles are known to be asymmetric —expansions tend to be long and moderate, while recessions tend to be short and sharp.

Exactly. And why are recessions so short? Recessions "tend to be short and sharp" because the entire *modus operandi* of Federal Reserve policy is to shorten recessions and lengthen expansions.

In other words, the Fed is admitting that it's core policy thesis which is inherently inflationary makes the rich richer and the middle-class poorer.

But as long as the "economy" is doing better, it's all good. Right?

Endlose Posse

Griechenland ist ein gescheiterter Staat. Ein „Grexit“ wäre für alle Beteiligten und Betroffenen schmerzhaft, aber die Folgen wären beherrschbar. Ein Gastbeitrag.

11.06.2015, von JÜRGEN STARK

Die Geduld ist bewundernswert, die die Gläubiger bisher ihrem Schuldner Griechenland entgegengebracht haben. Bestimmt Griechenland nun den Takt und die neuen Spielregeln in Europa? Ein Land, das sich nicht für den Euro qualifizierte und sich nie an die Bedingungen der Mitgliedschaft in einer Währungsunion angepasst hat und anpassen wollte?

Griechenland ist insolvent. Alle Verantwortlichen wissen das, handeln aber nicht entsprechend. Sie tun so, als gehe es nur um ein griechisches Liquiditätsproblem. Schlimmer noch: Vor allem die europäischen Gläubiger machen sich durch ihre bisherigen Zugeständnisse und Garantien mitschuldig an der Verschleppung der griechischen Staatsinsolvenz. Und das nicht zum ersten Mal im Verlauf dieser unendlich anmutenden Krise.



© FRANK RÖTH  Jürgen Stark war von 2006 bis 2012 Chefvolkswirt der Europäischen Zentralbank.

Bereits 2010 und abermals im letzten Drittel des Jahres 2012 war Griechenland insolvent. Es wurde im ersten Fall von den europäischen Partnern, dem Internationalen Währungsfonds (IWF) und der Europäischen Zentralbank (EZB) herausgepackt, indem alle europäischen Regeln des Maastricht-Vertrages und bis dahin geltende internationale Standards bei der Höhe der IWF-Kreditgewährung gebrochen wurden.

Nach einer Aufstellung des Ifo-Instituts hat Griechenland bis zum Ende des ersten Quartals 2015 unter Einrechnung der Target-Forderungen insgesamt 325 Milliarden Euro an Krediten der internationalen Gläubiger erhalten. Im zweiten Fall gewährte die griechische Zentralbank dem Bankensystem Notfallhilfen, gegen die der EZB-Rat keine Einwendungen erhob. Damit wurden die damals von den Gläubigern zurück gehaltenen Zahlungen überbrückt.

Was ist das Besondere an Griechenland?

Seit dem Amtsantritt der neuen griechischen Regierung im Januar dieses Jahres ziehen sich Kontakte, Gespräche und Verhandlungen mit den Gläubigern ohne greifbares und belastbares Ergebnis mit immer neuem Taktieren und Finassieren hin. Die europäischen Partner haben sich dabei in eine verhandlungstaktisch unsinnige und erpressbare Position manövriert, indem immer wieder versichert wurde, Griechenland im Euro zu halten, was immer es koste. Aber warum? Wegen der systemischen Bedeutung Griechenlands?

Würde es das Ende des Euros bedeuten, wenn Griechenland - vorübergehend - den Euro aufgeben würde, weil ein solcher Schritt die Glaubwürdigkeit des gesamten Projekts in Frage stellte? Wäre die Irreversibilität des Euros gefährdet? Oder geht es um übergeordnete außenpolitische Gründe, unter anderem weil Griechenland die russische Karte spielt und die amerikanische Regierung entsprechenden Druck auf die Europäer ausübt? Ähnlich wie 2010, aber damals aus anderen Gründen? Dann müssten die Europäer entscheiden, welches für sie langfristig das höhere Gut ist: eine glaubwürdige und stabile gemeinschaftliche Währung oder die Sicherung der Südostflanke der EU. Politisch denkt man jedoch nicht in solchen Alternativen.

Eine weitere Frage bleibt: Was ist das Besondere an Griechenland im Vergleich zu anderen europäischen Ländern, die in den vergangenen Jahren mit ihren Gläubigern vereinbarte Reformprogramme durchgeführt haben, wie zum Beispiel die

baltischen Staaten, Irland oder Portugal? Die befinden sich inzwischen wieder auf einem durchaus erfolgreichen Weg. Warum fordert Griechenland eine Sonderbehandlung?

Niemand will den Stecker ziehen

Wesentliche Gründe sind die in Griechenland fehlende Einsicht und Kraft, die Ursachen und die Folgen einer jahrzehntelangen Misswirtschaft anzugehen und zu überwinden. Zwar will Tsipras etwa mit Korruption und Steuerhinterziehung aufräumen. Aber es fehlt der politische Wille zu umfassenden Wirtschaftsreformen zur Wiedergewinnung der Wettbewerbsfähigkeit und der Skizzierung eines tragfähigen griechischen Wachstumsmodells. Es fehlen insbesondere die institutionellen Voraussetzungen, um überhaupt Reformprogramme erfolgreich umzusetzen.

Angesichts der wirtschaftlichen und finanziellen Größe des Landes ist die Garantie nicht zu rechtfertigen, Griechenland im Euro zu halten. Das Land war nie von systemischer Relevanz! Auch 2010 nicht. Inzwischen hat es sich so weit ins Abseits bewegt, dass auch die Finanzmärkte deutlich zwischen ihm und den anderen Euroländern differenzieren und den Fall isoliert betrachten.

Zwar ist der Euro irreversibel, solange Frankreich und Deutschland dies garantieren. Die Mitgliedschaft einzelner Länder im Euro ist es nicht. Einem Land, das in jeder Hinsicht aus dem schon sehr lax gewordenen Ordnungsrahmen des Euros herausfällt und das nicht gewillt ist, die gemeinsamen Regeln anzuerkennen und anzuwenden, muss die Möglichkeit des Ausscheidens aus dem Euro eingeräumt werden. Aber niemand will den Stecker ziehen! Niemand will die Verantwortung für mögliche Folgen tragen! Genau das ist es, was die Glaubwürdigkeit der gemeinsamen Währung, ihre Akzeptanz und die Zukunft des Euros zunehmend belastet.

Nicht das Ausscheiden eines Landes wie Griechenland gefährdet die Währungsunion, sondern dessen Verbleib um jeden Preis. Denn dies bedeutet die weitere ungebremste Erosion des neuen institutionellen Rahmens der Währungsunion. Das ist der Sprengsatz für die Währungsunion. Die politisch vermutete Balance zwischen mehr politischer Disziplin einerseits und einem dauerhaften Rettungsmechanismus, dem Europäischen Stabilitätsmechanismus ESM, andererseits, besteht schon jetzt nicht mehr. Eigenverantwortlichkeit für und Disziplin in der Wirtschafts- und Finanzpolitik sind verlorengegangen. Geblieben sind der Rettungsmechanismus und in der Folge die gemeinschaftliche Haftung.

Ein „Grexit“ wäre für alle Beteiligten und Betroffenen schmerzhaft, aber die Folgen wären beherrschbar. Nur gibt es schon seit langem keine kostengünstige Lösung für Griechenland mehr. Ob mit oder ohne Euro: Griechenland bedeutet insbesondere für seine europäischen Gläubiger ein teures Abenteuer. Denn im Zweifelsfall zieht sich der IWF bei zu schwacher Konditionalität zurück und überlässt den Europäern die Gesamtverantwortung.

Gescheiterter Staat

Welches auch immer das Ergebnis dieser Posse sein wird, die Abmachungen werden nicht das Papier wert sein, auf dem sie niedergeschrieben werden. Wann sieht man endlich ein, dass Griechenland ein gescheiterter Staat ist? Es ist ein Gemeinwesen, das auf der Basis eines breiten gesellschaftlichen Konsenses und mit erheblicher externer Unterstützung einen fundamentalen Neustart benötigt. Derzeit hat Griechenland weder den politischen Willen zu Reformen noch die institutionelle Kraft, solche umzusetzen.

Alles ist nur ein Spiel auf Zeit. Aber mit welchem Ziel? Gemeinschaftliche Prinzipien und Regeln und die Errungenschaften der europäischen Integration griechischen Wünschen weiter zu beugen? Wirkliche politische Führung in Europa bedeutet, den Mut zu haben, diesem Spiel ein Ende zu setzen. Politische Führung heißt auch, anderen nicht hinterherzulaufen, sondern sie allenfalls „mitzunehmen“, wenn man die Glaubwürdigkeit des europäischen Integrationsprozesses und den Euro nicht weiter beschädigen will.

122,26

Le Point - Publié le 11/06/2015 à 13:01 - Modifié le 11/06/2015 à 13:14

Dans un contexte de reprise mondiale, Hollande aura tenu la gageure de créer 642 000 chômeurs et de détruire plus de 300 000 emplois.



Les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Allemagne ont réussi à rétablir le plein-emploi.

ÉDITION ABONNÉS Par **NICOLAS BAVEREZ**

Plus que jamais, la France s'affirme comme la terre d'élection du chômage permanent. À la fin d'avril 2015, elle compte 3,54 millions de chômeurs de catégorie A et 5,64 millions de personnes à la recherche d'un emploi. La nature structurelle du chômage français est confirmée par l'explosion du chômage de longue durée, en hausse de 10 % sur un an et de 140 % depuis 2008. Son envol a pour corollaire la suppression de 74 000 postes de travail en un an, qui ramène le nombre d'emplois marchands au-dessous de 15,8 millions.

Le chômage est un cancer qui détruit non seulement l'économie mais la société et la nation. Il bride la reprise. Il impulse la spirale infernale de la paupérisation et de l'exclusion. Il broie les individus, qu'il fait basculer dans l'anomie. Il désintègre les territoires et la cohésion de la nation. Il fait le lit de l'extrémisme et des populismes.

Toutes les démocraties, depuis les tragiques années 30, savent donc que le chômage est l'ennemi mortel du développement comme de la liberté. Dès lors, tout doit être tenté pour l'enrayer. Et force est de constater que c'est possible. Les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Allemagne ont réussi à rétablir le plein-emploi avec des taux de chômage ramenés à 5,4 %, 5,6 % et 4,7 %. Partout, la reprise s'accompagne de créations d'emplois : 2,95 millions aux États-Unis et 700 000 en Espagne en 2014 ; 1,8 million au Royaume-Uni au cours des cinq dernières années ; 42,8 millions de postes de travail en Allemagne, ce qui constitue un record historique.

Les choix de la France

La responsabilité du chômage français ne peut être imputée à la mondialisation ou à l'Europe. Son origine est nationale. Elle est très simple : les autres pays luttent contre le chômage ; la France, elle, lutte contre l'emploi. Et ce avec une efficacité particulièrement remarquable depuis 2012, puisque, dans un contexte de reprise mondiale, François Hollande aura tenu la gageure de créer 642 000 chômeurs et de détruire 300 000 emplois.

Le retour au plein-emploi dans les pays développés résulte des réformes pour renforcer la rentabilité des entreprises et encourager l'emploi marchand, diminuer le coût du travail, réduire les freins à l'embauche, introduire plus de flexibilité, diminuer les inégalités au sein du marché du travail, investir dans la formation et l'éducation. Ce n'est pas la reprise qui a réduit le chômage. Ce sont les réformes qui ont déclenché la reprise.

La France a pris le parti inverse. Elle attend tout d'un retour providentiel d'une croissance tirée par l'extérieur. Elle a misé sur un choc fiscal qui a ruiné les entreprises, bloqué l'investissement et fait s'effondrer sa compétitivité. Non seulement elle s'est refusée à engager des réformes du marché du travail, mais elle fait le contraire : augmentation du smic et du coût du travail (34,6 euros par heure contre 31,4 euros en Allemagne, 28,3 en Italie et 21,3 en Espagne) ; durcissement des obstacles au licenciement ; augmentation des inégalités entre le noyau dur des ultraprotégés et la galaxie des précaires ; envol des prélèvements dus par les entreprises (18 % du PIB contre 14,5 % en Italie, 12 % en Espagne et 9 % en Allemagne) ; multiplication des emplois aidés dans le secteur non marchand (480 000) ; pénalisation de l'apprentissage et des emplois familiaux ; désintégration de l'enseignement public, qui rejette chaque année 161 000 jeunes sans aucune formation.

Des remèdes parfaitement connus

Le chômage voit culminer la schizophrénie de nos dirigeants. D'un côté, François Hollande prétend lier son destin au reflux du chômage. De l'autre, il poursuit une politique du plein chômage. Avec pour derniers avatars le monstre bureaucratique du compte de pénibilité et l'inouïe loi Rebsamen, qui, conçue pour alléger les seuils sociaux, alourdit les obligations des entreprises à tout niveau et abaisse le seuil supérieur de 5 000 à 1 000 salariés. Encore le pire est-il à venir avec la déclaration de François Hollande selon laquelle le temps de la redistribution est venu.

Tout a été tenté en France pour lutter contre l'emploi, mais rien n'a été entrepris pour lutter contre le chômage. Les remèdes sont parfaitement connus. Tout est su, peu est dit, rien n'est fait. Voilà pourquoi le chômage reste une exception française. Voilà pourquoi il est avant tout un problème politique. Pourtant, s'il est vrai que les réformes pour lutter contre le chômage comportent un risque, la poursuite de la politique de lutte contre l'emploi qui crée le chômage de masse donne la certitude d'être battu, comme l'ont éprouvé toutes les majorités depuis 1981.

Par Nicolas Baverez

A Greek Suicide?

Anatole Kaletsky

Anatole Kaletsky is Chief Economist and Co-Chairman of Gavekal Dragonomics and Chairman of the Institute for New Economic Thinking. A former columnist at the *Times of London*, the *International New York Times* and the *Financial Times*, he is the author of *Capitalism 4.0*, *The Birth of a New Economy*, which anticipated many of the post-crisis transformations of the global economy.

LONDON – The good news is that a Greek default, which has become more likely after Prime Minister Alexis Tsipras’ [provocative rejection](#) of what he described as the “absurd” bailout offer by Greece’s creditors, no longer poses a serious threat to the rest of Europe. The bad news is that Tsipras does not seem to understand this.

To judge by Tsipras’s belligerence, he firmly believes that Europe needs Greece as desperately as Greece needs Europe. This is the true “absurdity” in the present negotiations, and Tsipras’ misapprehension of his bargaining power now risks catastrophe for his country, humiliation for his Syriza party, or both.

The most likely outcome is that Tsipras will eat his words and submit to the conditions set by the “troika” (the European Commission, European Central Bank, and the International Monetary Fund) before the end of June. If not, the ECB will stop supporting the Greek banking system, and the government will run out of money to service foreign debts and, more dramatically, to pay Greek citizens their pensions and wages. Cut off from all external finance, Greece will become an economic pariah – the Argentina of Europe – and public pressure will presumably oust Syriza from power.

This outcome is all the more tragic, given that the economic analysis underlying Syriza’s demand for an easing of austerity was broadly right. Instead of seeking a face-saving compromise on softening the troika program, Tsipras wasted six months on [symbolic battles](#) over economically irrelevant issues such as labor laws, privatizations, even the name of the troika.

This provocative behavior lost Greece all potential allies in France and Italy. Worse still, the time wasted on political grandstanding destroyed the primary budget surplus, which was [Tsipras’s trump card](#) in the early negotiations.

Now Tsipras thinks he holds another trump card: Europe’s fear of a Greek default. But this is a delusion promoted by his finance minister, Yanis Varoufakis. A professor of game theory, Varoufakis [recently boasted to the New York Times](#) that “little Greece, in order to survive, [could] bring down the financial world,” and that his media image “as an irrational fool... is doing my work for me” by frightening other EU finance ministers.

Apparently, Varoufakis believes that his “sophisticated grasp of game theory” gives Greece a crucial advantage in “the complicated dynamics” of the negotiations. In fact, the game being played out in Europe is less like chess than like tic-tac-toe, where a draw is the normal outcome, but a wrong move means certain defeat.

The rules of this game are much simpler than Varoufakis expected because of a momentous event that occurred in the same week as the Greek election. On January 22, the ECB took decisive action to protect the eurozone from a possible Greek default. By announcing a [huge program of bond purchases](#), much bigger relative to the eurozone bond market than the quantitative easing implemented in the United States, Britain, or Japan, ECB President Mario Draghi erected the impenetrable firewall that had long been needed to protect the monetary Union from a Lehman-style financial meltdown.

The ECB’s newfound ability to print money, essentially without limit, to support both banks and governments has reduced Greek contagion to insignificance. That represents a profound change in Europe’s financial environment, which Greek politicians, along with many economic analysts, still fail to understand.

Before the ECB's decision, contagion from Greece was a genuine threat. If the Greek government defaulted or tried to abandon the euro, Greece's banks would collapse, and Greeks who failed to get their money out of the country would lose their savings, as occurred in Cyprus in 2013. When savers in other indebted euro countries such as Portugal and Spain observed this, they would fear similar losses and move their money to banks in Germany or Austria, as well as sell their holdings of Portuguese or Spanish government bonds.

As a result, the debtor countries' bond prices would collapse, interest rates would soar, and banks would be threatened with collapse. If the contagion from Greece intensified, the next-weakest country, probably Portugal, would find itself unable to support its banking system or pay its debts. *In extremis*, it would abandon the euro, following the Greek example.

Before January, this sequence of events was quite likely, but the ECB's bond-buying program put a firebreak at each point of the contagion process. If holders of Portuguese bonds are alarmed by a future Greek default, the ECB will simply increase its bond buying; with no limit to its buying power, it will easily overwhelm any selling pressure.

If savers in Portuguese banks start moving their money to Germany, the ECB will recycle these euros back to Portugal through interbank deposits. Again, there is no limit to how much money the ECB can recycle, provided Portuguese banks remain solvent – which they will, so long as the ECB continues to buy Portuguese government bonds.

In short, the ECB bond-buying program has transformed the ECB from a passive observer of the euro crisis, paralyzed by the outdated legalistic constraints of the Maastricht Treaty, into a proper lender of last resort. With powers to monetize government debts similar to those exercised by the US Federal Reserve, the Bank of Japan, and the Bank of England, the ECB can now guarantee the eurozone against financial contagion.

Unfortunately for Greece, this has been lost on the Tsipras government. Greek politicians who still see the threat of financial contagion as their trump card should note the coincidence of the Greek election and the ECB's bond-buying program and draw the obvious conclusion. The ECB's new policy was designed to protect the euro from the consequences of a Greek exit or default.

The latest Greek negotiating strategy is to demand a ransom to desist threatening suicide. Such blackmail might work for a suicide bomber. But Greece is just holding a gun to its own head – and Europe does not need to care very much if it pulls the trigger.

122,30

3200 milliards d'euros : la dette française cachée dont on ne parle pas

Par [Jean-Yves Archer](#) Publié le 11/06/2015 à 12:16

Jean-Yves Archer est économiste. Il dirige le Cabinet Archer et anime le think tank de recherche économique Archer 58 Research. Il est diplômé de l'E.N.A, promotion de 1985, et est titulaire d'un doctorat en Economie à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. En savoir plus sur son [site](#).

Le citoyen en qualité d'électeur tout autant que de contribuable sait largement qu'il existe une dette, générée par les gouvernements de gauche et de droite, qui dépasse les 2035 milliards et frôle par conséquent les 100% de notre PIB.

Il y a une dette immergée qui s'invite à bien des événements de la vie de la sphère publique.

Mais, il y a une dette immergée qui s'invite à bien des événements de la vie de la sphère publique. Lorsque l'État apporte une garantie aux prêts bancaires de l'UNEDIC (dont la dette atteint 20 mds), cela ne se retrouve pas dans son bilan. Quand l'État soutient à bout de bras la situation de la banque DEXIA, cela n'est pas inscrit au bilan mais dans les cautions accordées. Lorsque l'État employeur prévoit la future retraite de ses agents, le montant des provisions pour pensions est inscrit ailleurs qu'au budget annuel approuvé par le Parlement.

Autrement dit, ces trois exemples illustrent l'importance de ce que l'on nomme «les engagements hors-bilan» de la France dont le montant total est égal à près de 3.200 milliards d'euros.

Dans cette question de dette publique, je dois observer que l'on abreuve les médias d'informations sur les quelques 2.000 milliards de dette au sens de Maastricht mais que la dette immergée n'est que très rarement évoquée sauf par le désormais sénateur honoraire Philippe Marini et par son collègue socialiste Gaëtan Gorce ou le député Charles de Courson. Si l'on aime la rectitude, il faut poser que notre dette totale est de 5.200 milliards.

La dette immergée est comme le diabète ou le glaucome une maladie silencieuse et indolore jusqu'au jour où il est trop tard.

La dette immergée est comme le diabète ou le glaucome une maladie silencieuse et indolore jusqu'au jour où il est trop tard.

En pages 71 et 72 du récent rapport de la Cour des comptes sur la certification des comptes de l'État pour l'exercice 2014, il est reproduit «le tableau de synthèse des principaux engagements hors-bilan» à l'exception des montants unitairement inférieurs à un milliard d'euros. L'annexe chiffrée fournie n'est donc pas exhaustive. À regret car «si c'est flou, c'est qu'il y a un loup» pour reprendre le mot désormais fameux de Madame Martine Aubry.

À titre informatif, au sein des 3200 mds, les engagements liés au légitime paiement futur des pensions des fonctionnaires civils et militaires représentent 1561 mds auxquels il convient d'ajouter les retraites des fonctionnaires de la Poste, soit 128 mds.

La moitié de la dette immergée vient donc des futures pensions et présente un caractère incontournable.

Le poste intitulé «Subventions aux régimes de retraites et subventions d'équilibre aux régimes spéciaux» qui se situe à hauteur de 274 milliards dont 137 pour la seule SNCF pourrait être analysé différemment. Tous ces chiffres offrent la caractéristique d'être assez stables dans le temps à l'exception très notable des «Aides au logement et contribution de l'État au financement du FNAL» qui passent de 106 mds en 2012, à 109 en 2013 puis 164 en 2014.

Chacun observera le silence qui entoure ce dérapage de 50 milliards pour le poste du logement!

L'ancien Secrétaire d'État américain Henry Kissinger avait émis une boutade acide: «L'Europe? Quel est son numéro de téléphone?». On serait tenté, face à 50 milliards de glissement de dette hors-bilan lui aussi acide, de demander le numéro de portable de l'omniprésente Madame Cécile Duflot dont le «track-record» est empli de records dont les professionnels du logement se souviendront des années durant. Chacun observera le silence qui entoure ce dérapage de 50 milliards pour le poste du logement!

La dette hors-bilan comporte donc des variations qui interpellent l'entendement mais aussi de légitimes motifs: ainsi, on relève 412 mds d'engagements liés à la «garantie de protection des épargnants» (livrets d'épargne réglementés) au sein de la sous-rubrique «Garanties liées à des missions d'intérêt général».

Dans une «communication» (et non un rapport ce qui n'est pas neutre) de 215 pages de fin avril 2013 adressée à la Commission des finances du Sénat, la Cour des comptes a décrit «Le recensement et la comptabilisation des engagements hors-bilan de l'État». Convenons que ce travail très conséquent et méthodique n'a guère atteint les oreilles du public. Tout d'abord, un certain flou l'entoure car le TIGRE («Tableau d'inventaire des garanties recensées par l'État» page 78) est toujours en cours d'élaboration par la Direction générale du Trésor.

En République, être pudique sur des chiffres du secteur public n'est jamais gage d'éthique. Le gouvernant mise sur la crédulité ou sur l'hypoalgésie tandis que le mal perdure et enfle. Un simple chiffre: avec 3.200 milliards d'euros, le hors-bilan représente 158% du PIB. Quant à sa dynamique, elle est nette: en dix ans, ce hors-bilan a été multiplié par 3,5.

En République, être pudique sur des chiffres du secteur public n'est jamais gage d'éthique. Le gouvernant mise sur la crédulité ou sur l'hypoalgésie tandis que le mal perdure et enfle.

D'autant que la crise a évidemment un impact: ainsi, les différents mécanismes de sauvetage de la zone euro (MES) pèsent pour près de 130 mds au sein du passif hors-bilan.

Dans ce panorama qui invite au sérieux et à la componction, il faut noter que l'État ne perçoit plus qu'un milliard en 2012 (contre 4 en 2006) au titre des garanties qu'il consent. «Plus la protection de l'État a été recherchée, moins elle a été rétribuée par les entités qui en bénéficiaient». (rapport de 2013 sous l'élaboration du président de la première Chambre: M. Raoul Briet)

«L'État, c'est la grande fiction à travers laquelle tout le monde s'efforce de vivre aux dépens de tout le monde» a écrit le libéral Frédéric Bastiat (*Sophismes économiques*). Plus d'un siècle et demi après, cette phrase s'applique à cette partie immergée de l'iceberg qu'est la dette hors-bilan. Ainsi, le tableau de la page 41 nous apprend que le «démantèlement des matériels militaires, destruction de munitions, dépollution de sites militaires, engagements de nature fiscale» ne sont pas encore exhaustivement quantifiés et ont précisément fait l'objet, en 2015, d'une réserve de la Cour sur les comptes 2014 de l'État.

De surcroît, les engagements au titre du commerce extérieur (Assurance-crédit COFACE) appellent à la vigilance (85 mds), il est crucial de relever que la dette garantie directement par l'État atteint 194 mds.

Si toute cette dette implicite ou immergée conserve sa dynamique, elle pourrait représenter près de 166% du PIB lors de l'année électorale de 2017. «Nous sommes dans une ruelle étroite et des deux toits opposés, il pleut également sur nous.» Jean Jaurès. (*Oeuvres Tome 8: Défense républicaine et participation ministérielle*). Oui, les deux dettes implicite et explicite sont deux toits dont le financement supposerait l'équivalent arithmétique de 19 années de pression fiscale sous condition impérative d'absence d'ajout de déficit annuel additionnel.

Tels sont les faits saillants de cette dette qui rend muettes la plupart des voix politiques, à l'exception -jadis- de celle de Raymond Barre.

Production industrielle française, déjà la rechute : l'histoire d'un pays qui poursuit inexorablement son déclin

Les chiffres de la production industrielle du mois d'avril qui viennent d'être publiés apportent un démenti cinglant à tous ceux qui affichaient un optimisme béat devant notre petit 0,6% de croissance du premier trimestre. Le recul touche tous les secteurs : automobile, chimie, équipements électriques et même l'industrie agroalimentaire, qui ont fléchi globalement d'un pour cent.

Read more at <http://www.atlantico.fr/decryptage/production-industrielle-francaise-deja-rechute-histoire-pays-qui-poursuit-inexorablement-declin-michel-garibal-2190953.html#J3GITB57OR0vKqVf.99>



Crédit Reuters

Une hirondelle ne fait pas le printemps. **Il avait suffi d'un petit 0,6% de croissance au premier trimestre pour faire croire que la France était sortie de la stagnation et avait retrouvé le chemin de la croissance.** Les chiffres de la production industrielle du mois d'avril qui viennent d'être publiés apportent un démenti cinglant à ceux qui étaient déjà repartis dans un optimisme béat.

Car ils sont sans appel, en marquant un coup d'arrêt au léger mieux enregistré au cours des mois précédents. Le recul est en effet général dans tous les secteurs : automobile, chimie, équipements électriques et même l'industrie agroalimentaire ont fléchi globalement d'un pour cent. **Cette contre-performance a surpris les experts, d'autant plus que le climat des affaires avait paru s'améliorer.** Pourtant l'Insee restait réservée sur les performances à venir du deuxième trimestre, d'autant que le mois de mai comportait un nombre exceptionnel de ponts, peu propices à un emballement de la conjoncture.

En réalité, une fois de plus, la France est à contre-courant de la plupart de ses partenaires européens. Chez plusieurs de nos voisins, le rebond de la croissance est spectaculaire. Il devrait dépasser trois pour cent en Espagne, en Irlande, à Malte, voire en Slovaquie, L'Allemagne s'attend même à 1,7% de mieux, alors que pour la France, on envisage plus modestement 1,1%. **Le constat est clair : les pays qui ont conduit les réformes de structures sur le marché du travail et le secteur financier comme l'Espagne sont aujourd'hui à la tête des créations d'emplois** : 118 000 ont ainsi vu le jour en mai, alors que pendant le même temps, la courbe du chômage poursuivait chez nous son inlassable marche en avant.

C'est qu'en France, fondamentalement rien ne bouge. La loi Macron n'est toujours pas sur les rails, alors qu'on annonce régulièrement que le gouvernement a l'intention de passer en force pour faire passer un texte déjà fortement amendé et qui a perdu de sa force, sans compter qu'une fois adopté, il pourra encore faire l'objet de recours ou d'aménagements qui en atténueront encore la portée. Il était pourtant le symbole de la volonté du pouvoir de sortir le pays de l'ornière où il se trouve. Car, dans tous les domaines, c'est le statu quo qui prime : toute velléité de changement est immédiatement battue en brèche par la force des lobbies en place ou l'inertie d'une population qui se détourne de plus en plus de la politique.

Plus que jamais, c'est le sens de la débrouille en utilisant de plus en plus les réseaux sociaux qui prévaut chez nos compatriotes, alors que la classe politique reste sans voix, uniquement préoccupée par ses joutes mesquines rappelant les guerres picrocholines de Rabelais. Les assises des deux grands partis majoritaires qui viennent de se tenir ont abouti à un constat affligeant : tout s'est passé comme si elles s'étaient déroulées dans un vase clos, loin des préoccupations du peuple, en répétant les sempiternelles jérémiades. Aucune initiative nouvelle n'a vu le jour, au point que plus personne n'écoute les disques usés qui tournent en boucle de façon permanente. L'étranger observe de plus en plus narquois ce comportement suicidaire à terme car les forces nouvelles qui pourraient y mettre fin ne sont toujours pas au rendez-vous de **l'histoire d'un pays qui poursuit inexorablement son déclin.**

Read more at <http://www.atlantico.fr/decryptage/production-industrielle-francaise-deja-rechute-histoire-pays-qui-poursuit-inexorablement-declin-michel-garibal-2190953.html#J3GITB57OR0vKqVf.99>

EuGH-Generalanwalt warnt vor „Massenzuwanderung“

Deutschland soll Zuwanderer in den ersten drei Monaten von Hartz-IV-Leistungen ausschließen können. Dafür plädiert der Generalanwalt des Europäischen Gerichtshofs. Meist folgen die Richter einem solchen Votum – aber keineswegs immer.

04.06.2015, von JOACHIM JAHN

Vom Europäischen Gerichtshof kommen zu Sozialleistungen für Zuwanderer ungewöhnlich deutliche Töne. Dessen Generalanwalt Melchior Wathelet plädierte am Donnerstag dafür, Deutschland in den ersten drei Monaten den Ausschluss von „Hartz-IV“-Zahlungen zu erlauben. Der Rechtsgutachter warnte: Wenn die Richter den Bundestag zur Änderung dieser Regelung im Sozialgesetzbuch zwingen, könne dies eine „Massenzuwanderung“ auslösen. Diese könne eine „unangemessene Inanspruchnahme der nationalen Systeme der sozialen Sicherheit nach sich ziehen“.

In dem Rechtsstreit geht es um eine nach Recklinghausen gezogene Familie aus Spanien, der das Jobcenter von August bis September 2012 die Grundsicherung für Arbeitssuchende (Arbeitslosengeld II) verweigert hatte. Das Landessozialgericht Nordrhein-Westfalen legte den „Fall Garcia/Cuevas“ den Europarichtern vor. Wie diese in einigen Monaten entscheiden werden, ist keineswegs sicher: Meist, aber keineswegs immer, folgen sie dem Votum ihrer Generalanwälte.

Der Gerichtshof hat zwar im vergangenen November den Ausschluss einer Rumänin und ihres Sohnes von den Zahlungen gebilligt. Dieser „Fall Dano“ war aber untypisch für das Problem der Armutszuwanderung aus Osteuropa, das viele Kommunen beklagen: Die Frau hatte beim Jobcenter Leipzig nicht einmal vorgegeben, dass sie auf Arbeitssuche war; sie sprach kaum Deutsch, hatte keinen Beruf erlernt, noch nie gearbeitet und war vorbestraft.

Mit Kleinkindern Anspruch auf Leistungen

Anders könnte es im „Fall Alimanovic“ aussehen, über den die Europarichter ebenfalls bald urteilen. Die Bosnierin wanderte zuerst nach Schweden aus und nahm nach einer Heirat die Staatsbürgerschaft an. Später zog sie mit ihrer Tochter nach Berlin und hatte mehrere Kurzzeitstellen, bevor sie im Jobcenter Neukölln Geld beantragte. Wenn jemand schon einmal im Aufnahmeland gearbeitet hat, dürften die Zahlungen nicht automatisch abgelehnt werden, befand Generalanwalt Wathelet im März. Dann müsse in jedem Einzelfall geprüft werden, wie eng die Bindungen an Deutschland seien.

Wenn zur Familie kleine Kinder gehörten, hätten diese ohnehin ein Aufenthaltsrecht und damit Anspruch auf Leistungen. Diesen Rechtsstreit hatte das Bundessozialgericht in Luxemburg vorgelegt. Dort sind etliche weitere Klagen anhängig, mit deren Entscheidung die Richter aus Kassel auf die Vorgaben aus Luxemburg warten wollen.

In dem jüngsten Fall lässt Generalanwalt Wathelet allerdings den deutschen Gerichten noch einen Spielraum: Wenn sie „Hartz IV“ nicht als Sozialleistung einstufen, sondern als Hilfe beim Zugang zum Arbeitsmarkt, kann diese den Zuwanderern nicht ohne weiteres verwehrt werden. Ohnehin gelten die Beschränkungen nicht für EU-Ausländer, die ein Gewerbe anmelden und ihr Einkommen von den Behörden aufstocken lassen.

Sozialtourismus

Eine Massenzuwanderung würde die „nationalen Systeme der sozialen Sicherheit“ gefährden, warnt der EuGH-Generalanwalt. Man kann nur hoffen, dass dieser Hinweis auf die Probleme vieler Kommunen mit Armutsmigranten aus Osteuropa auf fruchtbaren Boden fällt.

04.06.2015, von JOACHIM JAHN

Solch deutliche Worte hat man bislang vom Europäischen Gerichtshof selten gehört. [Dessen Generalanwalt Melchior Wathelet hat jetzt die Luxemburger Richter gewarnt: Wenn sie Deutschland zwingen, arbeitslosen Zuwanderern schon vom ersten Tag an Sozialleistungen zu zahlen, drohe eine „Massenzuwanderung“.](#) Dies würde die „nationalen Systeme der sozialen Sicherheit“ gefährden.



Autor: Joachim Jahn, Wirtschaftskorrespondent in Berlin, zuständig für „Recht und Steuern“. Folgen:

Man kann nur hoffen, dass dieser Hinweis auf die Probleme vieler Kommunen mit Armutsmigranten aus Osteuropa auf fruchtbaren Boden fällt. Bislang haben sich die Europarichter meist in der Rolle jener gefallen, die alles und jeden gleich behandeln wollen und Staatsgrenzen möglichst weit öffnen. Ohnehin hat Wathelet sein Plädoyer auf besonders eindeutige Fälle beschränkt. Zudem betrifft die Leistungssperre, die deutsche Gesetze bisher vorsehen, lediglich die ersten drei Monate des Aufenthalts.

Und wer zum Schein ein Gewerbe – etwa als Zettelverteiler oder Schrottsammler – anmeldet, kann vom Jobcenter eine „Aufstockung“ seiner Einkünfte verlangen. Denn Selbständigen darf „HartzIV“ nicht verweigert werden. Wer die Augen nicht vor der Realität verschließt, erkennt schon jetzt eine Transferunion.

122,35

Publié le 12 Juin 2015 - Mis à jour le 12 Juin 2015

Tic-tac-tic-tac... S'il n'y avait que la Grèce...

La démographie, vraie bombe à retardement de la zone euro. Tous les pays de la zone euro n'ont pas le même taux de natalité. Au sein même de la zone euro, les divergences démographiques des pays membres représentent une sérieuse menace pour la cohésion de l'ensemble. Entre chômage pour les uns et inflation pour les autres.

Avec Nicolas Goetzmann –

Pendant que les dirigeants de la zone euro continuent de se chamailler à propos du dossier grec et de ses possibles conséquences sur l'avenir économique et politique de la zone euro, c'est un autre dossier, d'une toute autre ampleur, qui mériterait d'attirer un peu plus l'attention. En effet, **les prévisions démographiques publiées par la Commission européenne, et plus précisément, de l'évolution de la population en âge de travailler, semblent bien plus alarmantes à long terme que l'issue du cas grec.**

Ainsi, et dans un discours prononcé ce 11 juin 2015, le Président de la Bundesbank, Jens Weidmann, met les pieds dans le plat :

"L'économie allemande est peut être en bonne forme en ce moment, mais nous ne pouvons pas être dans une attitude de complaisance. L'Allemagne est confrontée à de sérieux défis économiques, en particulier concernant son évolution démographique (...) Selon le dernier rapport de la Commission européenne consacré au vieillissement, la population allemande en âge de travailler (les personnes entre 15 et 64 ans) diminuera de 28 % d'ici l'an 2060 par rapport à une baisse de 8 % dans le reste de l'Union européenne. En France, cette prévision relative à l'évolution de la population en âge de travailler représente une augmentation de 5 %, au Royaume-Uni de 11%."

Car la véritable bombe qui menace la zone euro est ce différentiel interne des dynamiques démographiques. Et les chiffres avancés par Jens Weidmann, issus du rapport sur le vieillissement de la Commission européenne, permettent de se faire une idée de ce différentiel entre les deux principales économies de la zone euro. **D'une part, la baisse de 28% de la population allemande en âge de travailler d'ici à 2060, correspond à une érosion équivalente à 14,3 millions de personnes.** De 49,7 millions d'Allemands en âge de travailler en 2013, le pays sera confronté à une situation où cette même population atteindra 35,4 millions de personnes en 2060. D'autre part, et concernant la France, **la hausse de la population en âge de travailler atteint 1,5 million sur la même période, pour atteindre un total de 39,4 millions de personnes en 2060.**

Cette lourde divergence est un défi posé à la monnaie unique, et donc, à la Banque centrale européenne. Car la mission d'une autorité monétaire est de permettre un développement économique optimal en fonction du potentiel de la zone couverte ; ici, la zone euro. **Or, le potentiel économique d'un pays dont la capacité de travail augmente avec le temps s'oppose évidemment au potentiel d'un pays dont la population en âge de travailler décline.** C'est-à-dire que la capacité d'un pays à générer de la croissance est lestée ou améliorée par l'évolution de sa population en âge de travailler. Reste une question; celle de l'homogénéité de la zone euro.

Cette problématique pourrait être contournée par la mobilité des travailleurs au sein de la zone euro, c'est-à-dire si les citoyens européens pouvaient s'établir sans contrainte dans d'autres pays de la zone, et ce, en fonction de ces mêmes dynamiques démographiques. Afin d'en lisser les divergences. Mais au sein de la zone euro, les populations des différents pays membres ne sont pas aussi mobiles que l'est, par exemple, celle des Etats Unis. Entre les barrières de langues, de diplômes, de culture, de la diversité des régimes de protection sociale, ou, plus largement, de la volonté de travailler dans son pays natal, le niveau de mobilité des travailleurs au sein de la zone euro reste très faible. Ce que confirmait un rapport réalisé par Natixis au début de l'année 2014 :

Read more at <http://www.atlantico.fr/decryptage/avait-que-grece-demographie-vraie-bombe-retardement-zone-euro-nicolas-goetzmann-2190319.html#TyP1ABuBZLZbuzGX.99>

"La mobilité des travailleurs était l'une des priorités stratégiques définies dans le cadre de l'agenda de Lisbonne (2000). Dix ans plus tard, l'échec est patent : la mobilité géographique au sein de l'Union Européenne reste marginale puisque seuls 2,3% des citoyens européens vivent actuellement dans un pays de l'UE 27 autre que leur pays d'origine".

Ainsi, en l'absence de mobilité géographique des travailleurs de la zone euro, la Banque centrale européenne se trouve confrontée à une problématique insoluble. **Si la BCE calque sa politique sur les besoins de l'ensemble de la zone euro, c'est-à-dire une baisse de 12,6% de la population en âge de travailler d'ici à 2060, elle provoquera le mécontentement de l'Allemagne, dont la baisse atteint plus de 28%, mais également celle de la France, avec sa hausse de 5%.**

Les intérêts des uns et des autres sont tout simplement divergents.

A l'échelle de la France, l'écart schématique entre le potentiel économique du pays et la politique menée atteindrait alors 6 millions d'emplois. De la même façon, si la BCE se calquait sur les seuls besoins de l'Allemagne, le différentiel atteindrait 12 millions d'emplois. Dans les deux cas, ces 6 ou 12 millions de personnes seraient amenées à quitter la France pour trouver un emploi, ailleurs, ou, plus probablement, à faire grossir les rangs des chômeurs du pays. Inversement, si la BCE calquait sa politique sur les besoins de la France, c'est-à-dire sur une augmentation de la population en âge de travailler, l'Allemagne serait condamnée à subir un niveau d'inflation bien supérieur à sa limite de tolérance. En effet, la politique monétaire menée par la BCE serait alors bien trop souple par rapport aux besoins de croissance du pays, ce qui produirait un résultat inflationniste.

Cette dynamique démographique différentielle des pays membres pose la question essentielle de la viabilité à long terme de la zone euro. Car seules deux solutions sont réellement envisageables à un horizon lointain : une véritable intégration européenne permettant de transformer le continent en un tout proche de celui des Etats-Unis, ou une fin. Mais le statut quo actuel produit déjà ses effets, et ne peut être considéré comme une solution.

French intellectualism

They think, therefore they are

Why the life of the mind is so important in France

Jun 13th 2015 | [From the print edition](#)



How the French Think: An Affectionate Portrait of an Intellectual People. By Sudhir Hazareesingh. *Allen Lane*; 427 pages; £20. To be published in America by *Basic Books* in September.

IN 2003, as America was gearing up for the invasion of Saddam Hussein's Iraq, a tall Frenchman with a thick silvery mane took the floor at the UN in New York. Dominique de Villepin was then France's foreign minister, and what marked minds was not only his uncompromising anti-war message, but the way he uttered it: his speech was a magnificent rhetorical appeal to values and ideals. In a deep, silky tone, he spoke for an "old country" that has known war and barbarity but has "never ceased to stand upright in the face of history and before mankind". As the "guardians of an ideal, the guardians of a conscience", the UN, like France, he declared, had a duty to plead for disarmament by peaceful means.

There was something quintessentially French about this speech, argues Sudhir Hazareesingh, a professor of politics at Oxford University, who opens his impressive new book with the scene. Mr de Villepin's words combined "seductive masculinity and rhetorical verve" in the best tradition of French public oratory and linguistic elegance. The speech also appealed to reason, abstraction and logic, framed by binary oppositions: conflict and harmony; morality and power. It hinted at the wisdom both of old civilizations and of France, the national embodiment of universal truth born of historical trauma. And it was expressed with the confident optimism generated by an enduring French sense of historical superiority. What is it about the French, asks Mr Hazareesingh, that makes them think and speak like this?

France is arguably the world's most self-consciously intellectual country. Public thinkers are cherished like national treasures, given airtime on television and column inches in *Le Monde*. Their counsel is even heeded. Bernard-Henri Lévy, a contemporary philosopher with an outsized reputation, is credited with a role in persuading Nicolas Sarkozy, a former French president, to intervene in Libya in 2011. As a younger French generation discovered to their defiant delight at a mass march in Paris after the terrorist attacks on *Charlie Hebdo* in January, French thought is not only about dry stuff to be found in philosophy textbooks; it is a central part of their national identity.

Mr Hazareesingh's inquiry is partly a dense compendium of such thought from René Descartes onwards. It is not a work for the casual reader, and each chapter is so packed with references and quotations that at times the narrative flow suffers. But Mr Hazareesingh's main purpose is to examine how, rather than what, the French think: the framework, codes and reasoning that have marked the country's intellectual expression over the past four centuries.

The author distinguishes five elements to French thinking. The first is the way history is used to structure reasoning, through concepts such as rupture, revolution and progress. Second is the fixation with the nation and collective identity, Mr de Villepin's rhetoric being a fine example. Third is the intensity of public debate about ideas ("We gossip, we quarrel, we spend our energy in words; we use strong language, and fly into great rages over the smallest of subjects," wrote Jules Michelet, a French historian, in 1846). Fourth is the importance of the public intellectual as a vehicle for disseminating such ideas. Finally, there is the interplay between rational order and the creative imagination.

As the author notes, many forms of expression considered characteristically French—classicism, belief in scientific progress—emerged well before the 1789 revolution under absolute monarchy. But, for Mr Hazareesingh, "most of the fundamental arguments among the French...continued to revolve in one way or another around [the] Revolutionary heritage." The long shadow of the revolution shaped the fundamental notion of rupture: ideas, artistic movements, theoretical constructs or even political movements, are to be doubted, critiqued and destroyed.

Over time, this reflex has been a source of both creativity (the *nouvelle vague*; the *nouveau roman*) and instability (the 1871 Paris Commune; May 1968). The author makes the case for long cycles of thinking on both the left and the right: 20th-century communism and Gaullism echoed, respectively, Jacobin and Bonapartist traditions. He is good, too, on how rupture has both animated and fractured the left over history, with the prevailing belief that "political change could be meaningful only if it was comprehensive and cleansing." Radical rhetoric still informs the Socialist Party, despite its split from communism back in 1920 after disagreement over allegiance to Lenin's Third International.

Mr Hazareesingh is less convincing at the end of the book when examining the declining influence of French thinking today. He rightly notes a "loss of confidence by the French in the creativity of their thinkers" since the era of Jacques Derrida, Michel Foucault, Jean-Paul Sartre and Albert Camus. And he is scathing about today's cultural conservative thinkers, with their links to resurgent ethnic nationalism. He also documents the fading influence of French thought on the rest of the world, though he has oddly little to say about the best counter-example, Thomas Piketty, an economist whose book, "Capital in the 21st Century", recently took English-speaking countries by storm. The author dismisses his discipline as a "technical field".

Despite the evidence he marshals to the contrary, Mr Hazareesingh seems to not want to believe that French intellectual influence is in retreat. France may no longer have great thinkers, he writes, but at least it still has lots of people who think and publish lots of books each year, as if quantity somehow makes up for it. Perhaps the author is swayed by an evident and understandable affection for the country and its culture. But a satisfying explanation for this decline, and for its accompanying collective pessimism, deserves another volume to itself.

Griechenland nicht um jeden Preis halten

Erstmals geht auch die deutsche Industrie auf Distanz zur Rettungspolitik. BDI-Präsident Ulrich Grillo erklärt, warum ein würdevoller Austritt Griechenlands aus dem Euro möglich sein muss.

13.06.2015, von ULRICH GRILLO

Die Eurozone, das innere Sanktum unseres Kontinents, steht vor ihrer größten Herausforderung. Wird es den Mitgliedern der Wirtschafts- und Währungsunion gelingen, einen Weg aus der Krise zu finden? Wird es uns gelingen, die Spannungen und Widersprüche aufzulösen? Werden wir erkennen, dass eine Währungsunion nur dann stark ist, wenn sie gleichzeitig zweierlei schafft: die Anpassung an das Neue und die Einhaltung vereinbarter Spielregeln und Verträge?

Eine Anpassung an das Neue wird nötig, weil kein Kredit mehr für fehlende Wettbewerbsfähigkeit und Offenheit gewährt wird. Nach fast fünf Jahrzehnten ungehemmten Lebens auf Pump haben die Sparer beschlossen, nur noch jene Unternehmen und Regierungen zu finanzieren, die einen vernünftigen und nachhaltigen Umgang mit den geborgten Mitteln sicherstellen. Das ist der Kern der neuen Realität – nicht nur, aber vor allem im Euroraum.



© DPA  Ulrich Grillo ist Präsident des Bundesverbands der deutschen Industrie (BDI).

Es handelt sich um eine fundamentale Abstimmung mit den Füßen. Millionen Bürger und Bürgerinnen in ganz Europa, inklusive Griechenlands, sind nicht mehr willens, untragbare Haushaltsdefizite zu finanzieren. Die politische Ökonomie der Staatsfinanzierung hat sich verändert. Neben der Globalisierung und Digitalisierung ist das ein weiterer Megatrend, der die Spielräume nationaler Politik einengt. Und das betrifft in der aktuellen Euro-Krise die Regierungen in Berlin wie in Athen.

Die griechische Regierung muss erkennen: In einer vernetzten Welt kann es rein nationale Entwicklungspfade in Wirtschaft und Gesellschaft nicht mehr geben – und in einer Währungsunion sind sie per definitionem nicht vorgesehen. Wer aus demokratischer Legitimierung heraus trotzdem einen nationalen Weg beschreiten möchte, der kann nicht Mitglied einer Wirtschafts- und Währungsunion sein. Denn diese ist ohne ein Mindestmaß an wirtschaftlicher und politischer Konvergenz und ohne glaubwürdiges Regelwerk nicht dauerhaft stabil. Konvergenz bedeutet Angleichung und somit zwangsläufig eine Veränderung des Spielraums nationaler Politik.

Griechenland muss sich mit Gläubigern einigen

Die griechische Regierung verweigert sich bislang in bemerkenswertem Maß auch innovativen Ansätzen zur Erleichterung ihrer Schuldenlast. Sie muss sich umgehend mit den internationalen Gläubigern einigen.

Mitglieder einer Währungsunion, die mit dem Makel chronischer Verschuldung und fehlender Wettbewerbsfähigkeit behaftet sind, stehen tragischerweise unter einem besonders erheblichen Anpassungs- und Veränderungsdruck, aber auch fiskalischem Innovationsdruck. Dies aber war bei Gründung der Währungsunion allen Beteiligten klar. Daher kann es kein Halten eines Mitglieds um jeden Preis geben. Denn dadurch entsteht eine gefährliche Aufweichung der geltenden Regeln und des Gemeinschaftsrechts. Dieser Preis ist zu hoch: Wenn kein Vertrauen mehr herrscht, dass geschlossene Verträge und der alte römische Grundsatz „pacta sunt servanda“ gelten, sind die Grundfesten unserer Rechts- und Werteordnung gefährdet.

Vertrauen ist das höchste Gut in offenen Gesellschaften und zwischen Regierungen. Dieses Vertrauen darf nicht zerstört werden. Zu hohe Preise zu bezahlen, führt immer ins Elend. Was passiert, wenn in Berlin kein Wille aus Athen zu vernehmen ist, die Schuldenlast etwa durch Schaffung von Eurozonenvermögen zu erleichtern? Also zum Beispiel, indem griechisches Staatsvermögen auf Institutionen der Eurozone im Tausch gegen Schulden übertragen wird? Dann bleibt in der Konsequenz nur die Neustrukturierung der Währungsunion.

Ehrevoller Abschied aus dem Euro muss möglich sein

Es muss dann freilich einen Weg geben, einem Euro-Mitgliedsland einen ehrenvollen und würdigen freiwilligen Abschied zu ermöglichen. Es kann kein Verbleiben um jeden Preis geben. Der Euro muss die Währung einer politischen und wirtschaftlichen Kerngemeinschaft Europas sein, aus der es auch einen Weg in die weiter gefasste und mit mehr nationalen politischen Spielräumen ausgestattete EU gibt. Einem solchen Mitglied muss die EU dann auch wirtschaftlich und politisch zur Seite stehen.

Das Ausscheiden aus dem Euro darf kein Kainsmal sein, insbesondere dann nicht, wenn es auf dem Handeln einer demokratisch gewählten Regierung beruht. Deswegen sind die kommenden Tage und Wochen entscheidend für die innere Ausgestaltung Europas. Spätestens mit der bald beginnenden Diskussion um einen weiter gehenden Umbau Europas – hervorgerufen durch das geplante Referendum im Vereinigten Königreich – wird sie eine neue Intensität erreichen.

Man mag den Regierungen in Athen und London zürnen. Aber man sollte ihnen vielleicht eher dankbar sein, dass sie durch ihr Beharren Europas Politik dazu zwingen, die Frage zu beantworten, wie viel Macht überhaupt noch auf der Ebene der Nationalstaaten verbleiben kann. Auch Harmonie sollte nicht um jeden Preis erzielt werden.

122,41

Loyers : le gouvernement jette de l'huile sur le feu

Par [Carole Papazian](#) Mis à jour le 12/06/15 à 23:01

○ Publié le 12/06/15 à 20:25

«L'encadrement des loyers à partir du 1er août à Paris, c'est une épée de Damoclès qui vient de tomber sur la tête des investisseurs privés», lance Laurent Vimont, le président du réseau Century 21 après la publication vendredi 12 juin au Journal officiel du décret installant le dispositif. Lors de la signature d'un nouveau bail, les propriétaires devront respecter des normes strictes. Ils devront ainsi fixer un loyer qui dépendra d'un niveau de référence établi par l'Olap, l'Observatoire des loyers de l'agglomération parisienne.

Cet encadrement ne concerne que la capitale pour l'instant (Lille en 2016). Il avait été présenté par Manuel Valls comme un test, mais il a pourtant une valeur symbolique pour la France entière. Et déjà les associations de consommateurs rêvent de son extension à d'autres zones tendues. En actionnant le bâton, en mettant de nouveau dos à dos propriétaires et locataires, cette mesure risque d'avoir un effet psychologique désastreux. Les professionnels de l'immobilier sont unanimes. «C'est un très mauvais signal pour le marché, une mesure dangereuse», explique François Davy, le président de Foncia. «Une mesure contre-productive et anxiogène», ajoute Bernard Cadeau, le président du réseau Orpi.

Des litiges en perspective

Simple réaction corporatiste, comme le clament certaines associations de consommateurs? Pas si simple. L'encadrement des loyers intervient en effet dans un marché immobilier tout juste convalescent. À un moment où les particuliers reprenaient timidement confiance dans la pierre. Or, ces derniers mois, le discours des politiques s'est durci: l'arrivée de l'encadrement des loyers comme les effets d'annonces sur les réquisitions de logements vacants (auprès des institutionnels) ou encore la perspective de voir un jour les préfets imposer aux maires récalcitrants des logements sociaux concourent à donner l'image d'une politique du logement coercitive. Et à opposer de nouveau propriétaires et locataires. «Un locataire pourra dénoncer pendant cinq mois après avoir signé le bail son loyer s'il estime qu'il paie trop cher», s'indigne François Davy. Faire respecter cette loi ne s'annonce pas simple, les commissions de conciliation pourraient être encombrées de litiges qui mettront du temps à se régler. En simplifiant la loi imaginée par Cécile Duflot, Manuel Valls en avait pourtant gommé les effets nocifs. Il a habilement remanié le dispositif d'investissement locatif dans le neuf. Les investisseurs sont d'ailleurs de retour dans le neuf depuis le début de l'année.

L'encadrement des loyers à Paris est un reste de la version politicienne de la politique du logement. Et sa mise en application tombe mal. Selon Clameur, depuis le début de l'année les loyers baissent de 2 % à Paris fin mai. L'Olap, qui ne donne pas de chiffres sur l'évolution des loyers en 2015, admet qu'à Paris de nombreuses relocations se font à un loyer inférieur à ce qu'il était auparavant. «C'est une mesure inutile, les loyers de relocation dans l'ensemble des métropoles ont baissé», rappelle Jean-François Buet, le président de la Fnaim. Le risque consiste à décourager les propriétaires privés d'investir dans les logements anciens. À Paris, depuis un an, les investisseurs ont déserté. Les locataires seront-ils gagnants? Le stock de biens à louer va-t-il diminuer, leur état se dégrader? Les questions sont ouvertes. Les locataires ont, c'est vrai, du mal à se loger dans les grandes villes, les loyers ont augmenté de 42 % en dix ans à Paris, selon l'Olap, et des abus existent. Mais le remède paraît peu adapté. Qui profitera au final de cet encadrement? Qui en pâtira? Il sera difficile de le savoir rapidement. «La mesure ne joue que lorsqu'un nouveau bail est signé, et un locataire reste en moyenne sept ans dans son logement à Paris», souligne François Davy. Selon un sondage OpinionWay pour Orpi, 76 % des Français estiment que «le gouvernement a raison de mettre un peu d'ordre dans le marché de l'immobilier», mais ils sont presque autant (70 %) à penser qu'«il faut arrêter de décourager les propriétaires de louer». Le découpage de Paris par l'Olap est aussi pointé du doigt. «La butte Montmartre et Barbès sont dans le même secteur...» s'étonne Laurent Vimont. Au-delà des difficultés d'application et de découpage, ce qui paraît le plus dommage est bien de rouvrir aujourd'hui un débat qui semblait en voie d'apaisement. Là aussi, la mesure tombe à contretemps. On a l'impression de faire un pas en arrière...

La mise en place de l'encadrement des loyers dans la capitale rouvre le débat sur la pertinence de limiter les loyers d'habitation dans d'autres grandes villes, dont le marché est tendu. Ce mécanisme est inutile et dangereux. L'inutilité est déjà prouvée par les évolutions récentes du marché locatif national.

122,42

Rétro-prospective

Publié le 15 Juin 2015

430 milliards d'euros de manque à gagner depuis 2008 : la France, cette vieille dynamo à l'incroyable potentiel économique gâché par des politiques inadaptées

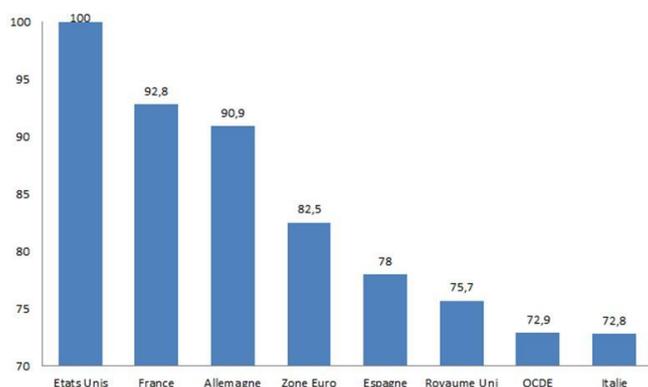
Alors que le pays semble encore paralysé par le sentiment de déclin qui atteint la population, les statistiques internationales classent la France comme un des plus grands potentiels économiques au sein des pays développés. Loin d'être un destin indépassable, la stagnation n'est donc le fruit que d'un immense gâchis ne datant que de quelques années.

Depuis que l'idée d'un pays en faillite s'est imprimée au sein de l'opinion publique, l'autodénigrement permanent est devenu un style de vie pour la France post-crise de 2008. Le pays serait malade de tout, ses dernières décennies ne se résumeraient qu'à un échec politique et économique total, et la stagnation de sa croissance serait l'unique horizon envisageable. Inversement à une telle approche, le Prix Nobel d'économie Paul Krugman déclarait en juin 2014 dans une [interview](#) à l'Obs : "La France est devenue une hypocondriaque de l'économie, une sorte de malade imaginaire, toujours prête à croire qu'elle est en difficulté alors qu'elle ne l'est pas vraiment et à se laisser trop facilement intimider". Face à une telle contradiction, l'enjeu est de déterminer si la France est un pays structurellement voué au déclin, ou simplement en proie à des difficultés d'ordre conjoncturel.

Parce qu'au regard des standards internationaux, le pays n'a pas beaucoup à rougir face à ses concurrents. La France est aujourd'hui un potentiel parmi les plus prometteurs des économies développées. Ainsi, la mise en perspective des statistiques des 10, 15, ou 20 dernières années démontrent la réalité de ce potentiel, tout en pointant, quand même, une franche incapacité à sortir de cette crise dite des subprimes.

Puisque la croissance est déterminée par les deux facteurs principaux que sont la productivité et la démographie, il suffit de mesurer ce que sont désormais les atouts de la France pour mettre en évidence le gâchis actuel. Ainsi, en termes de productivité horaire, la France se hisse parmi les premières puissances économiques, et se trouve notamment classée devant l'Allemagne :

Indice de productivité horaire. OCDE. 2012.



[Cliquez pour agrandir](#)

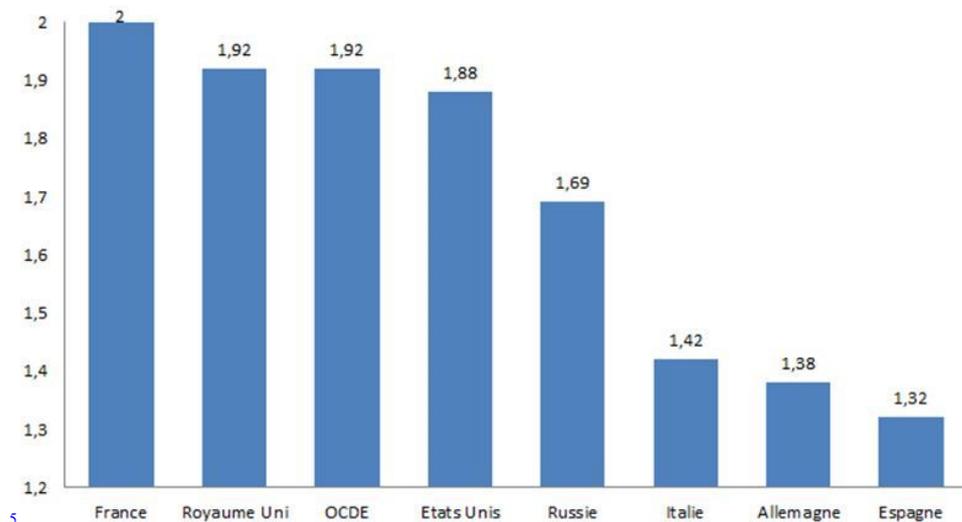
S'il peut être argumenté que la productivité horaire de la France est élevée en raison d'un important taux de chômage chez les personnes non qualifiées, et donc exclues des statistiques, la productivité horaire française

n'a toujours rien à envier à celle de pays bien plus dynamiques aujourd'hui, comme l'Allemagne ou le Royaume Uni. De plus, ce taux de chômage élevé indique également que la réserve de travail disponible reste très profonde en France. Le maintien de personnes hors de l'emploi est une hérésie économique aussi bien pour les chômeurs que pour le pays.

Ce qui nous ramène au deuxième facteur de la croissance, c'est-à-dire le potentiel démographique. Ici encore, le pays navigue au sommet des classements internationaux :

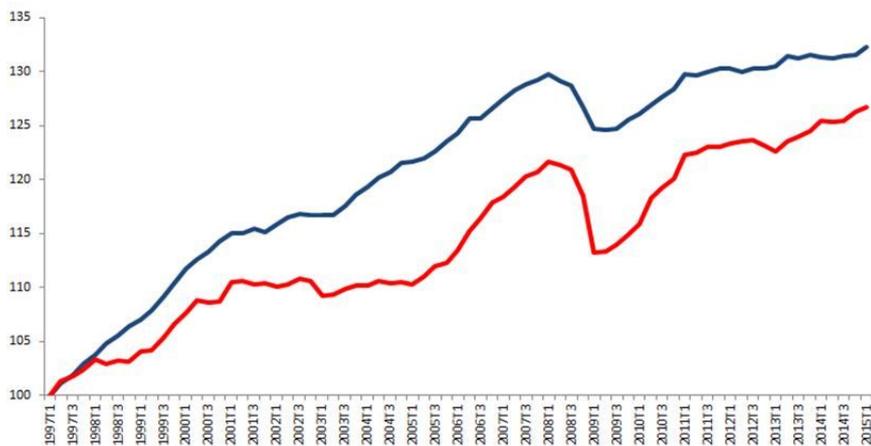
Nombre d'enfants par femme. 2012. OCDE.

image: <http://www.atlantico.fr/sites/atlantico.fr/files/u65387/2015/06/graph2.jpg>



Mais la simple progression de la démographie du pays n'est pas exactement synonyme de la hausse de la population en âge de travailler, c'est-à-dire du potentiel de travail du pays. Selon le rapport de la Commission européenne relatif au vieillissement, cette population connaîtra une croissance de 4.2% d'ici à 2060, à comparer à une chute vertigineuse de 28.8% en Allemagne. Dès lors, en 2060, la population an âge de travailler sera supérieure en France qu'en Allemagne. Ce qui signifie également que le PIB Français aura alors la capacité de dépasser celui de son grand voisin Allemand.

Et cette comparaison systématique de la France avec l'Allemagne permet également de comprendre l'origine du malaise actuel. Car depuis plus de 20 ans, le leader économique en termes de croissance n'est pas celui que l'on croit. Lorsque l'on compare la croissance économique des deux pays depuis 1997, la France reste loin devant, puisque l'Allemagne n'est pas encore parvenue à colmater sa stagnation du milieu des années 2000.



Plus surprenant encore, les investissements directs en provenance de l'étranger (IDE). Alors que la taille de l'économie allemande est équivalente à 135% de celle de la France, les investissements réalisés dans chacun des pays au cours des 10 dernières années est à la faveur du second, ce qui permet de mettre en avant son attractivité :

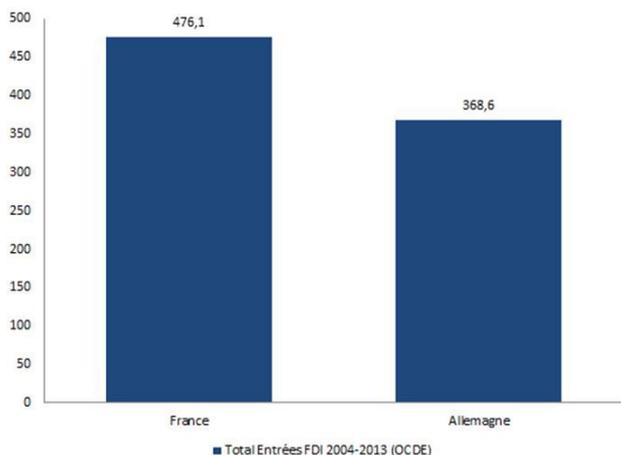
Les Investissements directs de l'étranger. Source OCDE.



Le renversement de tendance observé depuis la crise, marquant une nouvelle fois le problème conjoncturel du pays, ne suffit pas à l'Allemagne de passer devant la France en termes d'IDE pour le total des 10 dernières années :

Total Investissements directs étrangers. En milliards de USD. France / Allemagne

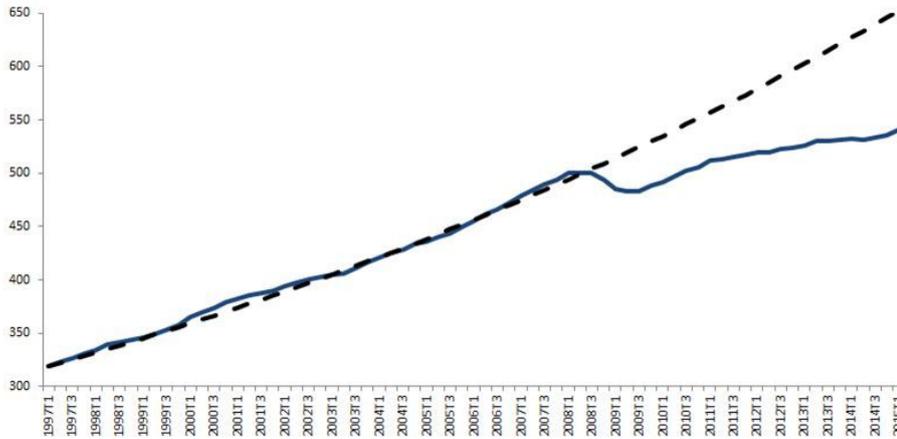
image: <http://www.atlantico.fr/sites/atlantico.fr/files/u65387/2015/06/graph5.jpg>



Le constat ne fait que peu de doutes, la France n'est pas le cancre annoncé, juste une belle machine endormie depuis peu. Et cette date peut être fixée précisément à l'année 2008. En effet, entre 1997 et 2007, la croissance française (nominale) s'est affichée à un rythme moyen de 1% par trimestre. (0.6% en termes réels). En extrapolant ce potentiel économique aux années de crise, la divergence de tendance devient significative :

Croissance France (bleu) contre tendance pré-crise (pointillés noirs),(1997-2007). INSEE

image: <http://www.atlantico.fr/sites/atlantico.fr/files/u65387/2015/06/graph6.jpg>



L'écart constaté entre la réalité et le potentiel constitue le manque à gagner de la croissance du pays, soit un total proche de 430 milliards d'euros si l'on raisonne en terme nominal, soit 20% de croissance par rapport au niveau actuel :

Différentiel de croissance nominale France contre tendance pré-crise.

"Bei Griechenland sind die Entscheidungen gefallen"

München, Berlin, Brüssel. Wo Hans-Werner Sinn auch spricht – er fordert vor allem eines: den schnellen Austritt Griechenlands aus der Euro-Zone. Was treibt den bekanntesten deutschen Ökonomen an?

Von [Tobias Kaiser](#) Wirtschaftsredakteur

Nun ist er also in Brüssel. Hans-Werner Sinn steht wenige Hundert Meter vom Rat der Europäischen Union und der Europäischen Kommission entfernt. Den Orten, wo über die Zukunft Griechenlands verhandelt wird. Lange war geplant, dass er mit der internationalen Presse über Griechenland spricht.

Doch niemand wusste, dass die Politik bis dahin noch immer keine Lösung in den laufenden Verhandlungen mit Griechenland gefunden hatte. Sinn hechtet von Fernsehkamera zu Fernsehkamera, er muss viele Interviews geben. Das ZDF, der Österreichische Rundfunk – sie möchten hören, was er zu sagen hat.

Denn das klingt so anders als das, was die Politiker in den Gebäuden ringsum betonen. "Ein Austritt Griechenlands", sagt Sinn, "wird die Euro-Zone stabilisieren."

Auf Turbo geschaltet

Sinn ist wohl der aktuell bekannteste deutsche [Ökonom](#) – und hat im Moment auf Turbo geschaltet. Als ob die Jahreskonferenz des von ihm geleiteten Münchner Instituts für Wirtschaftsforschung (Ifo) in der vergangenen Woche und die gleichzeitige Ankündigung, dass der bisherige ZEW-Chef Clemens Fuesst im kommenden Jahr [sein Nachfolger an der Spitze des Ifo](#) wird, nicht genügen würden. Nein, Sinn hat sich neben diesen beiden Ereignissen, die andere Institutschefs voll und ganz beschäftigen würden, weitere Termine in den Kalender gepackt.

Nach dem Termin in Brüssel hat Sinn am Montag eine Pressekonferenz in Berlin organisiert und zudem eine ganze Reihe von Interview-Terminen vereinbart, um Politik und Öffentlichkeit von einer geradezu gebetsmühlenartig vorgetragenen Botschaft zu überzeugen: Dass jeder weitere Tag, den Griechenland in der Euro-Zone verbringt, unnötig Steuerzahlergeld verbrennt und dass der schnelle Austritt Griechenlands die beste Lösung der gegenwärtigen Schuldenkrise sei – für Griechenland und die Euro-Zone gleichermaßen.

Notfallkredite finanzieren Kapitalflucht

"Die Kosten der Griechenland-Rettung werden für die Staatengemeinschaft immer größer, je länger die Rettung dauert", warnt Sinn im Gespräch mit der "Welt". Ihm sind vor allem die Notfallkredite der Europäischen Zentralbank, die sogenannten ELA-Kredite, ein Dorn im Auge, weil sie auf eine Selbstbedienung mit der Druckerpresse hinauslaufen.

Grexit entzweit die Expertenwelt

"Griechische Bürger leihen sich bei ihren Banken Geld, das im Wesentlichen durch [ELA-Notfallkredite](#) der griechischen Notenbank gegenfinanziert wird. Dann bringen sie das Geld [im Ausland in Sicherheit](#)", fasst Sinn den Prozess zusammen. Der griechischen Regierung wirft er vor, diese Verschiebung nicht nur billigend in Kauf zu nehmen, sondern sie sogar zu unterstützen. Denn "durch die Überweisungen entstehen offene Positionen zwischen den Notenbanken, die möglicherweise nie geschlossen werden", so der Ökonom. Und je mehr Geld aus dem Rest Europas in Griechenland im Feuer stehe, desto besser sei die Verhandlungsposition der Griechen gegenüber den Euro-Partnern.

Drachme würde Wettbewerbsfähigkeit wiederherstellen

Die einzig richtige Konsequenz aus dieser Entwicklung ist für Sinn der Austritt Griechenlands aus der Euro-Zone: "Die ELA-Kredite an Griechenland müssen gestoppt werden. Dann wird Griechenland sofort Kapitalverkehrskontrollen einführen, um die Kapitalflucht zu verhindern. Im nächsten Schritt sollte die Drachme als gesetzliches Zahlungsmittel wieder eingeführt werden. Nur wenn Griechenland aus dem Euro austritt und die Drachme gegenüber dem Euro abwertet, lässt sich die Wettbewerbsfähigkeit Griechenlands wiederherstellen und die humanitäre Krise beenden", sagt Sinn.

Dieser "Grexit", [der Austritt Griechenlands aus der Euro-Zone](#), sei nötig, damit Griechenland überhaupt die Chance habe, wirtschaftlich wieder zu gesunden.

Diese Forderungen sind aus seinem Mund nicht neu. Umso erstaunlicher aber ist, mit welchem missionarisch anmutendem Eifer er sie verfolgt. Was aber treibt ihn an?

Nichts weiter als die wissenschaftliche Neugier sei es, sagt er selbst. "Ich bin Wissenschaftler, das Krisengeschehen zu beobachten und zu kommentieren ist mein Beruf, dafür bezahlt mich der Steuerzahler." Kein anderes wirtschaftspolitisches Thema habe in seiner Karriere eine solche Tragweite gehabt – einzig die deutsche Wiedervereinigung vielleicht.

Bart macht ihn unverwechselbar

Sinn allerdings nimmt diesen Auftrag ernster als viele andere Wissenschaftler und Institutsleiter. Kein anderer Ökonom ist bei den Fernsehzuschauern bekannter. Dafür sorgen nicht nur sein markanter Abraham-Lincoln-Bart, sondern auch seine provokanten Thesen.

Die sorgen dafür, dass ein breites Publikum die Kommentare des Finanzwissenschaftlers mit großem Interesse verfolgt – obwohl er sich in seiner Forschung mit komplizierter Materie beschäftigt, etwa den Verrechnungssalden unter den europäischen Zentralbanken.

Der Preis seiner Bekanntheit ist die radikale Zuspitzung von Sachverhalten. Man könnte auch sagen: Sinn nimmt auch Krawall in Kauf. Das gibt der Ökonom auch selbst zu: "Wissenschaftliche Erkenntnis muss verblüffen, indem sie das bisherige Wissen infrage stellt. Deswegen tun sich Wissenschaftler in Talk Shows schwer. Dort kriegt man nur Applaus für das, was alle sowieso schon wissen und denken."

Dennoch müsse man als Leibniz-Forscher dahin, um auch der breiten Masse mitzuteilen, dass es andere Meinungen als die Mehrheitsmeinung gebe, so Sinn. Nur so lasse sich mehr Rationalität in die Debatte tragen.

Kritiker werfen dem nicht nur unter Laien bekannten, sondern auch unter Fachkollegen hoch renommierten Wissenschaftler, der auf diese Weise die Ansprüche des Fernsehpublikums befriedigt, denn auch häufig Populismus vor. Sinn, mit solcher Kritik konfrontiert, argumentiert, dass er selbst keine Agenda verfolge, um sich gleich darauf selbst zu verbessern: "Ich verfolge keine versteckte Agenda."

Denn dass er sich sehr wohl eine andere Euro-Politik wünscht und die bisherige Rettungspolitik für Griechenland für völlig verfehlt hält, daraus macht der Star-Ökonom keinen Hehl.

"Rettungspolitik führt zur Spaltung"

Für diese Kritik und auch für die Forderungen nach einem "Grexit" wird Sinn immer wieder in die Nähe der Alternative für Deutschland gerückt, einer Partei, die zunächst von Ökonomen als Anti-Euro-Partei initiiert, zunehmend auch Menschen mit rechtspopulistischer Gesinnung anzieht. Derlei Tendenzen weist Sinn entschieden von sich.

Tatsächlich hat er in den vergangenen Jahren immer wieder öffentlich gesagt, dass er die Gemeinschaftswährung zwar wirtschaftlich für unausgegoren halte, sie aber aus politischen Gründen unterstütze, weil sie Stabilität und Frieden in Europa sichere. Der Frieden auf dem Kontinent sei wichtiger als rein wirtschaftliche Erwägungen.

"Ich stehe voll und ganz hinter dem Ziel der europäischen Integration", sagt Sinn. "Aber die gegenwärtige Rettungspolitik führt eher zur Spaltung Europas, weil sie die Staaten in einen fortwährenden Streit um das Geld hineinzieht."

Martin Luther bis Hans-Werner Sinn

Tatsächlich will Sinn auch nicht als Feind Griechenlands gelten: Auch nach einem Euro-Austritt bräuchte Griechenland die Hilfe Europas, sagt er – nur bitte ohne Forderungen und Auflagen, sondern als solidarische Hilfsmaßnahme.

Die bewusst in Kauf genommene Tragik des Hans-Werner Sinn ist denn wohl auch, dass in den Zeitungsspalten und Fernseh-Talkshows diese Aussagen von markigeren Statements und Forderungen aus seinem Munde übertönt werden.

Hans-Werner Sinn über die Euro-Zone



Quelle: Die Welt

Sinn selbst hingegen sieht sich als Stimme der Vernunft in der politischen Debatte – auch wenn die Politik sich von seinen Einwüfen nicht beirren lässt. "Die Entscheidungen sind längst gefallen, da gebe ich mich keiner Illusion hin", sagt Sinn.

Zwecklos sei seine Arbeit trotzdem nicht: "Ich glaube an die Rolle der Vernunft in der öffentlichen Debatte. Da fühle ich mich ein bisschen wie Martin Luther", sagt Sinn. "Das ist doch die menschliche Natur. Selbst wenn ich wüsste, dass die Welt morgen zu Ende ist, ich würde trotzdem noch hoffen und weiterarbeiten."

Sinn erwartet späte Genugtuung

Was ihn treibe, sagt er, sei die Überzeugung, richtig zu liegen. "Bei dem, was ich öffentlich vertrete, greife ich auf vorherige Forschungsarbeiten zurück", meint Sinn. Ob und wann andere seine Argumentation verstünden und einsähen, dass er recht habe, sei dagegen eine ganz andere Frage.

Immer wieder ist er in seiner wissenschaftlichen Karriere für steile Thesen kritisiert worden, etwa für seine Arbeit zu den Targetsalden. Die erheblichen Ungleichgewichte in den Verrechnungssalden zwischen den europäischen Zentralbanken, die Sinn als Erster diagnostiziert hatte, wurden zunächst von den Zentralbankern bestritten, und die Ergebnisse Sinns wurden in Zweifel gezogen.

Heute gelten seine Funde international als akzeptiert. Im Fall von Griechenlands Euro-Mitgliedschaft werde es ähnlich sein, prophezeit Sinn: "Ich bin fest überzeugt, dass ich recht habe und dass irgendwann auch alle anderen das einsehen werden."

Why Everybody's in the Dark on Greece

By Simon Nixon

15 juin 2015

Does Alexis Tsipras actually want to keep Greece in the eurozone?

Until recently, the answer seemed clear. The Greek prime minister fought an election promising to keep Greece in the single currency. Every survey of Greek voters showed strong support for euro membership. No one seriously doubts that a euro exit would be catastrophic for the Greek economy in the short term—and most likely in the long term too, given the potential for social and political turmoil. Sure, his Syriza party has been anti-euro as recently as 2012 and some of its leading figures have continued to argue for exit, but the bulk of the party seemed to have reconciled itself to membership.

Eurozone policy makers certainly always assumed that Mr. Tsipras was negotiating in good faith. They believed this even as he campaigned on a platform of tearing up the terms of the country's bailout deal and reversing many of the key reforms; they continued to believe it even when he shunned the possibility of coalition with the centrist pro-euro To Potami party in favour of an alliance with the right-wing nationalist euro-skeptic Independent Greeks. They even kept their faith after he was elected when he provocatively began to follow through on campaign pledges to hire back sacked civil servants, cancel privatizations and make unfunded fiscal handouts.

But now Greece's creditors are starting to wonder whether they misread his intentions all along. Last week, it was widely reported that talks between the two sides had broken down when the International Monetary Fund withdrew its negotiating team from Brussels. In fact, the negotiations broke down long before. The IMF had quietly pulled its team a week earlier after it had spent a futile week in Brussels doing nothing—only for its members to return to Brussels after spending little more than 24 hours back in Washington, D.C. Athens had decided it was ready to resume negotiations, but the team was left twiddling its thumbs for a further week.

Greece's creditors now say they don't know what Mr. Tsipras wants—or more crucially what he can deliver. It may be that he doesn't know himself.

The kind of eurozone to which Syriza wishes to belong is one that doesn't exist—but which many in Syriza clearly hoped their arrival on the European political scene would help bring about: a eurozone in which Greece would be free to pursue whatever economic strategy it wished, unencumbered by much of the debt that it currently owes to the rest of the eurozone. Athens has convinced itself that all that stands between the grim present and a glorious economic renaissance is debt relief, thereby allowing it to regain access to financial markets to fund a Keynesian public-spending-led growth strategy.

How this eurozone should work in practice has never been made clear. Granting Greece large-scale debt relief with minimal conditions would turn the eurozone into a transfer union. In theory, the eurozone might work better and Greece might be better off if the eurozone were a transfer union. But it isn't a transfer union and there is no political appetite in much of the currency bloc to turn it into one. Besides, even a transfer union needs rules and institutions to protect taxpayers from moral hazard. That, in turn, requires a much greater degree of political union and fiscal oversight, which is hard to reconcile with Syriza's demands for maximum political sovereignty.

More important, Greece's creditors reject the idea that debt relief is a sufficient condition to put the economy on a sustainable footing or even to restore market access. After all, Greece was able to issue bonds in 2014 even though nominal debt was high and only lost market access when it became clear that Athens was intent on abandoning its bailout program, raising doubts about future growth and undermining the recovery.

It is striking that in his many critiques of eurozone policies, Greek Finance Minister Yanis Varoufakis has had little to say on what transfers of political sovereignty might be needed to make a transfer union viable—or how this might be compatible with Syriza's demands for maximum national sovereignty.

More importantly, Greece's creditors reject the idea that debt relief is a sufficient condition to put the country's economy back on a sustainable path. No one disputes that some restructuring of Greece's debt is now going to be needed as a consequence of the disaster that has befallen the Greek economy since Syriza triggered a political crisis last December when it refused to allow the election of a new Greek president. The creditors have already agreed to lower Greece's budget targets. They have also told Mr. Tsipras that once the two sides have agreed on a package of reforms and new fiscal targets, they will also discuss broader debt relief as part of a comprehensive future program. The IMF also insists it will take a hardline if necessary with the eurozone to ensure Greece's debts are sustainable.

But Greece's creditors are adamant that there is little point talking about debt relief until Athens has agreed on a package of reforms to put Greece's public finances on a sustainable footing. For the creditors, the point of these reforms isn't to pile austerity onto an already weak economy but to rebalance the economy away from unsustainable models to ease the pressure on the productive parts of the economy. On this analysis, the reforms to the pension and tax system at the heart of the current impasse would be needed regardless of what deficit target was chosen. For some of Greece's creditors, the deficit targets are much less important than the quality of the policies that underpin them.

For the creditors, the test of whether Mr. Tsipras really wants Greece to remain in the eurozone comes down to a simple question: Is Syriza willing or able to reform Greece's public sector? It was the vast expansion of this public sector that caused the crisis and it is the failure of successive governments to tackle the issue that has prolonged the drama.

Although public-sector numbers have been slashed, very few jobs were lost via redundancies: Most were shed via generous early retirement programs that now weigh on the pension system and are crippling the public finances. Meanwhile, Syriza has vowed to protect existing public-sector jobs, salaries and working conditions.

For six years, Greece's private sector has paid a crushingly high price for this indulgence of public-sector vested interests in the form of jobs lost, jobs never won and excessive tax. Mr. Tsipras may have hoped to transfer this cost to the rest of the eurozone.

But that isn't the kind of currency union Greece joined. He must choose between keeping Greece in the eurozone and preserving public-sector privileges. He can't do both.

Das ist Hans-Werner Sinns Plan für den Grexit

Ifo-Chef Sinn spielt den Euro-Austritt Griechenlands durch. Es sei besser, das "griechische Experiment" so bald wie möglich zu beenden. Die Drachme soll innerhalb eines Wochenendes eingeführt werden.

Von [Tobias Kaiser](#) Wirtschaftsredakteur



Der scheidende Ifo-Präsident Hans-Werner Sinn sieht einen drohenden Grexit gelassen. Bei N24 erklärt er, warum der Austritt Griechenlands aus der Euro-Zone die Rettung für das Land wäre. Quelle: N24

Dass Griechenland die Euro-Zone verlassen muss, um seine Wettbewerbsfähigkeit wiederzufinden, fordert Hans-Werner Sinn bereits seit einigen Jahren. Jetzt hat der Präsident des Münchener Instituts für Wirtschaftsforschung (Ifo) detailliert erklärt, wie er sich den Austritt des Landes aus der Währungsgemeinschaft, den sogenannten Grexit, vorstellt. Demnach könnten der Ausstieg aus der Gemeinschaftswährung und die Rückkehr zur griechischen Drachme jederzeit nur innerhalb eines einzigen Wochenendes gelingen.

Dazu sollte das Wochenende genutzt werden, alle Verträge in Griechenland per Gesetz von Euro auf Drachme umzustellen, beispielsweise Arbeitsverträge, Tarifvereinbarungen, Miet- und Kreditverträge. "Die Zahlen in den Verträgen bleiben gleich, nur die Währung ändert sich von Euro in Drachme", sagt Sinn.

Ab dem Montagmorgen sei dann die Drachme offizielles Zahlungsmittel in dem Land, auch wenn noch keine Münzen und Scheine der neuen alten Währung im Umlauf seien. Die kursierenden Euro-Scheine und Münzen könnten zunächst weiterhin als paralleles Zahlungsmittel genutzt werden, bis neue Drachmen geprägt und gedruckt seien.

Der neue Wechselkurs von Drachme und Euro werde sich an den internationalen Finanzmärkten innerhalb kürzester Zeit bilden. "Die Abwertung findet sofort statt", erwartet Sinn. Berechnungen anderer Ökonomen gingen davon aus, dass die neue griechische Währung um bis zu 50 Prozent abwerten könnte.

Neue Billigwährung hilft Griechenland

[Dass es einen Austritt Griechenlands geben müsse, steht für Sinn außer Frage.](#) Ein Austritt sei vor allem aus Sicht der Griechen dringend geboten. Nur auf diese Weise könne das Land wieder zu Wettbewerbsfähigkeit und Wirtschaftswachstum zurückfinden.

Sei die wieder eingeführte Drachme erst einmal abgewertet, werde die neue Billigwährung die heimische Wirtschaft stark ankurbeln: Weil importierte Waren aus dem Ausland zu teuer würden und sich im Extremfall sogar im Preis verdoppelten, müssten griechische Konsumenten, der Staat und Unternehmen bei den Waren, für die es heimische Alternativen gebe, auf lokal produzierte Waren zurückgreifen.

”

Ich frage mich, ob die griechische Demokratie robust genug ist, um die Katastrophe in der Euro-Zone zu überstehen

“

Hans-Werner Sinn

Ifo-Chef

•
•
Das werde insbesondere den griechischen Bauern helfen, aber beispielsweise auch lokalen Textilproduzenten. Sinn erwartet, dass auf diese Weise viele neue Arbeitsplätze entstehen würden.

Gleichzeitig würden viele Milliarden Euro, die griechische Bürger aus Angst vor einer Abwertung ins Ausland geschafft haben und die dort derzeit parken, wieder zurück ins Land fließen. Seit Ausbruch der Schuldenkrise dürften nach Berechnungen von Sinn und seinen Kollegen rund 104 Milliarden Euro Kapital aus Griechenland geflohen sein.

Humanitäre Katastrophe

Nach einer Abwertung der neuen Drachme würde dieses Geld nach Einschätzung von Sinn die Wirtschaft in Griechenland zusätzlich ankurbeln: Das Kapital, das in der Krise ins Ausland geschafft worden sei, werde zurückkehren, weil in Griechenland plötzlich alles sehr viel billiger sei. Immobilien beispielsweise würden sich mit der Abwertung schlagartig verbilligen. "Das Kapital wird nach Griechenland zurückkehren und wird für einen Bauboom sorgen", erwartet Sinn.

Auch der Tourismus werde von der billigeren Drachme profitieren und viele Touristen würden statt in die Türkei künftig nach Griechenland fahren.

Trotz des positiven Effekts auf die griechische Wettbewerbsfähigkeit, trotz des zusätzlichen langfristigen Wachstums und trotz der Aussicht auf neue Arbeitsplätze sei eine Abwertung selbstverständlich mit Härten verbunden. "Eine Abwertung bedeutet einen realen Einkommensverlust und dass der Lebensstandard sinkt, weil Importe teurer werden", sagte der Ifo-Präsident. Die ersten ein bis zwei Jahre nach der Umstellung würden hart werden. Angesichts der verheerenden wirtschaftlichen Situation in dem Land seien der Grexit und eine Abwertung der Drachme aber die beste Lösung für Griechenland.

Vor allem die sehr hohe Arbeitslosigkeit drohe ansonsten zu einer Gefahr für die Demokratie zu werden, warnt der Spitzenökonom. "Ich frage mich, ob die griechische Demokratie robust genug ist, um die Katastrophe in der Euro-Zone zu überstehen", sagte er. Denn die gegenwärtige Situation sei tatsächlich verheerend.

"Es ist eine humanitäre Katastrophe, wenn 50 Prozent der Jugendlichen ohne Arbeit sind", sagte Sinn. Deshalb sei es wichtig, dass Griechenland mithilfe eines Austritts und einer Abwertung der Drachme die heimische Wirtschaft ankurbelt. "Ich wage zu bezweifeln, ob der jetzige Kurs in der Schuldenkrise für die griechische Demokratie förderlich ist."

Weitere Hilfen der Euro-Partner auch nach Grexit notwendig

Um sicherzustellen, dass Griechenland auch mit einer stark abgewerteten Drachme weiterhin Medikamente aus dem Ausland beziehen kann und dass die Energieversorgung des Netto-Energie-Importeurs nicht ausfällt, müssten die europäischen Partner dem Land auch nach dem Austritt aus der Euro-Zone zunächst mit Überbrückungshilfen unter die Arme greifen, um die Folgen der Abwertung abzumildern. Das sei aus Solidarität geboten, sagt der Spitzenökonom.

Warnungen vor [unabsehbaren Folgen für die Weltwirtschaft](#) im Falle eines Grexit hält Sinn für übertrieben. Er erwartet nicht einmal, dass ein Austritt Griechenlands die Märkte erschüttern könnte. "Die Märkte sind völlig unbeeindruckt von der Aussicht eines Grexits", sagt Sinn und verweist auf die Zinsen, die andere europäische Krisenländer an den Finanzmärkten für frisches Geld bezahlen müssen. Die Zinssätze seien so niedrig wie nie – von Panik an den Märkten keine Spur.

"Man kann nie alles ausschließen und die Welt ist voller Risiken", sagt Sinn, "aber sie bleibt voller Risiken, auch wenn Griechenland in der Euro-Zone bleibt." Erst am Montagvormittag hatte die Grünen-Politikerin Claudia Roth einen Austritt Griechenlands im Deutschlandfunk als "unkalkulierbares Risiko für die Weltwirtschaft" bezeichnet.



Foto: Infografik Die Welt/Hans-Werner Sinn glaubt nicht daran, dass die Geldgeber ihre Forderungen wiedersehen

Auch aus Sicht der Kreditgeber sei es besser, das "griechische Experiment" so bald wie möglich zu beenden. "Griechenland kann seine Kredite nicht zurückzahlen, weil der Staat zahlungsunfähig ist, und je früher man diese Verluste ehrlich verbucht, desto besser ist es für alle Beteiligten." Insgesamt 325 Milliarden Euro seien in den vergangenen Jahren von der Staatengemeinschaft an Griechenland geflossen.

Je eher man sich eingestehe, dass dieses Geld weitgehend verloren sei, desto besser, sagt Sinn. Die Politik schrecke davor aber noch zurück. Die maximalen Verluste für Deutschland könnten bis zu 87 Milliarden Euro erreichen, sagt der Ökonom – gleich was passiert: "Die Kosten für Deutschland sind weitgehend unabhängig davon, ob Griechenland im Euro bleibt oder austritt."

122,53

Les profs de français font aussi des fautes

Par Marie-Estelle Pech Publié le 15/06/2015 à 18:17



Les derniers rapports de jury de concours d'enseignants, datant de 2014, sont révélateurs : un tiers environ des candidats semble méconnaître les principes fondamentaux pour s'exprimer dans une langue claire et correcte.

Les parents ne sont pas avares de confidences sur la qualité orthographique des carnets de correspondance de leurs enfants, remplis de fautes par leurs professeurs. De fait, le niveau orthographique de la population française a baissé. [Et celui des enseignants aussi](#). Les ...

122,54

L'orthographe, cette grande oubliée du baccalauréat

Par Marie-Estelle Pech Publié le 15/06/2015 à 18:33

Les correcteurs ont pour consigne d'être indulgents pour les trop nombreuses fautes de candidats dont le niveau en la matière est en baisse régulière.

Dans sa *Lettre d'une enfant de La guerre aux enfants de La crise*, la sociologue Evelyne Sullerot raconte que ses petits-fils, respectivement correcteurs de français et de philosophie du baccalauréat 2013, ont «renoncé à corriger les fautes d'orthographe qui pullulaient par dizaines» dans les copies. Les candidats «si dédaigneux de l'orthographe» ont pourtant été «reçus au bac», s'inquiète-t-elle. Avant de remettre aux surveillants mercredi leur dissertation de philosophie du bac, les élèves tenteront d'éliminer leurs fautes car une copie gorgée d'erreurs reste «réthibitoire», confie un professeur de philosophie dans l'académie de Strasbourg. «Nos inspecteurs pédagogiques nous recommandent trop souvent d'être indulgents, lors des réunions d'harmonisation des notes du bac», note-t-il néanmoins. Ils doivent éviter les décomptes de fautes systématiques qui aboutiraient à des 2 ou 3 sur 20 pour de nombreuses copies. De fait, une orthographe hésitante n'empêche pas aujourd'hui d'obtenir le bac avec de bonnes notes. Dans l'académie d'Aix-Marseille, selon les consignes internes données aux professeurs pour les corrections de l'épreuve du bac de français de 2012, il était indiqué qu'une «orthographe très incorrecte» ne serait pénalisée qu'«à hauteur de 2 points». Et une telle pénalisation ne devait être appliquée qu'«à partir de plus de 10 erreurs graves par page». Si la copie «manifeste également une syntaxe et un lexique défailants au point d'altérer l'intelligibilité de nombreux passages, elle pourra être globalement sanctionnée de 4 points au maximum.», est-il simplement concédé.

On m'a accusé d'être obsessionnel parce que je signalais les fautes d'orthographe, parfois énormes, laissées par les collègues dans les bulletins, à l'occasion des conseils de classe

Un professeur de lettres

Plus personne ne s'étonne de ces consignes d'indulgence, et pour cause. Les enseignants commettent eux-mêmes des erreurs. «On m'a accusé d'être obsessionnel parce que je signalais les fautes d'orthographe, parfois énormes, laissées par les collègues dans les bulletins, à l'occasion des conseils de classe», raconte un professeur de lettres parisien. On trouve des bourdes jusque dans les convocations aux examens. Deux fautes d'accord ont ainsi été relevées sur la convocation de la session 2015 du bac de l'académie de Besançon: «Aucun résultat ne sera communiquer par téléphone. Aucun numéro d'inscription ne sera communiquer au candidat.»

14,7 fautes en 2005 contre 10,7 en 1987

[Le niveau des Français en orthographe baisse indéniablement.](#) Une enquête de Danièle Manesse comparant le niveau de plus de 2 000 élèves de CM2 de 1987 avec des élèves de 2005 l'avait aisément démontré lors d'une dictée. Les élèves de 2005 faisaient 14,7 fautes en moyenne contre 10,7 en 1987. En tête, les fautes grammaticales, suivies des erreurs lexicales. Une étude plus récente comparant les compétences d'élèves de CE2, entre 1999 et 2013, concluait aussi à un net recul sur les épreuves de français. C'est d'autant plus inquiétant que la corrélation entre la maîtrise de l'orthographe et la réussite scolaire est forte. Et l'orthographe reste un moyen de sélection lors du passage d'un concours ou d'une recherche d'emploi. Comment expliquer une telle chute? Dans leur livre *Orthographe: à qui La faute?*, Danièle Manesse et Danièle Cogis s'interrogent sur les changements des modes d'enseignement de l'orthographe et de la grammaire. Les démarches inductives, l'intelligence réflexive sollicitée dans les programmes scolaires de 2002 par exemple ne sollicitaient pas

assez la mémorisation, la répétition, autant de formes d'apprentissage jugées trop simplistes. Autre élément d'explication: le nombre d'heures consacrées à l'étude de la langue en tant que telle a diminué de plusieurs heures en cinquante ans au profit d'autres disciplines. Le rapport de la société française à la norme semble par ailleurs différent, plus lâche. Pour la chercheuse en sciences de l'éducation Élisabeth Bautier «ce qui fait norme, culture commune n'est plus considéré comme d'importance. Or c'est sans doute en s'appuyant sur ce qui faisait consensus dans ce domaine que l'école était parvenue à cette maîtrise formelle de l'orthographe à un moment donné de son histoire.» Les demandes de simplifications de la langue sont ainsi récurrentes, y compris chez des intellectuels et des linguistes.

Notre société a fait de la capacité à respecter la norme orthographique l'indice privilégié du niveau culturel et intellectuel des Français

André Angoujard, dans «Savoir orthographier»

Un sondage réalisé par Ipsos l'an dernier révélait un paradoxe. Les Français étaient choqués à 83% face aux fautes commises par les personnes connues. Mais étaient dans le même temps 96% à reconnaître faire des fautes au point de se sentir «gênés» pour la majorité d'entre eux. Quelque 12% ressentait même de la honte. «Notre société a fait de la capacité à respecter la norme orthographique l'indice privilégié du niveau culturel et intellectuel des Français. Ainsi la France est-elle un pays où l'immense majorité de ceux qui savent ne peuvent s'empêcher de juger plus défavorablement une faute d'orthographe qu'une erreur de calcul ou que l'aveu d'une ignorance dans le domaine littéraire ou historique», relevait André Angoujard, dans *Savoir orthographier*. Les traqueurs de fautes ont encore de beaux jours devant eux.

122,56

Dalil Boubakeur et les églises : un choc religieux autant que culturel

Par [Frédéric Saint Clair](#) Publié le 15/06/2015 à 16:40

FIGAROVOX/ANALYSE - Invité d'*Europe 1* ce lundi, Dalil Boubakeur a proposé d'utiliser des églises vides pour y célébrer le culte musulman. Pour Frédéric Saint Clair, le recteur de la Grande Mosquée de Paris devrait commencer par s'interroger sur l'islam rigoriste.

Frédéric Saint Clair est mathématicien et économiste de formation. Il a été chargé de Mission auprès du Premier ministre pour la communication politique (2005-2007). Il est aujourd'hui Consultant Free Lance.

«Utiliser des églises vides pour servir au culte musulman». Cette [proposition du recteur de la Grande Mosquée de Paris, Dalil Boubakeur](#), également président du controversé CFCM (Conseil français du culte musulman), risque encore une fois d'alimenter la polémique et d'hystériser un peu plus une société française en tension avec l'islam.

Son approche, ainsi que l'ensemble de son propos, témoigne d'une incompréhension vis à vis des rapports entre islam et société française.

Pourtant l'homme est sympathique, et lorsqu'il aborde ce sujet, on perçoit un désir de ne pas brusquer, de ne pas choquer, de ne pas heurter. Il sait qu'il aborde une question délicate et sa volonté de rapprocher les deux religions, chrétienne et musulmane, est patente et très certainement sincère. Néanmoins, son approche, ainsi que l'ensemble de son propos, témoigne d'une incompréhension vis à vis des rapports entre islam et société française.

La société française est largement déchristianisée, et pourtant, l'idée que des musulmans puissent occuper des églises chrétiennes choque, voire agresse celle-ci. Non pas certaines communautés religieuses catholiques, lesquelles seraient probablement prêtes à ce dialogue interreligieux d'un genre nouveau, mais la population dans son ensemble, celle qui ne se rend qu'occasionnellement à l'église mais qui demeure attachée à ce patrimoine qu'elle veut continuer de considérer comme exclusivement chrétien. Il serait trop long de détailler ici les réticences de la société française à voir une partie de son patrimoine culturel «cédé» au culte musulman, car ces raisons sont multiples et parfois complexes, mais l'évidence de cette réticence est telle que l'on se demande pourquoi le représentant de l'islam de France -si l'on peut s'exprimer ainsi- a commis un tel impair. Pourquoi, parmi toutes les solutions qui s'offrent à lui, choisit-il de mentionner celle-ci en particulier, dont on sait qu'elle sera polémique?

La société française est largement déchristianisée, et pourtant, l'idée que des musulmans puissent occuper des églises chrétiennes choque, voire agresse celle-ci.

La réponse à cette question est contenue dans les propos réguliers que tiennent Dalil Boubakeur ainsi que nombre d'intellectuels et membres de l'élite politico-médiatique, propos que l'on a pu entendre ou lire à de nombreuses reprises depuis quelques mois. Le discours officiel, lorsqu'il considère la communauté musulmane, a opéré la catégorisation arbitraire suivante: d'un côté, les partisans d'un islam radical, fanatique et potentiellement terroriste; de l'autre, les partisans d'un islam modéré, tolérant et désireux de vivre en accord avec les lois de la République.

On voit immédiatement où se situe le problème: Cette grille de lecture manichéenne ne correspond pas à la réalité de la communauté musulmane de France; elle est donc incapable d'interpréter correctement les problématiques qui opposent islam et société française. Il manque un élément entre islam radical et islam modéré, un élément incontournable, visible médiatiquement, très présent sur les réseaux sociaux notamment, et

qui est la clé qui permet de comprendre le malaise qui perdure au sein de la société. Un élément que l'on pourrait appeler «orthodoxie islamique». Le vrai problème qui clive la société française et la met sous tension est là, dans la nature de cette orthodoxie, et dans l'incapacité de l'élite à la reconnaître et même à la nommer.

Il manque un élément entre islam radical et islam modéré, un élément incontournable, visible médiatiquement et qui est la clé qui permet de comprendre le malaise qui perdure au sein de la société. Un élément que l'on pourrait appeler «orthodoxie islamique».

Prenons un exemple: dans le discours officiel sur la place de la femme au sein de l'islam, on entend parler de l'amour du prophète pour les femmes, du lien qui a pu être noué au sein de la mystique islamique entre le divin et le féminin, de la place des femmes dans le Coran, du caractère stigmatisant du voile pour les femmes, etc. Mais au quotidien, les français constatent depuis de nombreuses années une multiplication démesurée de nombre de femmes voilées. Un accroissement de la taille des voiles. Et même la présence dans les centres villes de nikab, ce voile intégral interdit par la loi, portés le plus souvent impunément. À ceci s'ajoutent des revendications pour que le port de ce voile soit encore plus présent, au sein des crèches, dans les écoles, dans les administrations, allant ainsi à l'encre non seulement du principe de laïcité, mais de toute l'histoire culturelle d'un pays et de la sensibilité d'une nation. L'éclosion des partis politiques musulmans s'inscrivent dans cette même volonté de positionner la culture islamique à un niveau politique, c'est à dire de lui faire une place légitime sur le territoire français, reconnue et légale. Cent fois ces questions ont été mentionnées: Horaires séparés dans les piscines; menus hallal dans les cantines; médecins de sexe féminin pour ausculter les femmes musulmanes dans les hôpitaux, etc. Ces revendications communautaristes traduisent le constat que les français font de l'expansion de l'islam en France, et ne sauraient en aucun cas entrer sous le vocable d'«islam modéré». Elles entrent sous celui d'«islam orthodoxe».

Le discours de Dalil Boubakeur, en prenant pour base un islam modéré, spirituel et tolérant, sans précaution oratoire supplémentaire, comme s'il représentait la totalité de la communauté musulmane de France à l'exception d'une poignée d'intégristes radicalisés, ouvre en réalité la porte aux revendications de cet islam orthodoxe et rigoriste. Et si l'islam modéré a toute sa place au sein de la République française, l'islam orthodoxe ne l'a pas. La question se pose donc: comment les autorités françaises et le CFCM pourront-ils pacifier la société civile vis à vis de la question de l'islam, maintenir une laïcité intelligente et respectueuse des cultes et faire une place à un islam réellement modéré s'ils demeurent aveugles -volontairement ou non- à l'existence de cette orthodoxie, à ses proportions et à ses revendications?

Das Publikum hat die Nase voll

Die Griechenland-Krise richtet immer größeren Schaden an: Droht nun die Staatspleite? Oder sind die Gläubiger doch noch bereit, die Angebote der griechischen Regierung zu akzeptieren? So wie bisher jedenfalls kann es nicht weitergehen. Ein Kommentar.

16.06.2015, von **KLAUS-DIETER FRANKENBERGER**

Es ist das sechste Jahr des griechischen Schuldendramas, gefühlt aber währt es eine Ewigkeit. Jetzt scheinen wir an den Punkt der Entscheidung zu gelangen: Droht Griechenland die Staatspleite, und muss es, auf welchem rechtlichen Weg auch immer, die Währungsunion (und vielleicht sogar die EU) verlassen? Oder sind die Gläubiger doch noch bereit, die „Verhandlungsangebote“ der griechischen Regierung zu akzeptieren, obschon deren Reformbereitschaft äußerst gering und obwohl deren kalt grinsende Selbstgerechtigkeit eigentlich unerträglich ist? So wie bisher kann es nicht weitergehen. Das Publikum hat die Nase voll, die Geduld ist am Ende; EU und Währungsunion verlieren an Ansehen, der Zusammenhalt bröckelt.



Autor: Klaus-Dieter Frankenberger, Verantwortlicher Redakteur für Außenpolitik. Folgen:

Es war nicht zuletzt die Sorge um diesen Zusammenhalt einer Gemeinschaft, die sich auch dem Gedanken der Solidarität verpflichtet fühlt, welche die Mitgliedstaaten der Währungsunion unter Einbindung von IWF und EZB dazu gebracht hat, wiederholt Hilfspakete für Griechenland (und für andere Krisenländer) zu schnüren. Das ist und war ein ehrenwerter Grund, selbst wenn damit die Beugung der europäischen Verträge verbunden war. Das führende Brüsseler Personal und nicht zuletzt die Bundesregierung fürchteten die währungspolitischen Konsequenzen und, vielleicht noch mehr, die politischen Weiterungen eines sogenannten „Grexit“; diese Furcht ist heute vielleicht noch größer, da zur Schuldenkrise ein geopolitischer Großkonflikt in Europa hinzugekommen ist, die Ukraine/Russland-Krise, und diese Krisen sich bereits zu verbinden drohen. Wenn der erste Stein aus dem europäischen Haus herausbräche, dann wäre Europa in einem anderen Aggregatzustand - diese Sicht des deutschen Wirtschaftsministers dürften viele in der EU teilen. Wenn das europäische Gewebe ausfranst, wer weiß, was sich noch alles löst? Wer weiß, welche Kräfte sich diesen Erosionsprozess zunutze machen?

Ja, die gewährten Kredite waren und sind an Auflagen geknüpft, deren Erfüllung im Falle Irlands, Portugals und Spaniens zu wirtschaftlicher Erneuerung und fiskalpolitischer Gesundung führt. Die Erfolgszeichen sind nicht zu übersehen, wenn auch bei vielen Bürgern der Pessimismus überwiegt. Die griechische Regierung, die im Januar an die Macht kam und sich aus Linksradikalen und Rechtspopulisten zusammensetzt, wollte sich dagegen dem denunziatorisch so genannten „Diktat“ der Gläubiger nicht mehr unterwerfen. Vor allem nutzt sie bis zum heutigen Tag die europapolitischen Überzeugungen der Regierungen in Berlin und Paris und anderswo aus, die das europäische Einigungswerk erhalten und nicht diejenigen sein wollen, in deren Regierungszeit der Rückbau begonnen hat; wofür sie sich von wichtigen weltpolitischen Akteuren noch peinliche Fragen anhören müssten. Ministerpräsident Tsipras und sein Finanzminister Varoufakis glauben sich deshalb bis heute eine Politik leisten zu können, die auf Erpressung hinausläuft. Sie sehen, was passiert: Wenn die Verhandlungen wieder einmal scheitern, dann wird in Brüssel schon die Hoffnung geäußert, dass man sich eben später einigen werde.

Es geht nicht darum, ein Volk und dessen Regierung zu demütigen. Es geht vielmehr um deren ideologisch motivierte Realitätsverweigerung. Die lässt die griechische Führung nicht erkennen, dass sie ihr Land in die Katastrophe stürzt, wenn sie mit den Gläubigern bricht. Denn die werden und können das Spiel nicht mehr mitmachen, ohne ihre Glaubwürdigkeit und Prinzipientreue und die der europäischen Institutionen vollends zu ramponieren. Auch die leben vom Vertrauen der Bürger. Demokratie gibt es schließlich nicht nur in Griechenland.

In einigen Euroländern schlägt Griechenland nicht viel Sympathie entgegen; dort wurden Anpassungsleistungen erbracht, die nicht minder einschneidend, vielleicht sogar gravierender waren. Aber es wurde nicht annähernd so viel Tamtam darum gemacht. Tsipras & Co. wissen das, und doch rechnen sie damit, dass die Gläubiger die Nerven verlieren, vor allem, dass letztlich die deutsche Kanzlerin die Sache richtet und so ihrer „Verantwortung“ gerecht wird. Aber wenn schon, dann trägt sie die Verantwortung auch für das große Ganze - neben der Verantwortung für ihr eigenes Land. Und dessen Wähler mögen es nicht, wenn man für dumm verkauft wird. Oder wenn man verhöhnt wird.

Die Griechenland-Krise währt schon viel zu lange. Sie hat in vielen Ländern zu einer Stimmung der Unzufriedenheit und des Verdrusses beigetragen. Auch deshalb ist sie nun zu regeln, so oder so. Irgendwann wird der politische Schaden größer als der Nutzen der Rettungspolitik der vergangenen Jahre. Und in einer ansonsten heilen Welt lebt die EU bestimmt nicht. Sie wird von Putin herausgefordert, der sie spalten will; in der Nachbarschaft brennt es; der große Flüchtlings- und Migrantenansturm wirft humanitäre und ordnungspolitische Fragen auf, die kaum zufriedenstellend zu beantworten sind. In all diesen Krisen müssen die Europäer entschlossen und fair zusammenstehen. Aber alles hat seinen Preis - und manchmal auch ein Ende.

Warum steht die EZB vor Gericht?

Ein umstrittener Beschluss der Europäischen Zentralbank hat die Eurokrise schlagartig gewendet. Ob das legal war? Heute entscheidet das höchste EU-Gericht darüber. Das Wichtigste zum Prozess.

16.06.2015

Der Europäische Gerichtshof urteilt am Dienstag über ein umstrittenes Anleihekaufprogramm der Europäischen Zentralbank. Der Fall hat es in sich: In Deutschland sind viele Bürger vor das Bundesverfassungsgericht gezogen – und Karlsruhe hat den Fall (für viele überraschend) zur Vorabentscheidung nach Brüssel weitergeleitet. Hier kommen die Antworten auf die wichtigsten Fragen.

Im Kern geht es um eine Rede des EZB-Präsidenten Mario Draghi aus dem Sommer 2012. Damals befand sich die Währungsunion in einer turbulenten Situation und Draghi erklärte während einer Veranstaltung in London: „Die EZB ist bereit, im Rahmen ihres Mandats alles zu tun, was nötig ist, um den Euro zu retten.“ Wenig später beschloss die EZB, unter bestimmten Bedingungen notfalls unbegrenzt Staatsanleihen von Euroländern in akuter Finanznot zu kaufen. Dieses Kaufprogramm mit dem Namen „Outright Monetary Transactions“ (OMT) ist Gegenstand des Verfahrens vor dem EuGH.

Wie lautet die zentrale Frage?

Allein die Ankündigung des OMT-Programms reichte, um die Märkte zu beruhigen. Das räumen sogar Kritiker ein. Gebrauch machen musste die EZB von dem Programm bislang nie. Und mittlerweile läuft ohnehin ein viele Milliarden Euro umfassendes Anleihekaufprogramm („QE“), was noch unwahrscheinlicher macht, dass wirklich einmal OMT-Käufe stattfinden. Kritiker werfen der Notenbank jedoch vor, sie habe mit dem Beschluss zum theoretisch unbegrenzten Kauf von Staatsanleihen ihre Kompetenzen überschritten. Die EZB habe sich „massiv in die Wirtschaftspolitik eingemischt, für die sie keine Kompetenz hat“, urteilt der Freiburger Staatsrechtler Dietrich Murswiek. „Sie hat gezielt die Finanzierungsbedingungen der Krisenstaaten erleichtert, indem sie – ökonomisch betrachtet – den Gläubigern dieser Staaten eine kostenlose Kreditausfallversicherung angeboten hat.“

Und warum sind Staatsanleihekäufe durch die EZB so umstritten?

Kritiker sagen, die EZB finanziere so letztlich Staatsschulden mit der Notenpresse. Das mache die Notenbank abhängig von den jeweiligen Staaten und das gefährde ihre Unabhängigkeit gegenüber den Regierungen. Zudem lähme es die Reformbereitschaft, wenn sich Staaten darauf verlassen, dass es notfalls die EZB richten werde.

Was sagt das Bundesverfassungsgericht dazu?

Das höchste deutsche Gericht kam im Februar 2014 zu dem Schluss, die EZB habe mit dem OMT-Beschluss ihre Kompetenzen überschritten, da sie laut EU-Vertrag keine eigenständige Wirtschaftspolitik betreiben dürfe. Zudem verstoße der OMT-Beschluss gegen das Verbot der Mitfinanzierung von Staatshaushalten. Karlsruhe gab das Thema zur Klärung jedoch an den EuGH.

Was meint der einflussreiche Gutachter am EuGH dazu?

In seiner [Empfehlung aus dem Januar](#) bezieht der Gutachter eine andere Position als das Bundesverfassungsgericht. Er hält Anleihekäufe von Krisenstaaten durch die EZB für rechtmäßig. Die Notenbank müsse – falls sie das Programm jemals nutze – ihre Schritte erklären, begründen und sich aus dem Reformprogramm des jeweiligen Staates heraushalten. Im Klartext dürfte das bedeuten: Die Euro-Notenbank darf nicht mehr Mitglied in einer Konstruktion wie beispielsweise der sogenannten Troika sein.

Wie werden die Richter entscheiden?

Die Luxemburger Richter sind nicht an die Erwägungen des Gutachters gebunden. Sie stehen allerdings in dem Ruf, eher großzügig zu sein, wenn es um Kompetenzen von EU-Institutionen geht. Bisher hatten sie keine Einwände gegen Rettungsbemühungen während der Eurokrise. So billigte der EuGH am Ende des Jahres 2012 den europäischen Rettungsfonds ESM. Zum EZB-Anleihekaufprogramm OMT dürfte der Gerichtshof nach Einschätzung von Volkswirten voraussichtlich erklären, dass das Programm grundsätzlich mit EU-Recht vereinbar ist.

Auf Basis des EuGH-Urteils fällt das Bundesverfassungsgericht seine abschließende Entscheidung: Die Karlsruher Richter hatten im Februar 2014 erklärt, ob der OMT-Beschluss der EZB mit dem deutschen Grundgesetz vereinbar sei, könne letztlich erst geklärt werden, wenn der EuGH die vorgelegten Fragen beantwortet habe.

Was bedeutet das EuGH-Urteil für das laufende QE-Kaufprogramm der EZB?

Zunächst einmal nichts. Denn die Luxemburger Richter entscheiden nicht über das rund 60 Milliarden Euro im Monat umfassende Kaufprogramm („Quantitative Lockerung“ oder englisch „Quantitative Easing/QE“), das seit dem 9. März dieses Jahres läuft. Allerdings: Sollte sich der EuGH den OMT-Beschluss für legal halten, würde er der EZB zumindest rechtlich Rückenwind geben für die derzeit durchgeführten Käufe.

Und was würde passieren, wenn der EuGH das OMT-Programm doch kippt?

Dann wären den Währungshütern im Bereich dieser Maßnahme künftig die Hände gebunden. Der EuGH könnte aber auch nur bestimmte Vorgaben für Anleihekäufe machen, etwa zu Umfang oder Dauer.

„Sex, der nur Spaß ist, bleibt flach“

Der Paartherapeut Ulrich Clement über die Autonomie der Frauen, die Müdigkeit der Männer, über Erotik und Authentizität - und den sexuellen Fingerabdruck.

16.06.2015, von JULIA SCHAAF

Herr Clement, in Ihrem neuen Buch erfahre ich praktisch gar nichts über Sex. Es enthält 200 Fragen, die ich mir selbst beantworten muss. Warum?

Das Buch dreht die Verhältnisse um. Normalerweise stellt der Laie Fragen, der Experte gibt Antworten. Das ist alte Schule, da weiß der Experte es besser. Aber viele Fragen in der Sexualität sind nicht eindeutig, sondern nur höchstpersönlich zu beantworten. Die höchste Instanz ist die Person selbst.

Wissen wir zu wenig über unsere höchstpersönliche Sexualität?

Auch das können nur Sie selbst beurteilen. Es geht ja nicht um objektives, sondern um subjektives Wissen, um die Frage: Wer bin ich als sexuelle Person, als Mann oder als Frau?

Was gewinne ich, wenn ich mir darüber klarwerde, mit wem ich den besten Sex meines Lebens hatte, was mir an der Erotik meines Partners fremd ist oder ob ich analsex mag?

Wenn Sie selbst keine Fragen haben und nicht neugierig sind, werden Sie mit dem Buch nichts anfangen können. Aber wenn Sie das Gefühl haben, ihr Erlebnispotential ist noch nicht ausgeschöpft, wenn Sie damit hadern, etwas versäumt zu haben, und sich noch nicht am Ende Ihres sexuellen Lebens sehen, dann kommt das Buch ganz gut. Sie suchen sich Fragen aus, die Sie reizen oder inspirieren. Vielleicht sind das nur zehn von 200. Das ist ja kein Verhör.

Und was, wenn ich auf diese Weise feststelle, dass ich den besten Sex meines Lebens leider nicht mit dem Partner hatte, mit dem ich seit Jahren verheiratet bin?

Dann sind Sie in der interessanten Situation, dass Antworten nicht immer Freude bereiten. Das ist das Risiko. Es ist kein Spaßmacher-Buch. Ob Sie es dem Partner auf die Nase binden wollen, bleibt ja trotzdem Ihre Entscheidung.

Was würden Sie denn als Sexualtherapeut sagen: Wie ist es um das Sexleben der Deutschen bestellt?

Wir leben in einer Zeit, in der wir mehr angeboten kriegen, als wir realisieren können oder wollen. Das war vor 50 Jahren noch anders. Da wollten wir viel und durften wenig. Heute dürfen wir viel und kommen mit dem Wollen gar nicht hinterher.

Internetpornos, Tinder, „Shades of Grey“ . . .

In einer medial überreichen, postmodernen Welt, wo einem keiner mehr sagt, was richtig ist, ist Auswahlkompetenz entscheidend: die Kunst, das zu wählen und mich mit dem zu beschäftigen, was zu mir passt, was für mich stimmt. Die eigene Authentizität ist der Orientierungspunkt.

Wird Sex in unserer Gesellschaft eher über- oder unterbewertet?

Paradoxerweise beides. Überbewertet werden die damit verbundenen Versprechen. Der Sollwert wird sehr hoch gefahren, was Sexualität alles hergeben soll an Leidenschaft, Besonderheit und Lebenserfüllung. Das wird so strapaziert, dass man das Gefühl hat, man kommt mit dem eigenen Erleben nicht hinterher. Unterbewertet ist, dass es oft nur um Geschlechtsverkehr geht. Man unterschätzt die persönlichen Bedeutungen, die das haben kann. Wenn ich es mal pathetisch ausdrücke, ist Sexualität ein Tor zum Leben. Eine Möglichkeit, mich und meine Lebendigkeit zu erfahren und mich als Person reicher zu machen. Die Begrenzung auf körperlichen Vollzug wäre banal.

Wie groß sind der Leistungs- und Perfektionsdruck im Bett heutzutage?

So groß, wie man ihn zulässt.

Als Frau muss ich heute nicht nur im Beruf erfolgreich sein, wohlgeratene Kinder großziehen und zum Yoga gehen, um fit zu bleiben. Ich muss auch ein phantastisches Sexualleben vorweisen und im Bett aktiv und experimentierfreudig sein. Das ist doch Stress, Selbstoptimierung im Schlafzimmer!

Es gibt unter Sexualwissenschaftlerinnen eine interessante Diskussion in den letzten Jahren. Die haben sich lange identifiziert mit dem Bild der autonomen Frau, die sexuell weiß, was sie will, und das auch sagt.

Mit diesem Leitbild werden Mädchen spätestens seit den achtziger Jahren groß.

Jetzt merkt die Forschung aber durch Tiefeninterviews und Laborstudien, dass das zu einfach ist. Gerade bei Frauen gibt es auch Wünsche, sich hinzugeben oder den Partner machen zu lassen. Sich überwältigen zu lassen. Wie kriegen wir das mit dem Bild der autonomen Frau zusammen?

Und was, wenn eine Frau einfach nicht so viel Lust auf Sex hat?



© PICTURE-ALLIANCE  Ulrich Clements „Think Love. Das indiskrete Fragebuch“ erscheint am 17. Juni; Rogner

& Bernhard, 208 Seiten, 17,95 Euro.

Wenn sie das sagen kann, ist sie autonom. Wenn sie das Gefühl hat, sie müsste mehr Sex haben, weil es gesellschaftlich geboten ist, ist das unfrei. Gerade in unserer Zeit des sexuellen Überangebots ist es eine zentrale Kompetenz und ein Zeichen von Freiheit, nein sagen zu können nach dem Motto: „Ich höre zwar, dass sich Leute in SM-Clubs an die Decke hängen und auspeitschen lassen. Mir ist das aber fremd, ich will das weder genauer wissen noch hingehen.“ Um es zuzuspitzen: Guten Sex kann man nur haben, wenn man klar weiß, was man nicht möchte. Nur dann kann man sagen: Das andere entspricht mir und das macht mich aus. Nur dann hat das Ja einen Wert.

Unter welchem Druck stehen Männer heutzutage?

Für Männer ist es geläufig und bekannt, nicht zu können. Nicht zu wollen ist eher etwas Neues. Männer verstecken sich hinter ihrer Arbeit, sie haben keine Zeit. „Ich will nicht“ ist für sie eine neue Errungenschaft. Alle Sexualtherapeuten berichten, dass die Anzahl von lustlosen Männern in der Beratung zunimmt. Seit Viagra ist Nichtkönnen kein Argument mehr.

Kann Ihre Selbstbefragung helfen, unsere höchstpersönliche Lust von den gesellschaftlichen Erwartungen zu trennen?

Das verspreche ich mir von dem Buch, ja. Man muss Mut zu sich selbst haben und im eigenen Hirn eine Art spam detector einbauen. Dann hilft es.

Wollen Sie uns nur zum Nachdenken bringen? Oder müssen wir auch mehr über Sex reden?

Beides. Nachdenken ist wichtiger; ohne nachzudenken, bringt Reden nichts. Es braucht Substanz. Spannend wird es dann, wenn Sexualität in Beziehung geht. Nichts gegen Selbstbefriedigung und Pornos. Aber wenn ich mich mit einer anderen Person austausche, die andere Erfahrungen hat - dieses Gespräch über substantielle Unterschiede wird interessant.

Aber es kann so schwer sein, über Sex zu sprechen. Manchmal hat man das Gefühl, einem fehlt die Sprache.

Wobei ich die Begriffe nicht das Hauptproblem finde, sondern die befürchtete Reaktion des Partners. Da liegt der Hund begraben, dass ich manche Dinge nicht ausdrücke, weil ich fürchte, der Partner kriegt Angst oder ist empört. Der kritische Punkt beim sexuellen Sprechen ist dieses Auspendeln: Was mag der Partner hören? Was möchte ich überhaupt sagen? Was ist kommunizierbar und was nicht?

Sie plädieren nicht für absolute Offenheit?

Nein. Eher für Güterabwägung.

Warum macht es Sinn, sich auch über Schattenseiten seiner Sexualität klarzuwerden: Enttäuschungen, Verletzungen, Schwächen?

Weil die zur Sexualität dazugehören. Eine Sexualität, die nur positiv ist, bleibt flach. Es gibt ja diesen Standardsatz: Sex soll Spaß machen. Und Spaß ist tatsächlich ein wunderbarer Aspekt von Sexualität. Aber wenn Sex nur Spaß macht, bleibt es flach. Tiefe kriegt die Sexualität erst, wenn sie auch andere Gefühle kennt, Trauer, Einsamkeit, Verlust.

Wie meinen Sie das?

Wenn ich mich einsam fühle und mit einem Partner zusammen bin, kann Sexualität als Trost erlebt werden. Dann geht es darum, angenommen oder aufgefangen zu werden. Es macht die Sexualität reicher, dieses Gefühl zu kennen.

Aber die Gesellschaft suggeriert mir, dass mein Sex immer super sein soll. Auch wenn ich gerade das zweite Kind bekommen habe, total im Arbeitsstress stecke oder seit drei Jahren Single bin.

Manchmal ist Sexualität nicht lustig. Manchmal ist Sexualität eher störend in meinem Leben. Die Freiheit fängt erst an, wenn ich das sagen kann. Sonst sind wir alle in diesem Positivterror, immer sexuell vital und exzessiv sein zu sollen. Davon befreit man sich, indem man sich zugesteht: Sex kann auch mal mittelmäßig oder langweilig sein. Das ist keine Katastrophe.

Sie schreiben an einer Stelle: Was man schon hat, kann man nicht begehren. Ist das so? Sind sexuelle Erfüllung und stabile Beziehungen ein Gegensatz?

Das wird von vielen so erlebt und ist ein Großthema in der Sexualtherapie. Die sexuelle Häufigkeit lässt mit den Jahren nach, das ist keine neue Erkenntnis. Interessant ist eher: Macht man das zum Problem, oder sieht man zu, dass eine neue Qualität entsteht? Es gibt eine kanadische Studie mit Paaren über sechzig, die mehr als 25 Jahre zusammen sind und immer noch finden, dass sie guten Sex haben. Bei denen treten Erektion und Orgasmus in den Hintergrund, während es um Intimität, Aufrichtigkeit, Sich-verbunden-Fühlen geht. Paare, die langfristig gut leben, kriegen so eine Entwicklung

hin. Alles andere wäre ja auch verrückt: Wir werden körperlich älter, beruflich entwickelt sich was, die Kinder werden groß. Nur der Sex soll so jung bleiben wie in den ersten Tagen. Ausgerechnet dem wird das Erwachsensein nicht zugetraut.

Eine Ihrer Fragen lautet: Wann hast du zum letzten Mal etwas zum ersten Mal gemacht? Die verbreitete Vorstellung ist doch, dass Paare, damit ihre Beziehung nicht leidet, am Erhalt ihrer Leidenschaft arbeiten müssen.

Gelungene sexuelle Partnerschaften sind in der Gegenwart. Die sagen: Heute ist die Sexualität so, und heute wollen wir es so miteinander haben. Der wichtige Punkt ist nicht das Neue, sondern die Aufmerksamkeit füreinander. Auch den schweren Begriff des Arbeitens muss man sich nicht zu eigen machen.

Aber Ihr Buch ist schon eine Einladung, sich sexuell weiterzuentwickeln?

Es ist eine Einladung, zu prüfen, ob man es möchte. Das Buch ist eine Inspiration, keine Gebrauchsanweisung.

Gibt es eigentlich so etwas wie ein sexuelles Profil, eine Art sexuellen Fingerabdruck?

Ja. Das waren für mich einige der interessantesten Erkenntnisse der letzten Jahre. Was man begehrt, welche Erfahrungen man hat, bildet zusammen eine Art Grundstruktur. Da ist der Mensch, was die Sexualität angeht, genauso individuell wie mit seinem Fingerabdruck, seinem Gesicht, seiner Stimme. Das macht es reizvoll.

Was ist der Vorteil, wenn ich mehr über mein sexuelles Profil weiß?

Ich glaube, dass Sexualität kein Nebenaspekt von Spaß ist, sondern eine zentrale Ausdrucksform der Persönlichkeit. Insofern kann es sich lohnen, mehr darüber zu wissen, wer ich bin, wie ich mich auf einen Partner einstelle, wo ich Befriedigung erlebe und wo nicht. Das hebt meine Lebensqualität.

122,63

Europas Richter urteilen über Draghis Milliarden-Plan

EZB-Chef Draghi will im Notfall Staatsanleihen von Pleite-Ländern aufkaufen, um Panik am Finanzmarkt zu vermeiden - und zwar in unbegrenzter Höhe. Darf er das? Jetzt urteilen die Richter.

Von [Sebastian Jost](#) Wirtschaftsredakteur

60 Milliarden Euro, Monat für Monat. In großem Stil kauft die Europäische Zentralbank (EZB) seit diesem Frühjahr Wertpapiere auf. Das Gros der Käufe entfällt dabei auf Staatsanleihen. Das Programm ist umstritten, seit es im Januar beschlossen wurde. Erst brachte es deutsche Sparer um die letzten Anflüge von Guthabenzinsen, dann sorgte es für ungekannte Turbulenzen an den Märkten für Bundesanleihen.

Angesichts des Getöses um tatsächliche Anleihenkäufe mochte sich in den vergangenen Monaten kaum noch jemand aufregen über mögliche andere Geschäfte mit Staatspapieren, die die EZB zwar beschlossen, aber nie angewendet hat. Und so sah es zwischendurch so aus, als sei das Urteil des Europäischen Gerichtshofs (EuGH) über ein Zentralbank-Programm aus dem Jahr 2012 mit dem technischen Titel OMT kaum mehr als eine Formalie.

Doch Alexis Tsipras hat das Spiel verändert. Weil der griechische Regierungschef weiter auf Konfrontationskurs bleibt, steigt die Gefahr einer griechischen Staatspleite und eines Euro-Austritts. Und damit auch das Risiko, dass an den [Finanzmärkten wieder Panik](#) ausbricht, die auf andere europäische Staaten übergreift.

Heilmittel gegen Panik

Für genau so ein Szenario aber wurde das OMT-Programm seinerzeit konzipiert. Es ist an entscheidenden Stellen anders gestrickt als die dieses Jahr gestarteten Anleihenkäufe. Und könnte nun auf einmal doch wieder wichtig werden. Deshalb ist es auf einmal wieder mehr als nebensächlich, ob der EuGH dieses Programm für legitim hält oder aber für unerlaubte [Staatsfinanzierung mit der Notenpresse](#).

Die EZB spricht offiziell ganz abstrakt von "Outright Monetary Transactions", also außergewöhnlichen geldpolitischen Operationen. Gemeint ist damit, dass die Zentralbank im Notfall die Staatsanleihen ganz bestimmter Euro-Staaten aufkaufen kann und zwar in unbegrenzter Höhe.

Das im September 2012 beschlossene Programm ist so etwas wie die formale Ausgestaltung des Versprechens von EZB-Präsident Mario Draghi, die Notenbank werde innerhalb ihres Mandates alles tun, um den Euro zu retten.

Damit unterscheidet sich die Intention des Programms deutlich von den 2015 begonnenen Staatsanleihenkäufen, die nach ihrem Vorbild in den USA und Großbritannien meist als "Quantitative Easing" oder kurz QE bezeichnet werden.

Kampf gegen Deflation

Hierbei geht es der Zentralbank darum, Deflationsgefahren zu bekämpfen, indem sie über eineinhalb Jahre hinweg die Märkte mit mehr als einer Billion Euro an zusätzlichem Geld flutet.

Das soll das Wachstum und damit indirekt auch die Preisentwicklung ankurbeln. Um dieses Geld in Umlauf zu bringen, kauft sie Wertpapiere, und Staatsanleihen bieten sich als mit die sichersten Papiere dafür an.

Dass dabei auch die Schuldzinsen für die Krisenländer Europas sinken, ist zwar mit Sicherheit ein willkommener Nebeneffekt, aber nicht das Hauptziel. Das zeigt sich schon beim Design des QE-Programms.

Denn die EZB teilt die Anleihenkäufe gemäß ihrem Kapitalschlüssel auf die einzelnen Euro-Länder auf. Fast ein Drittel der Ankäufe entfallen deshalb auf Bundesanleihen, die schon vor dem Start des Programms rekordverdächtig niedrige Renditen abwarfen. Aber Deutschland ist nun einmal das größte Euro-Land und hat damit das größte Gewicht im Anleihenkorb.

Das beschränkt die Wirkung für einzelne Länder, zumal sich die EZB verpflichtet hat, nicht mehr als ein Drittel aller ausstehenden Anleihen eines Staates zu kaufen. Auch eine weitere Besonderheit des QE-Programms zeigt, dass es nicht um eine Stützung einzelner Länder durch die Euro-Gemeinschaft geht: Das Ausfallrisiko für die gekauften Staatsanleihen eines Landes bleibt formal gesehen bei der jeweiligen nationalen Notenbank.

Stützung für Schwächlinge

Ganz anders sieht es bei der "Whatever-it-takes"-Initiative aus dem Jahr 2012 aus. Sie ist dezidiert auf die Stützung einzelner Länder gemünzt. Die EZB sieht demnach ihr Eingreifen gerechtfertigt, wenn es bei den Staatsanleihen bestimmter Euro-Länder zu

Risikoauflagen kommt, die die Zentralbank selbst als irrational einstuft. Diese Übertreibungen würde sie in diesem Fall mit Anleihenkäufen bekämpfen.

Der große Vorteil aus Sicht der EZB: Damit lassen sich Krisen sehr treffsicher bekämpfen – wenn die Notenbank etwa nur portugiesische Anleihen stützen wollte, müsste sie nicht massenweise Anleihen anderer Euro-Länder mit aufkaufen.

Außerdem teilen sich das Risiko der Anleihen in diesem Fall alle Euro-Länder, was den Charakter einer Stütze aus Gemeinschaftsmitteln stärkt. Im Gegenzug besteht die EZB auf ein Reformprogramm, das mit den Euro-Ländern und den Internationalen Währungsfonds auszuhandeln wäre.

OMT-Programm stark umstritten

Das Programm hat die EZB bis heute nie eingesetzt – 2012 reichte allein der Beschluss aus, um die zuvor [hypernervösen Finanzmärkte](#) zu beruhigen. Umso umstrittener war OMT von Anfang an.

Bundesbank-Präsident Jens Weidmann stellte sich öffentlich dagegen, weil er eine zu große Nähe zur monetären Staatsfinanzierung sah, die die EU-Verträge der EZB ausdrücklich verbieten. Auch das Bundesverfassungsgericht meldete schwere Bedenken an, verwies das Verfahren jedoch zunächst an den EuGH. Dort soll nun am Dienstag das Urteil fallen.

Finanzexperten wie EU-Rechtler rechnen allerdings nicht mit einem ernsthaften Querschuss aus Luxemburg. Der in europäischen Gerichtsverfahren wichtige Gutachter befand die Anleihekäufe von Krisenstaaten im Januar für rechtmäßig.

Die Notenbank müsse – falls sie das Programm jemals nutze – ihre Schritte erklären, begründen und sich aus dem Reformprogramm des jeweiligen Staates heraushalten. Alles Bedingungen, die die Wirkung von OMT im Ernstfall kaum einschränken würden.

Allerdings ist der EuGH bei seinem Urteil nicht an die Empfehlungen des Gutachters gebunden. Und selbst wenn aus Luxemburg ein milder Richterspruch kommt, ist die Sache für die EZB noch nicht ausgestanden.

Das Bundesverfassungsgericht hat sich nämlich eine Art letztes Wort vorbehalten, sollten die EuGH-Richter den Bedenken aus Karlsruhe nicht ausreichend Rechnung tragen.

Sprengstoff für Europarecht

"Droht jetzt Chaos?", fragt daher nicht nur [Commerzbank](#)-Ökonom Michael Schubert. **Die Karlsruher Richter könnten im Extremfall die Bundesregierung zur Neuverhandlung der EU-Verträge auffordern.**

Es gebe aber auch Kritik an dieser Auffassung, so Schubert: "Das Europarecht würde gesprengt werden, falls sich alle nationalen Verfassungsgerichte das letzte Recht zur Auslegung vorbehalten." Wann sich die Karlsruher Richter mit dem EuGH-Urteil beschäftigen werden, steht noch nicht fest.

Einig sind sich Finanzexperten darin, dass die EuGH-Entscheidung das laufende große [Staatsanleihen-Kaufprogramm](#) der EZB nicht aushebeln dürfte. **"Trotz der wieder gestiegenen Unsicherheit über die Legalität von OMT ist das gegenwärtige Wertpapierkaufprogramm der EZB davon nicht betroffen", so etwa das Bankhaus Metzler. Der geldpolitische Charakter des QE-Programms ist auch in den Augen von Kritikern viel eindeutiger.**

Nur: Reicht QE alleine aus, um eine Panik im Falle eines Grexits zu verhindern? Als EZB-Präsident die breit angelegten Anleihenkäufe Anfang des Jahres ankündigte, verwies er ausdrücklich darauf, dass das OMT-Programm gültig bleibe und bei Bedarf eine zusätzliche Option darstelle. Es wäre dem vielleicht wichtigsten Krisenmanager Europas sicherlich wohl, wenn er das auch weiterhin sagen könnte.

Karlsruhe hat das letzte Wort

Der Europäische Gerichtshof hat entschieden, dass die EZB grundsätzlich Staatsanleihen kaufen darf. Die letzte Prüfung wird allerdings in Karlsruhe vorgenommen. Das Bundesverfassungsgericht könnte durchaus zu einem anderen Urteil kommen. Ein Kommentar.

16.06.2015, von REINHARD MÜLLER

Die dicke Berta darf weiter wummern, die Bazooka mit Dauerfeuer ballern. Das ist die Rhetorik der Europäischen Zentralbank – und sie ist nicht ohne Grund militant. Denn das Friedensprojekt Europäische Union ist auch ein Kampf um Macht und Einfluss.



Autor: Reinhard Müller, In der politischen Redaktion verantwortlich für „Zeitgeschehen“ und für „Staat und Recht“. Folgen:

Es steht viel auf dem Spiel. Genauso wie es in der Griechenland-Krise nicht nur um die Zukunft eines kleinen Mitglieds der Währungsunion geht, sondern um den Zusammenhalt der EU und die Sicherheit des westlichen Bündnissystems, **so ist auch das Urteil des Europäischen Gerichtshofs zur EZB viel mehr als eine Entscheidung zum Ankauf von Staatsanleihen. Die Frage lautet: Wer hat in Europa was zu sagen – und wer kontrolliert das?**

Das ist zwar in gewisser Weise typisch deutsch, dieses Denken in Kompetenzen und Strukturen und den Schranken des Rechts. Aber das ist kein Selbstzweck, sondern eine Frage der Demokratie. Denn jedes Handeln muss vom Souverän, vom Bürger legitimiert und kontrolliert werden (können). Und genau dieser Gedanke steckt letztlich hinter der oft gescholtenen, schon Jahrzehnte alten Rechtsprechung des Bundesverfassungsgerichts, keinen Schritt der europäischen Einigung zu blockieren – ihn aber mit Leitplanken und Warnhinweisen zu versehen. Und zwar zu Recht, wie sich in der Rückschau herausstellt. Vor allem mit Blick auf die Währungsunion. Sie muss demnach als Stabilitätsgemeinschaft ausgestaltet sein – sonst hätte Deutschland nicht auf die D-Mark verzichtet, ja nicht verzichten dürfen. Karlsruhe brachte sogar die Möglichkeit eines Austritts ins Spiel, sollte das Stabilitätsziel aufgegeben werden.

Die Karlsruher Richter, teils in den eigenen Reihen als Nationalisten verschrien und gewiss auch um die eigene Bedeutung kämpfend, haben es sich bisher nicht angemaßt, sich dem Willen von drei Vierteln des Parlaments und aller übrigen Verfassungsorgane zu widersetzen, aber klar gesagt, was eigentlich nicht sein darf. Etwa, dass der Grundrechtsstandard in Deutschland auf unvertretbare Weise abgesenkt wird.

Karlsruhe baut Brücken

Oder dass ein europäisches Organ aus dem Ruder läuft. Das hat nach dem Eindruck des Zweiten Senats die EZB getan: **Gehe man davon aus, dass der sogenannte OMT-Beschluss als eigenständige wirtschaftspolitische Maßnahme zu qualifizieren sei, so verstoße er „offensichtlich“ gegen die Kompetenzverteilung der Union.** Das wäre nach Karlsruher Ansicht „auch strukturell bedeutsam, denn der OMT-Beschluss kann Hilfsmaßnahmen im Rahmen der ‚Eurorettungspolitik‘ überlagern, die zum Kernbereich der wirtschaftspolitischen Kompetenz der Mitgliedstaaten zu rechnen sind“. Zudem könnten die „Outright Monetary Transactions“ **zu einer „erheblichen Umverteilung zwischen den Mitgliedstaaten führen und damit Züge eines Finanzausgleichs annehmen, den die europäischen Verträge nicht vorsehen.“** Und wenn der Beschluss der EZB gegen das Verbot monetärer Haushaltsfinanzierung verstoßen sollte, läge darin eine offensichtliche und strukturell bedeutsame Kompetenzüberschreitung.

Klare Wort. Freilich haben die Karlsruher Richter ihren Luxemburger Kollegen eine Brücke gebaut. So könnte womöglich das Handeln der EZB mit dem europäischen Vertragsrecht vereinbar sein, vorausgesetzt, ein Schuldenschnitt sei ausgeschlossen, Staatsanleihen einzelner Mitgliedstaaten würden nicht in unbegrenzter Höhe angekauft und Eingriffe in die Preisbildung am Markt soweit wie möglich vermieden.

Wenig überraschend: Der Europäische Gerichtshof erkennt keinen Verstoß der EZB gegen Europarecht. Zwar handele die Bank durchaus nicht im rechtsfreien Raum, sondern sei auf ihr vertragliches Mandat beschränkt. Ausgehend von den von der EZB selbstgesetzten Zielen geht der Europäische Gerichtshof

freilich davon aus, das Handeln der EZB könne als mit dem europäischen Vertragsrecht vereinbar angesehen werden. **Die Luxemburger Richter stellen durchaus auch Leitplanken auf: So muss die EZB ihrer Ansicht nach, wenn sie Staatsanleihen an den Sekundärmärkten erwirbt, „ihr Tätigwerden mit hinreichenden Garantien versehen, um sicherzustellen, dass es mit dem Verbot der monetären Finanzierung in Einklang steht.“**

Luxemburg schränkt seine Kontrolle stark ein

Die Karlsruher Brücke hat der Europäische Gerichtshof also durchaus betreten. Wie tragfähig diese Konstruktion ist, wird sich zeigen. Während man sich in Karlsruhe darüber freut, dass sich Luxemburg zumindest in der Sache eingelassen hat und dass schon als eine Anerkennung der eigenen Vorbehalte sieht, **beharrt der Gerichtshof darauf, dass er das letzte Wort hat.**

Auch damit könnte man leben, würde er nicht den EU-Organen die Kompetenz zugestehen, sich ihre Grenzen gleichsam selbst zu setzen. Wenn also etwas dem selbstgesetzten Ziel entspricht, dann ist das rechtmäßig; jedenfalls schränkt Luxemburg seine Kontrolle stark ein. Da kann aus Unabhängigkeit der EZB schnell Allmacht werden. Das Bundesverfassungsgericht wird sich nun Zeit nehmen, und dann nach mündlicher Verhandlung unter Berücksichtigung der Luxemburger Worte, des tatsächlichen Handelns der EZB und der allgemeinen Lage entscheiden. **Aus seiner Sicht evident rechtswidriges Handeln entfaltet in Deutschland keine Wirkung. Die Bundesbank dürfte sich daran nicht beteiligen.** So gesehen bleibt alles beim alten. Der Europäische Gerichtshof hat gesprochen. Das Bundesverfassungsgericht hat das letzte Wort.

911 statt Lebensversicherung

Jetzt ist es genug. Oder, besser gesagt, zu wenig. Der letzte Brief von der Lebensversicherung ist der berühmte Tropfen. Jetzt wird der Jugendtraum auf Rädern erfüllt.

16.06.2015, von **BORIS SCHMIDT**



© HERSTELLER  Selbst fahren macht glücklich. Im Coupé, im Cabriolet und natürlich auch im Targa in diesem wunderbaren Blau

Jetzt ist es genug. Oder, besser gesagt, zu wenig. Der letzte Brief von der Lebensversicherung ist der berühmte Tropfen. Leider entsteht eine Deckungslücke, leider kann die in Aussicht gestellte Überschussbeteiligung nicht gehalten werden, leider sinkt der Zinssatz bis auf den Garantiewert, leider sinkt auch der Garantiezins - leider ist es höchste Zeit, sich nach Alternativen umzusehen. Das Festgeldkonto ist keine, sind die Erträge dank Nullzinskonjunkturpolitik der Europäischen Zentralbank doch niedriger als die Inflation.

Unters Kopfkissen legen ist auch keine Lösung. Aktien vielleicht? Eine Immobilie? Beides schon ziemlich gelaufen, wie das an den Märkten so heißt, teuer also, und gewisse Erfahrung wäre mit dem einen wie dem anderen hilfreich. Die Entscheidung fällt: Jetzt wird der Jugendtraum auf Rädern erfüllt. Das Leben ist zu kurz für langweilige Autos, und die erste Auszahlung einer „kleinen“ Lebensversicherung ist schon eine große Hilfe. Es kommt schon ein wenig zusammen, wenn man 27 lange Jahre Monat für Monat rund 100 DM und später dann 50 Euro beiseitelegt.

Warum es unbedingt ein 911 sein muss, ist schwer und doch wieder leicht erklärt. Dieser Traum war einfach schon immer da. Schon in den sechziger Jahren im Auto-Quartett, später in den Siebzigern, als der Medizinstudent, der bei den Eltern unterm Dach wohnte, einen Elfer fuhr. Clark aus Norwegen hat einen gelegentlich mitgenommen. Im Targa, das fühlt sich an wie ein Cabrio. Es ist nur viel sicherer (siehe unten). Schon damals faszinierten der Sound aus dem Heckmotor und die betörenden Formen, die bis heute erhalten geblieben sind. Es gibt wohl keinen genialeren Sportwagen-Entwurf, keinen, der sich jetzt seit mehr als 50 Jahren gehalten hat und aktueller denn je ist.

Obwohl Porsche längst nicht mehr nur aus dem 911 besteht - daran wäre das Unternehmen fast zugrunde gegangen. Der Elfer ist Kern der Marke und wird es immer bleiben. Trotz des Vorgängers 356 und der Neulinge Boxster, Cayenne, Panamera, Cayman, Macan, die in den vergangenen zwanzig Jahren die Bühne betraten. Die Ära der Frontmotor-Coupés 924/944/928/968 ist schon fast vergessen. Sie dauerte von 1976 bis Mitte der neunziger Jahre.

Sich den Traum zu erfüllen war noch nie einfach

Geradezu verehrt wird bis heute nur der 911er. In jeder Couleur. Modelle aus den sechziger und frühen siebziger Jahren und die Turbos erzielen schwindelerregende Preise. Selbst der 912, das Modell mit Vierzylinder-Motor (1965 bis 1969), ist teuer, wenn es in gutem Zustand ist. Dennoch ist ein alter Elfer kein Auto, das Neid erregt. Er wird akzeptiert, vielleicht, weil fast jeder gern einen hätte und weil er so bekannt ist wie sonst nur der VW Käfer. Er war eben schon immer da, zumindest für alle, die jünger als 60 sind. Sich den Traum vom 911 zu erfüllen war noch nie einfach. 21 900 DM waren im September 1964 ein echter Batzen Geld, und heute beginnt die Preisliste bei 90 417 Euro.

Damals wie heute ist das ein Jahresgehalt eines sehr gut verdienenden Angestellten, brutto selbstverständlich. Immerhin sind aus 130 inzwischen 350 PS geworden, und der Sechszylinder-Boxer hat jetzt 3,4 statt 2,0 Liter Hubraum. Das Gewicht hat nur maßvoll zugelegt: 1400 statt 1100 Kilogramm.

Sieht er in diesem Blau nicht einfach phantastisch aus?

Obwohl neue 911er sehr wertstabil sind, als Wertanlage taugen sie nicht, zumindest nicht kurz- und mittelfristig. Wer seinen Traum leben möchte und kein Geld verlieren will, der muss einen älteren Elfer kaufen. Sie sind auch die schöneren Fahrzeuge, so schlank. Älter bedeutet natürlich luftgekühlt. Das waren die Porsche bis 1997, und diese Jahreszahl ist eine Zäsur in der Geschichte. Für die Hartgesottenen ist alles danach fragwürdig, was wir aber nicht verstehen können. Sieht denn der neue 911 Targa in diesem Blau nicht einfach phantastisch aus? Sei's drum, der erste wassergekühlte Elfer von 1997 (bis 2004) ist derjenige, der heute am günstigsten zu haben ist. Die als „Tränensack-Elfer“ geschmähte Baureihe (intern 996, gemeint ist die Form der Scheinwerfer) ist dermaßen unbeliebt, dass man sie gebraucht fast nachgeworfen bekommt - im Vergleich mit den übrigen 911-Preisen.

Alles davor und danach war hübscher, und wenn ein Auto rein zum Vergnügen gekauft wird, liegt es nahe, dass man sich nach einem Cabriolet umschaut. Porsche 911 Cabriolets gibt es erst seit 1982, davor beglückte Zuffenhausen die Kunden mit dem 911 Targa. Für viele ist der das einzige Modell, das einen einfachen Elfer noch überbieten kann. Der Targa vereint die Vorzüge eines Cabriolets mit dem heute so gestiegenen Sicherheitsbedürfnis, dank seines (Überroll-)Bügels. Ist das Dach draußen, fühlt sich das Fahren so an, als fehle es völlig, so wie in einem Cabriolet. Das ist auch im jüngsten Targa so. Und gegen ein Cabriolet spricht womöglich das pflegebedürftige Verdeck.

Je besser die Papierform, desto höher der Preis

Wer sich seit mehreren Jahren hin und wieder mit dem Gedanken beschäftigt, sich einen hübschen Elfer als Oldtimer zuzulegen, und den Gedanken dann konkret fasst, der erschrickt zunächst, wenn er sich auf die Suche macht. Auch wenn er weiß, dass das eingesetzte Geld aller Wahrscheinlichkeit nicht weg ist, sondern vielleicht sogar vermehrt wird - die Nebenkosten wie Versicherung, Steuer, Wartung, Garage und Reparaturen bleiben natürlich unberücksichtigt, da werden viele zum Milchmädchen.

Die frühen Elfer (vor 1973) sind viel zu teuer, und die danach kosten auch mindestens 30 000 Euro. Zumindest wird so viel verlangt. Je besser die Papierform, desto höher der Preis. 40 000 oder 50 000 Euro für ein gutes Exemplar sind normal. Für weniger als 30 000 Euro gibt es nur Fahrzeuge mit extrem hoher Laufleistung, Unfallschäden oder irgendwelchen Basteleien. Wenigstens ist die Auswahl groß: Die Portale listen mehr als 1500 Elfer aus den Baujahren 1975 bis 1997 auf. Selbst wer die maximale Laufleistung bei der Suche auf 125 000 Kilometer begrenzt, findet noch 950 Autos. Weiter eingrenzen hilft, maximal drei Vorbesitzer, Targa, TÜV neu, zum Beispiel.

Die Langzeitbeobachtung macht schlau: Schnell geht (fast) keiner der 911 an den neuen Besitzer. Jeder, der einen hat, will offenbar gutes Geld verdienen. Als wir in München einen anschauen, werden wir mit der Ankündigung begrüßt, der Wagen sei jetzt 3000 Euro teurer. Danke. Ein anderes Objekt unserer Begierde ist bei genauem Hinschauen doch zu verbastelt, der Tacho geht nicht, Probefahrt nur als Beifahrer. Auch danke. Ein Händler in Hamm antwortet nicht auf E-Mails oder Rückruffbitten. Weil wir ohnehin in der Nähe sind, fahren wir vorbei und drücken uns am Schaufenster die Nase platt. Schöner roter Porsche. Von 1994. Aber: „Wegen Umzug geschlossen“. Wieder Anruf, wieder nix. Aber im Netz steht der Elfer immer noch. Danke, die Auswahl ist doch so schön groß. In der Klassikstadt steht auch einer. Unser nächstes Ziel. Ist gar nicht so einfach. Macht aber auch Spaß. Auf jeden Fall sieht uns die Assekuranz nicht wieder.

50 Jahre 911 Targa

Nach seiner Präsentation 1963 auf der Frankfurter IAA wird der Porsche 911 seit September 1964 regulär produziert. Für die IAA 1965 hat man den 911 Targa im Gepäck. Gänzlich offene Autos gelten damals nicht mehr als zeitgemäß, das herausnehmbare Dachteil ist ein guter Kompromiss, der (silberfarbene) Schutzbügel hat neben dem Sicherheitsaspekt sofort auch eine Funktion als Designmerkmal. Produktionsbeginn ist aber erst im Dezember 1966, der Aufpreis beträgt 1400 DM, auch der 912 kann als Targa (Italienisch für Schild) geordert werden. Bis 1969 ist eine Heckscheibe aus Plastik zum Herausknöpfen auf Wunsch erhältlich. Besonders beliebt ist der Targa in den Jahren 1973 bis 1989, fast 30 Prozent aller Elfer aus dieser Zeit sind Targas. Von 1989 bis 1994 (Typcode 964) entstehen nur relativ wenige Targas, das Konzept ist jedoch noch das gleiche. Mit dem Modell 993 wechselt Porsche 1995 auf ein elektrisch zu öffnendes, großflächiges Panorama-Glasdach, das den Namen Targa eigentlich nicht mehr verdient. Auf den ersten Blick ist ein Targa nicht mehr als solcher zu erkennen. Auch die Modellreihen 996 und 997 gibt es mit diesem Dach (Bild links). Mit dem aktuellen 911 - Modellreihe 991 - kehrt Porsche zu den Targa-Wurzeln zurück, allerdings mit einer komplizierten Mechanik. Ein neuer 911 Targa kostet so viel wie ein neues 911 Cabriolet.

Währungspolitik

EZB-Chef Draghi darf weiter den Euro retten

16. Juni 2015, 10:53 Uhr

Darf die Europäische Zentralbank (EZB) Anleihen von Staaten kaufen, die kurz vor der Pleite stehen? Ja, urteilt der Europäische Gerichtshof. Manche Kritiker sehen das anders. Welche Gefahren sie sehen und was die Geldpolitik der EZB bedeutet: ein Überblick.

Von Markus Zydra, Frankfurt

Was bringt das Urteil?

Das Urteil schafft Rechtssicherheit für die EZB. Das OMT-Programm gilt als Schutzschild der Euro-Zone. Im Ernstfall dürfen die Notenbanker nun laut EuGH Staatsanleihen der Euro-Zone kaufen, um einen Kollaps der Währungsunion zu verhindern. Das Urteil stabilisiert die Finanzmärkte. Im Sommer 2012 spekulierten Investoren auf den Kollaps der Euro-Zone. Erst durch das OMT-Programm kehrte Ruhe an den Börsen ein, obwohl es nie umgesetzt werden musste. Damit hat die EZB nun auch die Möglichkeit einzugreifen, falls es im Zuge der Griechenland-Krise oder eines Grexit zu neuen Turbulenzen an den Finanzmärkten kommen würde.

Die EZB darf Staatsanleihen von einzelnen Staaten kaufen, die von einer Pleite bedroht sind. Der EuGH lehnt damit eine Klage aus Deutschland ab.

Was ist das OMT-Anleiheprogramm?

Der Rat der EZB hat am **6. September 2012** ein Rettungsprogramm für die Euro-Zone beschlossen. Im Ernstfall, wenn die Kreditzinsen für einzelne Euro-Staaten an den Finanzmärkten zu hoch wären, würde die EZB am Markt intervenieren und diese Staatsanleihen kaufen. Die Maßnahme würde die Zinsen wieder senken. Im Fachjargon spricht die EZB von Outright Monetary Transactions (OMT). Hintergrund der Entscheidung war **damals die prekäre Lage für Italien, Spanien, Portugal oder Irland**. Für sie waren im Frühjahr und Sommer 2012 die Kreditzinsen immer weiter gestiegen. An den Börsen wetteten einige Spekulanten bereits darauf, dass die Euro-Zone bald kollabieren werde. **Am 26. Juli 2012 hielt EZB-Präsident Mario Draghi daher seine berühmte "Whatever it takes"-Rede**. Er versprach damals, die EZB werde innerhalb ihres Mandats alles tun, um den Euro zu retten. Draghi fügte noch hinzu: "Und glauben Sie mir. Es wird ausreichen." Das war der Beginn des OMT-Programms.

Wo liegt der Streitpunkt bei dem Anleiheprogramm?

Kritiker meinen, der Ankauf von einzelnen Staatsanleihen käme einer Haushaltsfinanzierung über die Notenbank gleich. Bundesbankpräsident Jens Weidmann stimmte aus diesem Grund als einziger im EZB-Rat gegen die Entscheidung. Auch andere EZB-Ratsmitglieder waren skeptisch. Die Kritiker erreichten, dass dem OMT-Programm Bedingungen zugrunde liegen. **So muss das betreffende Land zunächst ein Hilfsprogramm beim Rettungsfonds ESM beantragen und genehmigt bekommen**.

Ein Land muss sich dann verpflichten, wirtschaftspolitische Reformen und eine Haushaltssanierung festzulegen. **Erst wenn ein solches Hilfsprogramm beschlossen ist, entscheidet die EZB, ob sie das OMT-Programm startet**. Kritiker interpretieren OMT als illegale Staatsfinanzierung, weil die EZB Anleihen einzelner Staaten kaufen würde - diese also mittelbar finanzieren. Die EZB sagt, sie würde mit dieser Maßnahme die Preisstabilität sicherstellen. Schließlich käme das OMT nur dann zum Einsatz, wenn die Finanzmärkte auf einen Kollaps des Euro spekulierten und dadurch die Kreditzinsen über Gebühr steigen würden.

Ist die Geldpolitik von Draghi gefährlich?

Deutsche Kläger haben den Fall vor das Bundesverfassungsgericht gebracht. Sie finden, die EZB würde illegal die Staatshaushalte der Euro-Länder finanzieren, wenn sie deren Anleihen aufkaufe. Damit überschreite die Notenbank ihr Mandat, sie betreibe keine Geldpolitik mehr, sondern mische sich in die Wirtschaftspolitik ein. Zudem entstünden dadurch **unkalkulierbare Risiken für den deutschen Steuerzahler**. Die obersten deutschen Richter gaben den Streit im Frühjahr 2014 an den EuGH zur Prüfung weiter.

Wie hat das Programm bislang gewirkt?

Allein die Ankündigung der EZB, sie werde im Ernstfall eingreifen, hat die Finanzmärkte beruhigt. Das OMT-Programm ist noch nie eingesetzt worden. **Die Kreditzinsen für Staatsanleihen aus der Euro-Zone sind zeitweise so tief gefallen wie noch nie zuvor, auch weil die EZB den Leitzins auf 0,05 Prozent senkte**. Die Rettung der Euro-Zone im Jahr 2012 gelang also, ohne dass die EZB einen Euro investierte. Der Grund: Börsianer legen sich ungern mit einer Zentralbank an, denn die Notenbanker verfügen theoretisch über unendlich viel Geld, um jegliche Spekulation im Keim zu ersticken.

Was das alles mit den aktuellen Anleihekäufen zu tun?

Nichts. Das OMT-Programm ist für den Ernstfall geschneidert, um einzelnen Staaten zu helfen. Das aktuelle Staatsanleihekaufprogramm der EZB, Quantitative Easing genannt, umfasst alle Staaten. Die Notenbank möchte bis September 2016 Anleihen von Staaten der Euro-Zone im Wert von 1,1 Billionen Euro erwerben. Die Käufe erfolgen verteilt nach dem Kapitalschlüssel: Die EZB kauft also anteilmäßig mehr Bundesanleihen und französische Staatsschulden als italienische und spanische Papiere. Damit sollen die Inflation und das Wachstum in der Euro-Zone gesteigert werden.

Im Video erklärt So will die EZB Staatsanleihen kaufen

(Video: Süddeutsche.de)

122,71

Les déchets nucléaires continuent de s'accumuler à La Hague

LE MONDE | 16.06.2015 à 06h52 • Mis à jour le 16.06.2015 à 11h04 | Par Pierre Le Hir



Que faire des déchets ultimes produits par l'exploitation des cinquante-huit réacteurs du parc électronucléaire français ? Dans l'immédiat, les stocker... et attendre. C'est le sens de **l'avis favorable que vient de donner, à l'unanimité, la commission d'enquête publique** sur l'extension d'une installation d'entreposage du site de La Hague (Manche) du groupe Areva. Il s'agit de doubler sa capacité, pour la porter de 12 240 à 24 876 conteneurs.

Ces déchets radioactifs sont issus du retraitement du combustible « brûlé » dans les chaudières nucléaires. Cette opération, réalisée par Areva dans ses usines de La Hague, consiste à séparer les matières pouvant être recyclées pour fabriquer de nouveaux combustibles (uranium et plutonium) et les matières non valorisables (produits de fission et actinides mineurs).

Ces résidus finaux, qui ne représentent que 3 % du volume total des déchets nucléaires, concentrent à eux seuls plus de 99 % de leur radioactivité, et ils ne deviendront inoffensifs qu'au bout de centaines de milliers, voire de millions d'années. Ces produits sont coulés dans des matrices de verre, puis placés dans des puits ventilés, sur le site même de La Hague.

Il ne s'agit que d'une solution d'attente. A terme, ces colis sont destinés à rejoindre le futur centre industriel de stockage géologique (Cigéo) de Bure, entre la Meuse et la Haute-Marne, pour être enfouis à 500 mètres de profondeur, dans une couche d'argile censée les confiner pour des millénaires. Mais ce projet, qualifié de « poubelle nucléaire » par ses opposants, est encore en phase d'instruction. La mise en service du Cigéo n'est pas prévue avant 2025, et elle doit débuter par une période d'expérimentation, avant une éventuelle autorisation d'exploitation.

34 000 conteneurs à conserver

Pour l'heure, les déchets radioactifs continuent donc de s'amonceler à La Hague. Outre l'installation pour laquelle elle demande le doublement de capacité, Areva dispose aussi d'une autre unité d'entreposage, pouvant accueillir 9 000 conteneurs. Au total, ce sont donc près de 34 000 conteneurs de déchets hautement radioactifs qui doivent être conservés sur place.

Le groupe nucléaire assure que cette solution, qui bénéficie d'un « *retour d'expérience de plus de vingt ans* », garantit « *l'entreposage des déchets vitrifiés français de façon sûre et robuste dans l'attente de leur stockage définitif* ». Dans ses conclusions, mises en ligne vendredi 12 juin par la préfecture de La Manche, la commission d'enquête souligne pourtant que, compte tenu « *de la possibilité d'un retard, voire*

d'un ajournement du projet » Cigéo, « l'entreposage sur le site de La Hague pourrait perdurer au-delà de la durée prévisible ».

La commission note aussi que la consultation du public, ouverte du 13 avril au 18 mai, a donné lieu à l'envoi de près de 4 500 mails en forme de pétition, d'où il ressort que « *le public a montré globalement une inquiétude sur les risques qui s'attachent à ce projet d'entreposage, à l'accumulation des déchets sur ce site et, plus généralement (...), à la filière française de retraitement ».*

Difficultés financières

Elle relève aussi les craintes que suscitent les difficultés financières d'Areva, qui a subi une perte de 4,8 milliards d'euros en 2014, alors même que l'enquête publique ne faisait aucune mention du coût des travaux. Interrogé par *Le Monde*, l'industriel indique que 70 millions d'euros seront consacrés à l'équipement d'un premier hall, qui doit être mis en service en 2017, deux autres halls devant être construits d'ici à 2022.

Pour le réseau Sortir du nucléaire, qui dénonce « *un passage en force* », il est « *impératif d'arrêter le retraitement des combustibles et la production de déchets nucléaires* ». D'autant, rappelle-t-il, qu'Areva a subi de multiples rappels à l'ordre de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN), en raison du « *retard* » pris pour reconditionner plusieurs dizaines de milliers de mètres cubes de déchets radioactifs anciens, stockés « *en vrac* » dans « *du béton qui vieillit* ».

Le dossier doit maintenant être transmis à la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, Ségolène Royal. L'agrandissement des unités d'entreposage de La Hague nécessite en effet un décret gouvernemental, après avis de l'ASN. Le casse-tête des déchets nucléaires français est loin d'être résolu.

Dialogue mal maîtrisé avec l'islam : la République menacée par les pièges imaginés par Michel Houellebecq

Ce lundi 15 juin, le gouvernement lançait son "instance de dialogue avec le culte musulman". Au même instant, Dalil Boubakeur, président du Conseil français du culte musulman, proposait sur Europe 1 d'utiliser les églises vides pour en faire des mosquées. Un scénario qui n'est pas sans rappeler celui d'un certain Michel Houellebecq.

Read more at <http://www.atlantico.fr/decryptage/dialogue-mal-maitrise-avec-islam-republique-menacee-pieges-imagines-michel-houellebecq-philippe-iribarne-bernard-godard-guylain-2195716.html#6gLDTGgCJSIGdEwH.99>



Crédit REUTERS/Vincent Kessler

Je m'abonne à partir de 4,90€

Ajouter au classeur Suivre ce contributeur Lecture zen

Atlantico : Lundi 15 juin, le président du CFCM a proposé d'exercer le culte musulman dans des église vides. Dans "Soumission", Michel Houellebecq décrit comment l'islam serait parvenu à s'installer dans le vide né du recul du religieux dans la société française. La déclaration de Boubakeur tend-elle à lui donner raison ?

Guylain Chevrier : Je crois qu'elle donne surtout tort à la République de ne pas défendre les valeurs qu'elle porte et qui sont supérieures à toutes les religions réunies, en matière de garantie des libertés pour tous. La laïcité est au cœur de la défense de ces libertés en écartant l'irrationnel du pouvoir politique à maintenir la religion à distance de celles-ci.

Convertir des églises en mosquées: Mahomet, Jésus, même combat?

Boubakeur fait dans la démagogie politique

Publié le 16 juin 2015 à 12:30 dans Religion

Mots-clés : [CFCM](#), [Dalil Boubakeur](#), [églises](#), [Islam](#), [mosquées](#)



Nous étions deux mille dix ans après Jésus-Christ, et toute la Gaule était occupée par les musulmans. Toute ? Enfin, un quartier, celui de la Goutte d'or, dans le XVIII^e arrondissement de Paris. Saturée par les fidèles avoisinants, la mosquée de la rue Myrha débordait de musulmans en prière dans les rues, qui interrompaient la circulation. Les images interpellaient, frappaient ou choquaient. C'est alors que le sage Christophe Barbier, icône de la gauche cachemire, proposa une solution toute trouvée, lors de la divine liturgie du Grand Journal, sur Canal+ : « Pourquoi dans un geste œcuménique, on ne partagerait pas [avec les musulmans] le Sacré Cœur qui n'est pas loin et où à certaines heures, notamment le vendredi après-midi, dans le culte catholique, il ne se passe pas grand-chose ? » Outre que le terme d'« œcuménisme », la recherche de l'unité entre dénominations chrétiennes, était inapproprié, cette solution suscita l'ironie du site musulman « [Trouve ta mosquée](#) », qui fit remarquer qu'il y avait déjà des offices à la basilique le vendredi.

Cinq ans plus tard, lundi 15 juin, un autre aristocrate médiatique, le recteur de la Mosquée de Paris Dalil Boubakeur communique lui aussi à ce simplisme. Pour pallier le manque de mosquées, il suffirait d'offrir aux musulmans de prier dans les églises vides du blanc manteau qui recouvre la France. « C'est le même Dieu, ce sont des rites qui sont voisins... je pense que musulmans et chrétiens peuvent coexister », fait-il valoir, au micro d'Europe 1. C'est donc lui, la façade officielle de l'islam en France ? Celui qui devait réfuter les thèses de l'État islamique, Coran en main ? En écoutant cette malhonnêteté intellectuelle et théologique, on comprend mieux pourquoi il n'a pas été mis en avant.

« Même Dieu » ? Cette affirmation est très répandue chez les musulmans, qui n'ignorent cependant pas que les chrétiens, en professant le dogme de la Trinité, sont des « associateurs ». Ils commettent le grave péché d'adjoindre à Dieu, l'Unique, des auxiliaires. De leur côté, les chrétiens croient que Dieu est un en trois personnes, mystère qui n'a pas fini d'être compris, mais qui éclaire la vision humaine d'un être en perpétuelle relation. Chesterton écrivait que, comme l'homme créé à son image, « il n'est pas bon que Dieu soit seul. » Cette proximité chrétienne avec un Dieu « fait homme » est étrangère à l'islam. Le Dieu musulman est transcendant, mais lointain, inaccessible. « Je ne pouvais pas dire 'je t'aime' à Dieu, il n'y a pas d'intimité en islam », témoigne à qui veut l'entendre le dynamique Saïd Oujibou, musulman converti au christianisme, et devenu pasteur évangélique.

Pas le même Dieu, donc. A défaut, Boubakeur aurait pu utiliser une autre formule syncrétiste, quoiqu'un peu surannée : « nous sommes tous fils d'Abraham ». Il a eu raison de ne pas le faire. L'Ibrahim du Coran n'est pas

l'Abraham de la Bible. Nulle mention de son déplacement, à l'appel de Dieu, d'Ur à Canaan. Nulle alliance conclue entre Dieu et son peuple, futur Israël. Nul marchandage, entre Abraham voulant épargner Sodome et Dieu se laissant attendrir. C'est Ismaël, prophète en islam, et non Isaac, le patriarche hébreu, qui est menacé d'être immolé par son père.

Navré pour les tenants du vivre-ensemble, il faut se rendre à l'évidence : les religions monothéistes ne confessent pas « le même Dieu », qu'ils déclinent selon divers degrés. Cela n'empêche pas le dialogue et la cohabitation. Au contraire, assumer leurs différences, dans un esprit de vérité, est salvateur intellectuellement, et humainement. Les musulmans n'en respectent que davantage les chrétiens qui connaissent leur religion, et l'affirment avec conviction. C'est sur cette base solide que peut se tisser un dialogue interreligieux, et non sur les fondations croulantes des bons sentiments.

Finalement, c'est hors du dialogue interreligieux qu'il faut trouver l'origine de l'ineptie de Boubakeur. Faute de pouvoir fédérer les musulmans, il fait dans la démagogie politique. Le recteur de la Mosquée de Paris, brillant et mondain, n'en reste pas moins discrédité aux yeux de ses coreligionnaires. Tout comme le sympathique mais marginal imam de Drancy, Hassen Chalghoumi. C'est une faute de la part des précédents gouvernements d'avoir promu cet homme de paille. Nicolas Sarkozy, alors ministre de l'Intérieur, l'a nommé à la tête du Conseil français du culte musulman (CFCM) en dépit de l'opposition des musulmans eux-mêmes. Le journaliste Samuel Pruvot rapporte que l'actuel président des Républicains aurait lancé : « *Boubakeur passe bien dans l'opinion, il est ami du Crif, la communauté gay le trouve bien, les francs-maçons n'ont rien à redire... Si vous, musulmans, vous ne l'aimez pas, cela n'est pas mon affaire !* »

Une bonne décennie après le lancement du CFCM, le rêve de donner une façade officielle à l'islam a vécu. Un islam qui n'est pas un bloc homogène, prompt à se diviser entre mosquées turques et maghrébines, entre courants contradictoires, dépourvu de clergé, et dans l'impossibilité de s'accorder sur l'interprétation du Coran. Un islam dont il est cependant vain de nier la présence en France. Même s'il est naïf de croire que le fondamentalisme n'est prêché que dans les caves, et jamais dans des mosquées en dur, il est nécessaire de permettre aux Français musulmans de pratiquer leur culte dignement, sans pour autant construire des « mosquées-cathédrales » aux minarets aussi kitsch qu'inutiles. Leur participation à la France passe par davantage de patriotisme, et d'acceptation de leur part des fondamentaux de la République, comme le droit de changer de religion, mais également par leur liberté de vivre sereinement leur foi. La nouvelle instance de dialogue avec l'islam créée par le gouvernement, qui remplace de facto le CFCM, est imparfaite, mais a le mérite de sortir de l'illusion d'un islam clérical officiel avec qui s'entretenir. Reste aux responsables de cette structure à exiger des musulmans la réciprocité à la reconnaissance et aux aides qu'ils ne manqueront pas de demander.

Les Français musulmans méritent des mosquées dignes et discrètes. Ainsi que de meilleurs représentants.

Freibrief für die EZB

Der Europäische Gerichtshof hat der EZB einen Freibrief für künftige massenhafte Anleihekäufe ausgestellt. Die monetäre Staatsfinanzierung wird mit einem verschwurbelten Begriff gerechtfertigt. Ein Kommentar.

16.06.2015, von PHILIP PLICKERT

Drei magische Worte genügten EZB-Präsident Mario Draghi auf dem Höhepunkt der Euro-Krise vor knapp drei Jahren, um die Stimmung an den Finanzmärkten zu drehen: „Whatever it takes“ (was immer nötig ist) werde die Zentralbank tun, um den Euro zu „retten“. An den Märkten wurde das Signal verstanden. Im Notfall feuert die EZB aus allen Rohren und kauft die Anleihen überschuldeter Staaten – in praktisch unbegrenztem Volumen. Sofort stiegen die Kurse der Krisenländeranleihen, und die Renditen, die das Risiko widerspiegeln, fielen.

Draghis Ankündigung, im OMT-Programm präzisiert, wirkt seitdem wie eine Kreditausfallversicherung. Wer trägt die Kosten?

Letztlich wir, die Steuerzahler der Euroländer mit halbwegs soliden Staatsfinanzen. Denn kauft die EZB in rauen Mengen Risikopapiere der Peripherieländer, wird das Ausfallrisiko vergemeinschaftet. Die Währungsunion mutiert zu einer Schulden-Haftungsunion – entgegen den Versprechen der Politiker.

Es ist höchst bedauerlich, dass der Europäische Gerichtshof in einem politischen Urteil der EZB einen Freibrief für künftige massenhafte Anleihekäufe ausgestellt hat. Ein Programm, das in seiner ökonomischen Wirkung eindeutig auf die Rettung überschuldeter Staaten zielt, wird zu einer angeblich legitimen geldpolitischen Maßnahme umgedeutet. Dass die EZB das Programm erst bei einem Hilfsantrag beim Euro-Krisenfonds aktiviert und an Reformauflagen knüpfte, macht es nicht besser – es zeigt nur, dass sie in die Wirtschaftspolitik übergreift und ihre Kompetenzen überschreitet. Sie betreibt eben keine Geldpolitik mehr.

Die monetäre Staatsfinanzierung wird mit dem verschwurbelten Begriff gerechtfertigt, man habe den „monetären Transmissionsriemen“ reparieren wollen. Der Zinsaufschlag, der Preis für Risiko, wird zur „Störung“ umgedeutet.

Die Ankündigung des OMT-Programms und der im März begonnene pauschale Anleihekauf, mit dem Papiere über mehr als eine Billion Euro gekauft werden sollen, haben die Renditen selbst hochverschuldeter Eurostaaten auf extrem niedrige Niveaus gedrückt. Trotz des jüngsten Anstiegs sind die Zinsen noch sehr niedrig, etwa für Italien mit seinem Schuldenberg von rund 140 Prozent der Wirtschaftsleistung. Das billige Schuldenmachen ist nur durch die EZB-Politik zu erklären. Sie hat das Ausfallrisiko sozialisiert. Doch ohne einen angemessenen Preis für das Risiko ist der nächste Schuldenexzess absehbar.

Athen befürchtet bei Rentenkürzung neue Rezession

Die Regierung von Alexis Tsipras wehrt sich gegen Rentenkürzungen, die Gläubiger wie der IWF fordern. Ärger gibt es bereits über die Zahlen: Es liegen keine schlüssigen Daten vor.

17.06.2015, von **TOBIAS PILLER**, ROM

Griechenlands Renten werden von der Regierung des Ministerpräsidenten Alexis Tsipras weiterhin zum Tabu erklärt. Die von den Gläubigerinstitutionen, vor allem vom Internationalen Währungsfonds (IWF), geforderte Einsparung von 1 Prozent des Bruttoinlandsprodukts (BIP) im Rentensystem gehört nach einem Hintergrundpapier der griechischen Regierung vom Sonntag zu den „Maßnahmen, die Unterklasse und Arbeiterklasse treffen und nachweislich zu einem neuen Zyklus der Rezession führen“. Für die Gläubiger besteht allerdings wenig Zweifel daran, dass die Kosten für die griechischen Renten nicht tragbar sind. 2012 lagen sie nach Daten des europäischen Statistikamtes bei 17,5 Prozent des Bruttoinlandsprodukts (BIP). Seither hat es Rentenkürzungen gegeben, die nun vom obersten Gericht für illegal erklärt wurden, doch gleichzeitig ist auch das BIP weiter geschrumpft. Zudem gab es 2013 und 2014 im öffentlichen Dienst Griechenlands eine Welle von Frühpensionierungen, womit einerseits die Zahl der Mitarbeiter im Staatsdienst reduziert wurde, andererseits aber die Rentenlasten kräftig gestiegen sein müssen.

Die offizielle Statistik des öffentlichen Dienstes verrät, dass von der Zahl der 629 114 regulären Mitarbeiter Ende 2012 in den folgenden Jahren 2013 und 2014 insgesamt 60 542 als „Abgang oder Pensionierung“ zu zählen seien. Wie groß die Auswirkungen für die Rentenkasse sind, hat die Regierung bisher nicht beziffert. Seit 2012 gibt es auch nach Angaben von griechischen Rentenfachleuten keine schlüssigen Daten. Nur die „Troika“ habe etwas Einblick erhalten, doch publiziert wurde davon bisher so gut wie nichts.

Alte Daten, neuer Ärger

Dennoch hat sich die griechische Regierung bereits am Freitagabend öffentlich gegen den IWF gestellt, der das Defizit im griechischen Rentensystem mit 10 Prozent des BIP angesetzt habe, verglichen mit 3 Prozent des BIP für Deutschland. Die richtige Zahl sei 9 Prozent des BIP, sagt die Regierung und rechnet sie anschließend etwas kleiner: Schließlich seien 4,55 Prozent des BIP regulär als Staatszuschuss zum Rentensystem eingeplant, dagegen seien 4,45 Prozent des BIP als „tatsächlicher Staatszuschuss“ verwendet worden, mit dem die Löcher der Rentenkasse gestopft wurden. Faktisch ändert dies nichts an der Summe der Rentenzuweisungen. Zugleich verriet die Regierung, dass es sich um Daten von 2012 handelte.

Auf noch ältere Daten wird verwiesen, wenn es um das Renteneintrittsalter der Griechen und der Deutschen geht: Nach Angaben der OECD von 2011 habe dieser Wert für Männer sowohl in Deutschland und in Griechenland bei 63 Jahren gelegen, während die Daten für griechische Frauen 59 Jahre und für deutsche Frauen 62 Jahre ergeben hätten. Diese Werte passen wiederum nicht zur Verhandlungsvorlage der gleichen Regierung von Ende Mai gegenüber den Gläubigerinstitutionen. Dort waren zwei Tabellen ohne weitere Erklärungen enthalten: Für die Rentenkasse des öffentlichen Dienstes versprach die griechische Regierung für 2016 ein durchschnittliches Renteneintrittsalter von 56,3 Jahren, und weil dies offenbar höher liegt als 2015, auch eine Einsparung für die Jahre von 2016 bis 2022 von offenbar 32 Millionen Euro. Leicht zu übersehen war in dieser Vorlage, dass die Renten der gewerblichen Angestellten getrennt behandelt wurden, mit einem prognostizierten durchschnittlichen Rentenalter von 60,6 Jahren und erzielten Einsparungen von 39 Millionen Euro für die Jahre von 2016 bis 2022. Das hatte auch die Frankfurter Allgemeine Zeitung irrtümlich falsch berichtet.

Wie nun die Daten der Regierungsvorlage von Mai dieses Jahres zu den Daten von 2011 passen, ist bisher nicht erklärt worden. Auch Anfragen der Frankfurter Allgemeinen Zeitung blieben bisher unbeantwortet. Demgegenüber erklärt die Deutsche Rentenversicherung für Arbeiter und Angestellte, dass 2014 in Deutschland das durchschnittliche Eintrittsalter für Altersrenten bei 64,9 Jahren gelegen habe, schließe man dagegen die Frührenten für arbeitsunfähige Personen ein, dann ergebe sich ein Schnitt von 62,6 Jahren für Arbeiter und Angestellte im Jahr.

Für Griechenland sind aus Sicht des Rentenexperten Platon Tinios die Durchschnittswerte ohnehin wenig aussagekräftig. Einerseits müssten Bauern tatsächlich bis zum Alter von 65 Jahren warten, Rechtsanwälte arbeiteten bis über die Schwelle von 70, und damit könne der frühe Renteneintritt anderer Berufsgruppen verschleiert werden.

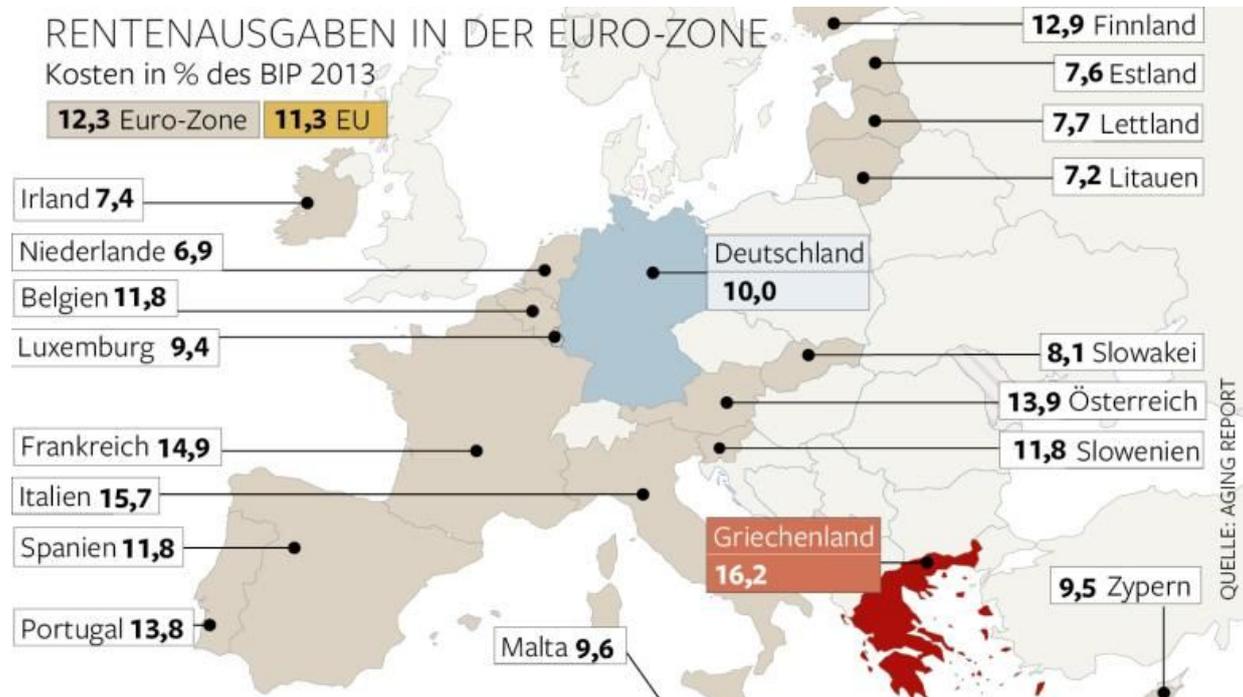
Quelle: F.A.Z.

122,78

Das ist die rote Linie im Streit mit Griechenland

Kein Staat in Europa zahlt so hohe Renten wie Griechenland, gemessen an der Wirtschaftsleistung. Die Gläubiger wollen das ändern, doch Athen wehrt sich vehement. Wie kann das Dilemma gelöst werden?

Von [Olaf Gersemann](#), [Martin Greive](#)



Griechenland gibt innerhalb der Euro-Zone am meisten für Renten ausFoto: Infografik Die Welt

Über fast alles kann man ja reden im großen griechischen Schuldendrama. Wie hoch die Überschüsse im griechischen Staatshaushalt sein sollen zum Beispiel. Oder wie die vielen Jugendlichen ohne Job wieder in Arbeit gebracht werden können. Oder wie die wichtige Mehrwertsteuer reformiert werden kann. Über eines aber will keine Seite mit sich reden lassen, weder die griechische Regierung noch ihre Gläubiger: die Renten. Die seien, so drückt es Silvia Merler von der Brüsseler Denkfabrik Bruegel aus, "für beide Seiten eine rote Linie".

Für die [Griechen ist das bestehende Rentensystem](#) ein integraler Bestandteil ihres löchriger geworden sozialen Netzes. "Natürlich ist dieses Rentensystem nicht nachhaltig", hat Finanzminister Janis Varoufakis eben erst bei seinem Berlinbesuch zugegeben. Reformen könnten aber nur "rational und graduell" stattfinden, man müsse wie ein Chirurg vorgehen und nicht wie ein Schlachter. Varoufakis' Chef, Premier Alexis Tsipras, will dem Anschein nach noch nicht einmal das: "Griechenland kann sich auf weitere Rentenkürzungen nicht einlassen", sagte Tsipras Anfang Juni. Die Gläubiger – also Internationaler Währungsfonds (IWF), Europäische Zentralbank (EZB) und die Euro-Partner – haben einen völlig anderen Blick auf die Dinge. **Für sie steht fest: Ohne deutliche Ausgabenkürzungen im Rentenbereich werden sich die Staatsfinanzen demnach nie und nimmer sanieren lassen.**

Renten in Griechenland sind ein dicker Brocken

Das Problem ist nur: Für beide Positionen gibt es gute Argumente. Beide Positionen sind aber beim besten Willen nicht vereinbar. **Griechenlands Bevölkerung ist eine der ältesten weltweit, nur in Japan, Italien und Deutschland ist der Anteil der Senioren noch höher. Deshalb ist nur natürlich, dass die öffentliche Hand in Griechenland unter Rentenausgaben ächzt.**

Tatsächlich aber gehen die Belastungen für den Fiskus weit über das Erwartbare hinaus. **So gab der deutsche Staat 2013 genau 10 Prozent der Wirtschaftsleistung für Altersbezüge aus. In dem demografisch eher etwas besser dastehenden Griechenland lag der Anteil um mehr als die Hälfte höher, nämlich bei 16,2 Prozent.** "Die Renten in Griechenland sind ein dicker Brocken, über den geredet werden muss", sagt denn auch ein ranghoher Vertreter der Gläubigerseite.

Alexis Tsipras argumentiert, schon heute bekämen 45 Prozent der Senioren eine Rente, die unter der Armutsschwelle liegt. Außerdem stopfen die Renten Lücken an anderer Stelle. **Nur: Malta, Portugal und Slowenien haben ein Pro-Kopf-Einkommen, das nicht wesentlich höher ist als das griechische; in anderen Euro-Ländern, in Estland, Lettland und der Slowakei nämlich liegt es sogar unter dem griechischen Niveau.**

Zugleich stehen alle diese Länder ebenfalls vor demografischen Herausforderungen. Sie kommen aber mit wesentlich geringeren Rentenausgaben aus, in Estland und Lettland etwa liegen sie unter acht Prozent – und damit weniger als halb so hoch wie in Griechenland. **Warum, können sich Esten und Letten zu Recht fragen, leisten wir uns nur ein schlankes Rentensystem – während den Griechen indirekt erlaubt wird, mit Milliardenhilfen der EU-Partner ein ungleich besser ausgestattetes aufrechtzuerhalten?**

Renten in Griechenland weitgehend unabhängig von Beiträgen

Auch für Italiens Premierminister Matteo Renzi etwa ist es "undenkbar", dass seine Landsleute den Griechen weiter helfen werden, ein Rentensystem zu unterhalten, das großzügiger ist als das eigene. Auch Unmut in Deutschland wäre verständlich.

Der IWF hat gerade erst wieder darauf verwiesen, dass die durchschnittliche Rente nur geringfügig niedriger ist als in Deutschland – obwohl die Griechen im Schnitt sechs Jahre früher in Rente gehen und das Pro-Kopf-Einkommen weniger als halb so hoch ist wie in Deutschland. Höhere Renten sind zwar in den fünf Jahren seit Beginn des Schuldendramas gekürzt worden, das Renteneintrittsalter ist erhöht worden.

Aber noch immer braucht die Rentenversicherung hohe Subventionen, um ihren Verpflichtungen nachzukommen. **Außerdem beklagt der IWF, dass die Rentenhöhe weitgehend unabhängig ist von den Beitragszahlungen – was dazu führt, dass der einzelne Bürger kaum Anreiz hat, Beiträge zu leisten.** Schon die vorige Regierung hatte noch vor Jahresfrist versprochen, sich um diese Probleme zu kümmern. Passiert ist dann nichts – unter Antonis Samaras nicht und seit Amtsantritt von Alexis Tsipras im Januar erst recht nicht.

Der IWF argumentiert seit Längerem, dass man um Einsparungen bei der Rente nicht herumkommen wird, wenn Griechenlands Staatsfinanzen saniert werden sollen. Der Grund ist simpel: Bei den Ausgaben, über welche die griechische Regierung frei entscheiden kann, wie etwa Investitionen, ist bereits die Axt angelegt worden. "Sie haben immer versucht, Gehälter und Pensionen zu schonen", sagt ein Vertreter der Gläubigerseite. "Das kann man eine Zeit lang machen, in anderen Ländern passiert das in Krisenzeiten auch – aber in Griechenland war das extrem."

Öffentlichen Sektor reformieren oder die Renten kürzen

Nun bleiben nur zwei Optionen, schrieben die IWF-Experten vergangenes Jahr in einem Zwischenbericht über Griechenland: Entweder der "immer noch ungewöhnlich ineffiziente öffentliche Sektor" werde endlich grundlegend modernisiert – eine Herkulesaufgabe, wie die Griechenland-Retter nach fünf Jahren Erfahrungen wissen. Oder Kürzungen bei Renten und anderen Sozialleistungen seien unvermeidbar, so der IWF.

IWF-Sprecher Gerry Rice legte vergangene Woche noch nach. **Lässt man Zinsausgaben außen vor, verwendet der griechische Staat nicht weniger als 80 Prozent seiner Ausgaben für Löhne – und eben Renten.** "Es ist deshalb für Griechenland nicht möglich, seine mittelfristigen fiskalischen Ziele ohne Reformen zu erreichen, vor allem bei den Renten."

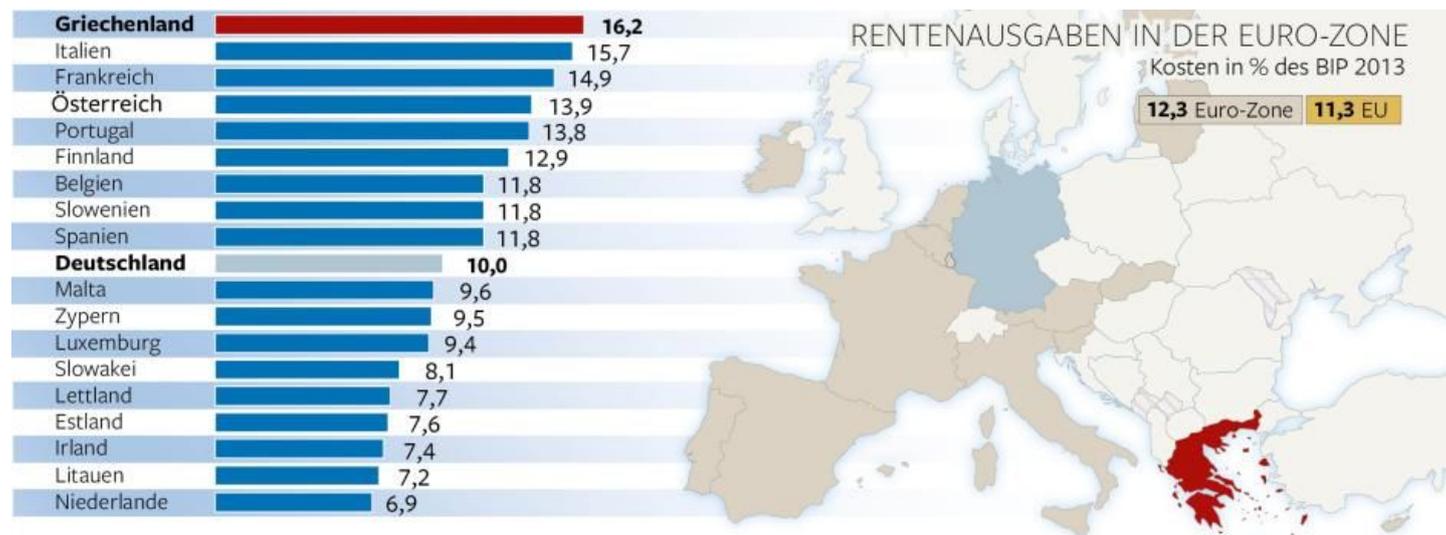
In der Anfang Juni gemeinsam von den drei Institutionen vorgelegten Reformliste sind denn vorgesehen, dass "bis 2016/17" Einsparungen von "ungefähr ein Prozent jährlich" erzielt werden. Das ist leichter gesagt als getan. So sieht die Reformliste als konkrete Maßnahme vor, die Bedingungen für Frühverrentungen "erheblich zu verschärfen". **Frühverrentungen waren aber die bevorzugte Methode der griechischen Regierungen, den Stellenabbau im öffentlichen Sektor voranzutreiben.** Strengere Regeln sind natürlich möglich – werden aber absehbar auf harten Widerstand in der Beamtenschaft stoßen.

Tsipras will an der Grundsicherung EKAS festhalten

Eine andere konkrete Maßnahme betrifft EKAS, eine "Solidaritätszulage" für Rentner. Sie wird unabhängig von den Beitragsleistungen gezahlt und ist daher eine Art Grundsicherung – auf niedrigem Niveau. Griechenlands Gläubiger wollen sie schrittweise abschaffen. Dies aus dem einfachen Grund, dass das in dem Reformprogramm, auf das sich Tsipras-Vorgänger Samaras mit den Gläubigern verständigt hatte, ohnehin schon vorgesehen war.

Tsipras und die Seinen wollen dagegen an EKAS festhalten. "Das können sie auch gerne", sagt ein Unterhändler. "Dann müssen sie uns aber sagen, wo sie sonst kürzen wollen." Nur lässt sich an anderer Stelle schwerlich so viel reinholen wie bei den Renten. So sollen angeblich die Militärausgaben um 400 Millionen Euro reduziert werden und im Gegenzug Kürzungen bei kleinen Renten aufgeschoben werden. Einen entsprechenden Vorschlag habe Kommissionspräsident Jean-Claude Juncker dem griechischen Premier unterbreitet, berichtet die "Frankfurter Allgemeine Sonntagszeitung".

Aber: Selbst wenn sich das griechische Militär so sehr bescheiden ließe – reichen würde das bei Weitem nicht. Denn die verlangten Einsparungen von einem Prozent entsprechen annähernd zwei Milliarden Euro – also das Vier- bis Fünffache der diskutierten 400 Millionen.



Europa, reformier dich endlich

Die Logik in der EU ist simpel: Reformiert wird nur, wenn es wirklich brennt. Aber selbst ein möglicher Grexit scheint als Drohung mittlerweile nicht auszureichen. VON [MARLIES UKEN](#)

17. Juni 2015 07:29 Uhr [39 Kommentare](#)

© ZEIT ONLINE

Ein bisschen ist es mit der Reform der Eurozone wie mit dem Müll unter der Spüle. Der Eimer füllt sich langsam und beginnt leicht zu stinken. Aber keiner hat Lust, den Müll zu entsorgen. "Morgen mach ich's ganz bestimmt", heißt die Ausrede. So lange, bis es wirklich nicht mehr geht, die Mülltonne lebendig wird und süßlich-eklige Duftschwaden durch die Küche ziehen. Dann wird eilig der Sack entsorgt. Und das Müllsammeln beginnt von vorne.

In der Eurozone ist die Situation ähnlich. Die Probleme liegen auf der Hand, schließlich offenbart die Griechenland-Krise schonungslos, woran es hapert: Eine gemeinsame Währung ohne eine gemeinsame Wirtschafts- und Finanzpolitik ist kaum möglich. Die einzelnen Eurostaaten können nicht mehr ihre Währung abwerten, um so wettbewerbsfähig zu bleiben. Es fehlt an Koordination, an Absprachen. Aber niemand hat Lust, die Probleme zu lösen, heißt: den Müll runterzubringen.

Die Logik dahinter ist simpel: Erst wenn es richtig stinkt, entwickelt sich Europa weiter. Im Normalfall passiert nur das Allernotwendigste und das meist auf den letzten Drücker – ein bisschen Platz ist ja noch im Mülleimer. Bestes Beispiel ist dafür die Bankenunion mit gemeinsamer Aufsicht über die größten Finanzinstitute in der Eurozone, unter dem Dach der Europäischen Zentralbank. Ihre Gründung war nur möglich im Superkrisenjahr 2012, als Konsequenz gleich mehrerer Finanz- und Wirtschaftskrisen in Euroland. Auch die – zumindest etwas – strengeren Mechanismen, um die Haushalte der Eurostaaten besser zu überwachen (Two-Pack/Six-Pack-Verfahren), wurden zu Hochzeiten der Griechenland-Krise 2011 beschlossen. Dabei braucht es mehr dieser Integrations sprünge, damit der Euro gefestigt wird.

Am Donnerstag kommen die Euro-Finanzminister in Luxemburg zusammen. Ein sehr wichtiger Gipfel, könnte sich doch dort entscheiden, ob Griechenland in der Währungsunion bleibt. Aber vielleicht noch wichtiger ist das Treffen in der Woche darauf: Am 25./26. Juni ist ein EU-Gipfel geplant (allerdings kann gerade wohl niemand sagen, wie der EU-Terminkalender kommende Woche aussehen wird). Es soll, wieder einmal, ein Reformgipfel werden: Die fünf Vertreter der wichtigsten europäischen Institutionen (EU-Kommission, Europäischer Rat, Eurozone, Europäische Zentralbank und Europaparlament) präsentieren ihre Ideen zur Zukunft der Eurozone.

Der Zeitpunkt für diesen Präsidentengipfel könnte nicht besser sein. Griechenland führt uns jeden Tag vor, was alles in der Eurozone nicht funktioniert. Damit eine gemeinsame Währung nicht nur ein Verhängnis, sondern auch eine Chance ist, müssen sich die Volkswirtschaften in der Eurozone besser abstimmen. Ideen gibt es zuhauf. Erst Anfang des Monats haben Vizekanzler Sigmar Gabriel (SPD) und sein französischer Amts- und Parteikollege Emmanuel Macron [ein Diskussionspapier](#) vorgelegt.

Ihr Vorschlag: Die Eurozone muss zur Sozialunion werden. Sie braucht ein eigenes Budget, am besten sogar eine Euro-Kammer im EU-Parlament und einen Eurozonen-Kommissar. Ähnliche Ideen schwirren schon länger in Brüssel herum. Guntram Wolff vom [Thinktank Bruegel in Brüssel](#) bringt Wettbewerbsräte ins Spiel, welche die nationalen Lohnstückkosten im Blick haben und im Ernstfall sogar Einfluss auf das Lohnniveau nehmen könnten. Auch Nachbesserungen bei der Bankenrekaptalisierung müsse es geben.

Doch schon jetzt ist offensichtlich: Die Lust der Staats- und Regierungschefs auf echte Fortschritte ist gering. Europa ist einmal mehr reformmüde. Kanzlerin Merkel und ihr französischer Amtskollege François Hollande arbeiten zwar hinter den Kulissen an einer gemeinsamen Position. Die aber [klingt wenig ambitioniert](#). Man will keine großen Reformen, die langwierige Vertragsänderungen nach sich ziehen könnten. Erst recht nicht soll vor den nächsten Wahlen in Deutschland und Frankreich 2017 und vor dem Referendum in Großbritannien eine große Baustelle aufgemacht werden. Lieber lässt man den Müll weiter stinken. Das aber geht nur so lange gut, bis sich die Nachbarn beschweren.

NATO Solidarity in the Age of Putin

How grave—or militarily conventional—must a threat be to trigger the clause of collective self-defense?

By STEN TOLGFORS

June 16, 2015 2:33 p.m. ET

Earlier this month, the Organization for Security and Cooperation in Europe reported that rebels, well-known to be Russia-backed, moved heavy weaponry, including tanks and other military vehicles, into the western Ukrainian town of Maryinka ahead of a major assault. The European Union later called the ensuing deadly attack the most serious violation of the Minsk cease-fire since it was signed in February.

As Vladimir Putin's bold and bald aggression continues unabated even in the face of a signed cease-fire, it can't be ruled out that the Russian president at some point will decide to test the resolve of the North Atlantic Treaty Organization by weakening the internal stability of a NATO member or making a similar incursion on the eastern edges of an ally country. Just last week, the Pentagon announced that it will start storing tanks and other heavy weapons and vehicles in several Baltic and Eastern European countries as a way of placating fears in the region.

It's clear that borders mean little to Mr. Putin. In early September, for instance, Russian agents sneaked into Estonian territory to kidnap an Estonian counterintelligence officer and bring him back to Moscow, where he remains in detention on charges of espionage. This lack of respect for the border and wish to demonstrate that NATO was not fully protecting it was only heightened by the fact that only two days earlier, President Barack Obama was in Estonia reaffirming NATO's commitment to the country.

At the heart of this commitment is Article 5 of the North Atlantic Treaty, which states that "an armed attack against one or more [members] in Europe or North America shall be considered an attack against them all." Questions, however, have been raised as to what constitutes an "armed attack." How grave -- or perhaps how militarily conventional -- must a threat be to trigger the clause of collective self-defense?

This is particularly relevant in dealing with Russia. Mr. Putin has lately been engaging in a hybrid type of warfare that exploits the thinking that a war is not a war until it involves heavy fighting between conventional units. By undershooting the traditional threshold of Article 5, Mr. Putin seems to believe that he can stymie the countermeasures of a target's friends and allies.

We've seen these Russian tactics already in Crimea and now in eastern Ukraine: support and instigate internal unrest and ethnic difficulties; distort our perception of what is happening on the ground; destabilize political systems and their main actors; use "little green men" and masked and unmarked special forces to avoid direct culpability; support the claims of local resistance and armament of rebellion forces. All of these, while denying any involvement, are examples of measures chosen with the intention of stalling and avoiding the reactions of the outside world. NATO should expect to see these tactics again.

Another way Russia tries to stifle any potential Article 5 reaction is to ratchet up the perceived price of a Western response. It's no coincidence that Russian officials repeatedly refer to Russia's nuclear capability. The underlying message is that if NATO acts to defend an Eastern European nation, it must be prepared for nuclear escalation. It's designed to plant doubt and sow divisions within NATO, to make it hesitate. Are NATO and its member states prepared to lose a city or thousands of deployed soldiers to defend an ally?

When it comes to the Baltic states, Mr. Putin would no doubt want to limit the geographical scope of Article 5 and to confine its application to conventional military conflicts.

NATO, instead, should state clearly that any and every attack on a member's stability, integrity and security -- be it by conventional or hybrid means -- would be considered an attack on the common interest, and result in an appropriate common reaction.

Equally important, it should maintain an allied presence on the ground -- meaning actual troops and a depot of necessary materiel -- as well as the current air operations in the Baltic states.

The bottom line: Article 5 must stand.

Russia is trying to intimidate countries in Europe by frequent, large-scale military exercises, violation of national air space and borders, and generally by acting recklessly. One motive is surely to affect the security policy of the countries concerned. Another Russian goal is to limit U.S. influence in general and NATO enlargement specifically.

It is, in my view, crucial that NATO remains open for enlargement and equally important that some partner countries -- such as my home country of Sweden -- apply for membership in the organization. Russia's push to divide the transatlantic community should have the opposite result: a more-united stand.

Mr. Tolgfors was Sweden's minister of defense from 2007 to 2012.

Die Schere geht nicht weiter auf

Die Reichen werden immer reicher, die Armen immer ärmer? So ist es in Deutschland nicht. Neue Zahlen zeigen: Auch für Leute mit kleinem Einkommen bessert sich das Leben.

17.06.2015, von **PATRICK BERNAU**



© DPA Bis zum Porsche reicht's noch nicht für jeden.

Die Armut in Deutschland wächst nicht, und die Schere der Einkommen geht nicht weiter auf. Neue Zahlen des Deutschen Instituts für Wirtschaftsforschung belegen, dass sich die Unterschiede zwischen armen und reichen Familien im Jahr 2012 nicht weiter erhöht haben.

In den vergangenen Monaten hatte [eine Studie des Paritätischen Wohlfahrtsverbands](#) heftige Debatten ausgelöst. Demnach sei die Armut auf Rekordhöhe. Dabei hatte der Wohlfahrtsverband die Armutsschwelle nicht auf einen bestimmten Betrag angesetzt, sondern ließ sie mit dem Einkommen eines typischen Deutschen (dem „Medianeinkommen“) wachsen. Das führte zu heftiger Kritik.

Das Deutsche Institut für Wirtschaftsforschung hat die Unterschiede zwischen Arm und Reich [nun auf mehreren Wegen gemessen](#). Alle Zahlen stammen aus dem so genannten „Sozioökonomischen Panel“, einer Umfrage, in der jährlich rund 30.000 Deutsche nach ihrem Leben befragt werden.

Könnt ihr euch neue Möbel leisten?

In der ersten Rechnung werden die verfügbaren Einkommen der Haushalte im so genannten „Gini-Koeffizienten“ zusammengefasst. Der steht bei 0, wenn alle das gleiche Einkommen haben, und bei 1, wenn einer alles hat. Dabei wird auch berücksichtigt, dass ein gewisser Lebensstandard für Familien mit vielen Kindern mehr Geld kostet als für Single-Haushalte. Laut DIW ist dieser Gini-Koeffizient im Jahr 2012 bei rund 0,29 stagniert.

In einem zweiten Ansatz fragten die Forscher, was sich die Deutschen leisten können: zum Beispiel, ob sie auch mal Freunde zum Essen einladen können, ob sie sich neue Möbel leisten können oder ob sie einen Farbfernseher haben. Wer mehrere dieser Fragen verneint, gilt als arm. In dieser Rechnung sinke die Zahl der Armen seit einigen Jahren, schreibt das DIW.

Deutschland geht es besser als dem Rest

Damit bleibt ein Trend intakt, der Deutschland schon seit einigen Jahren vom Rest der Welt unterscheidet: Während in vielen Ländern die Einkommen tatsächlich ungleicher werden, ist dieser Trend in Deutschland ungefähr seit dem Jahr 2006 beendet. Nach wie vor sind die Einkommen deutlich ungleicher als zur Jahrtausendwende, doch die Schere geht nicht weiter auf.

Dafür gibt es zwei Gründe, wie Ökonomen der gewerkschaftsnahen Hans-Böckler-Stiftung [schon vor einigen Monaten festgestellt haben](#). Als in der Finanzkrise Aktien- und Anleihenkurse sanken, haben viele reiche Haushalte Geld verloren. Das galt fast überall in der industrialisierten Welt. In Deutschland aber hat sich gleichzeitig die Lage der Armen verbessert, weil sie nach den Arbeitsmarktreformen von „Agenda 2010“ und „Hartz IV“ leichter Arbeit gefunden haben.

Ob das auf Dauer so bleibt, ist unsicher. Sobald die Ökonomen die Auswirkungen der Kursanstiege der vergangenen Jahre berücksichtigen können, könnte die Ungleichheit wieder steigen – vielleicht aber leiden die Reichen auch unter den niedrigen Zinsen. In den Daten des DIW finden sich Anzeichen dafür, dass die Ungleichheit wieder wachsen könnte. Signifikant sind die aber noch nicht.

So bekämpft man Armut

Immer wieder heißt es, die Schere zwischen Arm und Reich gehe in Deutschland weiter auf. Aber das stimmt nicht. Der Trend ist hierzulande schon seit Jahren gestoppt. Aus gutem Grund.

17.06.2015, von PATRICK BERNAU

Es gibt Sätze, die werden auch nach der zwanzigsten Wiederholung nicht wahrer: zum Beispiel der, dass Arm und Reich in Deutschland immer weiter auseinanderdriften. Dieser Trend ist in Deutschland schon seit Jahren gestoppt. Wer das nicht glaubt, sollte sich die [jüngsten Zahlen des Deutschen Instituts für Wirtschaftsforschung](#) anschauen.

Es rückt der Armut mit immer neuen Rechnungen zu Leibe und stellt trotzdem nicht fest, dass es in Deutschland immer schlimmer würde. Diese gute Zeit hat ungefähr im Jahr 2006 begonnen – bald nach den Arbeitsmarktreformen von Gerhard Schröder.

So beweist die Wirklichkeit, dass auch ein anderer Satz unwahr ist: **Wer Armut bekämpfen will, muss Sozialleistungen erhöhen? Nein. Wer Armut bekämpfen will, muss Arbeit schaffen.**

Das ist nicht leicht. Vielen Kindern fehlt es heute an Bildung und an Chancen auf einen guten Arbeitsplatz. Aber da kommt noch ein unwahrer Satz ins Spiel: **Die Chancen eines Kindes hängen vom Reichtum der Eltern ab? Nein. Dutzende Untersuchungen haben gezeigt: Es geht nicht um den Geldbeutel, sondern um die Erziehung. Und die kann auch in armen Familien gut sein.**

The eurozone's 'ambiguous' architecture

Nobel Prize-winning economist Thomas Sargent discusses the euro, Greece and 'rational expectations'

By Yannis Palaiologos ekathimerini.com, Friday May 29, 2015 (14:24)



Thomas Sargent, seen in a file photo.

of financial crises, in the explanation of how deposit insurance works. It is basically a theory about how the beliefs of economic agents adjust to the system – it assumes they understand it – and it has proven to be a very powerful method to understand reality.”

How does he respond to criticism that rational expectations presuppose too much rationality and overly sophisticated forecasting abilities in the economic behavior of ordinary people? “We do use some math. So does physics. It doesn’t mean that the molecules understand that math.” He mentions, however that, along with some colleagues, he is currently developing a new model – again using advanced mathematics – which attempts to incorporate the spirit of the criticisms relating to the inability to predict the future.

Speaking of predictions, we ask him how satisfied he is with the sense of urgency with which economists warned of the 2007-8 crisis.

“The charge that we failed to predict the crisis is based on ignorance,” he says bluntly. “There were many analyses in the literature of the condition that would lead to an outbreak of a financial crisis. And after 2008, there was a lot more work in that direction.”

In the years of euphoria, however, were these models that warned of what was coming reaching top policymakers? In his response, he refers to “Fragile by Design,” the “very fine” book by Charles Calomiris and Stephen Haber: “They explain that there were interests that were benefitting from some of these practices that exposed society to dangers.”

A core theme of the book, the New York University professor tells Kathimerini, is “the idea that the combination of deposit insurance and government bailouts have given incentives to banks to become as big and as risky as possible. This is because the money they are risking, ultimately, belongs to the taxpayers.” As he points out, unfortunately “not enough has been done to change the institutional framework” that created these warped incentives.

One subject that fascinates Sargent is the search for the right model for spotting bubbles in the economy. He refers to the theory of Jose Scheinkman of Princeton University, according to which extensive short-selling can lead to a market correction before a bubble gets out of hand. In this way, he says, the “pessimists check the optimists.”

Unemployment

Among the many issues that the 71-year-old economist has grappled with is the comparison of unemployment rates in the United States and Europe. Unemployment in Europe was consistently lower than in the US until about 1970 and has been consistently higher since 1980. Sargent, along with Lars Ljungqvist, is one of the primary exponents of the theory that attributes the divergence since 1980 to the more generous safety net that exists in Europe, which dampens the incentive to look for a new job. Yet as he tells Kathimerini, Paul Krugman had observed that the welfare state was stronger in Europe even before 1970 – so that cannot be the explanation.

Sargent’s answer is based on a factor he calls “turbulence,” which is tied with the spread of globalization. As he explains, since 1980, as the outsourcing of manufacturing to developing economies gathered pace, the cost of losing a job increased significantly in the West. “The result was that in Europe, where unemployment benefits are long-term and generally high, many workers – especially those close to retirement age – chose to move permanently from the world of work to the structures of the welfare state. This is something [former German Chancellor] Gerhard Schroeder understood. His reforms were geared toward tackling this problem.”

“That’s not something you’re supposed to say in public, right?” In his humble way, Thomas Sargent, Nobel Prize winner in Economics, tries to avoid the question posed to him by Kathimerini regarding his surprise that the Greek bank run has not gone further. “My guess is that people still think that Europe will continue to lend its support.”

As he explains, the institutional architecture of the eurozone was characterized from the start by a “high degree of ambiguity,” so much so that it is unclear if it is a currency union where each member is exclusively responsible for its debts or whether there is some degree of debt mutualization.

“The bond markets until 2009 thought that the second version was the case. Since then, they have been going back and forth between the two versions,” says Sargent, adding that things are further complicated by high-stakes bluffs, like Mario Draghi’s claim in 2012 that we would do “whatever it takes” to save the euro.

Everything, in other words, boils down to expectations – a subject into which Sargent has delved perhaps deeper than anyone else.

This is the man who built the empirical groundwork for the spread of the rational expectations revolution. He did this in the 1970s, when stagflation was undermining the reputation for practical effectiveness that Keynesian economics had previously enjoyed. In those years, Sargent was among the key economists chipping away at the theoretical foundations of Keynesianism, by promoting the controversial policy ineffectiveness theorem: the idea that the rational expectations of economic agents about the consequences of economic policy neutralize the government’s ability to manage the level of economic activity.

Test of time

Today, 40 years and many trials and tribulations later, how well does the rational expectations theory stand up?

“It has stood up extremely well,” he replies. “It is used throughout finance, throughout policy analysis, in models that explain bubbles and the causality

Greece and the euro

My big fat Greek divorce

Greece and the euro zone are stuck in an abusive relationship

Jun 20th 2015 | [From the print edition](#)



IT IS never pleasant to watch a relationship founder. Greece's prime minister, Alexis Tsipras, has charged its creditors with trying to humiliate the country; he has accused the IMF of "criminal responsibility" for Greece's suffering. Prominent euro-zone politicians are saying openly that, without a deal to release rescue funds in the next few days, default and "Grexit" loom.

The urgency is because of a repayment of €1.5 billion (\$1.7 billion), which Greece seemingly cannot afford, to the IMF on June 30th and because Greece's European bail-out expires that day. Cue the last-ditch negotiations that have become a Euro-speciality: just after *The Economist* went to press, finance ministers were to assemble in Luxembourg; leaders may meet over the weekend; a European Union summit is scheduled at the end of next week. It may come down to a head-to-head between Mr Tsipras and Angela Merkel, Germany's chancellor. A deal is still possible, but the sides have come to loathe each other. If this were a marriage, the lawyers would be circling.

Divorce would be a disaster—for everyone. The trouble is that, unless Greece and the euro zone change the terms of their relationship, staying together would not be a great deal better.

Exit Greece, stage far-left

To see why, start with the results of a default and Grexit. After arguing on and off for five infuriating years, some have begun to welcome the prospect. They are making a mistake.

For Greece the gains from defaulting would be slight, and the costs potentially vast. True, the country could walk away from debts of €317 billion, or almost 180% of GDP. But that is worth less to Greeks than it sounds. Although the debt is huge, it is at bargain-basement interest rates and repayable over decades. Interest payments until the early 2020s are just 3% of GDP a year. Even for Greece, that is manageable. Nor would leaving the euro do much good. In theory, with a new drachma and its own central bank, Greece could devalue and gain competitiveness. But Greece's trade is modest. And it has already lowered nominal wages by 16% without a boom in exports.

By contrast, the cost of Grexit would be exorbitant: bust banks, slashed savings, broken contracts and shattered confidence (see [article](#)). Politics could be devastated. Syriza, Mr Tsipras's hard-left party, is anti-market and anti-enterprise. Neo-fascist Golden Dawn and the Communists, with a combined 12% of the vote, would thrive. Most of the parties in the middle, already discredited, would struggle. This week Mr Tsipras was due to play

footsie with Vladimir Putin in Russia. Ejected from the euro, and possibly the EU, a country with a history of coups would risk becoming violent and even more corrupt.

That is one reason for the euro zone to think twice before ditching Greece. A failing state on the Aegean would be the EU's problem regardless of whether its politicians accepted bribes in euros or drachmas—indeed, it would be a greater and less tractable problem than Greece is today. In addition, monetary union was supposed to be irrevocable. If, in fact, its members risk ejection, then contagion will be more likely to spread to other vulnerable economies, such as Portugal and Cyprus—if not in this crisis, then in the next.

Some people, including possibly Mr Tsipras, have concluded that the price of Grexit is so high that Greece can count on the euro zone giving ground at the last minute. But that is reckless. If the euro is to endure, its rules must be enforceable. So long as the monetary union is forged between sovereign states the principles of irrevocability and enforceability are contradictory. Yet you can be sure there is a limit to what the euro zone will tolerate—even if nobody knows where it lies.

Till debt do them part

The upshot is that Grexit is a process, not an event. Even if talks fail, even if Greece defaults, even if it introduces capital controls and the government starts to issue paper IOUs because no more euros are left—even then, a referendum or a new government could still offer Greece a way back.

But a deal is a process, too. Though it would doubtless be hailed as a triumph, it would mark only a step towards the eventual restructuring of Greek debt. Trust is so low and Greece's reluctance to honour its pledges so evident, that each slug of new rescue money will depend on Greece showing that it has kept its side of the bargain. Such conditionality is necessary and economically desirable (see [article](#)), but in today's poisoned environment comes at a high cost. Relations between the euro zone and Greece are defined in terms of the "concessions" each has screwed out of the other. The marriage may endure, but even more unhappily than before.

A change of mindset is needed. Both sides have bungled the Greek crisis. Especially at the outset, the creditors put too much weight on rapid fiscal adjustment, in a doomed attempt to limit the size of Greek debt. As well as needlessly impoverishing Greece (GDP has shrunk 21% since 2010), this was a distraction from the real task, which is to sort out the structural impediments to growth—rampant clientelism, hopeless public administration, comically bad regulations, a lethargic and unreliable justice system, nationalised assets and oligopolies, and inflexible markets for goods and services and labour.

But Mr Tsipras has made a bad situation worse. In 2014 the Greek economy grew. Now it is shrinking again, partly because Syriza has proved incompetent and even more clientelist than its predecessors. But also because posturing in negotiations has absorbed all Syriza's attention and set the country back years. The need for a crisis to bring the talks to a head and to wring concessions from the other side has wrecked market confidence. Capital has flooded out of the banking system. Investors have kept away. Every reform has become a bargaining chip that must not be traded away before a deal and will not be exceeded once a deal has been struck. The idea that reform is actually good for Greece has been lost.

Most Greeks want to stay in the euro. But their politicians still look to Berlin for salvation, rather than to reform at home. Greece must understand that, if this does not change, the creditors will lose patience. Avoiding divorce would be better for everyone. But this marriage is not worth saving at any price.

France's reforms

Almost out of time

The French government's economic reforms may be welcome, but they risk proving too little, too late

Jun 20th 2015 | PARIS | From the print edition



BACK in 2000, the French voted to shorten presidential terms from seven years to five. The aim was to make the presidential mandate coincide with that of parliament, in the hope of streamlining decision-making. One unforeseen effect was to compress the period during which worthwhile reforms can be carried out, before the next campaign season opens. President François Hollande, the Socialist incumbent, was elected just over three years ago. Yet there is now a sense that his time for doing anything useful is running out.

A drama in parliament this week hinted at the end of a cycle. On June 16th Manuel Valls, the prime minister, said he would force through a bill to liberalise services without a parliamentary vote. (Amazingly, French prime ministers can do this. Parliament can stop them only with a vote of no confidence, which would mean a fresh election.) Mr Valls has already used this power once, for the bill's first reading, and his government survived. Once again, opposition deputies have called a vote of no confidence, due after *The Economist* went to press, which Mr Valls was likely to win.

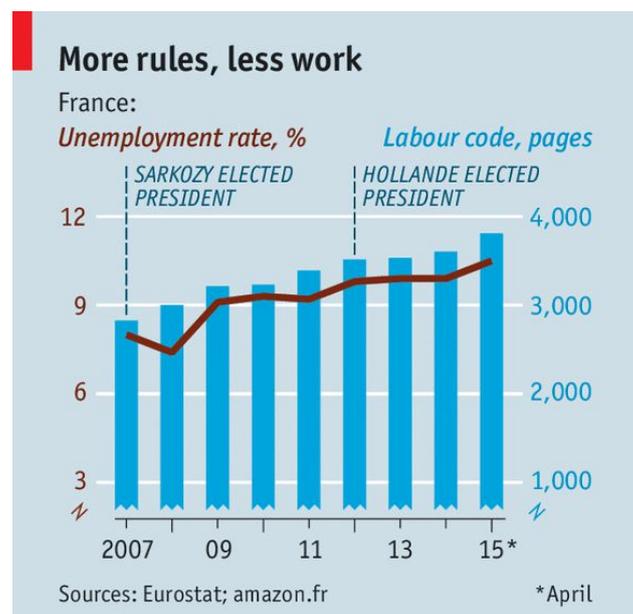
For Mr Valls and Emmanuel Macron, an investment-banker-turned-economy-minister who piloted the bill, the use of force for the second time represents both a failure to persuade fellow Socialists of the merits of deregulation and a determination to go ahead anyway. Their business-friendly law is far from the bold overhaul that some wanted. But it does ease open some protected professions, liberalise Sunday trading in tourist zones, allow coaches to compete with intercity trains, speed up labour-tribunal hearings, limit redundancy pay-outs and lower taxes on some employee shareholdings to encourage start-ups. All of which is supposed to help kick-start job creation and growth.

In some quarters on the left, even these changes have been denounced as a betrayal of Socialist values. "Has the left now got nothing else to suggest for the organisation of our lives than a Sunday walk in a shopping centre?" sniffed Martine Aubry, the left-wing mayor of Lille and one-time architect of the 35-hour working week. So it is a measure of Mr Valls's resolve, and of his desire to appear a steely reformer, that he is pressing ahead regardless. "We need to move fast," he insisted. The prime minister was doubtless also keen to put behind him the most foolish cock-up of his 15-month stint in office, when he used a government jet to fly him and two of his sons to watch Barcelona, his home town, play in a European football cup final in Berlin—and took days to admit his error and decide he would pay for his sons' plane ride.

Once the Macron bill is through, however, the risk is that all else will stall. For one thing, France has elections in December to its 13 new regions, cut from 22, at which the ruling Socialists face heavy defeats. The relentless local-election calendar—departmental elections were held in March—leaves precious little space for unpopular decision-making. For another, even once those elections are over, thoughts in the new year will turn to the 2017 presidential election. The unpopular Mr Hollande, whose poll rating of 19% is at a near-record low, has his work cut out. “The real question is whether we can do any more reforms in the next six months,” says one person close to government. “After that, things will come to a standstill.”

Already, Mr Hollande’s diary looks like a campaign trail, between photo opportunities with Fidel Castro in Cuba and selfies with local crowds in the countryside. Never one to prefer controversy to compromise, Mr Hollande hinted recently that he wants to move on from tetchy subjects. On a visit to Carcassonne in May, he sounded more like a candidate on the stump than a president in office. Recalling a 2012 speech at Le Bourget, in which he promised to squeeze the rich and the banks, he reminded voters that he had promised to “redistribute” after a phase of “reforms”. Such a moment, he seemed to imply, had now come. There is talk of a civil-service pay rise, and even the voter-friendly idea of a year without income tax if France moves to a deducted-at-source system in 2017.

A couple of other bills are in the pipeline, one on labour reform, the other on the digital market. The first, which includes extra measures Mr Valls announced a week ago, will let employers renew short-term contracts twice, not just once as now. The point is to encourage job creation by giving firms more flexibility, at a time when the economy has started to pick up but confidence remains fragile. Yet the rest of the labour-reform bill is extremely modest, and does little to prune France’s code of labour rules, which now runs to 3,809 pages, almost twice the length of the Bible.



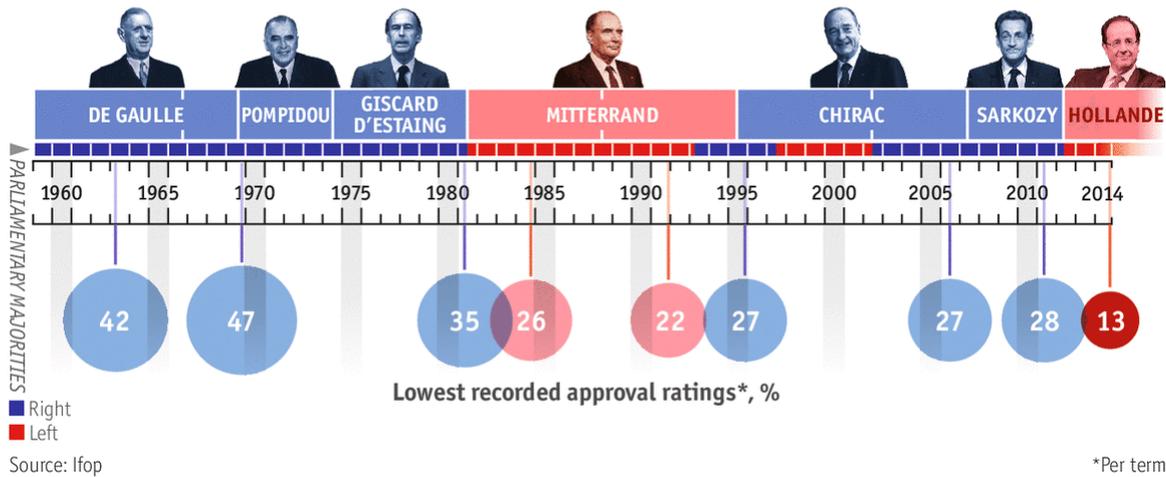
Economist.com

There are other reasons to expect an easing off. Lower oil prices and interest rates, along with a cheaper euro, have stirred the economy. After three years of near-zero growth, GDP should expand by 1.1% this year and 1.7% next. Mr Hollande once gave university lectures on economic cycles, and has an unbending faith in bad things getting better. So he may be tempted to sit back and let growth do the job for him, hoping that unemployment, which has risen to over 10% on his watch, will start to drop. The pressure on the public finances is also off. Bond yields remain low, and the European Commission has given up berating France for missing its deficit targets, after it did better than expected in 2014 and seems finally on track to cut the deficit below 3% of GDP in 2017.

The real worry over all this is not just the risk that Mr Hollande may give up on business-friendly reform, but that he started so late. Mr Valls has confessed that the government (before he led it, naturally) lost time and adopted bad policies, notably tax increases all round. The upshot is a narrowing space, in which an unloved president will be increasingly concerned about shoring up his base in the hope of re-election, rather than giving France the bigger shake-up it still so badly needs.

How to lose friends and alienate people

French presidents' popularity



From the print edition: Europe

Charlemagne

The new awkward squad

East Europeans get tough with Greece—and several others

Jun 20th 2015 | [From the print edition](#)



BACK in April Peter Kazimir, Slovakia's austere finance minister, faced down trade unions that wanted a "13th month" top-up pension payment. A few days later, in Riga for a meeting of euro-zone finance ministers, he was dismayed to find himself embroiled in an identical argument with Yanis Varoufakis, his disputatious Greek counterpart. Seeking relief from his country's onerous bail-out terms, Mr Varoufakis argued for the restoration of a 13th-month pension, scrapped during an earlier phase of the crisis. The memory of his spat with the unions still fresh, Mr Kazimir rounded on Mr Varoufakis, telling him that responsible finance ministers offer citizens benefits only when they can afford to. His Slovene counterpart chimed in, pointing out that his country had escaped a bail-out in 2013 only by taking the tough decisions Greece was now avoiding.

It is Greece's biggest creditors, notably Germany, that will determine whether it has a future in the euro, trading a pension cut here for a lower primary-surplus target there. But that frees smaller, poorer countries to act as vigilantes for rules they consider the Greeks to be flagrantly violating. Greece's recession has been brutal, thanks in part to the austerity imposed by its creditors. But its tales of hardship fall on deaf ears in countries like Slovakia, where GDP per head is 85% of Greece's and pensioners live on far less. For months central and east European euro-zone members have urged officials to start formal planning for a "Grexit". Last week at a meeting of senior officials in Bratislava, they succeeded.

These countries have memories of hardship at least the equal of Greece's, and not just from the Communist era. Latvia's GDP fell by 25% between 2008 and 2010, when the country opted for a brutal internal devaluation to restore competitiveness. Their public institutions are young and often weak, so politicians have an unusual reverence for fiscal rules. Among the sanctions of Slovakia's debt-brake law, the fiercest in the euro zone, is a freeze on ministerial salaries when public debt is above 53% of GDP, as it has been for two years (the aggregate euro-zone figure is 92%). Slovakia and Latvia enjoy reasonable growth and declining budget deficits, turning them into advocates of the notion of growth-friendly austerity, against which Mr Varoufakis has long

been railing. Ask Germans about their tough approach to Greece and you are often told that the real hardliners are farther east.

For Slovakia, this is a far cry from 2010-11. Back then its government first recused itself from a Greek rescue, leading other euro members to accuse it of showing insufficient solidarity towards a country in need, and then collapsed over its contribution to a bail-out fund. In part the change has come about simply because Greece's government has turned itself into a pariah. But it also reveals, 11 years after the European Union's "big bang" enlargement to the east, the increasing diplomatic confidence and competence of countries that, as a Slovakian minister puts it, are no longer simply "the object of EU policies".

It helps, of course, to be arguing alongside Germany. As Slovakia has progressed towards Europe's core it has hugged its largest trading partner, and Europe's paymaster, close. But in some areas the easterners are willing and able to take on Old Europe. They have won victories in areas like climate policy and the EU's "cohesion funds" (spending on poorer parts of Europe). And a club of easterners led by Poland will provide the stiffest opposition to one of the main goals of Britain's EU renegotiation: to reduce welfare benefits for low-paid migrants.

The EU's traumas over migration provide an even more striking example. In recent weeks Slovakia has helped lead an angry east European coalition of the unwilling in opposition to a European Commission plan to force every EU country to accept quotas of Syrian and Eritrean asylum-seekers. Discussions became "poisonous" at times, says an EU diplomat, but from the easterners' point of view they were highly effective. A meeting of interior ministers this week failed to back the plan, leaving the commission to lick its wounds.

Visegrad is not dead, it's resting

At the heart of east European diplomacy is the Visegrad group, comprising at its core the Czech Republic, Hungary, Poland and Slovakia (though others sometimes join in). The format dates from a meeting in a Hungarian castle in 1335; in its contemporary form it helped usher the four into NATO and the EU. It may be showing its age: differences last year over sanctions on Russia (the Poles were hawkish, the other three lukewarm) weakened the group. It is irrelevant to euro-zone discussions: none of the other three is about to join Slovakia inside the single currency. But rumours of Visegrad's demise, say officials, are greatly exaggerated.

That may be welcome. But the migration spat has revived old fears among other Europeans that some easterners are fair-weather friends, turning cold whenever faced with unwelcome demands. They couch their diplomacy in the language of European responsibility: the Slovaks claim to fear for Schengen, the EU's border-free regime, if asylum-seekers are sent to countries they immediately seek to leave. Poland, the giant of the region, seems torn. But the domestic debate in some countries, notably Hungary, has at times verged on the xenophobic. Nor do they have an alternative to offer. Michal Vasecka, a Slovakian sociologist, says the popularity the EU enjoys in his country would plummet were it landed with a few hundred refugees.

That may soon be tested, for the commission now hopes that countries will volunteer to accept something close to the original numbers. Moreover, a possible third bail-out for Greece looms, a big headache for a Slovakian government facing an election next March. For their influence to endure, the easterners need to find thoughtful ways to say yes as well as effective ways to say no.

Es ist die Einwanderung

Dass es in Dänemark eine neue Regierung geben wird, ist auf einen fast paneuropäisch zu nennenden Trend zurückzuführen: Das Erstarren von Rechtspopulisten. Sollte man sie einbinden oder ausgrenzen?

19.06.2015, von **KLAUS-DIETER FRANKENBERGER**



© REUTERS Dänemarks Ministerpräsidentin Helle Thorning-Schmidt wurde vom Wähler im Regen stehen gelassen und muss ihr Amt abgeben.

In Dänemark wird es zu einem Regierungswechsel kommen, aber nicht, weil der traditionelle Konkurrent der Sozialdemokraten glänzend abgeschnitten hätte, die Venstre, sondern weil die Volkspartei so gut abgeschnitten hat. Die Rechtspopulisten, die schon in der Vergangenheit die Ausländerpolitik des Landes stark beeinflussten, hatten im Wahlkampf den Ton gesetzt und die anderen Parteien vor sich hergetrieben.



Autor: Klaus-Dieter Frankenberger, Verantwortlicher Redakteur für Außenpolitik. Folgen:

Aber in puncto Zuzugsbegrenzung für Ausländer, vor allem für Muslime, waren sie nur eine blasse Kopie – viele Wähler entschieden sich für das markante, scharfe Original. Ministerpräsidentin Helle Thorning-Schmidt hatte noch gehofft, die vergleichsweise gute wirtschaftliche Entwicklung werde sie im Amt halten können, aber daraus wird nichts: Lars Lokke Rasmussen, Thorning-Schmidts Vorgänger, wird eine Mitte-rechts-Koalition bilden. Aus Südkandinavien weht künftig ein schärferer Wind. Der britischen Regierung, aber nicht nur der, dürfte er wiederum ganz angenehm sein.

In Dänemark setzt sich ein Trend fort, der fast paneuropäisch zu nennen ist. In Finnland hatten die eurokritischen „Finnen“ im April zwar nicht zugelegt, besetzen aber in der Regierung wichtige Ämter. Bei zwei Landtagswahlen in Österreich hat neulich die FPÖ erfolgreich abgeschnitten, so erfolgreich, dass im Burgenland sogar die SPÖ mit ihr koalieren wird. Und jetzt der Erfolg der Volkspartei in Dänemark. Was diese Parteien verbindet, ist ein Dreiklang aus antieuropäischer Rhetorik, Sozialstaatsfreundlichkeit und Widerstand gegen weitere Einwanderung. Oder anders ausgedrückt: Es sind die Furcht vor Heimatverlust und der Wunsch nach einem sozialstaatlich betreuten Leben, die viele Wähler zu den sogenannten Populisten treiben.

Wenn diese Parteien überdies Personen an die Spitze stellen, von denen so etwas wie Charisma ausgeht und die ohne braunes Dekor daherkommen, dann sind sie wettbewerbsfähig und mischen die Parteiensysteme auf. Im Regierungsalltag können sie ja zeigen, ob sie mehr anzubieten haben als eine Politik ängstlicher Ressentiments. Aber das Erstarren dieser Kräfte ist keine Episode, sondern von Dauer. Was bedeutet das für die alte Frage: einbinden oder ausgrenzen?

Der Countdown

Allein am Freitag haben die Griechen 1,2 Milliarden Euro von ihren Konten abgehoben. Was für ein Misstrauensvotum gegen die Mannschaft um Ministerpräsident Alexis Tsipras. Der Countdown für ein Ausscheiden der Griechen aus dem Euro hat nun tatsächlich begonnen. Ein Kommentar.

19.06.2015, von HEIKE GÖBEL

Nicht an der Urne, sondern an den Bankautomaten stimmen die Griechen in diesen Tagen über ihre Regierung ab. Jeder Euro, den sie von ihren Konten abziehen, um ihn vor einem möglichen Ausscheiden aus der Währungsunion in Sicherheit zu bringen, ist ein Misstrauensvotum gegen die Mannschaft um Ministerpräsident Alexis Tsipras. Um welche Summen es geht und damit um welche Risiken für die griechischen Banken? Die Europäische Zentralbank hielt sich am Freitag bedeckt. Sie hat den Griechen zwar die Erlaubnis für weitere Notfallkredite (Ela) gegeben, jedoch ohne den Umfang zu beziffern. Schon Montag will der EZB-Rat abermals über die Notfallhilfen entscheiden.



Autorin: Heike Göbel, Jahrgang 1959, verantwortliche Redakteurin für Wirtschaftspolitik, zuständig für „Die Ordnung der Wirtschaft“. Folgen:

Das zeigt: Auch hier ist das Vertrauen in das Bemühen Athens, in letzter Minute auf die Forderungen der Gläubiger einzugehen, dahin. Die EZB dosiert ihre Hilfen nur noch von Tag zu Tag. Das soll Druck aufbauen für eine politische Lösung und die finanziellen Risiken des immer wahrscheinlicheren Zahlungsausfalls vielleicht noch etwas begrenzen. Doch für eine politische Lösung, welche die Griechen in der Währungsunion hält, werden nicht nur Zeit und Geld knapp, weil die nächsten größeren Zahlungstermine kurz bevorstehen. Noch knapper ist mittlerweile das Vertrauen der mit der Rettung beschäftigten Institutionen und Europolitiker.

Es gibt keine Stimme von Rang mehr, die noch einen Pfifferling auf den Kooperationswillen und die Verlässlichkeit der griechischen Regierung gibt. Die Chefins des Internationalen Währungsfonds, Christine Lagarde, dürfte den meisten Partnern aus dem Herzen gesprochen haben, als sie nach den jüngsten Beratungen forderte, die griechischen Verhandler sollten sich wie erwachsene Menschen benehmen.



© AP  Hält dringend ein Dialog unter „Erwachsenen“ für notwendig: Christine Lagarde, hier im Gespräch mit Giannis Varoufakis

Dieses Element des Irrationalen und Unkalkulierbaren, das die links-rechts-extreme Regierung Tsipras ausstrahlt, dürfte verhindern, dass die Staats- und Regierungschefs auf dem nächsten Griechen-Krisen-Gipfel am Montag doch noch einen Kompromiss finden werden. Ihnen fehlt schlicht ein Gegenüber, dessen Wort zählt – insofern wird auch auf kurzfristig womöglich bekundeten „guten Willen“ aus Athen niemand mehr etwas geben.

Deswegen hat der Countdown für ein Ausscheiden der Griechen aus dem Euro nun tatsächlich begonnen. Der Europolitiker haben viel getan, um die Währungsunion für diesen Fall zu wappnen – und die Märkte darauf vorzubereiten. Der Grexit sollte beherrschbar sein. Im günstigsten Fall stärkt er den Euroraum und verschafft auch den Griechen einen neuen Ausgangspunkt in eine bessere Zukunft.

122,95

Im Ländervergleich

Wie Abiturprüflinge ungleich behandelt werden

Macht ein gemeinsamer Aufgabenpool das Abitur gerechter? Von wegen. Geheime Studien der Kultusministerien zeigen: Auf die Notengewichtung kommt es an. Und da gibt es eklatante Unterschiede unter den Ländern.

19.06.2015, von HEIKE SCHMOLL

Von Abiturnoten können Lebens- und Studienentscheidungen abhängen. Das erfahren Abiturienten schmerzlich, die seit Jahren auf einen Medizin-Studienplatz warten, weil ihnen drei Zehntel hinter dem Komma fehlen. Viele könnten die kalte Wut packen, wenn sie erfahren, dass ihr Notendurchschnitt in einem anderen Bundesland mit einem anderen Berechnungsmodell für die gymnasiale Oberstufe womöglich bis zu einer halben Note besser ausgefallen wäre.



Autorin: Heike Schmoll, Politische Korrespondentin in Berlin, zuständig für die „Bildungswelten“. Folgen:

Denn sie alle kennen die unterschiedlichen Bewertungs- und Berechnungsmodelle der Länder nicht, weil sie unter Verschluss gehalten werden. Und tatsächlich offenbaren die länderspezifischen Regelungen zur Oberstufe, die der Frankfurter Allgemeine Zeitung vorliegen, eine eklatante Ungleichbehandlung von Abiturprüflingen in den verschiedenen Bundesländern. Hat ein Schüler in Nordrhein-Westfalen 32 Mal die Note Eins, ansonsten aber nur Fünfen, kann er mit einem Schnitt von 1,0 abschneiden und Humanmedizin studieren. In Bayern brauchte er dafür schon 40 Mal die Note Eins.

Wer sich die Anteile der Bestnoten bei Abituren im Ländervergleich anschaut, muss sich wundern. Wie kann es denn sein, dass der Anteil der Abiture mit Durchschnitten zwischen 1,0 und 1,9 in Thüringen bei 37,8 Prozent liegt und in Niedersachsen bei nur 15,6 Prozent? Sind die Schüler dort etwa dümmer? Das dürfte kaum der Fall sein.

Gleiche Prüfungen führen in die Irre

Die Unterschiede bei den Einsabituren sind nur der sichtbarste Teil eines Problems, das einen föderalen Wildwuchs in der gymnasialen Oberstufe offenbart. Die Durchschnitte der Abiturnoten sind nämlich das Ergebnis unterschiedlicher Belegungs- und Berechnungsmodelle von Leistungs- und Grundkursen in der Oberstufe, die von Land zu Land variieren.

Wenn die Kultusminister angesichts dieses Zustands den sogenannten Aufgabenpool für die Abiturprüfung wie eine Monstranz für mehr Vergleichbarkeit vor sich hertragen, führen sie die Öffentlichkeit in die Irre. Bildungsforscher und Kultusminister wissen, warum sie einen echten Vergleich der Abiture, der einzubringenden Leistungen in der Oberstufe scheuen. Dann nämlich wäre nicht mehr zu übersehen, dass von Vergleichbarkeit keine Rede sein kann.

Denn der Aufgabenpool sichert keine echte Vergleichbarkeit. Zum einen bleibt es den Ländern selbst überlassen, ob sie überhaupt Prüfungsaufgaben aus dem Pool entnehmen, zum anderen sind damit noch lange nicht vergleichbare Bewertungen und Benotungen gesichert.

Bayern streng – Berlin großzügig

In einem Land werden die Abiturklausuren nur vom eigenen Lehrer korrigiert, im anderen werden sie darüber hinaus an einen externen Zweitkorrektor vergeben. Die beiden Korrektoren können zu ganz unterschiedlichen Ergebnissen gelangen. Hinzu kommt, dass die Prüfung selbst nur einen bestimmten Anteil an der Gesamtnote ausmacht.

Ein Land erlaubt es den Schülern, schwache Ergebnisse einzelner Kurse zu streichen, andere verbieten es ganz oder erlauben nur wenige Streichungen. Während Brandenburg, Sachsen, Bayern, Thüringen und Baden-Württemberg die Schüler zwingen, auch schwächere Noten in die Gesamtqualifikation einzubringen, agieren Berlin, Bremen, Hessen und Hamburg weit großzügiger.

In Sachsen-Anhalt können die Schüler zum Teil selbst entscheiden, nach welcher Methode ihr Abiturschnitt berechnet wird. Für einen schwachen Schüler kann das bedeuten, dass er in einem Land zur Prüfung zugelassen und Chancen auf einen guten Abiturdurchschnitt hat, in einem andern gar nicht erst die Abiturklausuren mitschreiben darf und die Schule vorzeitig verlassen muss.

Durch das Begriffsdickicht zum Abitur

Auch so erklären sich die unterschiedlichen Abiturquoten bei einem Altersjahrgang. Waren es in Sachsen-Anhalt im Jahr 2013 nur 29,9 Prozent, lagen sie in Thüringen bei 39,1 Prozent, in Baden-Württemberg bei 42,0 Prozent und in Brandenburg bei 46,8 Prozent. Bis zum Jahr 2007 haben die Länder die Abiturnote nach einem einheitlichen Modell berechnet, danach begann das Länderwirrwarr.

Änderungen in den Vorgaben der Oberstufenvereinbarung der Kultusministerkonferenz aus dem Jahr 2006 hatten zur Folge, dass eine unterschiedliche Zahl von Kursen anzurechnen war und die Berechnungsmodalitäten von Land zu Land anders waren.

Die Regelungen für das Kurssystem in der Oberstufe belegen das eindrücklich. Die früheren Grund- und Leistungskurse tragen in jedem Land einen anderen Namen. Die einen sprechen von Profulfächern, die anderen von Kursen auf erhöhtem Niveau, von Vertiefungsfächern, Intensivfächern, Kernfächern oder Seminar- und Wahlfächern – willkommen im föderalen Begriffsdickicht.

Wie viele Stunden für wie viele Fächer?

Doch nicht nur die Bezeichnungen unterscheiden sich, gravierender sind die unterschiedlichen Anzahlen für Leistungs- und Grundkurse und die unterschiedlichen Stundenzahlen. Während Baden-Württemberg fünf Kernfächer Deutsch, Mathematik, Fremdsprache und zwei weitere Fächer mit jeweils vier Stunden fordert, sind es in Bayern drei Kernfächer mit vier Stunden (Deutsch, Mathematik, erste Fremdsprache).

Berlin ist bei zwei Leistungskursen à fünf Wochenstunden geblieben, dasselbe gilt für Bremen, Hessen, Nordrhein-Westfalen, das Saarland und Sachsen. Rheinland-Pfalz hat drei Leistungskurse à fünf Stunden beibehalten, wobei einer vor der Prüfung zum Grundkurs herabgestuft wird.

Mecklenburg-Vorpommern fordert sechs Hauptfächer mit je vier Stunden für die Belegung, Niedersachsen verpflichtet die Schüler auf vier bis fünf Hauptfächer mit vier bis fünf Wochenstunden. Brandenburg und Thüringen sehen fünf Fächer auf erhöhtem Niveau mit je vier Stunden vor.

Schlechte Vorbereitung für Mathe-Asse

Der vermeintlich geringe Unterschied zwischen vier und fünf Wochenstunden bei einem Kurs ist keineswegs trivial. Schüler mit fünf Wochenstunden erhalten nicht nur ein Viertel mehr Unterricht. Da viele Länder in den zentralen Fächern Deutsch, Mathematik und Fremdsprache nur noch vierstündige Leistungskurse anbieten und die Schüler darauf verpflichten, entfällt die Unterscheidung zwischen Grund- und Leistungskurs.

Das Mathematik-Ass sitzt in solchen Kursen neben denjenigen, die nur aus Pflicht gekommen sind, nicht aus Neigung. Eine hohe Anzahl von Studienabbrechern in Mathematik und Naturwissenschaften sollte auf diesem Hintergrund niemanden mehr wundern: Während der vierstündige Leistungskurs die potentiellen Grundkurskandidaten überfordert, bereitet er künftige Interessenten für ein Mathematikstudium nur unzureichend vor.

Gewichtung – einfach und doppelt

In allen Ländern gehen die Ergebnisse von mindestens 32 Kursen aus den vier Schulhalbjahren in die Abiturnote ein, so lautet die Vorgabe. Die Abiturprüfung geht in allen Ländern zu einem Drittel in die Note ein. Doch wie viele Kurse verpflichtend eingebracht werden müssen, variiert erheblich.

Während es Berlin genügt, die Mindestanzahl von 32 Kursen einzubringen, verlangt Baden-Württemberg 40 Kurse. In Sachsen müssen die Schüler sogar 52 Kurse belegen und 52 Kurse werten lassen. Ob die Halbjahresergebnisse aus den Leistungskursen doppelt oder einfach gezählt werden, entscheiden wiederum die Länder.

Während über die Hälfte der Länder die Leistungskurse nach wie vor doppelt gewichten (dazu zählen etwa Berlin, Niedersachsen, Hessen und andere), gehen die Leistungskurspunkte in den anderen Ländern (wie Baden-Württemberg, Bayern und weiteren) nur noch einfach in die Abiturnote ein.

Aufgabenpool ist sinnlos

Für die Abiturschnitte haben die unterschiedlichen Berechnungsmodelle gravierende Folgen: Auf diese Weise können nämlich gleiche Halbjahres- und Prüfungszensuren zu völlig unterschiedlichen Notendurchschnitten führen. Von über 9500 grundständigen Studiengängen in Deutschland sind nur knapp über hundert zulassungsfrei.

Während sich die Öffentlichkeit noch immer über die unterschiedliche Dauer des Gymnasiums erregt und damit von den eigentlichen Ungerechtigkeiten abgelenkt ist, versuchen die Kultusminister den Eindruck einer Vergleichbarkeit zu erwecken, die angesichts der tatsächlichen Unterschiede nicht belegt werden kann. Ein Aufgabenpool wird so lange sinnlos sein, wie sich die Regelungen für die Oberstufe unterscheiden.

122,97

20. Juni 2015, 06:36 Uhr

Renten- und Familienpolitik

Junge Union fordert Sonderabgabe für Kinderlose



Bundesvorsitzender der Jungen Union, Paul Ziemiak. (Foto: dpa)

Die Junge Union fordert einen Kurswechsel in der Renten- und Familienpolitik.

Sie will eine Sonderabgabe für Kinderlose und ein 1000-Euro-Starterpaket für jedes Baby.

Außerdem verlangt die JU eine Koppelung des Renteneintrittsalters an die Lebenserwartung.

Von Robert Roßmann, Berlin

Die Sprache ist noch voller Pathos. "Aus heißer Liebe zum deutschen Volk" rufe die CDU alle "christlichen, demokratischen und sozialen Kräfte" zum Aufbau einer neuen Heimat auf. So steht es im Berliner Gründungsaufwurf der Christdemokraten. Er datiert vom 26. Juni 1945, die CDU feiert deshalb in der kommenden Woche Geburtstag.

Die Partei hat zu einem Festakt und einer ganzen "Woche der CDU" geladen. "70 Jahre gemeinsam für Deutschlands Zukunft" lautet das Motto. Doch genau diese Zukunft macht der Jungen Union (JU) große Sorgen. Die Jugendorganisation der CDU ist für manches bekannt, besondere Unbotmäßigkeit gegenüber der Parteispitze gehört sicher nicht dazu. Umso erstaunlicher ist der Forderungskatalog, den JU-Chef Paul Ziemiak jetzt präsentiert.

Die JU hat so viele Mitglieder wie Grüne und Linke zusammen

"Wir dürfen nicht nur Papiere produzieren, sondern müssen auch handeln", sagt Ziemiak der Süddeutschen Zeitung. **Das gelte "vor allem für den demografischen Wandel, wir sprechen viel darüber, aber wir tun zu wenig"**. Die Legislaturperiode sei erst zur Hälfte vorbei, da dürfe "man das Regieren nicht einstellen", fordert der JU-Chef. Die CDU sei schließlich "an der Regierung, um zu regieren".

Die JU hat 117 000 Mitglieder und ist damit so stark wie Grüne und Linke zusammen. Sie stellt fast 30 Bundestagsabgeordnete und Tausende Mandatsträger in den Kommunen. Ziemiak will diese Kraft jetzt nutzen.

Junge Union fordert sofortige Abschaffung der Rente mit 63

Der JU-Chef fordert eine grundlegende Änderung des Rentensystems. "Es muss eine Verknüpfung zwischen Renteneintrittsalter und Lebenserwartung geben", sagt Ziemiak. Wenn die Lebenserwartung steige, verlängere sich bisher auch die Bezugsdauer der Rente, ohne dass die Versicherten dafür höhere Beiträge eingezahlt hätten. Dies müsse die CDU ändern. Die Junge Union wolle, dass zwei Drittel der

zusätzlichen Lebenszeit angerechnet werden. "Wenn beispielsweise die durchschnittliche Lebenswartung der Jahrgänge von 1985 bis 1990 um drei Monate steigt, muss das Renteneintrittsalter für diese Jahrgänge um zwei Monate steigen", sagt Ziemiak.

"Wir empfehlen Griechenland und allen anderen EU-Staaten, das Renteneintrittsalter zu erhöhen, aber in Deutschland haben wir es gesenkt", klagt der JU-Chef. Das könne nicht sein. **Die Junge Union verurteile deshalb auch die Rente mit 63. Sie müsse sofort wieder abgeschafft werden.**

Familienplitting statt Ehegattensplitting

Die JU verlangt außerdem die Umwandlung des Ehegattensplittings in ein Familienplitting. "Wir wollen nicht nur eine Erhöhung der Freibeträge, sondern ein echtes Familienplitting", sagt Ziemiak. **Die steuerliche Entlastung durch das Splitting solle sich also - anders als bisher - mit der Zahl der Kinder erhöhen.** Außerdem fordert die Junge Union die Einführung eines "Starterpakets" für Eltern. **Sie sollen für jedes Kind, das geboren wird, 1000 Euro vom Staat als Erstausrüstung erhalten. "Wir wissen, dass das teuer wird", sagt Ziemiak. Aber es gehe "um das Wichtigste, nämlich, dass Kinder geboren werden - also um unsere Zukunft".**

Steuerentlastung Familien fördern, nicht die Ehe

Die Junge Union hat sich immer für einen schuldenfreien Haushalt ausgesprochen. Deshalb macht sie jetzt auch einen Vorschlag zur **Gegenfinanzierung ihrer Forderungen: Kinderlose sollen eine Sonderabgabe in Höhe von einem Prozent des Bruttoeinkommens zahlen.** "Das wäre keine Benachteiligung, sondern nur ein Ausgleich", sagt Ziemiak. **Eltern hätten enorme Ausgaben, die Kinderlose nicht hätten.** Wegen der Mehrwertsteuer auf diese höheren Ausgaben würden Eltern bisher auch steuerlich schlechter gestellt als Kinderlose. Dies müsse die CDU ändern.

Kinderlose sollen ein Prozent ihres Einkommens zahlen

Die JU greift damit eine Forderung auf, die mehrere junge CDU-Bundestagsabgeordnete bereits vor drei Jahren erhoben haben. **Die Abgeordneten hatten vorgeschlagen, Kinderlose vom 25. Lebensjahr an mit einem Prozent ihres Einkommens zur Kasse zu bitten.** Die Abgabe sollte nach der Anzahl der Kinder gestaffelt werden. **Kinderlose müssten voll zahlen, Eltern mit einem Kind die Hälfte, Eltern mit mehreren Kindern nichts.**

Die Junge Union verlangt auch eine stärkere Beteiligung aller CDU-Mitglieder. "Künftig sollten nicht Delegierte, sondern alle Mitglieder über die Aufstellung der Kandidaten für den Landtag und den Bundestag entscheiden", sagt Ziemiak. Dies solle auch für alle Bürgermeisterkandidaten gelten.

122,99

19. Juni 2015, 16:22 Uhr

Kinder-Verbot in Düsseldorfer Biergarten "Zehn bis 20 Prozent der heutigen Eltern kotzen mich extremst an"



Ein Wirt in Düsseldorf wendet eine rabiante Methode an, um in seinem Biergarten für Ruhe zu sorgen: Er sperrt einen Bereich für Hunde - und für Kinder.
(Foto: Federico Gambarini/dpa)

"Keine Kinder - keine Hunde", heißt es ab sofort auf einem Schild des Düsseldorfer Biergartens "Sonnendeck". Wirt Patrick Weiß, selbst Vater von drei Kindern, erklärt, warum er keine andere Möglichkeit mehr sah.

Von Martin Zips

Am Niederkasseler Deich in Düsseldorf, direkt am Ufer des Rheins, betreibt Patrick Weiß den Biergarten "Sonnendeck". Es gibt eine Terrasse mit Blick aufs Wasser, außerdem eine Strandlandschaft mit Liegestühlen und Sonnenschirmen. "Ein kaltes Getränk in der Hand, den feinen Sand unter den Füßen, einfach mal abschalten", so bewirbt der Betreiber die Vorzüge seines Lokals auf seiner Website. Doch weil Abschalten in letzter Zeit immer schlechter möglich war, sah sich Weiß zu einer drastischen Maßnahme gezwungen: Er hat den Strand zur kinderfreien Zone erklärt. Im Gespräch mit der SZ erklärt er, warum er das Problem nicht bei den Kindern, sondern vor allem bei den Eltern sieht.

Herr Weiß, ist Ihr gesamter Biergarten nun für Kinder und Hunde verboten?

Nein. Nur ein bestimmter Bereich. Wer sich vom Lärm separieren will, der soll dort seine Ruhe haben dürfen.

Finden Sie das Schild, auf dem Kinder und Hunde quasi gleichgesetzt werden, glücklich ausgewählt?

Nein, das gebe ich zu. Andererseits zeigt es: Dieser Biergartenbereich ist eben für Kinder und Hunde gleichermaßen gesperrt. Fertig. Aus.

Warum haben Sie diesen Bereich gesperrt?

Naja, es gibt immer mehr Eltern, die sich einfach nicht um ihre Kinder kümmern. Da ist das Befüllen von Aschenbechern mit Sand und das Anzünden von Palmen ja noch Gedöns. Aber oft lassen die Eltern ihre Kinder einfach völlig unbeaufsichtigt. Dann rennen die zum Beispiel zum Parkplatz runter und niemand passt auf. Das bin ich leid. Ich verstehe auch nicht, wieso man Hunde stundenlang kläffen lässt, ohne was dagegen zu machen.

Zurück zu den Kindern. Haben Sie selber welche?

Drei sogar, die sind zwischen drei und 15 Jahre alt. Ich habe gefühlte 500 Jahre Windeln gewechselt und verstehe es einfach nicht, dass man sich nicht um seine Kinder kümmert. Letztens stand ein Kind bei uns mitten in der Küche. Neben der heißen Fritteuse. Ich habe mich von dem Kind zu seiner Mutter führen lassen und alles, was die Mutter sagte, war:

"Naja, ich muss ja auch mal in Ruhe essen." Ich möchte es mal so sagen: Zehn bis 20 Prozent der heutigen Eltern kotzen mich extremst an.

Kinder kotzen Sie aber nicht an, oder?

Natürlich nicht. Dass ein Kind spielen will, wenn es Sand sieht, ist doch völlig normal. Ich kriege aber einen Hals, wenn Eltern ihr Kind nicht in die Schranken weisen. Wir haben hier so eine Terrasse mit Liegestühlen, da kann man sich entspannen. Und was machen einige Eltern? Sie fangen an, ihrem Kind auf der Terrasse Fahrradfahren beizubringen. Ohne schlechtes Gewissen. Nebenan haben wir Sand aufgeschüttet. Da lassen diese Eltern ihre Blagen ziemlich rücksichtslos Fußball spielen. Und ihr Essen bringen Sie sich auch meist selber mit.

Gut, in bayerischen Biergärten darf man das glücklicherweise auch. Sonst wird es auch ziemlich teuer, für eine Familie.

Babynahrung mache ich natürlich auch in der Küche warm. Aber wenn jetzt jeder selbst sein stilles Wasser mitbringt, kann ich irgendwann auch meine Familie nicht mehr ernähren.

Herr Weiß, hat der Egoismus unter Biergartenbesuchern in der vergangenen Zeit zugenommen?

Überall hat der Egoismus zugenommen! In Skandinavien übernimmt die Kinderbetreuung ja mehr oder weniger der Staat. Das finde ich toll. Hier aber ist es nicht so. Manchen Eltern ist alles scheißegal und wenn man sie drauf anspricht, werden sie noch pampig. "Entschuldigen Sie, Ihr Kind baut gerade eine Matschburg auf dem Tisch." - "Ja und? Die machen wir später weg." - "Aha. Lassen Sie Ihr Kind daheim auch Matschburgen auf Tischen bauen?"

Sind Sie da jetzt nicht ein bisschen streng?

Nein. Gerade die, die selber Kinder haben, sind doch dankbar für Orte der Ruhe. Ich weiß, wovon ich rede. Wenn ich mit meiner Frau verreise, möchte ich ja auch nicht in einem Zimmer sein, in dem Kinder schon ab sechs Uhr morgens den Ball außen an die Wand werfen. Mit Kinderfeindlichkeit hat das nichts zu tun! Aber wenn man friedlich zusammenleben möchte, braucht es nun mal gegenseitigen Respekt.

Und an dem fehlt es?

Die Ignoranz und Arroganz dieser Yuppie-Eltern, die wir gerade hier in Düsseldorf haben, zieht einem manchmal schon die Schuhe aus. Ich seh's ja bei meiner Tochter in der Schule: Vor den Lehrern hat überhaupt niemand mehr Respekt. Als Gesellschaft sollten wir schon dafür sorgen, dass gerade Lehrern wieder mehr Respekt entgegengebracht wird.

Stehen Sie eigentlich wegen Ihres Schildes schon im Zentrum eines Shitstorms?

Im Gegenteil. Nur ein Einziger hat mich bisher am Telefon als "Kinderhassersau" oder so beschimpft. Dem konnte ich aber gar nicht antworten, weil er so schnell wieder aufgehängt hat. Die Emails, die mich erreichen, sind ausschließlich positiv.

Befürchten Sie Umsatzeinbußen?

Wissen Sie was? Die wären mir auch egal. Hauptsache, ich habe endlich meine Ruhe. Ich habe mir schon überlegt, nur noch für Firmenveranstaltungen am Wochenende meinen Biergarten aufzumachen und mich den Rest der Woche mit meinen Kindern selber in den Sand zu setzen.

So fertig macht Sie das alles?

Ich konnte nachts schon nicht mehr schlafen. Ich habe wirklich viel versucht, die Leute zu mehr Rücksicht zu erziehen. Ich habe es einfach nicht geschafft. Daher mein Entschluss. Und zu dem stehe ich.

122,101

Les énergéticiens allemands, plus gros pollueurs d'Europe

LE MONDE | 19.06.2015 à 10h43 • Mis à jour le 19.06.2015 à 12h47 | Par Cédric Pietralunga



La centrale thermique RWE de Hamm en Allemagne, le 14 novembre 2013. MARTIN

MEISSNER / AP

Encore un classement où les Allemands caracolent en tête. Mais cette fois-ci, pas de quoi se vanter. **En 2014, les énergéticiens RWE et E.ON ont été le premier et le troisième plus gros pollueur d'Europe**, selon une étude portant sur les émissions de dioxyde de carbone (CO₂) des entreprises de l'Union soumises au système d'échanges de quotas d'émissions, publiée jeudi 18 juin par le cabinet londonien Carbon Market Data. La deuxième place est occupée par le Suédois Vattenfall, qui possède également de nombreuses centrales outre-Rhin.

En 2014, le conglomérat RWE, numéro deux germanique de la production d'électricité, a envoyé 141,4 millions de tonnes de CO₂ dans l'atmosphère, ce qui représente près de 9 % des émissions de ce gaz à effet de serre rejetées par les gros industriels de l'Europe des Vingt-Huit, hors Chypre et Malte. Vattenfall a produit de son côté 95,6 millions de tonnes de CO₂ et E.ON 67 millions de tonnes. L'italien Enel (66,9 millions) et le français EDF (59 millions) complètent le palmarès.

Sept sites ultrapolluants

« La présence de nombreuses centrales à charbon explique la forte représentation des Allemands dans ce classement, assure Cédric Bleuez, analyste chez Carbon Market Data. **De plus, le prix du charbon a baissé l'an dernier, ce qui a incité les producteurs d'électricité à le préférer au gaz, pourtant deux fois moins polluant. »**

L'abandon progressif du nucléaire outre-Rhin, débuté par Gerhard Schröder puis confirmé par Angela Merkel après la catastrophe de Fukushima en 2011, est aussi pointé : la fermeture immédiate de huit réacteurs a conduit l'Allemagne à augmenter la production de ses 130 centrales à charbon. Et ce n'est sans doute pas fini puisque l'arrêt de la dernière centrale nucléaire allemande n'est prévu qu'en 2022.

Cette domination germanique se retrouve dans le classement des sites les plus polluants d'Europe : sept sur quinze se trouvent de l'autre côté du Rhin, selon Carbon Market Data. A elle seule, la centrale de Neurath que possède RWE près de la frontière hollandaise, a généré 32,4 millions de tonnes de dioxyde de carbone en 2014, plus de la moitié des émissions de l'ensemble des centrales thermiques d'EDF !

Parmi les autres sites européens les plus polluants, trois se trouvent en Grande-Bretagne, deux en Italie, un en Grèce, un en Estonie et un en Pologne, qui occupe la première place du classement. Aucun site français ne fait partie de ce classement, mais EDF occupe la quinzième place pour la centrale à charbon et au gaz que l'énergéticien tricolore exploite en Angleterre, à West Burton.

Charge financière importante

Outre leur impact environnemental, ces émissions de CO₂ représentent une charge financière importante pour les producteurs d'électricité. Depuis 2005, l'Union européenne attribue en effet aux entreprises des droits à polluer pour les inciter à diminuer leurs émissions. Concrètement, chaque usine qui consomme plus de 20 mégawatts par an se voit attribuer un quota d'émissions de CO₂ en fonction de son activité. Si elle ne les utilise pas, elle peut les revendre à d'autres entreprises qui, elles, n'ont pas réussi à diminuer leur consommation d'énergie.

Or les énergéticiens dépassent systématiquement leur quota d'émissions, tandis que d'autres, comme les industriels de la sidérurgie, sont en excédent, principalement du fait de la crise et de la diminution de leur production. En 2014, RWE, Vattenfall et Enel ont ainsi été les trois groupes les plus déficitaires, l'Allemand affichant à lui seul un manque de 139 millions de tonnes de droits à polluer. **« Au prix actuel de la tonne de carbone [7,45 euros], cela représente une charge de plus d'un milliard d'euros pour RWE », précise M. Bleuez.**



Cédric Pietralunga

Journaliste au Monde

En savoir plus sur http://www.lemonde.fr/energies/article/2015/06/19/les-energeticiens-allemands-plus-gros-pollueurs-d-europe_4657803_1653054.html#kfqtv340tXiX16fd.99

122,103

Le ramadan en France, une « pratique identitaire et affective »

LE MONDE | 18.06.2015 à 06h52 • Mis à jour le 18.06.2015 à 12h10 | Par Julia Pascual



« L'idée, c'est de me couper de ma vie de tous les jours et de me concentrer sur moi-même, sur des considérations beaucoup moins matérielles. Spirituellement, c'est un moment où j'essaie de travailler sur moi », explique Atef, un fidèle musulman, à la veille de débiter le ramadan. « Parfois, je dis que je ne comprends pas quand les gens prennent des nouveaux départs le 1^{er} janvier. Je me moque un peu, mais en fait, c'est exactement ce que je fais à l'occasion du ramadan. Je fais le point, je me recharge et je pars sur de nouvelles bases », poursuit le jeune homme de 27 ans, installé en Seine-et-Marne.

Jeudi 18 juin, démarre le mois de jeûne annuel des musulmans, l'un des cinq piliers de l'islam et « peut-être le rite le plus important chez les musulmans », selon l'islamologue Rachid Benzine. Selon la tradition, il marque le début de la révélation du Coran au prophète Mahomet par l'archange Gabriel et se traduit par un mois de privation, d'épreuve, mais aussi de partage et de convivialité. « Il y a une ambiance particulière pendant cette période, une sorte de complicité, indique Fateh Kimouche, 39 ans, fondateur d'Al-Kanz.org, un site d'informations pour les consommateurs musulmans. Tous les soirs, on se retrouve en famille, entre amis... »

Soufiane Torkmani vit dans le Val-de-Marne. Il a 29 ans et pratique le ramadan depuis l'âge de 11 ans. « C'est un temps de retrouvailles. Après avoir rompu le jeûne, on se met devant une table très garnie. Et puis on regarde des émissions du pays d'origine. Chaque année, pendant cette période, des feuilletons ou des programmes humoristiques comme des caméras cachées sont diffusés. » Le ramadan reste, « avant d'être religieux, un rite social qui permet la cohésion d'un groupe », reprend M. Benzine.

Une pratique plus ostensible

Preuve de l'engouement qu'il suscite, 71 % des musulmans le pratiqueraient de façon rigoureuse d'après une étude de l'Ifop réalisée en 2011, soit beaucoup plus que ceux qui déclareraient faire les prières quotidiennes (39 %). Et la pratique du jeûne a progressé ces dernières années, en particulier chez les jeunes : ils étaient 73 % des 18-25 ans à le suivre en 2011, contre 59 % en 1989. Pour Atef, cela tiendrait au fait qu'il est « plus difficile d'aller rencontrer seul l'invisible plutôt que de faire un effort vers Dieu en groupe ». Soufiane Torkmani y décèle aussi l'effet d'une « convention sociale. Peut-être que les gens sont plus observants vis-à-vis du jeûne que de la prière parce que c'est plus visible ».

Pour M. Benzine, « depuis le milieu des années 2000, un nombre croissant de jeunes musulmans français se démarquent de la pratique intime et discrète de leurs parents et développent un mode de vie "halal" ostensible ». L'islamologue y voit le marqueur d'une « pratique identitaire de la religion, dans un contexte de mondialisation » et de « rupture avec la tradition orale des parents. La population musulmane en France est jeune et sa pratique n'est pas assise sur une véritable tradition. Elle va donc se tourner vers une pratique identitaire et affective ».

Fateh Kimouche ne veut pas croire à un « retour du religieux », même s'il reconnaît que la génération de ses parents s'est montrée moins « expressive ». « Ils étaient plus pauvres que nous en science islamique et ils ne se sentaient pas chez eux. Nous, nous sommes des musulmans du terroir. » Atef ne dit pas autre chose : « Quand il était jeune musulman à Paris, mon père se sentait comme un étranger, un invité. Moi, je me sens chez moi donc j'ose plus facilement faire des actes de foi extérieurs. »

Dimension identitaire et ressort spirituel

Linda et Katia (les prénoms ont été modifiés), elles, sont nées et ont grandi en France, à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis). Issue d'une fratrie de neuf enfants, elles ont aujourd'hui 51 ans et 56 ans. A la terrasse d'un café du centre-ville, elles devisent sur le ramadan en sirotant un verre de blanc et en tirant sur leur cigarette. Aucune ne fera le jeûne alors que, petites, leurs parents les y obligeaient. Les deux sœurs se définissent comme « *croyantes* » mais pas pratiquantes. Leurs enfants, en revanche, ont fait des choix différents. « *A la maison, avec mon mari, on a décidé que chacun fait ce qu'il veut*, explique Katia. *Sur mes cinq enfants, quatre font le jeûne.* » Linda a deux filles : « *La grande a 21 ans, elle le fait à moitié. Mais la petite de 17 ans, elle le fait complètement. Elle a plus la foi.* »

Pour Raphaël Liogier, professeur à l'Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence, « *en France, jusqu'aux années 1990, on faisait ramadan par inertie traditionnelle, un peu comme les catholiques fêtent Pâques* ». Mais depuis le milieu des années 2000, celui qui dirige l'Observatoire du religieux note une sorte de « *revival* » qui touche majoritairement les jeunes. A la dimension identitaire déjà mise en évidence, viendrait s'ajouter un ressort spirituel. « *C'est presque une sorte de reconversion pour ces jeunes*, étaye le chercheur. *Cela fait écho à ce que l'on peut observer à l'échelle de l'ensemble de la société, une tendance à l'individualisme et une demande spirituelle en augmentation* ». Soufiane l'exprime en ces termes : « *Le ramadan est un moyen d'élévation spirituelle et un moment de recentrage, l'occasion de se remettre en conformité avec les prescriptions religieuses. Pour moi, le plus grand des djihads, c'est celui qu'on fait vis-à-vis de soi-même, en travaillant sur ses défauts, en essayant de s'améliorer.* »

Sherazade, dont le prénom a été modifié, est l'une des filles de Katia. Elle a 19 ans. Avant, elle faisait surtout le ramadan pour ressembler à ses sœurs. Cette année, c'est différent. Sherazade a posé un véritable choix, après s'être « *ournée vers la religion* », au fil de discussions avec une amie croyante, « *ma seule copine musulmane* ». La jeune fille ne fait pas en revanche la prière quotidienne car « *ce n'est pas une décision qu'on prend à la légère* ». Pour elle, le ramadan est en quelque sorte un minimum incontournable. Sa cousine de 17 ans, Amel, le dit aussi : « *Je fais le ramadan depuis trois ans. Je sais ce que Dieu m'apporte et, en retour, c'est le minimum que je puisse faire.* »

● **Julia Pascual**

Journaliste au Monde

En savoir plus sur http://www.lemonde.fr/religions/article/2015/06/18/le-ramadan-en-france-une-pratique-identitaire-et-affective_4656475_1653130.html#A4tVOru3ZjHqIf9.99

Unser Problem? Euer Problem!

Die griechische Regierung sucht den Wunsch ihrer europäischen Partner auszunutzen, die Währungsunion zusammenzuhalten und es nicht auf einen „Grexit“ ankommen zu lassen. Das ist traurig und dreist.

21.06.2015, von **KLAUS-DIETER FRANKENBERGER**

Ist das jetzt die Woche der Wochen, an deren Ende das währungs- und europapolitische Schicksal Griechenlands besiegelt sein wird, so oder so? So hat es den Anschein nach der Einberufung des Krisengipfels der Eurozone für diesen Montag, nach neuen Nothilfen der EZB für griechische Banken und angesichts vieler Kommentare, die das Land kurz vor dem Staatsbankrott und mit einem Bein im Abgrund sehen. Dabei haben selbst maßgebliche Akteure die Erwartungen zu dämpfen versucht: Wo es keine Entscheidungsgrundlage gebe, gebe es auch nichts zu entscheiden.

So war es schon während der vergangenen Monate, was vor allem an der Haltung und Verhandlungstaktik der Regierung Tsipras lag. Bei der weiß man wirklich nicht, was überwiegt: kokette Unprofessionalität, als „Prinzipientreue“ verklärte ideologische Verbohrtheit oder eiskaltes Spiel auf Risiko. Ja, die große Mehrheit der Griechen will in der Währungsunion bleiben; auch die Athener Koalition aus Linksradiкаlen und Nationalisten beteuert, dass dies ihr Ziel sei. Natürlich wollen die sich nicht „demütigen“ lassen von den Gläubigern, vom IWF und von den Ländern der Eurozone. Aber es geht nicht um Demütigung oder um die Vernichtung von Chancen eines Volkes. Genau das Gegenteil muss passieren: Griechenland soll auf einen Weg gebracht werden, der eine gedeihliche Zukunft verspricht. Auf dem Weg schien es schon zu sein – bis Tsipras & Co kamen, Hilfe fordernd, Auflagen ablehnend. Deren Motto: Unser Problem? Euer Problem!

Es ist traurig und dreist, dass Athen den Wunsch seiner Partner auszunutzen sucht, die Währungsunion zusammenzuhalten und es nicht auf einen „Grexit“ ankommen zu lassen. Traurig und dreist ist es, dass Griechenlands Versagen als Staat und als Wirtschaft den Partnern um den Hals gehängt oder gleich ganz in Berlin abgeladen wird. Aber so kann man es machen; die machtpolitischen Realitäten in Europa laden geradezu ein, um sich der eigenen Verantwortung zu entledigen. So dürften Eurozone und EU eigentlich nicht funktionieren; die Zertrümmerung von Vertrauen war auch nicht vorgesehen. Verantwortung für Europa tragen alle, manche schultern eine größere Last. Bedauerlich, dass die Regierung Tsipras nicht Teil dieser Verantwortungsgemeinschaft sein will, sondern nur Hohn für sie übrig hat.

122,106

So erstaunlich billig ist das Leben in Deutschland

Die Deutschen bekommen zu Hause deutlich mehr fürs Geld als in vielen anderen Ländern Europas. Zuletzt wurde das Leben hierzulande nochmals günstiger. Nur zwei unserer Nachbarländer sind noch billiger.

Auf Auslandsreisen merken es Deutsche schnell: In den meisten Nachbarländern bekommen sie weniger für ihr Geld als in der Heimat. Vor allem in der Schweiz oder in Dänemark sind Hotels, Cafés und Restaurants deutlich teurer. Dasselbe gilt für Nahrungsmittel, Alkohol oder Tabakwaren.

Insgesamt lag das Niveau der Verbraucherpreise in Deutschland 2014 um 1,5 Prozent über dem Durchschnitt der 28 EU-Länder, wie das Statistische Bundesamt am Montag in Wiesbaden berichtet – doch außer in Polen und Tschechien kosten Waren und Dienstleistungen in allen Anrainerstaaten mehr als hier. Und: Deutschland ist im EU-Vergleich billiger geworden. 2009 mussten Verbraucher hier für Konsumgüter und Dienstleistungen noch sieben Prozent mehr bezahlen als EU-weit.

Dass Deutschland über dem Schnitt liegt, ist vor allem auf Staaten im Osten zurückzuführen, die wie das billigste EU-Land Bulgarien den Durchschnitt kräftig nach unten ziehen: Dort müssen die Verbraucher für den Kauf eines repräsentativen Warenkorbs nicht einmal halb so viel (48 Prozent) bezahlen wie in der EU insgesamt. Rumänien (54 Prozent) und das bei deutschen Urlaubern beliebte Reiseland Türkei (61 Prozent) sind ebenfalls vergleichsweise günstig.

Wie der Euro das Leben teurer macht

Für das pleitebedrohte Griechenland gilt das nur bedingt: Das Land ist zwar deutlich günstiger geworden, bleibt mit einem Preisniveau von 86 Prozent des EU-Schnitts aber deutlich teurer als etwa die Türkei. Auch in anderen Südländern wie Portugal (81 Prozent) oder Spanien (93 Prozent) ist das Leben billiger als im EU-Schnitt. Das freut auch deutsche Touristen, die im Süden günstiger übernachten, essen, trinken oder Kleidung kaufen können als in der Heimat.

Teures Pflaster Skandinavien

Hingegen ist Italien mit einem Preisniveau von 101,9 Prozent sogar minimal teurer als Deutschland. Zum Vergleich: Hierzulande sind Hotels und Gaststätten nach Eurostat-Zahlen drei Prozent billiger als im EU-Schnitt, in Italien neun Prozent teurer. Auch für Getränke mit und ohne Alkohol, Tabak und Nahrungsmittel müssen Verbraucher in Italien etwas mehr bezahlen als in Europas größter Volkswirtschaft.

Das teuerste Pflaster in der EU ist aber Skandinavien: In Dänemark liegen die Lebenshaltungskosten um 38 Prozent über dem EU-Durchschnitt, in Schweden um 25 und in Finnland um 23 Prozent.

Noch tiefer müssen Verbraucher im Nicht-EU-Land Norwegen (plus 48 Prozent) in die Taschen greifen. Das teuerste Land Europas ist aber die Schweiz: Dort liegt das Niveau der Verbraucherpreise um 54 Prozent über dem EU-Schnitt. "Norwegen und die Schweiz funktionieren gut. Das führt dazu, dass viel Geld in diese kleinen Länder strömt und sie aufwerten müssen. Das macht sie teuer", sagt Dekabank-Chefvolkswirt Ulrich Kater.

Für Auslandsreisende sind die Preisunterschiede durchaus spürbar, wie der Bankenverband vorrechnet. Demnach ist der Euro aus Sicht des deutschen Urlaubers in Dänemark nur 74 Cent und in Norwegen nur 70 Cent wert, in Frankreich und Österreich immerhin 94 Cent: "Das wohl teuerste Urlaubsdomizil in Europa dürfte die Schweiz sein. Dort beträgt die Kaufkraft des Euro nur etwa 57 Cent." Hingegen müsse der Urlauber in der Türkei nur einen Euro für Waren und Dienstleistungen bezahlen, die in Deutschland 1,55 Euro kosten.

239 Prozent über dem Schnitt

Besonders groß sind die Preisunterschiede in Europa bei alkoholischen Getränken und Tabakwaren. Die Spanne reicht von 58 Prozent des EU-Durchschnitts in Bulgarien bis 170 Prozent in Irland. "Es ist zu beachten, dass diese großen Preisunterschiede in erster Linie auf die unterschiedliche Besteuerung dieser Produkte in den einzelnen Mitgliedstaaten zurückzuführen sind", betonen die Statistiker von Eurostat in Luxemburg. Dabei sind Bier oder Zigaretten in Irland bei Weitem nicht so teuer wie im Nicht-EU-Land Norwegen: Dort liegt das Preisniveau für Alkohol und Tabak bei 239 Prozent des EU-Schnitts.

In Deutschland sind Nahrungsmittel und alkoholfreie Getränke im EU-Vergleich relativ teuer: Sie kosten neun Prozent mehr als im Schnitt. Für Bekleidung müssen Verbraucher ein Prozent mehr ausgeben als im Schnitt der 28 EU-Länder. Weniger kosten Dienstleistungen von Hotels und Restaurants (minus drei Prozent), Autos (minus vier Prozent), Unterhaltungselektronik (minus fünf Prozent) sowie Alkohol und Tabak (minus elf Prozent).

Ein Hauptgrund für das vergleichsweise niedrige Preisniveau in Deutschland dürfte die Lohnentwicklung der vergangenen Jahre in Folge der Agenda 2010 sein, betont Kater: "Deutschland hat derartig an Wettbewerbsfähigkeit gewonnen, dass die Kapazitäten jetzt voll ausgelastet sind." Das wiederum lasse die Preise nun allmählich steigen.

Die Inflation werde hierzulande in den kommenden Jahren höher sein als in den südlichen Euroländern, die ihre Wettbewerbsfähigkeit stärken und sich daher mit Preiserhöhungen zurückhalten müssten. Kater ist überzeugt: Das Preisniveau in Deutschland wird im Europavergleich nicht auf Dauer so niedrig sein.

Brüsseler Papiere

Während ganz Europa auf Griechenland schaut, legen EU-Spitzenrepräsentanten einen Plan zur Euro-Vertiefung vor. Die Zukunft des Euroraums wird nicht an diesen Papieren hängen.

22.06.2015, von **WERNER MUSSLER**

Die zeitliche Koinzidenz ist von bizarrer Ironie: Just zu Beginn einer Woche, an deren Ende die griechische Regierung die angebliche „Irreversibilität“ der Währungsunion widerlegt haben könnte, legen die EU-Spitzenrepräsentanten einen [Zehnjahresplan zur Euro-Vertiefung](#) vor. Dieser Plan soll dazu führen, dass spätestens 2025 eine „vertiefte und echte“ Währungsunion steht, die angeblich ein „Hort der Stabilität und des Wohlstands“ sein wird. Der Plan atmet einerseits eine europapolitische Hybris, die sehr an den Delors-Bericht von 1989 erinnert. Dieser ebnete sentimental europäischen Politikern wie Helmut Kohl und Jean-Claude Juncker den Weg zu einer Währungsunion, die politische Ziele mit wirtschaftlichen Mitteln erreichen sollte, ohne die ökonomischen Widersprüche dieser Strategie zu berücksichtigen. Die Euro-Krise hat nicht nur den ökonomischen, sondern auch den europapolitischen Sprengstoff dieser Strategie offenbart.



Autor: Werner Mussler, Wirtschaftskorrespondent in Brüssel. Folgen:

Andererseits klafft in dem Bericht eine erhebliche Lücke zwischen Anspruch und Wirklichkeit. Zwar werden allerlei Ideen zur Vertiefung der Währungsunion in die Luft geworfen. Konkret werden soll aber bis 2017 noch gar nichts, denn in jenem Jahr findet nicht nur die Bundestagswahl, sondern auch das britische EU-Referendum statt. Letzteres rührt an die heikle Frage, ob die EU-Verträge geändert werden sollen - und natürlich lässt sich auch eine wirkliche Vertiefung der Währungsunion nur mit einer Vertragsänderung bewirken. Diese Frage klammert der Bericht aus. Das mag kurzfristig politisch klug sein. Es belegt aber, dass der Widerstand gegen jede Zentralisierung der Zuständigkeiten im Euroraum kaum überwindbar scheint.

Der eigentliche Zweck des Berichts ist denn auch ein machtpolitischer: Die Autoren, vor allem Kommissionspräsident Juncker und Parlamentspräsident Schulz, versuchen vorsorglich, an möglichst vielen Stellen des Euro-Machtgefüges einen Fuß in die Tür zu bekommen. So werben sie für eine weitere „Risikoteilung“ im Euroraum. Diese ist im Prinzip längst verwirklicht, im Krisenfonds ESM genauso wie in den Institutionen der Bankenunion. Doch das reicht Juncker und Schulz nicht. Sie wollen etwa langfristig den ESM von einer zwischenstaatlichen zu einer Gemeinschaftsinstitution machen - weil ja bisher die Entscheidungsstrukturen des Fonds so kompliziert seien. Gemeint ist: Zu dumm, dass nationale Parlamente die ESM-Kredite billigen müssen. Es ist verständlich, dass Berlin und Paris Widerstand angemeldet haben. Akut hängt die Zukunft des Euroraums ohnehin nicht an Brüsseler Papieren.

„Der Grexit ist die Rettung“

Ifo-Präsident Hans-Werner Sinn fordert, endlich offen den Konkurs der Griechen zu erklären. Deutschland habe genug gezahlt. Der Grexit sei für alle die bessere Lösung, sagt er im Interview.

22.06.2015, von [CHRISTIAN SIEDENBIEDEL](#)



© FRANK RÖTH Hans-Werner Sinn ist Präsident des Ifo-Instituts und Wirtschaftsprofessor in München.

Herr Sinn, am heutigen Montag wollen Europas Regierungschefs zu einem großen Sondergipfel zum Thema Griechenland zusammenkommen. Was wäre die sinnvollste Lösung?



Autor: Christian Siedenbiedel, Redakteur in der Wirtschaft der Frankfurter Allgemeinen Sonntagszeitung. Folgen:

Aufhören, Geld zu verbrennen. Seit fünf Jahren betreiben wir Konkursverschleppung. So darf es nicht weitergehen.

Wäre es vernünftig, die Griechen jetzt aus dem Euro zu werfen?

Nein. Griechenland muss das selbst entscheiden. Nur kann es nicht verlangen, dass es mit immer mehr Geld im Euro gehalten wird. Wenn Alexis Tsipras keinen Konkurs will, muss er die staatlichen Renten kürzen, die höher als die gesetzlichen Renten in Deutschland sind und einen riesigen Posten im Budget ausmachen. Sie sind höher, als das, was das Land finanzieren kann. Wenn er stur bleibt, macht der Internationale Währungsfonds (IWF) nicht mehr mit, und die Troika kann keinen Kredit mehr geben. Dann tritt der Konkurs ein. Der ist extrem unschön.

Wer sollte denn aus Ihrer Sicht den Stecker ziehen?

Keiner. Nur sollte auch kein neuer Stecker in die Dose gesteckt werden. **Die Südländer und Frankreich wollen, so hört man, den IWF rauskegeln. Die Euroländer sollen nun dessen Forderungen mitbedienen und Griechenland neuen Kredit geben. Davor warne ich mit Nachdruck, weil Giannis Varoufakis dann sein Ziel erreicht hätte, die Troika zu zerstören. Ohne den IWF wird sich der Druck der Krisenländer und Frankreichs gegenüber Deutschland ins Unermessliche steigern. Dann folgt ein Griechenland nach dem anderen.**

Es gibt viele Leute, die Angst vor einem Grexit haben. Könnte sich das zu einer menschlichen Tragödie für Griechenland entwickeln?

Nein, der öffentliche Diskurs ist da völlig verzerrt und falsch. Der Staatsbankrott wird für die Griechen hart, aber der Grexit nach dem Bankrott ist die Rettung. **Das Ifo-Institut hat jene 70 Staaten untersucht, die in der Zeit nach dem Krieg in den Konkurs gingen und dann abwerteten. Das Ergebnis war eindeutig. Es gibt zunächst eine harte Phase, aber nach etwa ein bis zwei Jahren wächst die Wirtschaft wieder. Eine neue Studie von Oxford Economics hat das gerade noch mal bestätigt.**

Die Aktienmärkte scheinen vor dem Grexit zu zittern...

Sie sind erstaunlich ruhig. Die Risikoaufschläge der Staatsanleihen der anderen südlichen Eurostaaten sind gefallen, während sie für Griechenland explodierten.

Wie würde der Grexit denn konkret verlaufen? Müsste man eine Parallelwährung einführen, wie unser Kolumnist Thomas Mayer der griechischen Regierung vorgeschlagen hat?

Wenn ich ihn recht verstehe, will er eine schleichende Umstellung auf dem Wege über handelbare Schuldscheine, mit denen der griechische Staat seine Gehälter bezahlen könnte, während der Euro das gesetzliche Zahlungsmittel bleibt. Das wird das Wettbewerbsproblem nicht lösen. Man muss es umgekehrt machen. Nach dem Konkurs führt die griechische Regierung per Gesetz die Drachme wieder als virtuelles gesetzliches Zahlungsmittel ein, während Eurobanknoten als Parallelwährung in Umlauf bleiben. Alle Preise, Löhne, Konten und Kontrakte, auch die Miet- und Kreditkontrakte, werden über Nacht auf Drachme umgestellt. Die Drachme wird sofort abwerten, vielleicht um 50 Prozent. Die Euroscheine dienen dann noch für Bargeschäfte, während die Rechnungen schon auf Drachme laufen.

Wäre es klug, die neue Währung wieder Drachme zu nennen? Wären die alten Scheine wieder gültig?

Natürlich werden die alten Drachmen-Scheine nicht wieder gültig. Auch der alte Umrechnungskurs funktioniert nicht mehr. Er wäre bei der Umstellung eins zu eins, doch dann würde die Drachme abwerten und deutlich billiger werden. Der Name spielt aber keine Rolle.

Wie schnell könnte so etwas gehen?

Der Grexit wäre sofort möglich. Bis man die Scheine dann physisch zur Verfügung hat, könnten Wochen und Monate vergehen. Es sei denn, die griechische Regierung hat Vorkehrungen getroffen und heimlich Geld gedruckt, was ich nicht weiß.

Bräuchte man Kapitalverkehrskontrollen?

Die braucht man in der Zeitspanne zwischen Konkurs und Austritt. Nach dem Austritt braucht man sie nicht mehr, weil das Fluchtkapital nach einer Abwertung sofort zurückkehrt.

Wie das? Im Augenblick bringen alle Griechen ihr Geld in Sicherheit...

Ja, wir sind ja noch vor dem Ereignis. Nach einem Austritt gibt es sofort drei Effekte: **Erstens würden Importe nach Griechenland teurer, das würde einen Anreiz für die Griechen schaffen, mehr heimische Waren zu kaufen. Zurzeit importieren sie 23 Prozent mehr Lebensmittel, als sie exportieren, obwohl sie gute Böden haben. Zweitens würden die Touristen aus der Türkei zurückkommen: gleiches Wasser, gleiche Tempel, gleiches Essen. Da kann man nicht teurer sein.** Und drittens würde das Fluchtkapital nach Griechenland zurückkommen, weil Investoren die billiger gewordenen Immobilien kaufen. Das würde zu einem Bauboom führen.

Was passiert mit den Schulden von Staat, Unternehmen und Privatleuten in Griechenland, die auf Euro lauten?

Die muss man dem Staat und den Banken wegen ihres Konkurses ohnehin teilweise erlassen. Ich würde sie alle auf Drachme umstellen. Ich glaube nicht, dass es viele private Institutionen gibt, die Auslandsschulden haben.

Ist das Geld weg?

Nein, denn die Drachme geht ja nicht auf null.

Was würde Deutschland der Grexit kosten?

Der Grexit kostet Deutschland vermutlich nichts. Eher im Gegenteil: Wenn Griechenland im Euro bliebe, müssten wir immer mehr neue Kredite geben, um die alten abzulösen und die fehlende griechische Wettbewerbsfähigkeit zu finanzieren. Die Verluste würden immer größer. Wenn Griechenland seinen Staatsbankrott offiziell zugibt, würde das nur die Verbuchung von Verlusten erzwingen, die heute ohnehin da sind. Das maximale Verlustrisiko für Deutschland bei einem Konkurs von Staat und Banken liegt bei 87 Milliarden Euro; aber nur ein Teil davon wird anfallen. Bei einem Austritt kämen allerdings noch Verluste durch die später zurückfließenden Eurobanknoten hinzu.

Würde Griechenland nach dem Grexit ein neues Hilfsprogramm brauchen – und, wenn ja, in welcher Größenordnung?

Man sollte überlebenswichtige Importe für Griechenland, die durch die Abwertung teurer werden, über ein Hilfsprogramm subventionieren: Medizin und Energie vor allem. Das ist aber weitaus weniger Geld, als man für eine Fortsetzung des jetzigen Kurses brauchen würde.

Könnte es notwendig werden, dass die Europäische Zentralbank die neue griechische Währung durch

Devisenmarktinterventionen stützt, damit sie nicht abstürzt, wie es die Linken-Politikerin Sahra Wagenknecht vorgeschlagen hat?

Ja, das würde mir auch sinnvoll erscheinen. Wenn Griechenland die Drachme einführt, könnte die Europäische Zentralbank helfen, den Wechselkurs zu stabilisieren.

Kann es passieren, dass Griechenland nach dem Grexit dann Drachmen ohne Ende druckt und so immer weiter in den Schlamassel hineingerät?

Um die Gefahr zu bannen, wäre es gut, wenn Griechenland nach dem Euroaustritt eine Rückkehroption und den Status eines Landes erhält, das den Euro-beitritt anstrebt, EWS 2 genannt. Dann wäre das Land gehalten, sich an den Maastricht-Kriterien zu orientieren, den Wechselkurs zu stabilisieren und Reformen anzugehen.

Glauben Sie im Ernst, die Griechen würden nach dem ganzen Theater wieder Mitglied im Euro werden wollen, wenn sie einmal draußen sind – und die anderen würden sie wieder aufnehmen?

Ich weiß es nicht. Das müssen die Griechen entscheiden.

Wäre aus Ihrer Sicht der Grexit der letzte Schritt in diesem Drama – oder der erste Schritt in einem Prozess der Entflechtung der Eurozone?

Viele fürchten den Austritt, weil er funktionieren könnte. Das finde ich zynisch. Wenn wir in Europa eine gemeinsame Währung haben, aber keinen gemeinsamen Staat, brauchen wir unbedingt eine Exitoption. Also eine Regel, wie ein Land aus dem Euro austreten kann, wenn es sonst nicht wettbewerbsfähig werden kann. Genauso, wie wir Regeln für die Insolvenz von Staaten brauchen. Anders kann man nur denken, wenn man den Euro selbst als Ziel der Wirtschaftspolitik sieht – und nicht als Instrument, um Frieden und Wohlstand zu erreichen.

Europa wächst auseinander

Die Einkommen in Europa haben sich während der Krise weiter auseinander entwickelt. Welche Rolle spielt die lockere Geldpolitik dabei?

22.06.2015, von JOHANNES PENNEKAMP

Das Vorhaben, dass sich die Lebensbedingungen in der Europäischen Union nach und nach annähern, hat im Laufe der Finanzkrise einen Dämpfer erhalten. Zu diesem Ergebnis kommt eine am Montag vom Deutschen Institut für Wirtschaftsforschung (DIW) und der Freien Universität Berlin veröffentlichte [Studie](#). Die Ungleichheit der verfügbaren Einkommen zwischen zehn untersuchten mittel- und südeuropäischen Ländern sei vor allem etwas gewachsen, weil die Einkommen in Griechenland, Spanien und Portugal im Schnitt geschrumpft seien.



Autor: Johannes Pennekamp, Johannes Pennekamp, Redakteur in der Wirtschaft, zuständig für „Die Lounge“. Folgen:

Während die meisten Studien die Ungleichheit innerhalb eines Landes untersuchen, blickten die Berliner Forscher über Landesgrenzen hinweg. Dafür werteten sie Daten zu den Lebensbedingungen in Europa (EU-SILC) aus und verglichen, wie sich die verfügbaren Einkommen (inklusive Sozialleistungen) in den Jahren 2004 bis 2011 entwickelt haben. In einer Gruppe von zehn Ländern, die alle bis zum Jahr 2001 der Währungsunion beigetreten waren, „hat die Ungleichheit leicht zugenommen, wobei der Anstieg unmittelbar nach dem Höhepunkt der Krise besonders stark ausfiel“, schreiben die Forscher. Der Gini-Koeffizient – ein gängiges Maß zur Bestimmung von Ungleichheit, das zwischen 0 und 1 liegen kann – sei über die zehn Länder hinweg von 0,297 im Jahr 2004 auf 0,317 im Jahr 2011 gestiegen, was einem Zuwachs um etwa 7 Prozent entspreche. Zu etwas anderen Ergebnissen kamen die Forscher, als sie nicht nur die Euroländer der ersten Stunde untersuchten, sondern 22 EU-Ländern, darunter mehrere osteuropäische Staaten. In dieser größeren Gruppe sei die Ungleichheit von 2004 bis zum Ausbruch der Finanzkrise leicht zurückgegangen. Der Trend habe sich nach Ausbruch der Finanzkrise aber nicht fortgesetzt. Das Einkommensniveau in den Krisenländern habe sich an das niedrigere Niveau der osteuropäischen Länder angenähert.

Einkommensverteilung innerhalb der Landesgrenzen stabil

Die Studie zeigt jedoch, dass – im Gegensatz zur gängigen Meinung – die Einkommen innerhalb der Ländergrenzen nicht auseinandergedriftet sind. Die Ungleichheitsindikatoren hätten sich in den Nationalstaaten kaum und wenig systematisch verändert, schreiben die Autoren. Diese Beobachtung stimmt mit einer weiteren DIW-Studie überein, [laut der die Ungleichheit in Deutschland von 2006 an nicht gewachsen ist](#).

Für die Frage, wie sich die Ungleichheit künftig entwickeln wird, spielen die Auswirkungen der ultralockeren Geldpolitik eine wichtige Rolle. Driften die Einkommen auseinander, weil vor allem die in der Tendenz wohlhabenderen Besitzer von Aktien und Immobilien gewinnen, während Kleinsparer unter dem Niedrigzins leiden? Das arbeitgebernahe Institut der deutschen Wirtschaft (IW) in Köln ist gegenteiliger Ansicht: „Die These der EZB-Kritiker, dass die Ungleichheit durch ein Auseinanderklaffen von Zinsen auf Spareinlagen und Renditen auf Vermögenswerte steigt, kann empirisch nicht bestätigt werden“, sagte IW-Präsident Michael Hüther am Montag mit Blick auf eine [neue IW-Studie](#). Vielmehr begünstige die Niedrigzinsphase eher einen Rückgang der Vermögensungleichheit in Deutschland.

Bringt lockere Geldpolitik Ungleichheit?

Die IW-Forscher, die sich auf Umfragedaten der Europäischen Zentralbank zu Einkommen und Vermögen berufen, vertreten die Ansicht, dass vor allem junge Deutsche, die zum Beispiel einen Immobilienkredit abbezahlen müssen und keine nennenswerten Ersparnisse haben, profitierten, während Ältere unter dem Minizins litten. Steigende Aktienkurse und teurer werdende Immobilien hätten dagegen nur geringen Einfluss auf die Verteilung: „Dafür sind die Aktienanteile der privaten Haushalte – auch bei den Vermögenden – viel zu gering“, sagt Hüther.

Welche Folgen die lockere Geldpolitik auf die Ungleichheit hat, ist [in der Forschung umstritten](#). Mehrere Studien sehen anders als das IW einen Zusammenhang von lockerer Geldpolitik und wachsender Ungleichheit. Im Mai hatte auch EZB-Präsident Mario Draghi anerkannt, dass die Geldpolitik über steigende Preise für Wertpapiere die Besitzer solcher Kapitalanlagen gegenüber Sparern bevorzuge, die auf den Niedrigzins angewiesen seien.

122,111

Grèce : les fausses notes du duo Hollande-Merkel

Par [Philippe Gelie](#), [Jean-Jacques Mevel](#) Publié le 23/06/2015 à 01:53

François Hollande et Angela Merkel sont-ils vraiment sur la même ligne dans l'affaire grecque, comme ils le professent? Le président français a affirmé à l'issue du Conseil extraordinaire de la zone euro, lundi soir à Bruxelles, avoir travaillé sur ce dossier «en bonne intelligence» avec la chancelière. Mais de Berlin à Paris, les priorités politiques diffèrent autant que la tonalité.

Le chef de l'Etat français voit «[les bases d'un accord aujourd'hui réunies](#)» et exprime surtout le souhait «d'une solution durable et globale afin qu'on ne revienne pas dans quelques mois devant le Conseil européen» avec un nouveau casse-tête à Athènes. Mme Merkel, de son côté, borne sa perspective à ce qui a déjà été accepté par le Bundestag il y a trois ans: «Nous n'avons discuté ni de la durée, ni du principe d'une prolongation au-delà du 30 juin». Elle ajoute: «L'enveloppe est limitée à ce qui a été décidé au lancement du second plan de sauvetage» en 2012, soit une vingtaine de milliards encore disponibles. Un point c'est tout.

Restructuration de la dette

Les mêmes nuances s'attachent à ce qui est depuis février la priorité politique affichée par le gouvernement d'Alexis Tsipras: une nouvelle remise sur les 320 milliards de dette supportés par la Grèce. «La question d'une restructuration de la dette n'est pas en débat», assure la chancelière. François Hollande, lui, ne ferme pas la porte: «On ne va pas régler cette question dans les prochains jours», mais «elle devra être abordée dans un deuxième temps». L'entourage du président estime qu'il faut offrir «de la lumière au bout du tunnel» au moment où le premier ministre grec s'engage dans le sens voulu par ses créanciers.

Un proche de l'Elysée explique que les deux dirigeants font face à des sensibilités nationales différentes. «L'opinion publique allemande est extrêmement réticente à toute bienveillance vis-à-vis de la Grèce et du gouvernement Tsipras». Dans la coalition comme au Bundestag, les conservateurs de la CDU-CSU et les sociaux-démocrates du SPD se retrouveront sur la même ligne, en cas d'accord, pour demander des comptes. C'est la raison pour laquelle Angela Merkel insiste pour que tout règlement soit d'abord verrouillé, avec ratification préalable du Parlement grec.

Cette vérification scrupuleuse des objectifs assignés à la Grèce et des moyens d'y parvenir va être, mardi et mercredi, l'enjeu du travail des experts de l'UE, de la BCE et du [FMI](#), avant un Eurogroupe qu'on espère cette fois décisif, mercredi soir à Bruxelles. «Il faut vérifier les mesures présentées par Alexis Tsipras, les recettes budgétaires qui s'y rapportent et évaluer leur effet sur la croissance», dit François Hollande. «Il reste beaucoup de travail à faire», insiste la chancelière. Un proche de Jean-Claude Juncker, le président de la Commission, tempère: «Nous avons déjà 90% de ce qu'il faut sur la table». Et le sommet de lundi soir a enfin amorcé la «conversation entre adultes» espérée depuis la victoire de Syriza à Athènes il y a cinq mois.

Aus Eigennutz

Die Mehrheit der Franzosen ist gegen ein Ausscheiden Griechenlands aus der Währungsunion - nicht aus Barmherzigkeit für die Griechen, sondern aus Eigeninteresse. Dem Linksflügel der sozialistischen Regierungspartei gilt Tsipras als „besserer Hollande“.

23.06.2015, von MICHAELA WIEGEL, PARIS

Von ihrem Langmut in der Griechenlandkrise lassen sich die Franzosen nicht abbringen. Obwohl sie nach den Deutschen die zweitwichtigsten Geldgeber sind, sehnen sie nicht das Ende der Rettungspakete und einen Ausstieg Griechenlands aus der gemeinsamen Währung herbei. Mehr als die Hälfte der Franzosen (53 Prozent) lehnt laut einer jüngsten Umfrage ein Ausscheiden Griechenlands aus der Eurozone ab. Vor genau drei Jahren war noch eine Mehrheit von 65 Prozent bereit, Griechenland bei mangelnden Reformen zum Austritt aus der Währungsunion zu zwingen.



Autorin: Michaela Wiegel, Politische Korrespondentin mit Sitz in Paris. Folgen:

Der Direktor des Meinungsforschungsinstituts Ifop, Jérôme Fourquet, bezeichnet die Franzosen als desillusionierte Europäer. Sie wollten keine risikobehafteten Experimente mit einem Grexit. „Die Franzosen sind sehr beunruhigt über die Folgen, die ein Ausscheiden Griechenlands für die wirtschaftliche Entwicklung in der Eurozone haben könnte“, sagte Fourquet. Statt aus Barmherzigkeit für die Griechen entschieden die Franzosen aus Eigeninteresse.

In diesem Fall spricht die angeschlagene Linksregierung für einen Großteil der Wähler. Der sozialistische Finanzminister Michel Sapin bezeichnete einen Grexit jetzt als gefährliches Spiel mit vielen Unbekannten. „Die Risiken sind von unbekanntem Ausmaß. Deshalb müssen wir dieses Szenario vermeiden“, sagte Sapin. Mit Kritik an Alexis Tsipras hält sich die Linksregierung auffallend zurück. Hollande war der erste europäische Staatschef, der am 26. Januar Tsipras in Paris empfing. Doch Hollande lehnte es ab, mit Tsipras zu paktieren und riet dem jungen Regierungschef, die Bundeskanzlerin aufzusuchen. Diese Zurechtweisung aus dem Elysée-Palast hat dem Bild Tsipras' in Frankreich nicht geschadet.

Französische Linke bewundert Tsipras

Der griechische Ministerpräsident wird nicht als rücksichtsloser Zocker am europäischen Verhandlungstisch porträtiert. Ihm schlägt von der Linkspresse vielmehr offene Bewunderung entgegen. Dem Linksflügel der sozialistischen Regierungspartei, den Kommunisten und der Linkspartei gilt Tsipras als „besserer Hollande“: Anders als der Sozialist, der im Wahlkampf gegen die europäische Austeritätspolitik gewettert, aber nichts daran geändert habe, erfülle Tsipras seine Wahlversprechen. In einem offenen Brief an Präsident Hollande verlangten sozialistische Abgeordnete sowie die Parteichefs von Kommunisten und Linkspartei eine französische Initiative, um Griechenland aus der Isolation am Verhandlungstisch zu retten. „Frankreich darf sich nicht auf einen artigen Aufruf zum Respekt der gemeinsamen Regeln beschränken, wenn das Haus brennt“, heißt es in dem Brief. Hollande bestellte daraufhin Jean-Luc Mélenchon von der Linkspartei und Pierre Laurent von den Kommunisten am Montag in den Elysée-Palast ein. Nach dem Gespräch sagte Kommunistenchef Laurent, Hollande habe sich „offen“ für die Argumente gezeigt. Frankreich werde auf eine Einigung im Schuldenstreit hinwirken.

In der französischen Nationalversammlung wurde über die derzeitigen Griechenland-Verhandlungen nicht debattiert. Der Vorsitzende der Republikaner, Nicolas Sarkozy, hat bei Wahlauftritten wiederholt vor einem Grexit gewarnt. Sein Adlatus, der Europaabgeordnete Brice Hortefeux, sagte jetzt, ein Bruch mit Griechenland verstoße gegen die Interessen Europas und Frankreichs. Damit heben sich die Republikaner vom Front National ab. Dessen Vorsitzende Marine Le Pen hat wiederholt einen Grexit und ein „Ende des Euros“ gefordert. Der stellvertretende Parteivorsitzende Florian Philippot sagte jetzt, die EU schrecke vor ihren eigenen Lügenmärchen zurück. „Die Regierenden haben Angst, dass es Griechenland ohne Euro besser gehen könnte als jetzt“, sagte Philippot.

Unumkehrbarkeit als Dogma

Frank Plasberg zeigt: Die EU funktioniert anders als die Öffentlichkeit. Angesichts der griechischen Schuldenkrise geht es bei ihm um jene Grundsatzfragen, die man in Brüssel fürchtet.

23.06.2015, von FRANK LÜBBERING



© WDR/KLAUS GÖRGENTV-Moderator Frank Plasberg diskutierte mit seinen Gästen über Griechenlands Schuldenkrise.

Die Kanzlerin [sah gestern Nacht auf der Pressekonferenz in Brüssel müde aus](#). Das ist nachvollziehbar für jeden, der die Rituale europäischer Politik kennt. Jeder Regierungschef hat etwas zu sagen, schließlich muss er die Ergebnisse der eigenen Wählerschaft vermitteln können. In Brüssel wird solange alles in einen politischen Gartenhäcksler gesteckt, bis jedes Problem klein genug geworden ist, um es der jeweiligen nationalen Öffentlichkeit verträglich erscheinen zu lassen. Das ist in Griechenland nicht anders als in Deutschland, oder in irgendeinem anderen der 28 EU-Mitgliedsstaaten. Die spannende Frage ist in diesen Stunden, ob die politischen Landschaftsgärtner in Brüssel in den kommenden Tagen auch Griechenland wie gewohnt durch ihren Brüsseler Häcksler schicken können. Mit dem Dickicht aus ungelösten Grundsatzfragen ist diese Maschine bislang überfordert. Darüber wird in Brüssel aber nicht diskutiert. Vielmehr muss der Konsens über die Grundsätze vorausgesetzt werden, damit man sich überhaupt auf Kompromisse einigen kann. Deshalb wurde die Regierung in Athen nach dem Regierungswechsel als Fremdkörper empfunden, die über Grundsätze diskutieren will, während man sich in Brüssel das Nachdenken über das eigene Selbstverständnis schon längst abgewöhnt hatte. Erwachsene wissen bekanntlich, was sie ändern können und was nicht, wenn auch diese Erwachsenen der europäischen Politik anders denken als der Rest in Europa. Letztere diskutieren die Fragen, die in Brüssel keine Rolle spielen. Das war auch in dieser Sendung von Frank Plasberg zu erleben, die deshalb so gar nichts mit den gleichzeitig stattfindenden Brüsseler Verhandlungen zu tun hatte. Sie hatte nur scheinbar das gleiche Thema, nämlich das Schicksal Griechenlands in der Eurozone.

„Fünf Seiten bürokratischer Müll“

Dieses Auseinanderfallen ist zu einem für die EU existentiellen Problem geworden. Bei Plasberg saß kein ausgewiesener Gegner der europäischen Integration, aber was die Befürworter zu sagen hatten, war schon erstaunlich. So meinte ein ausgewiesener Außenpolitiker der CDU im Europäischen Parlament wie Elmar Brok, die „griechische Bevölkerung vor dieser Regierung schützen zu müssen“. Angesichts solcher Formulierungen braucht man keine EU-Gegner mehr einzuladen. Den Part übernimmt schon das Establishment selbst: Brok ist seit 35 Jahren im Europäischen Parlament. In ähnlicher Weise, und doch ganz anders, argumentierte die Politologin Ulrike Guérot. Ein neues Papier aus dem Brüsseler Universum, [immerhin von den fünf Präsidenten europäischer Institutionen formuliert](#), nannte sie „fünf Seiten bürokratischer Müll“. Es ging, wir ahnen es schon, um die Vertiefung der europäischen Integration zur Stabilisierung der Eurozone. Frau Guérot ist zwar selber Teil jener Brüsseler Politikblase, die sie so vehement kritisiert, aber ihr Urteil über die Realität in der Brüsseler Politik war vernichtend.

Sie scheute sich dabei nicht, dem Publikum unbequeme Wahrheiten mitzuteilen, etwa über Deutschland als eigentlichen Profiteur der Währungsunion. Das will nur niemand hören. Schließlich gehört der Widerstand gegen eine Transferunion zu den fest gefügten Glaubenssätzen der deutschen Politik. Diese Position vertritt nicht nur Wolfgang Bosbach (CDU), der das gestern Abend entsprechend wiederholte. Wobei wieder einmal deutlich wurde, wie wenig man diesen ökonomischen Begriff überhaupt verstanden hat. Der Länderfinanzausgleich, den Brok erwähnte, ist in der Transferunion namens deutscher Föderalismus eher belanglos zu nennen. Wesentlich wichtiger sind die Sozialversicherungen und der Bundeshaushalt, die für den Ausgleich von Leistungsunterschieden innerhalb Deutschlands verantwortlich sind. Nur denkt niemand ernsthaft an eine Übertragung dieses Systems auf die Europäische Union. Allerdings vergiftet das die politische Atmosphäre in Europa. Griechenland wolle sich seinen Lebensstandard dauerhaft subventionieren lassen, ist der meist gehörte Vorwurf in den vergangenen Monaten, keineswegs nur aus Deutschland. Da fragt man sich schon, wer auf einer solchen Grundlage noch gemeinsam Politik machen will.

Potemkinsche Dörfer der europäischen Politik

Frau Guérot sprach daher von einer „institutionellen und politischen Krise“ der EU, und eben nicht nur von Griechenland. Nur stehen solche Krisen nicht auf der Tagesordnung in Brüssel. Es sei „ein Europa, wo nichts durch verschlossene Türen dringt“, so ihr Hinweis. Das Problem ist allerdings eher, was noch aus solchen Debatten den Brüsseler Sitzungssaal erreicht. Der ARD-Korrespondent in Brüssel, Rolf-Dieter Krause, sprach vom Glaubwürdigkeitsverlust der europäischen Politik. Es gehe darum, ob „noch irgendetwas gilt, was in Europa vereinbart worden ist“. Nur was war jetzt die Vereinbarung? Für Krause die Fortsetzung der bisherigen Politik, gleichgültig ob diese in Griechenland noch eine politische Mehrheit findet oder nicht. Mit der Begründung existierte heute übrigens sogar noch die DDR.

Es fehlte auch nicht der Hinweis auf die scheinbar besseren Ergebnisse dieser Politik in anderen Krisenländern. Brok und Krause nannten Irland, Spanien oder das Baltikum. Griechenland könnte somit im Euro bleiben. Es müsste sich lediglich an die Vereinbarungen halten, die Krause erwähnte. Nur ist gerade deren Scheitern das wichtigste Argument der Befürworter eines Ausscheidens Griechenlands aus der Währungsunion. Das galt gestern Abend nicht nur für Bosbach, sondern auch für den Bild-Journalisten Julian Reichelt. Den „Grexit“ kann man nur fordern, wenn man die bisherige Politik auch im griechischen Interesse für gescheitert hält. Insofern sind Reichelts Argumente nicht viel anders als die der Regierung in Athen. Es ist allerdings bisher in der „Bild“ nicht immer deutlich geworden, warum das so ist. Aber Logik muss ja nicht zwangsläufig die politischen Debatten bestimmen.

Nur wird niemand in Brüssel diese Grundsatzfragen diskutieren, weil man sie für geklärt hält, um politisch handlungsfähig zu bleiben. Deshalb werden in den kommenden Tagen **die Experten ausrechnen, wie die Renten gekürzt oder die Mehrwertsteuer erhöht werden soll**. Das sind gewissermaßen die Potemkinschen Dörfer der europäischen Politik, um vor der Auszahlung der nächsten Kredite an Griechenland eine ansprechende Fassade aufzubauen. Ohne diese Kreditlinien müsste Athen schließlich den Staatsbankrott anmelden, weil es seine Zahlungsverpflichtungen gegenüber dem IWF und der EZB nicht erfüllen kann. Um die Renten geht es dabei keineswegs, selbst wenn man das griechische Rentensystem für reformbedürftig hält. Diese Brüsseler Logik hat Krause gut in einen Begriff zusammengefasst: Das Dogma von der „Unumkehrbarkeit“ der europäischen Integration. Deshalb will niemand über die grundsätzlichen Fragen reden, die nicht nur bei Plasberg zur Sprache kamen. In Brüssel kann man nicht diskutieren, was die beste Lösung für Griechenland ist und daraus einen Plan zur Umsetzung entwickeln. Es gibt noch nicht einmal ein Verfahren, wie ein „Grexit“ im Rahmen der europäischen Institutionen abzuwickeln wäre. Die europäische Politik kann sich nur an den Pfad halten, der ihr zur Verfügung steht. Das sind die Experten mit ihren Zahlen. Denn wenn man die Umkehrbarkeit zulässt, wird man es mit einer Dynamik zu tun bekommen, die niemand kontrollieren kann. Das bestimmt das Denken in Brüssel, allerdings nicht in der Öffentlichkeit.

Folklore bei Gedenktagen und Karlspreisen

Diese Dynamik wäre tatsächlich unkalkulierbar, sowohl politisch wie ökonomisch. Das Risiko wird niemand eingehen wollen, also muss man seinen Handlungsspielraum nutzen. Bisher kam die Regierung in Athen noch nicht in die Verlegenheit, sich mit dem zu beschäftigen, was jeder von ihr verlangt. Mit der Modernisierung des Landes, um den „Muff“ eines abgewirtschafteten „Klientelismus“ loszuwerden, wie es der Journalist Michalis Pantelouris formulierte. Mit den bisherigen Methoden der politischen Landschaftsgärtner in Brüssel wird das jedenfalls nicht gelingen. Dafür wird ein Scheitern der Verhandlungen mit Griechenland jene Grundsatzfragen auf die Tagesordnung setzen, die ansonsten nur noch zur Folklore bei Gedenktagen oder bei der Verleihung von Karlspreisen in Aachen gehören.

Gestern Abend hat man selbst bei den überzeugten Europäern wenig gefunden, das noch für die europäische Integration spricht. Da ist wirklich nur zu hoffen, dass diese Erkenntnis durch die verschlossenen Türen Brüsseler Sitzungssäle dringt. Aber man kann natürlich auch weiterhin den Kopf in den Sand stecken.

122,115

Quand les économistes débattent sur la Grèce

Le Monde.fr | 12.02.2015 à 10h58 • Mis à jour le 22.06.2015 à 16h32

La victoire de la gauche radicale en Grèce sonne-t-elle le glas des programmes d'austérité ou bien prépare-t-elle des lendemains plus cruels encore pour ce pays ainsi que pour l'Europe ? Est-ce un modèle légitime d'inspiration ?...

- [Au-delà de la Grèce, la dette est européenne](#). Les économistes de dix institutions de réflexion de sensibilités variées analysent les solutions aux surendettements des Etats.

- [La Grèce va-t-elle partir avec la planche à billets ?](#), par Antoine Lévy, normalien, étudiant en économie à HEC et à l'École d'économie de Paris). Une sortie du pays de la zone euro s'accompagnerait d'un défaut sur les dettes envers les pays de la zone euro, qui s'élèvent officiellement à environ 220 milliards d'euros, auquel s'ajouterait la dette due aux autres banques centrales de la zone euro (dite « Target2 ») de 100 milliards d'euros.

- [Une nouvelle restructuration de la dette grecque est inacceptable](#), par Christian Jimenez, président de la société de gestion Diamant bleu gestion. Malgré les besoins urgents de financement de la Grèce à court terme, ses créanciers ne doivent surtout pas céder sur les conditions du remboursement de la dette. Les pays de la zone euro n'ont pas à payer, une fois de plus, pour pallier les dysfonctionnements fiscaux de l'Etat grec.

- [Un ministre grec sans cravate ou sans-culotte ?](#), par Pierre Branda, historien, membre de la Fondation Napoléon. Les solutions proposées par Athènes pour résorber sa dette rappellent curieusement celles que la Révolution et l'Empire appliquèrent en France entre 1790 et 1799, en particulier celle qui consiste à en transformer une partie en obligations perpétuelles, c'est-à-dire non remboursables. Que firent les révolutionnaires de l'énorme fardeau financier hérité de l'Ancien régime, et qui représentait près de 100 % du revenu national de l'époque ? La solution fut trouvée par Pierre-Joseph Cambon, député à la Convention et ancien négociant en draps : la dette fut « consacrée », c'est-à-dire gelée. Il avait promis de détruire « *les calculs des spéculateurs accoutumés à s'enrichir du discrédit public* », et il tint parole. Les anciens titres d'emprunts furent abolis pour être remplacés par une inscription unique sur le « Grand livre de la dette publique » dans lequel était indiqué pour chaque créancier, non pas le montant du capital qu'il avait autrefois prêté, mais seulement l'intérêt annuel que l'Etat lui devait.

- [Permettre un nouveau départ à la Grèce](#), par Guntram B. Wolff, directeur de l'Institut Bruegel (Bruxelles). Athènes ne peut pas s'affranchir des accords passés. Mais conclure un nouvel accord est encore possible. Le nouveau gouvernement grec a été élu en recevant un appui très solide pour changer de cap aussi bien dans la politique économique intérieure que dans les relations avec ses partenaires. Ne pas en tenir compte n'est pas envisageable. Cependant la perspective d'un accord ne saurait résulter d'un chantage ; elle doit découler d'une action sérieuse sur le plan national, et d'un accord entre les partenaires de l'Eurogroupe.

- [Il faut négocier, calmement, avec les Grecs](#), par Martin Wolf, éditorialiste économique. Le nouveau gouvernement grec mérite qu'on lui laisse le temps de présenter ses idées sur ce qu'il qualifie de nouveau contrat avec ses partenaires. Ceux-ci, sans aucun doute, méprisent et craignent ce qu'incarne Syriza. Mais l'Union européenne est censée être une union de démocraties, pas un empire.

- [Grèce: que veut Berlin ?](#), par Gabriel Colletis professeur d'économie à l'université Toulouse-I et chercheur au Laboratoire d'études et de recherches sur l'économie, les politiques et les systèmes sociaux (Lereps). Ce n'est pas tant le scénario d'une sortie de la Grèce de la zone euro qui est imaginable que celle de l'Allemagne, pour permettre aux économies du Sud de profiter d'une baisse de l'euro et sauver l'Europe.

- [Quelle remise de dette équitable pour la Grèce ?](#), par Thomas Philippon, professeur de Finance à New York University, lauréat du prix Bernàcer 2013 du meilleur économiste européen de moins de 40 ans. La Grèce est la première responsable de ses malheurs. C'est d'abord la conduite du

gouvernement au cours des quinze dernières années qui explique la crise. Le remboursement doit cependant intégrer la responsabilité de l'Europe dans la situation.

- [La victoire de Syriza, une bonne nouvelle pour la démocratie](#), par Gaël Giraud, économiste et directeur de recherche au CNRS. Si la Grèce s'est endettée, c'est largement du fait de son entrée dans la zone euro et notamment pour faire marcher l'industrie d'armement française.

- [Le populisme de Syriza mène à la catastrophe](#), par Mathieu Laine, président d'Altermind et enseignant à Sciences Po.

- [Syriza, une aubaine pour l'Europe ?](#), par Thomas Coutrot (économiste, porte-parole d'ATTAC) et Pierre Khalfa (économiste, coprésident de la Fondation Copernic). Le parti de la gauche radicale Syriza ne pourra pas appliquer son programme ambitieux sans déroger aux règles européennes. Loin d'être source de chaos, une telle remise en cause donnera un souffle nouveau à la zone euro.

- [Pour un véritable audit de la dette grecque](#), par Eric Toussaint, porte-parole du Comité pour l'annulation de la dette du tiers-monde (CADTM). La réglementation européenne autorise Athènes à examiner la légitimité des exigences de ses créanciers. Le résultat pourrait être surprenant.

- [La dette grecque de 2015 comme la dette allemande de 1953](#), par Gilles Dufrénot, professeur de sciences économiques à Aix-Marseille Université et chercheur associé au Centre d'études prospectives et d'informations internationales (Cepii). Après la guerre, les Américains ont imposé à leurs alliés une annulation et un rééchelonnement de la dette de guerre allemande, pour permettre la reconstruction du pays.

En savoir plus sur http://www.lemonde.fr/idees/article/2015/02/12/quand-les-economistes-debattent-sur-la-grece_4575093_3232.html#PikDlXM70UvIQtlq.99

https://www.stratfor.com/weekly/what-borders-mean-europe?utm_source=freelist-f&utm_medium=email&utm_term=Gweekly&utm_campaign=20150623&utm_content=readmoretext&mc_cid=407983c468&mc_eid=a50155e6f7

122,117

What Borders Mean to Europe

[Geopolitical Weekly](#)

JUNE 23, 2015 | 08:00 GMT

By [George Friedman](#)

Europe today is a continent of borders. The second-smallest continent in the world has more than 50 distinct, sovereign nation-states. Many of these are part of the European Union. At the core of the EU project is an effort to reduce the power and significance of these borders without actually abolishing them — in theory, an achievable goal. But history is not kind to theoretical solutions.

Today, Europe faces three converging crises that are ultimately about national borders, what they mean and who controls them. These crises appear distinct: Immigration from the Islamic world, the Greek economic predicament, and the conflict in Ukraine would seem to have little to do with each other. But in fact they all derive, in different ways, from the question of what borders mean.

Europe's borders have been the foundation of both its political morality and its historical catastrophes. The European Enlightenment argued against multinational monarchies and for sovereign nation-states, which were understood to be the territories in which nations existed. Nations came to be defined as groupings of humans who shared a common history, language, set of values and religion — in short, a common culture into which they were born. These groups had the right of national self-determination, the authority to determine their style of government and the people who governed. Above all, these nations lived in a place, and that place had clear boundaries.

The right of national self-determination has created many distinct nations in Europe. And, as nations do, they sometimes distrust and fear one other, which occasionally leads to wars. They also have memories of betrayals and victimizations that stretch back for centuries before the nations became states. Some viewed the borders as unjust, because they placed their compatriots under foreign rule, or as insufficient to national need. The right of self-determination led inevitably to borders, and the question of borders inevitably led to disputes among states. Between 1914 and 1945, Europeans waged a series of wars about national boundaries and about who has the right to live where. This led to one of the greatest slaughters of human history.

The memory of that carnage led to the creation of the European Union. Its founding principle was that this kind of massacre should never happen again. But the union lacked the power to abolish the nation-state — it was too fundamental to the Europeans' sense of identity. And if the nation-state survived, so did the idea of place and borders.

If the nation-state could not be abolished, however, then at least the borders could lose their significance. Thus two principles emerged after World War II: The first, predating the European Union, was that the existing borders of Europe could not be changed. The hope was that by freezing Europe's borders, Europe could abolish war. The second principle, which came with the mature European Union, was that the bloc's internal borders both existed and did not exist. Borders were to define the boundaries of nation-states and preserved the doctrine of national self-determination, but they were not to exist insofar as the movement of goods, of labor and of capital were concerned. This was not absolute — some states were limited in some of these areas — but it was a general principle and goal. This principle is now under attack in three different ways.

The Movement of Muslims in Europe

The chaos in the Middle East has generated a flow of refugees toward Europe. This is adding to the problem that European nations have had with prior Muslim migrations that were encouraged by Europeans. As Europe recovered from World War II, it needed additional labor at low cost. Like other advanced industrial countries have done, a number of European states sought migrants, many from the Islamic world, to fill that need. At first, the Europeans thought of the migrants as temporary residents. Over time, the Europeans conceded citizenship but created a doctrine of multiculturalism, which appeared to be a gesture of tolerance and was implicitly by mutual consent, given that some Muslims resisted assimilation. But this doctrine essentially served to exclude Muslims from full participation in the host culture even as they gained legal citizenship. But as I have said, the European idea of the nation was challenged by the notion of [integrating different cultures into European societies](#).

Partly because of a failure to fully integrate migrants and partly because of terrorist attacks, a growing portion of European society began perceiving the Muslims already in Europe as threatening. Some countries had already discussed resurrecting internal European borders to prevent the movement not only of Muslims, but also of other Europeans seeking jobs in difficult economic times. The recent wave of refugees has raised the matter to a new level.

The refugee crisis has forced the Europeans to face a core issue. The humanitarian principles of the European Union demand that refugees be given sanctuary. And yet, another wave of refugees into Europe has threatened to exacerbate existing social and cultural imbalances in some countries; some anticipate the arrival of more Muslims with dread. Moreover, once migrants are allowed to enter Europe by any one country, the rest of the nations are incapable of preventing the refugees' movement.

Who controls Europe's external borders? Does Spain decide who enters Spain, or does the European Union decide? Whoever decides, does the idea of the free movement of labor include the principle of the free movement of refugees? If so, then EU countries have lost the ability to determine who may enter their societies and who may be excluded. For Europe, given its definition of the nation, this question is not an odd, legal one. It goes to the very heart of what a nation is, and whether the nation-state, under the principle of the right of national self-determination, is empowered [to both make that decision and enforce it](#).

This question does not merely concern Muslims. In the 19th and 20th centuries, the Ostjuden — the Jews coming into Western Europe as they fled czarist edicts — raised the same challenge, even though they sought more vigorously to assimilate. But at that point, the notion of borders was unambiguous even if the specific decision on how to integrate the Jews was unclear. In many countries, the status of minorities from neighboring nations was a nagging question, but there were tools for handling it. The Muslim issue is unique in Europe [only to the extent that the European Union has made it unique](#). The bloc has tried to preserve borders while sapping them of significance, and now there is an upsurge of opposition not only to Muslim immigration, but also to the European Union's understanding of borders and free movement.

The Greek Crisis

The question of borders is also at the [heart of the Greek crisis](#). We see two issues: one small, the other vast. The small one involves capital controls. The European Union is committed to a single European financial market within which capital flows freely. Greeks, fearing the outcome of the current crisis, have been moving large amounts of money out of Greece into foreign banks. They remember what happened during the Cyprus crisis, when the government, capitulating to German demands in particular, froze and seized money deposited in Cypriot banks. Under EU rules, the transfer of deposits in one country of the bloc, or even outside the bloc, is generally considered legitimate. However, in the case of Cyprus, the free movement of capital across borders was halted. The same could conceivably happen in Greece.

In any event, which is the prior principle: the free movement of capital or the European Union's overarching authority to control that flow? Are Greek citizens personally liable for their government's debt — not merely through austerity policies, but also through controls imposed by the Greek government under European pressure to inhibit the movement of their money? If the answer is the latter, then borders on capital can be created temporarily.

The larger issue is the movement of goods. A significant dimension of this crisis involves free trade. Germany exports more than 50 percent of its gross domestic product. Its prosperity depends on these exports. I have argued that the inability to control the flow of German goods into Southern Europe drove the region into economic decline. Germany's ability to control the flow of American goods into the country in the 1950s helped drive its economic recovery. The European Union permits limits on the movement of some products, particularly agricultural ones, through subsidies and quotas. In theory, free trade is beneficial to all. In practice, one country's short-term gain can vastly outweigh others' long-term gains. The ability to control the flow of goods is a tool that might slow growth but decrease pain.

The essential principle of the European Union is that of free trade, in the sense that the border cannot become a checkpoint to determine what goods may or may not enter a country and under what tariff rule. The theory is superb, save for its failure to address the synchronization of benefits. And it means that the right to self-determination no longer includes the right to control borders.

Ukraine and the 'Inviolability' of Borders

Finally, there is the Ukraine issue — which is not really about Ukraine, but about a prior principle of Europe: Borders cannot be allowed to change. The core of this rule is that altering borders leads to instability. This rule governed between 1945 and 1992. Then, the fall of the Soviet Union transformed the internal borders of Europe dramatically, moving the Russian border eastward and northward. The Soviet collapse also created eight newly free nations that were Soviet satellites in Central and Eastern Europe and 15 new independent states — including Russia — from the constituent parts of the Soviet Union. It could be argued that the fall of the Soviet Union did not change the rule on borders, but that claim would be far-fetched. Everything changed. Then came the "velvet divorce" of Slovakia and the Czech Republic, and now there are potential divorces in the United Kingdom, Spain and Belgium.

Perhaps most importantly, the rule broke down in Yugoslavia, where a single entity split into numerous independent nations, and, among other consequences, a war over borders ensued. The conflict concluded with the separation of Kosovo from Serbia and its elevation to the status of an independent nation. Russia has used this last border change to justify redrawing the borders of Georgia and as a precedent supporting its current demand for the autonomy and control of eastern Ukraine. Similarly, the border between Azerbaijan and Armenia shifted dramatically as the result of war. (On a related note, Cyprus, divided between a Turkish-run north and a Greek-run south, was allowed into the European Union in 2004 with its deep border dispute still unsettled.)

Since the end of the Cold War, the principle of the inviolability of borders has been violated repeatedly — through the creation of new borders, through the creation of newly freed nation-states, through peaceful divisions and through violent war. The principle of stable borders held for the most part until 1991 before undergoing a series of radical shifts that sometimes settled the issue and sometimes left it unresolved. The Europeans welcomed most of these border adjustments, and in one case — Kosovo — Europeans themselves engineered the change.

It is in this context that the Ukrainian war must be considered. Europe's contention, supported by America, is that Russia is attempting to [change inviolable borders](#). There are many good arguments to be made against the Russians in Ukraine, which I have laid out in the past. However, the idea that the Russians are doing something unprecedented in trying to redraw Ukraine's borders is difficult to support. Europe's borders have been in flux for some time. That is indeed a matter of concern; historically, unsettled borders in Europe are precursors to war, as we have seen in Yugoslavia, the Caucasus and now Ukraine. But it is difficult to argue that this particular action by Russia is in itself a dramatically unprecedented event in Europe. The principle of national self-determination depends on a clear understanding of a nation and the unchallenged agreement on its boundaries. The Europeans themselves have in multiple ways established the precedent that borders are not unchallengeable.

There are two principles competing. The first is the European Union's desire that borders be utterly permeable without the nation-state losing its right to self-determination. It is difficult to see how a lack of control over borders is compatible with national self-determination. The other principle is that existing borders not be challenged. On the one hand, the union wants to diminish the importance of borders. On the other hand, it wants to [make them incontestable](#).

Neither principle is succeeding. Within Europe, more forces are emerging that want to return control over borders to nation-states. In different ways, the Muslim immigrant crisis and the Greek crisis intersect at the question of who controls the borders. Meanwhile, the inviolability of borders has been a dead letter since the fall of the Soviet Union.

The idea of borders being archaic is meaningful only if the nation-state is archaic. There is no evidence that this is true in Europe. On the contrary, all of the pressures we see culturally and economically point to not only the persistence of the idea of nationality, but also to its dramatic increase in Europe. At the same time, there is no evidence that the challenge to borders is abating. In fact, during the past quarter of a century, the number of shifts and changes, freely or under pressure, has only increased. And each challenge of a national border, such as the one occurring in Ukraine, is a challenge to a nation's reality and sense of self.

The European Union has promised [peace and prosperity](#). The prosperity is beyond tattered now. And peace has been intermittently disrupted — not in the European Union, but around it — since the Maastricht Treaty was signed in 1992 to create a common economic and monetary union. All of this is linked to the question of what a border represents and how seriously we take it. A border means that this is [my country and not yours](#). This idea has been a source of anguish in Europe and elsewhere. Nevertheless, it is a reality embedded in the human condition. Borders matter, and they matter in many different ways. The European crisis, taken as a whole, is rooted in borders. Attempting to abolish them is attractive in theory. But theory faces reality across its own border.

Geht der Energiewende das Geld aus?

Der Ausbau des Ökostroms kostet Milliarden. Das belastet die Energieversorger so stark, dass sie als Kapitalgeber auszuschneiden drohen. Andere Investoren sind gefragt – doch das ist leichter gesagt als getan.

23.06.2015, von **ANDREAS MIHM**, BERLIN



© DPADer Zweifel wächst, dass künftig etwa in genügend Offshore-Windparks investiert werden kann.

Mehr als 100 Milliarden Euro hat die deutsche Energiewende bisher verschlungen, sie hat große und kleine Stromversorger mit Wucht getroffen und tradierte Geschäftsmodelle in Frage gestellt. Doch 15 Jahre nach dem Beginn des Umbaus der Stromversorgung mit dem Ziel einer regenerativen, kohlendioxidfreien Erzeugung beschleicht Fachleute eine bange Frage: Geht der Energiewende das Geld aus?



Autor: Andreas Mihm, Wirtschaftskorrespondent in Berlin. Folgen:

Gut möglich, lautet die Antwort, die die deutsche Sektion des Weltenergieerates und die Berater von Roland Berger darauf geben. In einer unveröffentlichten Studie kommen sie zu diesem Schluss: „Die notwendigen Eigenkapitalmittel für den Ausbau der Netzinfrastruktur sowie von Wind offshore können vermutlich nur unter Mitwirkung alternativer, auch internationaler Investoren bereitgestellt werden. Hohe Risiken lassen es jedoch fraglich erscheinen, ob der Investitionsbedarf in ausreichender Höhe und Geschwindigkeit gedeckt werden kann.“

Neue Geldgeber müssen her

Es geht nicht um Kleingeld. Mindestens 280 Milliarden Euro müssten in den kommenden 15 Jahren investiert werden, um den politisch gewollten Umbau des Energiesystems voranzutreiben: Von Windrädern, Biomasseanlagen und Solarkraftwerken über lokale, regionale Stromverteil- und nationale -transportnetze bis hin zu großen Meereswindparks. Diese Berechnung setzt eine „nachhaltige Unterstützung der Politik“ bereits voraus. Ansonsten könnte es noch teurer werden.

Auf die traditionellen Energieunternehmen – seien es Stadtwerke oder Großkonzerne – ist dabei nicht mehr Verlass. „Viele traditionelle Energieversorger, die früher Investitionen im Stromsektor im Wesentlichen über ihr Eigenkapital finanzieren konnten, stehen heute mit dem Rücken zur Wand“, sagt Uwe Franke, Präsident der deutschen Sektion des Weltenergieerates, einer weltweiten Vereinigung von Energieunternehmen. Er hat früher das Geschäft der BP Europe geführt. Franke sagt, privaten wie kommunalen Versorgern fehlten die Investitionsmittel. Deshalb müssten neue Geldgeber gefunden werden, „um die Energiewende und zugleich die Versorgungssicherheit zu gewährleisten.“

Die Voraussetzungen dafür fallen unterschiedlich aus. Geld für Photovoltaikanlagen, Windanlagen an Land und für Biomasse sei wohl vorhanden. „Die hierfür notwendigen Kapitalmittel werden auch zukünftig von Banken, Privathaushalten und Projektierern zur Verfügung gestellt werden können“, heißt es in der Berger-Studie. Zudem könne der Staat gegebenenfalls leicht mit Anreizen nachhelfen.

„Hohe Risiken und Markteintrittshürden“ sowie eine „deutlich angespanntere Situation“ gälten dagegen für Investitionen in Offshorewindparks und Netze. 2012 hätten noch zwei Drittel der Offshorekapazitäten in der Hand von Energieversorgern gelegen, die zwischen einer und 2 Milliarden Euro je Windpark investiert hätten. Hier sei künftig ein größeres Engagement anderer Investoren nötig. Doch ist das leichter gesagt als getan: „Das hohe Risiko von Investitionen in Offshorewindanlagen widerspricht allerdings dem Risikoprofil institutioneller Anleger.“ Nicht zuletzt, weil Gesetze und Kapitalmarktregulierung den Investoren das Geschäft schwermachten.

Bei den Verteilnetzen treffe ein erheblicher Investitionsbedarf auf geschwächte Stadtwerke. Strukturelle Gründe schreckten Investoren zusätzlich ab: die Zersplitterung in 900 Netzbetreiber sowie der Trend zur Rekommunalisierung. Für den Ausbau der Verteilnetze veranschlagt die Deutsche Energieagentur bis 2040 Ausgaben von 28 bis 43 Milliarden Euro.

Notwendiges Eigenkapital fragwürdig

Auch für die Übertragungsnetze, die Strom über weite Strecken transportieren, stehen zweistellige Milliardeninvestitionen an. Angesichts der hohen Beträge sei es fragwürdig, ob Tennet, Amprion, 50Hertz und Transnet BW „die notwendigen Eigenkapitalmittel eigenständig aufbringen können“. Fonds und institutionelle Anleger könnten die mit dem Netzausbau einhergehenden Großprojektrisiken wie Verzögerungen bei Genehmigungen und Bau abhalten. Der aktuelle große Widerstand Bayerns gegen den Netzaufbau könnte damit gemeint sein.

Folgt man der Studie, so geraten die Energieversorger von zwei Seiten unter Druck. Einerseits fehle vielen das Eigenkapital für Ökostrominvestments. Gleichzeitig drängten starke Investoren in den Markt, getrieben von niedrigen Zinsen und auf der Suche nach attraktiven Anlagen. Versorger könnten deshalb ihre Bedeutung als Finanziere und Eigentümer von Anlagen und Netzen verlieren. Gleichzeitig werde ihre Rolle als Betreiber durch spezialisierte Projektierer und womöglich demnächst auch durch Anlagenhersteller in Frage gestellt.

Energieversorger müssten flexibler werden, sich mehr als Mittler verstehen und in Kooperationen denken. Sie könnten die Rollen des Fondsinitiators, des Fondsdienstleisters sowie des Finanzinvestors einnehmen. An der Schnittstelle zwischen Projektierer und Kapitalgeber eröffne sich ein Geschäftsmodell. „Doch dieser Übergang geschieht nicht von selbst“, sagt Franke. Energieversorger müssten sich umstellen und die „Energiewende als Kapitalwende“ verstehen.



Brüssel fordert mehr Macht im Euroraum

Fünf Spitzenpolitiker der EU wollen die Währungsunion stärker zentralisieren. Auch von mehr „Risikoteilung“ zwischen den Staaten ist die Rede. Der Zehn-Jahres-Plan dürfte Streit auslösen, denn Deutschland und Frankreich wollen keine Macht abgeben.

22.06.2015, von WERNER MUSSLER, BRÜSSEL

Die Entscheidungsstrukturen im Euroraum sollen langfristig erheblich zentralisiert werden. Das fordern die Präsidenten der EU-Kommission, Jean-Claude Juncker, des Eurogipfels, Donald Tusk, der Eurogruppe, Jeroen Dijsselbloem, der Europäischen Zentralbank (EZB), Mario Draghi, und des Europaparlaments, Martin Schulz, in ihrem Bericht zur „Vollendung“ der Wirtschafts- und Währungsunion.

Der Bericht, den die Staats- und Regierungschefs in Auftrag gegeben hatten, wird an diesem Montag, wenige Stunden vor den entscheidenden Beratungen der Eurostaaten über den Verbleib Griechenlands im Euroraum, veröffentlicht. Darin heißt es, die Währungsunion werde von 2025 an ein „Hort der Stabilität und des Wohlstands“ für die Bürger der Eurostaaten sein, wenn in der Zwischenzeit alle vorgeschlagenen Schritte vollzogen würden. Die Regierungen in Berlin und Paris hatten sich vor einigen Wochen gegen eine weitere Zentralisierung ausgesprochen.

Staaten müssten sich solidarisch verhalten

Erklärtes Ziel des Berichts ist, die in der Euro-Krise offenkundig gewordene Anfälligkeit des Euroraums gegen wirtschaftliche Schocks abzufedern und künftigen Krisen vorzubeugen. **Zugleich heißt es, die Euroländer hätten ihre nationale Währung „unwiderruflich“ aufgegeben** Deshalb müssten sich alle **Staaten in Krisenzeiten „solidarisch verhalten“**. An verschiedenen Stellen ist davon **die Rede, dass die „Risikoteilung“ zwischen den Staaten ausgebaut werden müsse.**

Zwar enthält der Bericht zahlreiche Einzelvorschläge zur Zentralisierung von Entscheidungen. Seinen ehrgeizigen Anspruch löst er freilich selbst nur mit Blick auf die lange Frist ein, also die Zeit von 2017 an. **Für die kommenden zwei Jahre ist nur eine „Vertiefung durch Handeln“ vorgesehen.** Das bedeutet, dass in diesem Zeitraum keine neuen Instrumente beschlossen werden sollen. Vielmehr geht es darum, bestehende Methoden wie das „europäische Semester“ und die Verfahren bei „makroökonomischen Ungleichgewichten“ anzuwenden sowie Gesetzesvorhaben – etwa die noch ausstehenden Gesetze zur Banken- und die angekündigten zur Kapitalmarktunion – zu beschließen.

EU-Verträge müssten geändert werden

Faktisch ist damit die Diskussion über die Vertiefung der Währungsunion erst einmal um zwei Jahre verschoben. Das lässt darauf schließen, dass die Autoren des Berichts über das mittelfristige Ausmaß der Vertiefung keineswegs einig sind. Auch der frühe Einspruch aus Berlin und Paris spricht gegen eine schnelle Verwirklichung der Vorschläge.

Hinzu kommt, **dass einige der in dem Bericht angesprochenen Ideen eine Änderung der europäischen Verträge erfordern, die nur einstimmig, also mit der Zustimmung aller EU-Staaten möglich ist.** Im Frühjahr 2017 will die EU-Kommission ein Weißbuch vorlegen, in dem die längerfristigen Ideen des Berichts präzisiert werden sollen.

Einfluss der Euroländer soll sinken

Die fünf Präsidenten konzentrieren sich in ihren Vorschlägen auf zwei ökonomische Ziele, die zentrale Steuerung der wirtschaftlichen Konvergenz der Eurostaaten und **die Schaffung einer „Fiskalunion“, mit der die EU-Aufsicht über die Haushaltspolitik der Eurostaaten verstärkt werden soll.** Diese Ziele werden

verknüpft mit der Forderung nach „**demokratischer Rechenschaftspflicht, Legitimität und institutioneller Stärkung**“.

Hinter dieser Formulierung steckt **die Absicht** vor allem der EU-Kommission, **den in der Krise gewachsenen Einfluss der Euroländer zugunsten der EU-Institutionen, besonders der Kommission und des Europaparlaments, wieder zurückzudrängen**. Aus diesem Grund hat Juncker zu dem ursprünglichen Vier-Präsidenten-Gremium auch Parlamentspräsident Schulz gebeten.

In der Krise hatten die Eurostaaten zahlreiche zwischenstaatliche Abkommen und Institutionen zur Krisenbekämpfung und -prävention geschaffen. Dazu gehören der sogenannte **Euro-Plus-Pakt und der Fiskalpakt**, in denen sich die Staaten zu wirtschafts- und finanzpolitischem Wohlverhalten verpflichtet haben. **Sie haben kaum Ergebnisse gebracht und spielen in der aktuellen Reformdiskussion kaum noch eine Rolle**. Deshalb heißt es in dem Bericht, weitere „Pakte“ seien wenig sinnvoll, vielmehr müssten die EU-Gesetze vereinfacht und gestrafft werden.

Mittelfristig müssten die zwischenstaatlichen Kriseninstrumente komplett in Gemeinschaftsrecht überführt werden, heißt es in dem Bericht. Damit wäre **eine weitreichende Kontrolle dieser Einrichtungen durch die Kommission verbunden**. **Auch den Euro-Krisenfonds ESM, der bisher eine zwischenstaatliche Institution ist, wollen die Autoren langfristig zu einem „Gemeinschaftsinstrument“ machen**. Das bedeutete, dass das ESM-Ausleihvolumen von 500 Milliarden Euro, das sich aus Beiträgen der Euro-Staaten speist und von diesen auch kontrolliert wird, in die Kontrolle der EU-Kommission überführt würde. **Es ist kaum vorstellbar, dass die Staaten dieser Idee zustimmen**.

Wenig konkret bleibt der Bericht in der immer wieder diskutierten **Frage, ob die Währungsunion eine Art europäischen Finanzminister erfordert**, wie dies 2011 der damalige EZB-Präsident Jean-Claude Trichet gefordert hatte. Es heißt lediglich, ein „europäisches Schatzamt“ könne langfristig den Rahmen für gemeinsame Entscheidungen der Eurostaaten bilden. Die kurzfristig näherliegende Lösung – einen hauptamtlichen Vorsitzenden der Eurogruppe – verwirft der Bericht. Dieser sei allenfalls langfristig denkbar.

Diese Festlegung dürfte auch kurzfristige Folgen haben: Die Chancen des niederländischen Finanzministers Dijsselbloem, sein Amt für weitere zweieinhalb Jahre zu behalten, sind gestiegen. Der Niederländer will weiterhin Finanzminister seines Landes bleiben, während sein Gegenkandidat, der spanische Wirtschaftsminister Luis de Guindos, die Position lieber hauptamtlich wahrnehmen will. Die Eurogruppe entscheidet im Juli über die Personalie.

EZB hat in Athen 100 Milliarden Euro im Feuer

Sebastian Jost

23 juin 2015 [Die Welt](#)

Notenbank weitet den Rahmen für Notfallkredite an griechische Institute erneut aus. Doch das Risiko ist hoch

Sebastian Jost und Holger Zschäpitz

Der Beschluss hatte schon etwas von Routine. Am Montagmorgen tagte erneut der Rat der Europäischen Zentralbank (EZB), und er tat das, was er vergangene Woche schon zweimal getan hatte: Die 25 Notenbanker weiteten den Rahmen für Notfallkredite an griechische Banken erneut aus. Erst am Freitag hatten die Ratsmitglieder in einer ad hoc angesetzten Telefonschaltung zusätzliche Mittel für die Banken des Krisenlandes freigemacht. Auf rund 86 Milliarden Euro belief sich der Notkredit-Rahmen damit, am Montagmorgen kamen nach Meldungen der Finanzagentur MNI nochmals 1,3 Milliarden Euro hinzu. Geld, das die griechischen Kreditinstitute dringend brauchen. Weil immer mehr Sparer ihre Konten räumen, wären die Banken längst pleite, wenn die Zentralbank die entstehenden Löcher in den Bilanzen nicht umgehend stopfen würde. Allein vergangene Woche flossen mehr als fünf Milliarden Euro an Einlagen ab.

Doch was nach einem gütigen und zugleich eher technischen Akt der EZB klingt, könnte die Steuerzahler im Rest Europas noch teuer zu stehen kommen. Denn mit jeder weiteren Milliarde an Zentralbankgeld, die nach Griechenland fließt, erhöht sich das Verlustrisiko für alle anderen, sollte das Land aller Rettungsbemühungen zum Trotz in die Pleite oder aus der Währungsunion rutschen. **Das Engagement der EZB in Griechenland ist gewaltig. Nach Berechnungen der Deutschen Bank beträgt es aktuell rund 150 Milliarden Euro. Darunter fallen nicht nur die Notkredite für die griechischen Banken und die sonstige Finanzierung der dortigen Kreditinstitute, sondern auch griechische Staatsanleihen, die die Notenbank in den Jahren 2010 bis 2012 unter dem damaligen EZB-Präsidenten Jean-Claude Trichet gekauft hatte. In welchen Dimensionen sich das EZB-Engagement insgesamt bewegt, offenbart das Verhältnis zur griechischen Wirtschaftsleistung. Die 150 Milliarden entsprechen gut 83 Prozent des Bruttoinlandsprodukts.**

Wie groß das Risiko ist, hängt davon ab, was genau man als schlimmsten Fall annimmt und was die Sicherheiten wert sind, die die EZB im Gegenzug für die Ausleihungen bekommen hat. **Geht man aber davon aus, dass auch die griechischen Banken eine Pleite des Staates nicht überleben würden und sich das Land im Anschluss kaum noch im Euro halten könnte, ergibt sich für die EZB bereits jetzt ein Risiko von gut 100 Milliarden Euro.** Auch die amerikanische Investmentbank JP Morgan geht im Falle eines Austritts Griechenlands aus dem Euro von hohen Verlusten aus. "Der Großteil der Sicherheiten besteht aus griechischen Assets, und die dürften im Fall der Staatspleite nur noch wenig wert sein", meint David Mackie, Ökonom bei [JP Morgan](#) in London. **Und in den Augen von Marktakteuren geht es nicht zuletzt auch um die Glaubwürdigkeit der EZB.**

Unmittelbar ausfallen würden im Falle einer griechischen Staatspleite die Anleihen der Regierung in Athen, die bei der EZB liegen. Das Euro-System hatte im Rahmen des ersten Staatsanleihen-Programms ab dem Jahr 2010 auch griechische Bonds in großem Stil aufgekauft. Ende 2014 belief sich der Restbestand noch auf 19,8 Milliarden Euro. Allerdings muss man berücksichtigen, dass seither einige Anleihen ausgelaufen sind und dass auch die griechische Zentralbank einen Teil davon gekauft hat. Das Ifo-Institut taxierte das Ausfallrisiko aus griechischen Bonds deshalb für Ende März auf 17,2 Milliarden Euro, neuere Berechnungen liegen nicht vor.

Das ist aber nur ein kleiner Teil der Miene. Viel stärker fällt ins Gewicht, dass das griechische Wirtschafts- und Finanzsystem erheblich von Zentralbankgeld abhängig ist. So zirkulieren in Griechenland im Verhältnis zur Volkswirtschaft deutlich mehr Banknoten als in anderen Euro-Ländern, wozu der Sturm auf die Bankschalter in den vergangenen Wochen weiter beigetragen hat. Die Strategen der britischen Barclays sprechen davon, dass Griechenland zu einer "Bargeld-Ökonomie" geworden ist.

Das führt nach der Buchhaltungs-Logik der EZB zu Verbindlichkeiten gegenüber dem übrigen Euro-System. Schließlich macht eine Notenbank Gewinne, wenn sie Bargeld in Umlauf bringt - Fachleute bezeichnen diesen Geldschöpfungs-Gewinn als "Seignorage". Diese Seignorage wird unter den Mitgliedsländern der Währungsunion umverteilt. Griechenland muss also den überproportionalen Geldschöpfungs-Gewinn abführen. Diese Verbindlichkeiten beliefen sich Ende April auf 16,2 Milliarden Euro, neuere Bilanzen der Bank of Greece liegen nicht vor. Im Falle eines Grexits steht zu befürchten, dass diese Schulden nie beglichen werden.

Dazu kommt der große Block der Bankenfinanzierung. Die griechischen Institute sind mangels anderer Geldgeber schon lange in hohem Maße von der Zentralbank abhängig. **Die Bank of Greece wiederum finanziert ihre Darlehen an die Geschäftsbanken mittels Krediten aus dem restlichen Euro-System, die über das EZB-eigene Zahlungssystem Target2 nach Griechenland fließen.** Dass die griechischen Banken inzwischen nur noch Notfallkredite anstelle von normalen EZB-Darlehen in Anspruch nehmen können, ändert daran nicht viel. **Der einzige wirkliche Unterschied besteht darin, dass die griechische Notenbank für diese sogenannten ELA-Hilfen formal alleine haftet. Doch mit gut 800 Millionen Euro an Eigenkapital und Rücklagen könnte sie nicht einmal ein Prozent der vergebenen Notkredite abdecken.**

Die gesamten Target-Schulden Griechenlands beliefen sich zum Stichtag 30. April auf knapp 99 Milliarden Euro. Da die Summe an Notkrediten an Banken seither um mehr als zehn Milliarden Euro gestiegen sind, dürfte auch der Target-Saldo entsprechend weiter ins Minus gerutscht sein. Geht man davon aus, dass im Falle eines Grexits die bisherigen Zahlungskanäle zwischen der Bank of Greece und den anderen Euro-Notenbanken gekappt würden, wären also allein aus der Bankenfinanzierung gut und gerne 110 Milliarden Euro verloren.

Insgesamt schulden die Regierung und die Zentralbank Griechenlands der EZB und dem restlichen Euro-System also annähernd 150 Milliarden Euro. Dagegenrechnen kann man immerhin einige Sicherheiten, die griechische Banken für ihre Notenbankdarlehen hinterlegt haben. Nach Berechnungen der Deutschen Bank sind immerhin 38,5 Milliarden Euro der EZB-Engagements durch werthaltige Sicherheiten abgedeckt. Denn dafür haben die griechischen Banken Anleihen des europäischen Rettungsfonds EFSF hinterlegt, die aus einer früheren Banken-Rekapitalisierung stammen. Für die EFSF-Papiere bürgen nicht die Griechen selbst, sondern die restlichen Staaten der Euro-Zone.

Dennoch bleibt ein ungedecktes Griechenland-Risiko der EZB von gut und gerne 100 Milliarden Euro. Auf die Bundesbank entfallen nach dem Kapitalschlüssel der EZB gut 25 Prozent davon. Selbst für Notenbank-Verhältnisse ist das eine gewaltige Summe. Zum Vergleich: **Das gesamte Euro-System, bestehend aus der EZB und den nationalen Zentralbanken der Mitgliedstaaten, kommt aktuell nur auf knapp 97 Milliarden Euro an Eigenkapital und Rücklagen.** Die Griechenland-Ausfälle wären also im Extremfall geeignet, sämtliche Kapitalpuffer auszukurieren. Immerhin: In den Zentralbank-Bilanzen finden sich zusätzlich gut 400 Milliarden Euro an Neubewertungsrücklagen, mit denen sich ebenfalls Verluste auffangen lassen.

Manche Experten vertreten ohnehin die These, dass eine Notenbank theoretisch unbegrenzt Verluste verkraften könne. "Eine groß angelegte Rekapitalisierung durch die europäischen Steuerzahler muss niemand fürchten. **Notenbanken können über Jahre mit negativem Eigenkapital operieren**", meint JP-Morgan-Mann Mackie. Außerdem könnten sich die Notenbanken selber rekapitalisieren, indem sie die Gewinne aus der Geldschöpfung einbehalten.

Doch damit bleibt der Steuerzahler in gewisser Weise trotzdem in der Haftung. **"Auch ein Aktionär verliert Vermögen, wenn seine Aktiengesellschaft Verluste macht, obwohl er keine Nachschusspflicht hat", argumentiert Ifo-Präsident Hans-Werner Sinn.** Schließlich fließen die Gewinne des Euro-Systems in normalen Jahren in die nationalen Haushalte. Die Bundesbank etwa überwies dieses Jahr knapp drei Milliarden Euro an Bundesfinanzminister Wolfgang Schäuble, im vergangenen Jahr waren es sogar fast 4,6 Milliarden. Müssen die EZB und die nationalen Notenbanken aber demnächst die Griechenland-Verluste verarbeiten, rücken sämtliche Ausschüttungen an die Staaten in weite Ferne.

Grexit, Brexit, Flüchtlingsdrama: Die Europäer verlieren den Glauben an ihr eigenes Projekt

Minkmar, Nils Mahler, Armin Pauly, Christoph Reiermann, Christian Schult, Christoph

20 juin 2015

[Der Spiegel](#) (c) 2015 Der Spiegel

Scheitert Europa? Seine Politiker scheinen unfähig, die großen Probleme zu lösen, weite Teile der Bevölkerung verlieren den Glauben an das historische Projekt. Eine Reform seiner Institutionen ist drängender, zugleich aber auch schwieriger denn je.

Siebzig Jahre nach dem Ende des Zweiten Weltkriegs ist Europa nicht nur von der griechischen Staatspleite bedroht, sondern gleich von mehreren schweren Krisen. Es sind Phänomene, die einzeln vielleicht beherrschbar wären, die kombiniert jedoch das Potenzial haben, den idealistischen Gehalt des europäischen Projekts zu zerstören.

Da ist die soziale Krise der anhaltend hohen Jugendarbeitslosigkeit in Spanien, Italien, Frankreich und Griechenland. Da ist die humanitäre Krise der unkontrollierten Migration über das Mittelmeer. Da ist die außenpolitische Krise im Verhältnis zu Russland und des Kriegs in der Ukraine. Da ist die politische Krise durch den Aufstieg und Erfolg antieuropäischer Parteien der extremen Linken und Rechten in wichtigen Ländern der Union.

Und bei keinem dieser Probleme scheint der alte Kontinent noch die Kraft zu einer Lösung zu haben. Die Politiker wirken hilflos. Die Bürger verlieren zusehends den Glauben an das historische Projekt eines einigen Kontinents. Immer mehr Europäer sehen in der europäischen Integration in ihrer jetzigen Form keineswegs mehr den Garanten für Frieden und Wohlstand, der einmal versprochen wurde, sondern bloß noch eine ominöse, nicht zu kontrollierende Macht, die keine Krisen löst, sondern selbst der Grund der Krise ist.

Mit Entsetzen werden Woche um Woche die Toten auf dem Meer beklagt, aber auch der herzlose Umgang mit jenen, die die lebensgefährliche Passage überstehen (siehe Seite 60). Fassungslos schaut die europäische Öffentlichkeit zu, wie das nun schon seit fünf Jahren schwelende, zu Beginn nicht unlösbar scheinende Drama um die griechischen Staatsfinanzen in immer weitere Runden geht; wie bloß aufgeschoben wird statt entschieden und dabei das Leben der Griechen, um deren Rettung es in den Reden immer ging, härter wird statt besser.

Die politischen Eliten, die von Anfang an der zuverlässige Motor des europäischen Projekts waren, wirken ratlos. In Frankreich und Großbritannien führte der Erfolg der antieuropäischen Gedanken in Parteien und der Öffentlichkeit zu einer effektiven Einschüchterung der Exekutive. Weder David Cameron noch François Hollande, die Regierungschefs dieser Länder, sind in der Lage, in Europa eine führende Rolle zu übernehmen. Bundeskanzlerin Angela Merkel zögert.

Bisher konnten sich die Bürger stets darauf verlassen, dass eine parteiübergreifende Gruppe von Staatsmännern und -frauen dafür sorgte, dass die europäische Integration vorangeht. Europa ist über weite Strecken ein Elitenprojekt, das von den Bürgern mit Wohlwollen, aber auch aus einer Distanz heraus verfolgt wird – es wurde bislang für Europa auch niemandem etwas abverlangt oder genommen.

Doch heute wirkt Europa, dieses einmalige historische Projekt, als wäre es unter die Kleinkrämer gefallen. Es wird gefeilscht und gestritten, ob und wie Griechenland in der Währungsunion gehalten werden kann, und die Briten drohen gar, aus der EU auszuscheren, wenn ihnen nicht Sonderrechte eingeräumt werden.

Gebannt blickt die Welt auf einen Kontinent, der vielen Völkern einmal ein Vorbild war, demokratisch, wohlhabend und wohlorganisiert, und der sich nun selbst zu zerlegen droht. Der es nicht einmal schafft, mit den Problemen einer so kleinen Volkswirtschaft wie der griechischen fertigzuwerden. Und der zunehmend von nationalen und ökonomischen Interessen dominiert wird.

Grexit und Brexit – so verniedlichend wird benannt, was der Anfang vom Ende des geeinten Europa sein könnte: der Exit Griechenlands aus dem Euro und Großbritanniens aus der EU.

Der britische Premierminister David Cameron hat den Briten spätestens für 2017 ein Referendum versprochen, in dem sie über einen Ausstieg aus der EU abstimmen können. Damit hat sich der Briten-Premier in die Geiselnhaft zahlreicher Hinterbänkler in seiner

eigenen konservativen Partei begeben, die schon seit Jahrzehnten in Brüssel das Böse schlechthin sehen. Cameron will den auch für sein Land kostspieligen Abschied von der EU abwenden, indem er einen "fairen Deal" mit den anderen Europäern aushandelt.

Wenn dieses Geschäft nicht zustande kommt, verlöre die EU nicht nur eines ihrer wichtigsten Mitglieder und damit weltweit an Ansehen und Einfluss, zudem verschöbe sich das Gleichgewicht der Kräfte innerhalb der Union – hin zu den weniger markt- und mehr staatsnahen Ländern des Südens. Wenn sich die Briten aber durchsetzen, könnten auch andere Mitgliedstaaten Sonderrechte verlangen.

Noch gravierender könnte der Grexit die Statik Europas verändern. 19 der 28 EU-Länder haben den Euro eingeführt, ein Austritt Griechenlands aus der Währungsunion würde einen Präzedenzfall mit weitreichenden Folgen schaffen. In der nächsten Krise könnten dann weitere Kandidaten den Notausgang wählen, das Projekt gemeinsame Währung wäre gescheitert.

Bundeskanzlerin Angela Merkel will solche Horrorszenarien verhindern. Die Verhandlungen mit dem griechischen Ministerpräsidenten Alexis Tsipras hat sie zur Chefsache gemacht (siehe Seite 34). Dem britischen Premier David Cameron will sie ebenfalls entgegenkommen. "Wo ein Wille ist, ist auch ein Weg, das hat Europa schon häufig bewiesen", sagte sie.

An Merkels Willen mangelt es wohl tatsächlich nicht, Tsipras muss seinen Willen erst noch beweisen. Immer wieder hat er Forderungen nach eigenen Reformvorstellungen brüsk zurückgewiesen und die Kreditgeber frontal angegriffen. Mit jedem Tag schwindet die Hoffnung, dass sich die beiden auf einen gemeinsamen Weg verständigen. Wenn bis zum 30. Juni kein Geld fließt, ist Griechenland so gut wie pleite. Aber selbst wenn sich auf dem für kommenden Montag einberufenen Sondergipfel doch noch ein Ausweg findet, geht das Pokerspiel weiter. Griechenland braucht dann ein neues Hilfspaket, es wäre das dritte.

Die Kanzlerin und mit ihr die anderen Regierungschefs stehen vor einem Dilemma: Sie wollen Griechenland unbedingt in der Währungsunion halten, aber sie brauchen auch einen Beitrag von Tsipras. Sonst können sie die gefundene Lösung den eigenen Wählern nicht vermitteln. Aber je mehr sie Tsipras entgegenkommen, desto größer ist die Gefahr, dass auch andere Krisenländer den Reformkurs aufweichen.

Es sind ja nicht nur die Griechen und die Briten, die der EU skeptisch gegenüberstehen. Ein Erfolg von Tsipras im Poker um die Griechenlandhilfen könnte in Spanien der linken Protestpartei Podemos Auftrieb geben, in Frankreich feiert der rechtsextreme Front National schon jetzt Wahlerfolge mit antieuropäischen Parolen, womöglich hat seine Chefin Marine Le Pen sogar Chancen, die nächste Präsidentin des Landes zu werden. In mehreren Ländern sind EU-skeptische Parteien schon heute an den Regierungen beteiligt. In Ungarn hat es einer der größten Kritiker sogar an die Spitze der Regierung geschafft. Dort tritt Premierminister Viktor Orbán seit Jahren EU-Grundrechte mit Füßen. Kürzlich wollte er sogar die Todesstrafe einführen, was die EU-Kommission dazu veranlasste, Ungarn mit dem Rauswurf aus der EU zu drohen.

Was bisher Konsens war in der EU, wird zunehmend infrage gestellt. Der Brite Cameron will gar die Präambel des EU-Vertrags ändern. Dort heißt es, dass die Länder Europas "eine immer engere Union" anstreben. Für Cameron ist die Europäische Union "ein Mittel zum Zweck, nicht ein eigenständiges Ziel".

Nie zuvor in der Geschichte der EU war die Idee des gemeinsamen Europa so gefährdet wie heute, da ein Europa ohne Grenzen selbstverständlich geworden ist. Was die EU sein soll und sein will, darüber sind sich ihre Mitglieder weniger einig denn je. Ist sie eine Wertegemeinschaft oder ein bloßes Zweckbündnis, sollen die Länder noch enger zusammenrücken oder wieder weiter auseinander? Was ist das Ziel: die Vereinigten Staaten von Europa oder ein Bund souveräner Nationalstaaten mit einem gemeinsamen Binnenmarkt?

Gleichzeitig war ein einiges Europa kaum jemals wichtiger als heute, da das Gewicht des Alten Kontinents schwindet. Sein Anteil an der globalen Wertschöpfung schrumpft beständig, sein Anteil an der Weltbevölkerung ebenfalls. Asien hat inzwischen Europa, aber auch die USA als Wachstumslokomotive der Welt abgelöst, Amerika orientiert sich deshalb zunehmend Richtung Pazifik. Wenn Europa in dieser neuen Welt mitreden will, muss es mit einer Stimme sprechen. Notwendig wäre deshalb vor allem eine Reform seiner Institutionen und Prozesse. Das aber bedeutet: Brüssel braucht mehr Macht – wo doch eine wachsende Zahl von Bürgern genau das Gegenteil wünscht.

Deren Unbehagen hat seinen Grund auch und vor allem im Euro und seinen Konstruktionsfehlern. Die gemeinsame Währung war das bisher ehrgeizigste Projekt der Europäischen Union, es sollte die Länder Europas für immer fest aneinanderbinden und einen. Stattdessen droht es sie zu spalten: Es hat Staaten gegeneinander aufgebracht und Regierungen ihren Wählern entfremdet.

Fünf Jahre nachdem Griechenland zum ersten Mal geholfen werden musste, steht das Land noch immer am Abgrund. Die Menschen leiden unter der Sparpolitik, doch die entscheidenden Reformen haben die wechselnden Regierungen nie umgesetzt: Noch immer gibt es weder ein funktionierendes Steuersystem noch ein flächendeckendes Katasterwesen.

Und obwohl zumindest die privaten Gläubiger auf über 50 Prozent ihrer Kredite verzichteten, haben die Staatsschulden astronomische Ausmaße erreicht. Insgesamt gewährten die Geldgeber Griechenland in den vergangenen fünf Jahren 220 Milliarden Euro an Hilfen.

Das meiste Geld kam von den Partnerländern, knapp 53 Milliarden Euro bilateral, rund 131 Milliarden über den Rettungsschirm EFSF. Den Rest stellte der Internationale Währungsfonds (IWF) zur Verfügung.

Auf Deutschland entfällt ein Anteil von 55 Milliarden direkter Hilfen (siehe Grafik). Dieses Geld müsste abgeschrieben werden, wenigstens zum Teil, wenn Griechenland seine Zahlungsunfähigkeit erklärt. Auswirkungen auf den Bundeshaushalt hätte der Grexit vorerst nicht. Die griechischen Schulden, für die Deutschland einstehen müsste, werden erst ab 2020 fällig. Auf wie viel der deutsche Finanzminister davon tatsächlich verzichten müsste, würde auf einer Gläubigerkonferenz in ein paar Jahren festgelegt.

Für Griechenland aber hätte ein Scheitern der Verhandlungen unmittelbare Folgen. Sobald das Land seine Verbindlichkeiten nicht mehr bedient, wird es abgeschnitten vom Geldkreislauf der Eurozone. Um ihre laufenden Verbindlichkeiten zu erfüllen, zum Beispiel Renten oder Beamtgehälter, müsste die Regierung von Alexis Tsipras zu einer Art Notgeld greifen. Sie würde Schuldscheine in Umlauf bringen, auf denen sie verspricht, dem Inhaber den Nennbetrag zu zahlen, wenn sie wieder flüssig ist.

Die Schuldscheine, auf Englisch IOUs genannt, lauten auf Euro. Vorübergehend können sie als Zahlungsmittel fungieren, wenn Händler, Geschäfte aber auch staatliche Stellen sie als solche akzeptieren. Erfahrungen in anderen Ländern haben gezeigt, dass sie dies für gewöhnlich tun, aber nur gegen einen Abschlag. Niemand traut einer Pleiteregierung zu, dass sie ihre Verbindlichkeiten dereinst voll erfüllen wird.

Schuldscheine zu einem Nennwert von zum Beispiel 100 Euro haben in einem solchen Fall nur eine Kaufkraft von 50 Euro. Damit nehmen die Schuldscheine die Abwertung einer künftigen Währung vorweg. Experten gehen davon aus, dass eine neue Währung die Schuldscheine nach einigen Wochen oder Monaten zwangsläufig ersetzt. Die Rückkehr zum Euro ist, wenn dieser Weg erst einmal eingeschlagen ist, sehr schwierig, ein Austritt aus der Währungsunion scheint dann, auch wenn er in den Verträgen nicht vorgesehen ist, unausweichlich.

Es gibt namhafte Ökonomen, die einen solchen Austritt für die beste aller Lösungen halten. Nur mit einer eigenen Währung, argumentieren sie, könne Griechenland ökonomisch wieder gesunden. Mit dem Ausscheiden Griechenlands würde die verbleibende Eurozone deutlich homogener und damit stabiler, sagen die Grexit-Befürworter. Deren Mitgliedsländer würden sich gezwungen sehen, ihre Zusammenarbeit zu verbessern, schon allein um die Zweifel der Anleger am Fortbestand des Euro zu zerstreuen.

In diese Richtung denkt auch Finanzminister Wolfgang Schäuble (CDU). Wenn es schiefgehe mit Griechenland, dann müssten die verbleibenden Mitgliedsländer noch enger zusammenrücken, hat er intern schon mehrmals als Devise ausgegeben.

Dann brauche es Zeichen an die Märkte, die neues Vertrauen schaffen, meint Schäuble und ist bereit zu vertiefter Zusammenarbeit. Die Euro-Gruppe, die Runde der Finanzminister aus den Mitgliedstaaten und ihre engsten Mitarbeiter denken bereits über weitere Integrationsschritte nach. Als eine der Maßnahmen ist im Gespräch, nach dem Austritt Griechenlands eine gemeinsame Einlagensicherung für Sparguthaben in der Rest-Eurozone auszurufen. Das würde sofort viel Unruhe bei Investoren, vor allem aber bei Sparern beseitigen.

Deutschland war bislang stets gegen das Vorhaben. Deutsche Banken und Sparer sollten nicht für ausländische Institute ins Risiko gehen, lautete die Begründung. Doch im Angesicht einer sich zuspitzenden Krise scheint Schäuble zu Opfern bereit.

Der von vielen als der letzte Europäer im Kabinett Merkel gehandelte Schäuble hat eine erstaunliche Regel festgestellt: Wirkliche Fortschritte macht Europa dann, wenn man es am wenigsten erwartet. "Europa hat sich in Krisen immer voranbewegt", sagt Schäuble. "Krisen sind Chancen."

Die meisten Experten aber schätzen die Risiken eines Grexit weit größer ein als die Chancen. Sie warnen vor dem ökonomischen Kollaps des Landes und einer Verarmung seiner Bevölkerung. Und daran will kein Politiker schuld sein. Deshalb wird bis zur letzten Minute über eine Einigung gerungen werden.

Falls sie doch noch zustande kommt, beginnt die eigentliche Arbeit erst, in Griechenland, aber auch im Rest Europas. Der Euro krankte von Anfang an unter einem gravierenden Konstruktionsfehler, nur deshalb konnte sich die Eurokrise entfalten. Eine gemeinsame Währung kann nur Erfolg haben, wenn sie durch eine gemeinsame Finanz- und Wirtschaftspolitik unterstützt wird. Zu einem solchen Souveränitätsverzicht aber waren die Euromitglieder bislang nicht bereit.

Schäuble plädiert seit Längerem dafür, dass die Eurozone ein eigenes parlamentarisches Gremium bekommt, in dem beispielsweise die gemeinsame Steuerpolitik bestimmt werden soll. Ein eigener Finanzminister der Eurozone soll in die nationalen Haushalte hineinregieren dürfen, wenn deren Entwicklung die Stabilität der gemeinsamen Währung gefährdet.

Neben institutionellen Maßnahmen, die auf eine größere Integration hinauslaufen, könnten aber auch Vorkehrungen die Eurozone stabilisieren, die die Staaten zu mehr Eigenverantwortung verpflichten. So fehlt eine Insolvenzordnung, die es den Ländern des Währungsraums erlaubt, auch im Falle einer Pleite weiter im Euro zu bleiben – ohne dabei auf Hilfen der Partnerländer zurückzugreifen.

Solche Reformen sind überfällig – aber sind sie auch realistisch? Gibt es überhaupt noch Politiker, die den europäischen Gedanken offensiv vertreten?

Ein paar Hundert Studenten erlebten am vergangenen Montag bei einer Diskussionsveranstaltung in der Pariser Universität Paris-Dauphine einen solchen Politiker: Emmanuel Macron, Frankreichs Wirtschaftsminister.

"Ein Europäer zu sein heißt, einen europäischen Traum zu haben", sagte der neue Star der Pariser Regierung. Deutsche und Franzosen müssten "die Turbine Europas" sein und bei der Integration der Länder der Eurozone voranschreiten, sagt Macron und lobte sich und den SPD-Vorsitzenden Sigmar Gabriel für einen Diskussionsbeitrag, der Anfang Juni in einigen Zeitungen europaweit erschienen war. Dort plädierten die beiden Politiker für eine tief greifende Wirtschafts- und Sozialunion Kerneuropas.

Als Antwort auf die Krise in Griechenland und anderswo wollen die beiden einen Konvergenzprozess zwischen den Volkswirtschaften in der Eurozone anstoßen. Dazu soll "eine über nationale Budgets hinausgehende Fiskalkapazität" geschaffen werden, der eigene Einnahmen beispielsweise aus der Finanztransaktionsteuer zur Verfügung stehen sollen. Irgendwann können sich die beiden einen gemeinsamen "Eurokommissar" vorstellen, der dann auch das gemeinschaftliche Geld ausgeben und sogar Schulden machen darf. Demokratisch legitimiert und kontrolliert werden soll das Ganze durch eine "Eurokammer", die aus Abgeordneten der Euroländer im Europäischen Parlament besteht.

Solche weitreichenden Pläne gibt es auch in Brüssel. Doch die Bundeskanzlerin konnte sich bisher für eine weitergehende Integration der Eurozone nicht erwärmen. Sie hat mit der EU-Kommission schlechte Erfahrungen gemacht, die die Beachtung fiskalischer Gemeinschaftsregeln weder bei den Griechen, noch beispielsweise bei den Franzosen durchsetzen konnte. Merkel steht, gemeinsam mit dem französischen Präsidenten Hollande, entschieden auf der Bremse.

Das bekamen auch die Chefs der wichtigsten EU-Institutionen zu spüren, die seit verganginem Jahr an einem gemeinsamen Konzept arbeiten, um die EU und speziell die Eurozone gegen künftige Krisen zu wappnen. Trotzdem schwor am vergangenen Dienstag Kommissionspräsident Jean-Claude Juncker seine Kollegen Donald Tusk vom Europäischen Rat, Martin Schulz vom Europäischem Parlament, Mario Draghi von der Europäischen Zentralbank sowie Euro-Gruppen-Chef Jeroen Dijsselbloem auf einen gemeinsamen Fahrplan ein.

Das Papier sieht drei Etappen vor: In der ersten Phase geht es um institutionelle Reformen, die ohne gesetzliche Änderungen möglich sind. Während der Eurokrise wurde die EU-Kommission ermächtigt, die nationalen Haushalte der Mitgliedsländer stärker zu überwachen. Dieses sogenannte Europäische Semester umfasst einen Jahreswachstumsbericht sowie "länderspezifische Empfehlungen", die den Regierungen haushaltspolitische Ziele vorschreiben sollen. Demokratisch legitimiert sind diese Verfahren nur begrenzt. Daher schlagen die Präsidenten vor, dass das Europäische Parlament den Jahreswachstumsbericht debattiert und möglicherweise sogar billigen muss. Die nationalen Parlamente sollen das Recht erhalten, die länderspezifischen Empfehlungen abzusegnen.

Die zweite Phase sieht Reformen vor, für die eine einfache Gesetzesänderung ausreichen würde. Die Präsidenten wollen beispielsweise die Bankenunion vervollständigen, die nach der Finanzkrise in den vergangenen Jahren geschaffen wurde. Die Regeln, was Banken in Europa dürfen, sollen weiter vereinheitlicht werden. Und wenn bei den Banken etwas schiefgeht, sollen erst die Eigentümer der Kreditinstitute, dann die Fremdkapitalgeber ihr Geld verlieren. Die kleineren Sparvermögen sollen durch eine gemeinsame Einlagensicherung in Europa noch besser geschützt werden.

In der dritten Phase sollen die Europäischen Verträge erneuert werden. Dies ist der schwierigste Teil. Denn dazu sind in manchen Ländern Volksabstimmungen nötig, weshalb viele nationale Regierungen eine Vertragsrevision ablehnen. Die Präsidenten drängen darauf, den Fiskalpakt in den EU-Vertrag aufzunehmen. Ende 2011 hatten sich 25 Mitgliedstaaten auf strengere Obergrenzen für Staatsschulden und Strafen für diejenigen verständigt, die diese Grenzen missachten. Da Großbritannien und Tschechien sich damals einer Vertragsänderung verweigerten, wurde der Fiskalpakt außerhalb des EU-Rechts beschlossen. Die Präsidenten wollen, dass der Pakt nun Teil der EU-Verträge wird.

Dem Präsidentenpapier gingen schwierige Diskussionen voraus. Vor allem Ratspräsident Tusk und Euro-Gruppen-Chef Dijsselbloem wehrten sich in der Debatte mit den anderen Präsidenten gegen zu weitgehende Formulierungen. Juncker jedoch hält Vertragsänderungen für notwendig. Er will eine echte politische Union, in der die Mitgliedstaaten Kompetenzen an Brüssel abgeben und ihre Wirtschaftspolitik untereinander koordinieren.

Eigentlich soll das Papier der Präsidenten den EU-Staats- und Regierungschefs beim Gipfel kommender Woche präsentiert werden, doch angesichts der Krise Griechenlands zögern die Autoren. Andererseits wissen sie: Ein Ausstieg Griechenlands aus der Währungsunion könnte viele Skeptiker überzeugen, dass eine stärkere Integration der EU sinnvoll ist.

Bis dahin ist es noch ein weiter, schwieriger Weg. Doch eine Alternative gibt es nicht: Die Generation des Nachkriegseuropa – in Frieden und Wohlstand geboren und aufgewachsen – läuft Gefahr, ohne große Not bei der Abwicklung des europäischen Projekts und der Entwertung der europäischen Idee mitzumachen oder auch nur zuzusehen. Es wäre ein historisches Versagen.

122,129

Grèce : "le mot austérité n'est pas approprié", selon Trichet

Le Point - Publié le 23/06/2015 à 11:06

L'ancien président de la BCE a expliqué que ce qui se passe en Grèce et qui est qualifié d'austérité, "c'est le retour progressif, ordonné à l'équilibre".



Jean-Claude Trichet, le 20 février 2014. © Bodo Marks

5
21
1

SOURCE AFP

« Le mot austérité n'est pas approprié » pour qualifier la situation en Grèce, a estimé mardi sur BFM Business l'ancien président de la Banque centrale européenne (BCE) Jean-Claude Trichet. « Quand on a un point de départ où on a 15 % du produit intérieur brut de déficit de la balance des paiements courants et 15 % du produit intérieur brut de déficit budgétaire, on est dans une situation qui est impossible au moment où le reste du monde vous dit *on ne veut plus financer vos dépenses excessives* », a-t-il déclaré. Ce qui se passe actuellement en Grèce et qui est qualifié d'austérité, « c'est le retour progressif, ordonné (...), à l'équilibre », a-t-il ajouté.

Après plusieurs mois de négociations ardues, Athènes a présenté de nouvelles propositions lundi soir au cours d'un sommet de la zone euro. La Grèce a la perspective de pouvoir sceller un accord avec ses créanciers d'ici la fin de la semaine et d'éviter ainsi un défaut de paiement. « Dans une période où les marchés sont bienveillants, où ils financent même de très grands déficits, il est très difficile pour les hommes politiques de dire *attention on va dans le mur, il faut arrêter* », a dit M. Trichet. « Les institutions peuvent le dire », a-t-il ajouté. « Ceux qu'il faut blâmer, ce sont les dirigeants successifs de la Grèce qui ont conduit la Grèce à être le pays le plus déséquilibré », a affirmé M. Trichet.

Trichet a défendu son action à la tête de la BCE de 2003 à 2011, notamment à propos de la supervision de l'économie grecque. Dès 2003, « je me suis opposé à la France, à l'Allemagne, à l'Italie, qui ne voulaient pas appliquer le pacte de stabilité et de croissance », a-t-il assuré. À partir de 2005, « j'ai distribué au nom de la BCE tous les mois les évolutions des indicateurs de compétitivité, notamment les coûts unitaires de production et les déficits externes, et la Grèce malheureusement était le pays qui dérapait le plus », a-t-il ajouté.

122,130

In Deutschland wächst der Antiamerikanismus

Das Ansehen der Vereinigten Staaten in der Welt ist relativ hoch. Nicht so in Deutschland. Eine neue Studie zeigt: Nur in einem anderen Nato-Staat hält die Bevölkerung noch weniger von Amerika.

24.06.2015

In der Welt ist das Ansehen der Vereinigten Staaten vergleichsweise gut, in Deutschland ist es weitaus schlechter: Nur fünfzig Prozent der Deutschen haben ein gutes Bild von Amerika, immerhin 45 Prozent haben ein schlechtes. Das geht aus einer neuen Umfrage des renommierten Pew Research Centers in Washington hervor. Demnach fällt das Urteil über die Vereinigten Staaten unter deren Verbündeten nur in der Türkei noch schlechter aus als in Deutschland, wo sich das Amerika-Bild zu Beginn der Amtszeit Präsident Barack Obamas im Jahr 2009 spürbar aufgehellt hatte, sich seit 2011 aber wieder eingetrübt hat. Die Zahlen bestätigen den allgemeinen Eindruck eines wachsenden Antimerikanismus und bilden auch den Stimmungshintergrund für die Ablehnung des geplanten europäisch-amerikanischen Freihandelsabkommens TTIP.

Mit Ausnahme der arabisch-muslimischen Welt und Russlands, wo es in Folge der Ukraine-Krise zusammengebrochen ist, genießen die Vereinigten Staaten weltweit hohes Ansehen. Es ist besonders hoch in Afrika; überraschend günstig fällt das Urteil auch in Asien und Lateinamerika aus, in Indien (70 Prozent günstig), in Vietnam (78), in Brasilien (73) und in Mexiko (66) zum Beispiel.

Kritisch beurteilen vor allem die Europäer die Praktiken der amerikanischen Regierung hinsichtlich der Einhaltung der Bürgerrechte: Nur 43 Prozent der Deutschen sind der Meinung, die amerikanische Regierung schütze die Bürgerrechte. Etwas höher sind die Werte für Spanien (50), Frankreich (52) und das Vereinigte Königreich (57), deutlich höher ist das Vertrauen in Italien (71). Offenkundig haben die NSA-Ausspähaktivitäten sich in Deutschland besonders negativ niedergeschlagen. Hier wie in Frankreich und im Vereinigten Königreich glauben heute übrigens weniger Menschen, die amerikanische Regierung respektiere die Bürgerrechte, als 2008 zum Ende der Regierung George W. Bushs, die in Europa besonders unbeliebt war.

Die Einstellung zur Folter unterscheidet Amerikaner von Nichtamerikanern. Noch immer unter dem Eindruck von „9/11“ stehend, halten 58 Prozent der Amerikaner den Einsatz von Folter zur Abwehr terroristischer Gefahren für gerechtfertigt, während es weltweit vierzig Prozent sind. Deutschland gehört zu den Ländern, wo die Ablehnung von Folter mit 68 Prozent besonders hoch ist.

Gleichzeitig sind wieder mehr Europäer von der wirtschaftlichen Stärke der Vereinigten Staaten beeindruckt. Während auf dem Höhepunkt der Finanz- und Wirtschaftskrise China eindeutig als die global führende Wirtschaftsnation gesehen wurde, schwenkt seit 2012 das Pendel wieder in die andere Richtung: In der jüngsten Umfrage halten 41 Prozent der Befragten in fünf europäischen Ländern – Großbritannien, Frankreich, Deutschland, Polen und Spanien – China für die führende Wirtschaftsmacht der Welt und nur 39 Prozent die Vereinigten Staaten.

[Zur Homepage](#)

Quelle: K.F./F.A.Z.

Athener Ökonomen kritisieren Kompromiss

Der geplante Brüsseler Kompromiss sorgt bei griechischen Ökonomen für Kopfschütteln. Eine Reihe von hausgemachten Problemen könnte damit sogar vergrößert werden.

23.06.2015, von **TOBIAS PILLER**, ROM

Die Aussichten auf einen Kompromiss in den Verhandlungen zwischen Griechenland und den bisherigen Gläubigern bringen in Brüssel Erleichterung, dem griechischen Ministerpräsidenten die Gelegenheit für Erfolgshetorik, den extremen Linken in der Regierungskoalition Anlass zu Widerstand. Womöglich schon am Mittwochabend wird die Eurogruppe in Brüssel die Details einer Einigung durchwinken. Bei Unternehmern und marktliberal gesonnenen Ökonomen aber stoßen die bisher bekannten Elemente für einen Kompromiss größtenteils auf harte Kritik.



Autor: Tobias Piller, Wirtschaftskorrespondent für Italien und Griechenland mit Sitz in Rom. Folgen:

„Ein schlechtes Abkommen ist immer noch besser als überhaupt keines.“ Mit diesen Worten bringt die Athener Wirtschaftswissenschaftlerin Miranda Xafa die Stimmung auf den Punkt. Wie zahlreiche Kollegen sagt der Chefvolkswirt des griechischen Unternehmerverbandes Sev, Michael Massourakis, „die Korrekturen sind einseitig und enthalten fast ausschließlich Steuererhöhungen für Privathaushalte und Unternehmen, mit negativen Auswirkungen auf das Wachstum.“

„Das wird die Steuerhinterziehung vergrößern“

Ein anderer namhafter Ökonom in Athen, der schnell Prognosemodelle rechnen kann, hat auch gleich eine Zahl parat: „Diese Haushaltsmaßnahmen kosten rund 2 Prozentpunkte an Wachstum und treiben Griechenland wieder in die Rezession.“ Es sei eine Schande, dass schon wieder diejenigen belastet würden, die schon in den vergangenen Jahren die Zeche für die Sanierung Griechenlands bezahlt hätten, ohne dass nun ernsthaft das Problem der Steuerhinterziehung angepackt werde. Michael Maillis, Präsident der deutsch-griechischen Handelskammer in Athen, nennt die neuen Steuern unrealistisch. „Die werden das Gegenteil erreichen und die Steuerhinterziehung vergrößern, zudem die Unternehmen kaputtmachen, die in sechs Jahren extremer Schwierigkeiten überlebt haben“, sagt Maillis.

Allein Platon Monokroussos, der Chefvolkswirt von Eurobank, kann den Inhalten des Brüsseler Kompromisses eine positive Seite abgewinnen. Die neue Vorlage der griechischen Regierung nennt Monokroussos nun eine solide Grundlage für ein Abkommen. Noch wichtiger als alle Steuerfragen ist aus seiner Sicht der Umstand, dass Griechenland klare Aussichten für einen Verbleib im Euroraum bleibe. Zusammen mit den versprochenen Investitionsmitteln von 35 Milliarden Euro werde es spürbare Impulse geben, die Rezession zu überwinden, urteilt Monokroussos von Eurobank.

EU müsste auf kleineren Staatsapparat in Athen drängen

Dagegen stellen andere Ökonomen den Aspekt in den Vordergrund, dass schon während der vergangenen Jahre immer die Strukturreformen in Griechenland vernachlässigt mit fiskalpolitischer Austerität ersetzt wurden. „Für eine Regierung, die sich reformerisch nennt, gibt es überraschend wenig Reformen“, sagt Miranda Xafa. „Ohne eine radikale Umstrukturierung des bisherigen staatlichen Apparats wird Griechenland finanziell permanent von der Troika abhängig bleiben“, urteilt Spiridon Paraskewopoulos, ein aus Griechenland stammender Wirtschaftsprofessor in Leipzig. Aus Sicht des liberalen Athener Ökonomen George Bitros müsste die Europäische Union viel mehr darauf drängen, dass der Staatsapparat in Griechenland weiter verkleinert werde. „Zusätzliche Steuern und Mangel an Liquidität wird dafür sorgen, dass schwächere Unternehmen schließen oder abwandern“, sagt Bitros. Ein Athener Kollege fügt hinzu, von Thessaloniki sei man mit dem Auto schließlich in nur einer Stunde in Bulgarien, und dort lägen die Körperschaftsteuern bei 14 Prozent, weniger als der Hälfte der griechischen Werte.

Die Möglichkeit abzuwandern spricht mit diplomatischen Worten auch der Chefvolkswirt des Unternehmerverbandes an: „Eine Flucht von Unternehmen und Einzelpersonen ist nicht auszuschließen, vor allem, wenn nicht sichergestellt wird, dass Erlöse aus der Bekämpfung der Steuerhinterziehung wieder für Steuersenkungen verwendet werden“, kommentiert Michael Massourakis.

Aus der Sicht von Spiridon Paraskewopoulos gab es ohnehin schon eine Abwanderungsbewegung, die nun beschleunigt werden könnte. Wie der Unternehmer und Handelskammerpräsident Maillis beklagen auch zahlreiche Ökonomen das Fehlen einer wirtschaftsfreundlichen Einstellung gerade in dieser Regierung. Schließlich haben sich Ministerpräsident Tsipras und seine Partei Syriza das Ziel gesetzt, auch die bisherigen Reformfortschritte wie die Liberalisierung des Arbeitsmarktes, Verkleinerung des öffentlichen Dienstes, Privatisierungen, Liberalisierung des Strommarktes, wieder alle rückgängig zu machen. „Auch wenn es nun einen Kompromiss gibt, werden die Friktionen mit der Regierung Tsipras bleiben“, urteilt George Bitros. „Die politische Grundlage der jetzigen Regierung ist extrem linke Ideologie, die in Widerspruch zu den meisten europäischen Verträgen steht. Denn die Regierung Tsipras orientiert sich nicht am Markt, sondern an der Ideologie der Zentralverwaltung und Kontrolle über die Wirtschaftsaktivitäten.“



Éric de Montgolfier - Des contradictions bien françaises

Le Point - Publié le 24/06/2015 à 06:11

Politique, justice, valeurs, République française... "Notre peuple se croit cartésien. Rien n'est plus discutable", assure le chroniqueur du "Point".

Par **ÉRIC DE MONTGOLFIER**

Parce qu'il compte Descartes parmi ses gloires, notre peuple se croit cartésien ; rien n'est plus discutable tant ses incohérences semblent condamner une telle assertion. Pour une fois, la politique ne semble y être pour rien. Ceux qui s'en servent ont fini par la priver de sens, la réduisant à des discours et des postures nourris du goût qu'ils ont pour le pouvoir et les avantages qu'il procure ; faute de poursuivre l'intérêt général, elle ne saurait donc plus constituer une référence, hormis apparemment pour la presse. En donnant inconsidérément la parole aux élus, jouant à l'infini de leurs incessantes querelles, de leurs provocations de matamore, celle-ci travaille surtout à sa propre survie, sans paraître se douter de ce que la promiscuité toujours engendre le soupçon. Il faut donc chercher ailleurs ce qui témoigne d'un tel écart entre la rigueur du raisonnement et des comportements qui, prétendant s'en inspirer, ne font que s'en éloigner. Les exemples ne manquent pas.

Ainsi, nos rapports avec l'argent sont plus significatifs. Nous prétendons en combattre les effets, les jugeant nécessairement pernicieux, sans pourtant cesser de le vénérer ; il rend suspects ceux qui le possèdent, mais le pouvoir qu'on lui attribue le rend désirable, au point de se soumettre aveuglément à leurs prétentions. Bien plus, nous ne répugnons guère à porter aux urnes ceux qui ont démontré leur capacité à s'en emparer au détriment de la collectivité. Si la rapacité irrite, elle séduit par l'enrichissement qu'elle procure ; peut-être parce que beaucoup en rêvent. Va, je ne te hais point... Alors, tel le dieu Janus aux deux visages, un profil révèle la haine de l'argent quand l'autre affiche l'envie qu'il suscite. On retrouve cette même duplicité dans le domaine économique, tentant de concilier des dynamiques inéluctablement antagonistes, ne serait-ce que la prodigalité et l'austérité, quand il ne s'agit pas, pour les professions que protège un monopole, de se réclamer du libéralisme pour échapper à une réglementation qui, favorisant la concurrence, nuirait aux profits des moins diligents.

La République des juges, vraiment ?

L'institution judiciaire n'échappe pas à cette contradiction permanente. Dans ce pays où l'on ne cesse de vitupérer contre la république des juges, à l'égal d'une tyrannie susceptible de réduire nos libertés, jamais il n'y a été recouru davantage. Critiqué de toutes parts, le juge est requis partout, sommé de se prononcer sur tout, comme s'il jouissait d'un génie particulier lui conférant la faculté de pallier la volonté défaillante de la nation. Qu'importe quand il s'agit de permettre à un parti de s'approprier un qualificatif qui appartient à tous ; infiniment plus grave quand il s'agit de la vie et que des juridictions sont sommées d'autoriser la mort ; pire quand elles s'en reconnaissent le droit. Témoin de nos inconséquences, le juge en devient également l'arbitre lorsqu'il lui est demandé d'interdire que l'on inscrive à l'état civil la naissance d'un enfant engendré pour le compte de parents du même sexe ; ce mariage qu'on proclamait pour tous ne l'était pas vraiment, mais, ayant ouvert la boîte de Pandore, il est illusoire de prétendre la refermer à demi. Une chimère à se prendre les doigts dans le couvercle et à les y laisser !

L'intérêt de l'enfant fut longtemps la dominante de la jurisprudence et les juges orientaient alors leurs décisions en sa faveur. On voit ce qu'il en reste quand il s'agit de ne pas troubler trop d'électeurs. L'écart semble plus considérable encore quand il s'agit d'assurer, dans les faits, la protection des plus fragiles, en particulier contre les atteintes sexuelles. Ainsi a-t-il fallu resserrer les liens de l'Éducation nationale et des parquets pour que les prédateurs ne puissent impunément profiter des dissensions qui nuisent à leur collaboration, avec pour les enfants d'abominables conséquences. Il importe également que les procureurs de la République puissent s'appuyer sur les signalements venus du corps médical, le premier sans doute à pouvoir se rendre compte des cas de maltraitance, notamment quand ils se produisent au sein de la famille. Mais, contrairement à ce que l'on croit généralement, les médecins ne sont pas tenus de signaler ceux dont ils ont connaissance ; en effet, la loi se borne à les relever du secret professionnel lorsqu'ils s'y décident. Alors, si les services pédiatriques des hôpitaux publics n'y manquent guère, il faut bien constater que, dans le secteur privé, les signalements sont, dans notre pays, bien loin de répondre au phénomène que l'on pressent, à défaut de pouvoir le mesurer pleinement.

Des valeurs devenues confuses

Quand il s'agit de ministres du culte, l'opinion publique, émue de l'impunité qui avait prévalu, se réjouit des dispositions adoptées par le pape pour y remédier. Dans le même temps, nos parlementaires, le Sénat d'abord puis les députés, ont choisi de stériliser une proposition de loi qui rendait le signalement obligatoire pour l'ensemble du corps médical. Le même texte prévoyait, en parallèle, de renforcer les garanties accordées aux praticiens lorsqu'ils ont légitimement signalé au parquet les constatations qui les ont autorisés à soupçonner une atteinte physique ou psychologique au préjudice d'un enfant. Des travaux des assemblées il n'a subsisté que la protection de ceux qui, nonobstant le secret médical, auront averti l'autorité judiciaire sans y être contraints. Une telle réticence expose les enfants maltraités à la fragilité de ceux qui, par un avis aussitôt donné au ministère public, ont la capacité de mettre un terme à leurs souffrances. La contrainte aurait pourtant le mérite de dissiper la crainte d'éventuelles mesures de rétorsion : si le choix peut justifier un reproche, une obligation l'écarte. On aimerait croire que cette option législative est sans rapport avec les préoccupations électorales du temps, au moment où déjà nombre de médecins manifestent leur mécontentement d'être soumis au tiers payant...

Nombre de mots sont aujourd'hui galvaudés, au point que leur sens devient incertain, pour peu qu'ils en conservent encore un. Ainsi les « valeurs » auxquelles tant se réfèrent, en même temps qu'ils les bafouent, auront-elles bientôt cessé d'évoquer la morale publique ; il n'en restera plus qu'un argument propre à mieux dénigrer ses adversaires aux yeux de leurs électeurs. Une confusion de plus, dont notre démocratie n'avait nul besoin. Il suffisait bien, alors qu'on stigmatisait les détournements d'argent public, d'accorder une immunité pénale au chef de l'État pour ceux qu'ils auraient pu commettre. Mais peut-être n'est-ce pas de l'incohérence, juste de la lucidité ; elle peut conduire, à soixante-dix ans, à se trouver assez jeune pour être élu, tout en interdisant à d'autres d'exercer une activité en raison du même âge. Parfois, il semble que la lumière soit éteinte. Une autre manière de rétablir la cohérence ?

Eine Rettung, die das Problem nicht löst

Auch wenn es für Griechenland jetzt wahrscheinlich doch wieder eine „Lösung“ gibt und selbst kleine Reformzusagen bejubelt werden: Aus der Welt ist die Krise damit nicht. Die Frage eines Grexits schwellt weiter.

24.06.2015, von **WERNER MUSSLER**

In den vergangenen Monaten gab es kaum einen Tag, an dem die griechische Regierung nicht verkündet hätte, sie stehe unmittelbar vor einer Einigung mit ihren Gläubigern. Fast so oft hat sie sich selbst widerlegt, indem sie Absprachen nicht eingehalten, lückenhafte und verspätete Reformvorschläge vorgelegt und ideologische Tiraden inhaltlichen Zusagen vorgezogen hat. Die europäischen Gläubiger haben bemerkenswerte Langmut bewiesen; von Februar bis zu Beginn dieser Woche sind sie in den Verhandlungen mit Athen im Prinzip kein Stück weitergekommen – trotz zahlloser Sonder-Eurogipfel und Finanzministertreffen.

Aber jetzt wird ja alles anders. An diesem Mittwoch findet wieder ein als „entscheidend“ deklariertes Treffen der Eurogruppe statt, und dieses Mal dürfte es wirklich entscheidend werden – aus dem schlichten Grund, dass mittlerweile jede Stunde zählt. Vieles spricht dafür, dass der Konflikt am Ende nach bewährtem europäischen Strickmuster „gelöst“ wird: Die Beteiligten kosten die verfügbare Zeit bis zur Neige aus, und irgendwann im Morgengrauen wird ein Kompromiss festgeklopft, der die Auszahlung der noch verfügbaren Kredite im letzten Moment doch noch ermöglicht.

Abermalige Rettung löst Griechenlands Probleme nicht

Zwar ist fraglich, ob der knappe Zeitplan für die vielen nach einer Einigung notwendigen Schritte noch ausreicht. Vor allem ist offen, ob das griechische Parlament Reformen zustimmt, die für eine Einigung unabdingbar sind und die für die Regierung Tsipras den Bruch einiger Wahlversprechen bedeuten. Die Zustimmung des Bundestags ist dagegen geradezu ein Klacks. Aber wahrscheinlich gilt in dieser Frage das Wort der Kanzlerin: Wo ein Wille ist, ist auch ein Weg.

Voraussichtlich wird Griechenland also ein weiteres Mal „gerettet“. Und dann? Kein einziges Problem des siechen Landes wird durch den absehbaren Kompromiss dauerhaft gelöst. Das gilt schon kurzfristig mit Blick auf die Finanzierung des griechischen Staates. Die Gläubiger müssen sich verrenken, um sicherzustellen, dass Griechenland wegen der im Sommer fälligen Rückzahlungen an die Europäische Zentralbank nicht schon wieder in Schwierigkeiten gerät.

Die bis zum Monatsende abrufbaren Hilfskredite von 7,2 Milliarden Euro reichen dafür nicht. Deshalb müssen die zudem für die Bankenrekapitalisierung vorgesehenen Mittel des Euro-Krisenfonds EFSF von 10,9 Milliarden Euro zugunsten des Staats umgewidmet werden – obwohl die derzeit nur durch die Notkredite der griechischen Notenbank über Wasser gehaltenen Banken wohl auch noch Kapital brauchen. Wie immer die Lösung aussieht, die nächste Finanzierungslücke im griechischen Staatshaushalt ist programmiert. Wer die Zahlungsunfähigkeit Griechenlands vermeiden will, wird deshalb bald ein neues Hilfsprogramm beschließen, also abermals schlechtem Geld gutes hinterherwerfen müssen.

Damit verknüpft ist die weiterhin völlig ungeklärte Frage, ob die griechische Staatsschuld je wieder auf ein tragfähiges Niveau rückführbar ist. Die Selbstverpflichtung der Regierung, einen sogenannten Primärüberschuss zu erzielen, also einen nach Herausrechnen der Zinszahlungen positiven Haushaltssaldo, ist erheblich weniger ehrgeizig als die von der Vorgängerregierung eingegangene. Das schließt einen spürbaren Abbau des überbordenden Schuldenstands mittelfristig praktisch aus. Das wiederum bedeutet, dass der IWF nach seinen eigenen Regeln bald aus dem Programm aussteigen müsste – es sei denn, die Eurostaaten übernehmen die volle Haftung für zu hohe griechische Schulden.

Das Land ist faktisch bankrott

In dieser Forderung sind sich IWF und die Syriza-Regierung ausnahmsweise einig, wenn auch aus unterschiedlichen Gründen. Die von Athen so genannte „Schuldenumwandlung“ kann allerlei bedeuten: Mal soll der Euro-Krisenfonds ESM die von der EZB aufgekauften griechischen Staatsanleihen übernehmen, mal sollen die EFSF-Kredite eine nochmals längere Laufzeit bekommen, mal ist offen vom Schuldenschnitt die Rede. Mögen diese Forderungen auch unverschämt vorgetragen werden, sie haben einen richtigen ökonomischen Kern: Das Land ist seit Jahren faktisch bankrott, das Kreditprogramm hat daran nichts geändert. Deshalb entkommen die Eurostaaten der Diskussion über einen Schuldenschnitt und dessen Auswirkungen auf die Steuerzahler nicht.

Zugleich ist die hohe Staatsschuld nur eines der großen griechischen Probleme. Wie dort wieder ein funktionierendes Staatswesen erwachsen kann, weiß niemand. Die jetzige Regierung ist nicht dafür verantwortlich, dass es damit nicht weit her ist. Aber sie hat bisher nicht gezeigt, dass sie willens und in der Lage ist, etwas zu verändern. Die Reformen, die sie nun etwa für die Steuerverwaltung verspricht, sind bestenfalls gut gemeint. Genauso ungeklärt ist, wie die griechische Wirtschaft wieder wettbewerbsfähig werden soll. Natürlich ist es richtig, dass die Möglichkeiten der Frühverrentung abgebaut und das Renteneintrittsalter erhöht werden sollen. Aber niemand kann ernsthaft glauben, dass die jetzt der Regierung mühsam abgerungenen Reformen die Wirtschaft schnell wettbewerbsfähiger machen. Die Frage, ob Griechenland im Euroraum verbleiben soll, wird schon aus diesem Grund nicht verschwinden.

122,134

Nouvelle alerte de la Cour des comptes sur les finances publiques

Par [Marc Landré](#) Publié le 24/06/2015 à 09:30



Dans leur rapport annuel sur la situation et les perspectives des finances publiques, les magistrats de la rue Cambon préviennent que la baisse du déficit 2015 n'est pas acquise. Ils appellent l'exécutif à rester extrêmement vigilant sur la dépense. Selon eux, la France reste vulnérable à une hausse des taux d'intérêt.

Le verdict est moins sévère qu'en 2014 mais la situation n'en est pas moins préoccupante. Dans son rapport annuel sur la situation et les perspectives des finances publiques, publié ce mercredi matin, la [Cour des comptes](#) regrette que le [déficit](#) public de la France se soit si peu réduit en un an: de 0,1 point de PIB, à 4%. Et ce alors que la [dette](#) a continué à augmenter et représente désormais 95,6% du PIB. Cette amélioration, plus que relative des comptes publics, est essentiellement due à la modération observée de la progression des dépenses, qui «a été facilitée par la baisse de l'inflation et par celle des taux d'intérêt nominaux en 2014», prévient la Cour des comptes. Mais aussi par le recul de l'investissement local «habituel l'année du renouvellement des conseils municipaux, même si son ampleur a été un peu plus marquée cette fois-ci».

«La dépense publique a vu sa progression depuis 2010 seulement infléchie en France alors qu'elle a baissé chez ses principaux partenaires européens»

La Cour des comptes

Pas de quoi donc se féliciter. Surtout que les comptes publics hexagonaux «restent plus déséquilibrés que dans la moyenne de l'Union européenne», notent les sages de la rue Cambon. «La France a effectué un effort structurel moindre», pointent-ils du doigt, le gouvernement ayant privilégié jusqu'en 2013 une consolidation de ses finances publiques par la hausse des recettes malgré le poids très élevé de ses dépenses. Nos partenaires, explique la Cour, ont fait plus le choix d'un partage équilibré, «en revoyant, parfois en profondeur, les contours de l'action publique alors que la France s'est trop souvent contentée de comprimer de manière peu différenciée les dépenses». Bref, d'appliquer des coups de rabot indistinctement sur les dépenses, sans grande efficacité. Résultat, «la dépense publique a vu sa progression depuis 2010 seulement infléchie en France alors qu'elle a baissé chez ses principaux partenaires européens».

Quid de l'avenir? «La réduction du déficit (de 0,2 point en 2015) apparaît possible sans être acquise», affirme ainsi la Cour des comptes, dont le premier président est [Didier Migaud](#). Et ce, malgré l'amélioration des conditions économiques et l'objectif modéré de baisse affichée. «Si les risques pesant sur les recettes sont limités, les objectifs d'évolution des dépenses publiques seront difficiles à atteindre, en particulier s'agissant de l'État et des collectivités locales», préviennent en effet les magistrats financiers.

Et les mêmes de cibler nommément les dépenses de l'État et des collectivités locales, aux évolutions incertaines. «S'agissant de l'État, les risques de dépassement de la norme en valeur sont sensiblement accrus par rapport au constat à même date en 2014, en raison notamment des tensions concernant le budget de la Défense et la mission Travail et emploi, développent les juges. Par ailleurs, la nette modération des dépenses locales prévue, qui repose sur un ralentissement des dépenses de fonctionnement et une nouvelle baisse marquée des

dépenses d'investissement, n'est pas assurée». Quant à la dette, elle devrait continuer de s'envoler pour représenter 97% du PIB en 2015. Là encore, du jamais vu.

«Si les objectifs étaient atteints (...), la France resterait vulnérable à une hausse des taux d'intérêt»

La Cour des comptes

La Cour des comptes se montre également plus que dubitative sur la suite du programme de stabilité et, dans le langage diplomatique qui lui est propre, ne croit pas vraiment à un retour du déficit sous la barre des 3% fin 2017. «Pour 2016 et 2017, le programme de stabilité repose principalement sur un objectif ambitieux de stabilisation en volume des dépenses des administrations publiques (hors charge de la dette), note-t-elle. Celui-ci suppose la réalisation d'un programme d'économies d'environ 14,5 milliards d'euros par an, qui sont toutefois peu documentées à ce jour. Il est donc loin d'être acquis que le déficit public soit ramené à 3,3% du PIB en 2016 et 2,7% en 2017». La Cour ne saurait être plus claire... Elle prévient également l'exécutif contre un retour de bâton sur la dette. «Si les objectifs étaient atteints, le poids de la dette dans le PIB serait quand même accru par rapport à 2015 et la France resterait vulnérable à une hausse des taux d'intérêt», prévient-elle.

La Cour des comptes se félicite enfin du poids des investissements publics en France qui a moins diminué depuis 2007 qu'ailleurs et «reste à un niveau plus élevé que dans presque tous les autres pays européens». Mais elle s'interroge, avec persistance, sur certains investissements «réalisés en dépit d'une pertinence insuffisante». Un classique rue Cambon. «Les investissements publics ne sont pas vertueux par nature, rappellent les magistrats financiers. Ils doivent être décidés au cas par cas, en fonction de l'évaluation de leur pertinence socio-économique».

«Le choix d'un redressement des finances publiques étalé dans le temps implique de maintenir dans la durée l'effort d'ajustement, y compris lorsque le retour de la croissance peut sembler le rendre moins nécessaire»

La Cour des comptes

La conclusion de la Cour des comptes? «La France a fait le choix d'un redressement de ses finances publiques étalé dans le temps, pour en limiter les conséquences à court terme sur la croissance, rappellent les auteurs du rapport. Ce choix implique, en contrepartie, de maintenir dans la durée l'effort d'ajustement, y compris lorsque le retour de la croissance peut sembler le rendre moins nécessaire». Un président de la République, en campagne pour sa réélection et qui a déclaré qu'après la phase du redressement venait celle de la redistribution, en vaut deux, non?

Pascal Bruckner : "va-t-on vers une guerre civile ?"

Comment peut-on être français ? "Le Point" ouvre ses colonnes à quarante personnalités, dont le célèbre philosophe, sur la nouvelle querelle de l'identité.



© BALTEL/SIPA / SIPA

ÉDITION ABONNÉS Par PASCAL BRUCKNER

Comment peut-on être français ? "Le Point" ouvre ses colonnes à quarante personnalités, dont le célèbre philosophe, sur la nouvelle querelle de l'identité.

Les événements de janvier 2015 ont prouvé deux choses : qu'une grande nation peut se trouver en quelques heures au bord de l'abîme du fait d'une poignée de tueurs capables de semer la panique. Pendant deux jours, tout a semblé possible, surtout le pire. Mais, dans l'ensemble, une fois les sicaires neutralisés et la sidération passée, les Français ont réagi de manière extraordinairement civilisée : aucun appel à la haine, aucun pogrom ou expédition punitive, quelques actes malveillants, inévitables dans ce contexte.

L'ennemi est parmi nous

Au Niger, fin janvier, en réponse à la publication du nouveau Charlie Hebdo, c'est-à-dire à des dessins, les manifestants surexcités détruisirent 80 % des lieux de culte chrétiens. L'assassinat de 17 citoyens français par des fanatiques n'a pas suscité de réflexes de lynchage collectif chez nos compatriotes ; personne n'a confondu les extrémistes avec l'ensemble des musulmans. Mais cette retenue est fragile. Si demain des nervis commençaient à tirer sur les fidèles dans une église ou dans une synagogue, provoquant un bain de sang, le risque de représailles augmenterait de façon vertigineuse. C'est exactement ce que veulent les djihadistes : couper définitivement les fidèles du Coran de la communauté nationale et provoquer une guerre civile dont ils s'imaginent sortir vainqueurs. À tout moment, nous le savons, un attentat peut frapper l'Hexagone, dans une gare, une station de métro, une école, et causer de nombreuses victimes. La torpeur estivale et les cinq mois qui nous séparent des attaques contre Charlie et l'Hyper Cacher sont illusoire. L'ennemi est parmi nous et se prépare à passer à l'acte sur le « territoire des croisés et des sionistes », transformant chaque citoyen en cible potentielle.

Depuis quelque temps, les années 30 sont devenues à nouveau la référence de nombreux analystes : pour les uns, surtout à gauche de la gauche, nous vivrions les prodromes d'une nouvelle peste brune qui aurait remplacé partout en Europe la haine des juifs par celle des musulmans et des immigrés. Le Front national serait le représentant par excellence de ce courant. Bref, le « ventre fécond dont est sortie la bête immonde », pour reprendre l'insupportable cliché de Bertolt Brecht, accoucherait d'une nouvelle extrême droite aussi dangereuse que ses ancêtres du XXe siècle en affichant sa défense de l'identité nationale. Il est dommage qu'une certaine gauche, pâmée devant l'islam, « religion des opprimés », manifeste tant d'indulgence envers les desperados de la guerre sainte et les justifie par les fautes de l'Occident, coupable, forcément coupable. La culture de l'excuse fleurit comme jamais, qui explique les agressions par la misère, l'impérialisme, l'humiliation, quand ce n'est pas, summum du grotesque, par les livres de Zemmour et de Houellebecq.

Islamofascisme

On peut aussi évoquer différemment les années 30 et tracer une autre généalogie des événements actuels. Parler par exemple, comme l'a fait Manuel Valls, à la tribune de l'Assemblée, d'« islamofascisme ». Si le terme est exact, il faut en tirer toutes les conséquences. N'est-ce pas ce que le président de la République a également suggéré, sans le développer,

lors de la cérémonie du 27 mai ? Célébrant l'entrée de quatre résistants au Panthéon, dont deux femmes, il avait rappelé que, « soixante-dix ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, la haine des juifs et de la République revient ».

Il est regrettable que le chef de l'État n'ait pas poursuivi la comparaison plus loin. Il aurait pu dire qu'il y a un lien consubstantiel entre la barbarie nazie et la barbarie djihadiste, qui en est l'avatar contemporain. Par ses massacres de masse, ses décapitations, sa volonté d'exterminer les juifs, les chrétiens puis éventuellement les chiites, cette armée de Dieu marque le triomphe posthume de Hitler annexé à la grande narration du califat islamique. L'antisémitisme forcené du national-socialisme connaît au Proche-Orient une greffe florissante. N'oublions pas que le mufti de Jérusalem, Hadj Amine Al Husseini, créa en 1942 deux légions SS musulmanes et embrassa le projet du génocide des juifs avec enthousiasme, portant un tort considérable à la cause palestinienne. Conquérir, convertir et asservir l'Europe : tel est le sens de l'offensive islamiste menée avec fureur par les Frères musulmans, les salafistes, les wahhabites, Al-Qaïda, Daesh, rivaux peut-être mais complices dans leur détestation de l'Occident et leur zèle prosélyte. Dans cette configuration, le gouvernement socialiste, ne le cachons pas, doit assumer une certaine schizophrénie : combattre sur le sol national un phénomène soutenu et financé par des puissances étrangères, Qatar, Arabie saoudite, Turquie, avec lesquelles la France entretient les liens les plus cordiaux.

Ne pas se tromper de fascisme

Il ne faut pas se tromper de fascisme : on peut détester le Front national, trouver ses propositions économiques et politiques délirantes, juger malsaine son allégeance à Poutine, qui en est aussi le soutien et le financier. Mais le FN présente avec les fanatiques de la guerre sainte une différence fondamentale : il ne tue pas. Il n'a pas recours au poignard, au fusil mitrailleur, à la bombe pour asséner ses arguments. Il joue le jeu parlementaire, se soumet au processus électoral et se paie même le luxe de défendre l'égalité hommes-femmes, la laïcité et les homosexuels. C'est plus qu'une nuance : c'est un fossé. Mais encore une fois ce lissage, laborieusement entrepris par Marine Le Pen pour contrer son père et qui a provoqué entre eux une guerre des Atrides, reste précaire. Il suffirait d'un dérapage pour que la vieille extrême droite resurgisse et retrouve, plutôt dans ses marges, sa tradition insurrectionnelle. Le pire pourrait se produire : une équipée d'identitaires allant attaquer des mosquées tandis que les banlieues s'embraseraient sous bannière coranique. Alors, deux formes de sauvagerie se feraient face et ce serait le pire cas de figure : l'une renouant avec le fascisme d'hier, l'autre invoquant la mythologie du colonisé, jouant sur le territoire français une nouvelle guerre d'Algérie.

Chaque succès de Daesh en Irak, en Syrie ou en Libye suscite de nouvelles vocations, galvanise les jeunes recrues à Paris, Lunel, Marseille comme à Cologne ou à Londres. C'est la propagande par l'exemple, l'envie de tuer du sioniste, du chrétien, du mécréant, de l'apostat portée à son comble, l'appétit de meurtre décuplé, la rage homicide se répandant comme une maladie contagieuse. Toutes les données qui remontent des services de renseignement font état de 1 500 à 3 000 individus dangereux capables d'entraîner avec eux une masse d'indécis, d'une circulation d'armes accrue dans les cités, de la conversion de caïds de quartier au sectarisme religieux.

Viva la muerte

Phénomène plus inquiétant, chaque tentative d'assassinat, loin de rebuter les candidats, les électrise, élargit le cercle des sympathisants. Est-il normal qu'en France tant de personnalités publiques doivent être protégées par la police, qu'écoles juives, synagogues, églises et mosquées soient placées sous la surveillance de militaires ? Face à ce double défi, la gauche doit réactiver la tradition antifasciste héritée de la guerre d'Espagne et la droite républicaine se souvenir de ces grandes figures conservatrices, de Gaulle, Churchill, qui ont su s'insurger contre l'abominable. La première doit tracer une analogie entre le cri du fondateur de la Légion espagnole, José Millan Astray, en 1936, « Viva la muerte », et le nihilisme des fous de Dieu qui jurent préférer la mort à la vie. La seconde doit se rappeler que de Gaulle ne fut pas seulement le chef de la France libre, mais aussi le président qui, à la fin du conflit algérien, réussit, au prix de terribles bavures, à se débarrasser des terroristes de l'OAS. La guerre de l'ombre est toujours une sale guerre.

« Que répondre à un homme qui vous dit qu'il aime mieux obéir à Dieu qu'aux hommes et qui, en conséquence, est sûr de mériter le ciel en vous égorgeant ? » demandait Voltaire dans son article « Fanatisme » du Dictionnaire philosophique. Nous le savons, il n'y a pas à argumenter avec les possédés de la foi, il faut les arrêter. Par tous les moyens. Au contraire des États-Unis, où le droit de porter un revolver est inscrit dans la Constitution, avec pour conséquence des tueries collectives régulières - l'État du Texas envisage même d'autoriser les étudiants à venir armés en cours -, en France comme en Europe, le monopole de la violence appartient exclusivement à l'État. Chez nous, les citoyens sont désarmés et c'est a priori une sage décision. Assurer la sécurité de tous est donc, plus que jamais, la fonction régaliennne par excellence à

laquelle le gouvernement ne peut déroger. Pour éviter la montée aux extrêmes, la constitution de milices de quartier, le cycle sanglant des vengeances et contre-vengeances, il revient à l'Etat d'intervenir, et vite, de mobiliser toutes les forces de la police et de l'armée à l'intérieur de l'Hexagone. Détecter les cellules dormantes, prévenir les projets d'attentats, fermer les mosquées douteuses, expulser les imams prêcheurs de haine, dissoudre les groupes factieux déguisés en associations antiracistes, interdire d'accès les prédicateurs ambigus, ne pas laisser revenir les combattants français partis en Irak ou en Syrie, ou alors sous très haute surveillance, et uniquement les repentis, telles sont quelques-unes des options possibles.

Nouer un nouveau contrat avec l'islam

De façon plus pratique, la tâche gigantesque qui attend la France est de nouer un nouveau contrat avec l'islam, comme elle l'a fait jadis avec le christianisme et le judaïsme. Édicter des règles claires, accorder à cette religion les mêmes droits et devoirs qu'aux autres confessions, régler la question épineuse du financement des mosquées et de la formation des imams. Nicolas Sarkozy s'y était attelé sans succès lors de son quinquennat, ouvrant à l'UOIF, l'organisation proche des Frères musulmans, une voie royale dans la représentation de la communauté des fidèles. Il faut rassurer nos compatriotes musulmans et leur certifier que la France ne les abandonnera jamais aux mains des extrémistes, de quelque bord qu'ils soient. Pourquoi en l'occurrence, et au risque d'écorner la laïcité, ne pas demander aux imams de jurer fidélité aux principes de la République, comme c'est le cas en Russie, la loi républicaine étant, dans l'espace public, toujours supérieure aux lois divines ?

« Il n'y a pas d'histoire des catastrophes évitées », disait Raymond Aron. C'est pourquoi il y a une vertu de l'action préventive. L'espoir que les choses pourraient s'arranger par des concessions ou des « accommodements raisonnables » est consolant peut-être, mais trompeur. Instruites par les événements des années 30, les démocraties ne peuvent se laisser abattre de l'intérieur par des minorités ultra-violentes liées à des réseaux terroristes internationaux. Il faut frapper avant qu'il ne soit trop tard.

Par **Pascal Bruckner**

Paradox Lies at Heart of Euro Zone's Plight

Common currency fuels imbalances while curtailing member countries' ability to address them

By [GREG IP](#)

June 24, 2015 2:46 p.m. ET

As Greece struggles to reach a deal that keeps it in the **euro**, the currency bloc has already turned to the bigger question **of** how to fix the flaws that brought it so close to dissolution.

In a detailed road map released Monday, the president of the European Commission, Jean-Claude Juncker, proposed more "sustainable fiscal and economic policies" to prevent crises, and better shock absorbers for when crises and recessions inevitably strike.

But the report sidesteps the paradox at the heart of the region's problems: that the euro itself fueled the imbalances that produced the crisis, and robbed members of the ability to absorb the shock. The fixes the bloc has undertaken since 2010 and the ones Mr. Juncker has now put forward don't fully resolve that paradox.

To understand why, recall what monetary union means. When a country has its own currency, its inflation, productivity and interest rates can vary significantly from those of its trading partners. If higher inflation or lower productivity makes it uncompetitive, its currency can adjust to resolve the resulting trade deficits.

In return for the economic and political benefits of monetary union, member states gave up that safety valve. The euro's architects assumed that as a result, economies would converge, with inflation, labor costs and budgets in the south looking much like those in the north.

The **euro** did achieve convergence in one respect: capital poured across borders and interest rates throughout the periphery plunged to German levels. Perversely, however, this financial convergence obstructed economic convergence. Borrowing booms produced housing bubbles in Ireland and Spain and gigantic budget deficits in Greece and Portugal. That drove up wages in those nations, even as Germany made its labor market more flexible, keeping its wages down. Manufacturing in Greece, Portugal, Spain and Italy shrank and their economies became less diversified. Their trade deficits ballooned as Germany's surplus grew.

Interest-rate convergence also sapped southern governments' incentive to fix their structural economic shortcomings. A penetrating analysis by the academic economists Jesús Fernández-Villaverde, Luis Garicano, and Tano Santos notes that reforms **of** "rigid labor markets, monopolized product markets, failed educational systems or hugely distortionary tax systems plagued by tax evasion were abandoned or even reversed."

Countries hit by a crisis and recession usually respond with some combination **of** lower interest rates, currency devaluation and fiscal stimulus (borrowing to finance higher spending or tax cuts). The **euro** ruled all three out: crisis countries couldn't devalue, could barely borrow because investors worried they would default (a nonissue for countries that print their own currency), and didn't get the benefit **of** the [European Central Bank's](#) low interest rates because funds were fleeing their banks. Instead, all had to undertake painful fiscal austerity and "internal devaluation"--forcing their prices and wages down to regain competitiveness against Germany.

Budget and trade deficits have since narrowed sharply. But the price was deep recessions, even as Germany boomed. "There is now significant divergence across the **euro**area," Mr. Juncker concedes. "In some countries, unemployment is **at** record lows, while in others it is **at** record highs." In short, the **euro** has achieved the opposite **of** what was intended.

There are three potential channels to mending this. One is to eliminate sovereign default risk from the financial markets. Here, major progress has been made, through the European Stability Mechanism bailout fund and the [European Central Bank's](#) willingness to act as lender **of** last resort. A related step is to insulate banks from the fate **of** their national governments, Mr. Juncker notes, via "single bank supervision, single bank resolution and single deposit insurance."

The second fix would be a fiscal union, like the U.S., that transfers money from strong to weak regions and allows deficits to expand and contract with the business cycle. Mr. Juncker proposes a common treasury that would eventually make budget decisions now controlled by national governments. But the political reality is that true fiscal union remains a distant dream.

Third and most important is eliminating the competitiveness gap between north and south. Here, Mr. Juncker recommends the reforms already under way: more "efficient labor and product markets" and "stronger public institutions" (i.e. less bureaucracy and corruption). Bringing prices and costs in line between south and north would narrow the competitive gap.

But that is a slow and painful process, which Mr. Juncker concedes "will never occur as quickly as exchange rate adjustment."

The crucial question, then, is whether southerners will tolerate the years of high unemployment and lower wages necessary for it to work. Greeks ran out of patience and elected a government that has come perilously close to shredding the euro. Investors worry Spain could be next.

To be sure, skeptics often underestimate the euro's political appeal; leaders and voters in southern Europe equate inclusion in the common currency with membership in Europe. **That may ultimately prove to be its salvation, not the conflicted economic logic at its heart.**

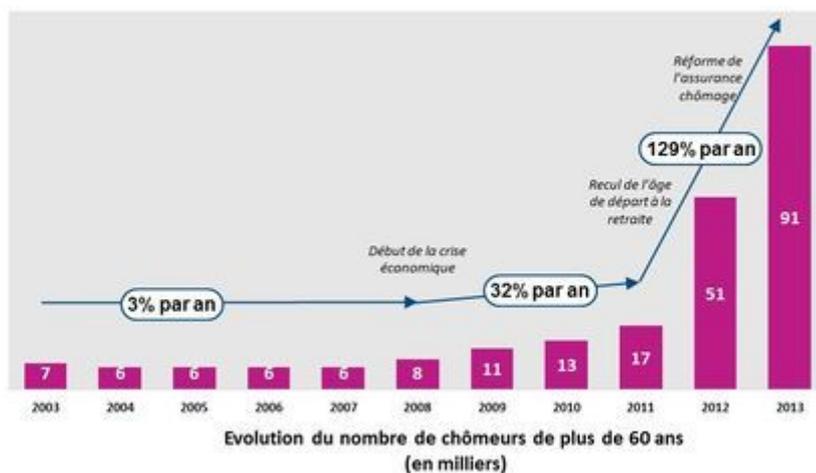
122,141

Emploi des seniors : les propositions risquées de l'Institut Montaigne

LE MONDE | 22.06.2015 à 18h47 • Mis à jour le 22.06.2015 à 18h48 | Par Anne Rodier



La crise économique et la réforme de l'assurance chômage impactent frontalement les seniors



Source : « Faire du bien vieillir un projet de société. Logement, patri

Comment sortir de la « préretraite généralisée » ? « L'emploi des seniors : levier de croissance et de bien-être », publiée vendredi 19 juin par l'Institut Montaigne, est la première d'un ensemble de cinq notes qui seront regroupées dans un rapport s'intitulant « Faire du bien vieillir un projet de société. Logement, patrimoine et emploi des seniors ».

Cette première note, réalisée dans le cadre d'un groupe de travail présidé par Nicolas Moreau, président-directeur-général d'AXA France, rappelle que depuis les années 1970, les seniors sont la variable d'ajustement quand l'emploi se fait rare. Qu'« à partir de 55 ans, les seniors sortent massivement du marché du travail : le taux d'emploi baisse de plus de 25 points entre 54 et 57 ans. »

Repousser de 50 à 60 ans l'accès aux indemnités

Que les « préretraites » ont été remplacées par des conditions d'allocations modifiées pour permettre aux seniors sans emploi d'être soutenus financièrement jusqu'à l'âge de la retraite. Mais que le relèvement de l'âge légal de départ à la retraite a « désaligné les intérêts des entreprises et ceux des seniors pour qui la fin d'activité ne signifie plus une transition facile vers la retraite à taux plein ». En clair : les seniors sont plus prudents avant de se décider à quitter l'entreprise. Alors que certains employeurs les voient toujours comme « une population coûteuse et potentiellement... »

France and the NSA

[All latest updates](#)

Oh là là

Wikileaks releases evidence of American spying. The French say they are shocked

Jun 24th 2015 | PARIS | [Europe](#)

“TOTALLY unacceptable”. That was what François Hollande, France’s president, called America’s National Security Agency’s (NSA) use of mass electronic surveillance methods to spy on European leaders, when it emerged that it was doing so two years ago. Mr Hollande had words with Barack Obama at the time, and there was a minor fuss at home. But soon enough worries turned to other matters.

There was a similar show of indignation on June 24th, after documents published on WikiLeaks, a whistleblowing website, suggested that from 2006 to 2012 the NSA spied on three French presidents: Mr Hollande, a socialist, and his two centre-right predecessors, Nicolas Sarkozy and Jacques Chirac. After an emergency meeting of the French national defence council, the presidency issued a communiqué calling the practice “unacceptable”. The Americans had given “undertakings” to France in 2013 and 2014 on the matter, it said, which should be “strictly respected”. Yet this time the protests are more awkward for France, as it is busy legalising electronic-eavesdropping powers for its own spies.

The revelations themselves, published on June 23rd by *Mediapart*, a French news website, and *Libération*, a daily paper, have not—yet—unveiled any state secrets. They consist of classified NSA intelligence reports based on intercepted phone calls made by French presidents and top officials, mostly in Paris, Washington and New York. Among the documents is a list of top French surveillance targets and their telephone numbers, including the president’s mobile. The American embassy in Paris, understood to be the nerve centre of the surveillance operation, is situated in the same street as the French presidential offices.

Some of the American reports are banal, if comical. One, from 2008, is entitled, “Sarkozy sees himself as only one who can resolve world financial crisis”, a thinly disguised dig at the former president’s sense of self-importance. But others reveal sensitive activities, such as Mr Hollande’s approval for a secret meeting with the German opposition to discuss the consequences of Greece leaving the euro shortly after his election in 2012. This was done behind the back of Angela Merkel, Germany’s chancellor.

For its part, the NSA stated that it is “not targeting and will not target” Mr Hollande’s communications. But, like the White House’s statement after it emerged that the NSA had spied on Mrs Merkel’s phone in 2013, it made no reference to what it may have done in the past. Laurent Fabius, the French foreign minister, summoned the American ambassador to Paris for an explanation. And the ruling Socialist Party said it was “dismayed” by the revelations, which reflected a “stupefying state paranoia” on America’s part.

Certainly, the fact that the Americans were snooping on the Mr Hollande’s mobile phone makes this latest twist uncomfortably personal. Yet the French are fairly cynical when it comes to espionage, mainly because their own services are at it too. “The indignation today is surprising because political authorities know that their communications are intercepted,” says Philippe Hayez, a former intelligence official and author of a recent book on the subject. A former French ambassador to Washington told *Mediapart* this week that he had always worked on the principle that his conversations were being listened to.



Germans are angry with America’s spies—and their own

One reason why the French understand the modern surveillance capacities of the American intelligence services is the two countries’ close cooperation on counter-terrorism. France collects and shares with the Americans plenty of intelligence gathered in the African Sahel, for instance, where it has a strong defence presence. There have also been revelations about France’s own electronic snooping at home. In 2013 *Le Monde*, a newspaper, revealed that the DGSE, the foreign security service, runs a mass interception operation of internet communications. “The only rule in this game is that you don’t get caught,” says François Heisbourg, of the Foundation for Strategic Research, a think tank.

While France, like Germany before it, works out how to respond to these latest allegations, it is nonetheless faced with an additional problem on the home front. On June 24th, parliament was due to approve a new law which strengthens the powers of France’s own spies, partly by legalising things that the intelligence services are already assumed to do. The bill’s timetable was accelerated after the *Charlie Hebdo* terror attacks in January. Among other things, spies will now be able to legally plant hidden microphones, capture telephone and internet communications and crunch vast quantities of data received from private internet providers. The law prompted relatively little public debate, drew cross-party support, and was overwhelmingly passed by both the political left and the right. The acceptability of common practice in state spying has everything to do with which direction the microphone is pointing, it seems.

122,143

Jean-Marc Daniel : «Il faut réduire le nombre de fonctionnaires en France»

Par [Marie Théobald](#) Publié le 25/06/2015 à 06:00



LE SCAN ÉCO - Chômage record, déficit public élevé, croissance molle, la France continue de subir la crise. Dans son rapport sur les pays européens qui ont dompté la crise, l'institut de l'entreprise en prend la mesure et indique la marche à suivre pour inverser la tendance. Interview de leur économiste vedette, Jean-Marc Daniel.

La crise financière de 2008 et la crise des dettes souveraines en zone euro en 2010-2011 ont constitué des secousses majeures pour les pays européens. La plupart pensaient qu'ils étaient protégés des chocs monétaires par la monnaie unique et voués à une croissance continue. «Il n'en est rien», assure le rapport de l'[Institut de l'entreprise](#) intitulé «Sortir de la crise: les enseignements de nos voisins européens». Déficit publics importants, croissance anémique, chômage en hausse, la France est un mauvais élève. Quelles sont les pistes à explorer pour inverser la tendance? Jean-Marc Daniel, professeur d'économie à l'ESCP Europe et directeur de la revue du think tank de l'entreprise, Societal, répond aux questions du Scan éco.

LE FIGARO.- Comment la France doit-elle agir pour redresser ses finances?

Jean-Marc DANIEL.- La France est en contravention avec ses engagements budgétaires à trois niveaux: son déficit est supérieur à 3%, son déficit structurel est supérieur à 0,5%, sa dette est supérieure à 60%. Le danger est qu'elle considère toute amélioration partielle sur un de ces sujets comme un effort suffisant. Entre 2012 et 2014, le déficit structurel a été ramené de 4,5% du PIB à 2,5%. Elle s'est appuyée sur cette réduction pour refuser de prendre en compte un niveau de déficit total supérieur à 3%. Maintenant que le retournement conjoncturel permet d'espérer une réduction du déficit total par baisse du déficit conjoncturel, elle fait mine d'ignorer le déficit structurel.

Il faut donc que la France joue le jeu plein et entier de ses engagements sans finasser et redresse la situation de ses finances publiques. Comme elle a déjà beaucoup mobilisé la fiscalité, la solution passe par une baisse des dépenses. Ce sont les fameux 50 milliards d'euros d'économie confirmés le 14 janvier 2014 par François Hollande, dont néanmoins le contour a du mal à se préciser. A moyen terme, la baisse de la dépense publique passe par une réduction de la masse salariale. Pour cela, il faudra passer soit par un appauvrissement généralisé de la fonction publique, comme on le fait avec le [gel du point d'indice](#) servant à calculer les évolutions salariales, soit par une réduction accélérée du nombre de fonctionnaires correspondant à une redéfinition des missions de l'État. Les pays qui ont le mieux réussi en la matière sont ceux qui ont opté pour cette deuxième solution.

Quelles seraient les conséquences pour l'Europe si la France ne prend pas de mesures?

En 2003, la France et l'Allemagne ont été menacées de sanction pour ne pas respecter le pacte de stabilité. L'Allemagne a compris qu'elle faisait fausse route et a corrigé sa politique budgétaire et, simultanément, réorganisé son marché du travail. La France a pris la chose de haut et a affirmé qu'elle n'appliquait pas le pacte parce qu'il était inapplicable. Résultat, l'économie française est aujourd'hui à la peine avec un chômage qui reste élevé, et une certaine difficulté à profiter du retournement conjoncturel et de la baisse du prix du pétrole. Sur le plan politique, la parole de la France est de moins en moins crédible. C'est parce que l'Allemagne n'ose pas trop

s'affirmer que la logique du couple franco-allemand continue à fonctionner. Mais les négociations permanentes entre Paris et Bruxelles sur la situation budgétaire décrédibilisent nos propositions.

Concrètement, quelle est la feuille de route pour la France?

Il faut maintenir la politique dite d'austérité, ou plus exactement, la commencer en diminuant effectivement la dépense publique. Pour conforter la croissance, le deuxième pilier de l'action doit être une dynamisation du tissu économique par la concurrence. Concurrence sur le marché du travail, concurrence sur les marchés de bien: la [Loi Macron](#) doit être un début, et non l'aboutissement ultime des concessions au libéralisme de nos dirigeants. Enfin, il faut une affirmation de notre volonté européenne plus nette. Les ambiguïtés récentes sur la Grèce, entre le soutien politique enthousiaste au nouveau gouvernement et le soutien comptable aux exigences des créanciers, porte atteinte à notre influence en Europe.

122,145

Opinion: We Are Living in the Anti-Europe

By Dirk Kurbjuweit

The Greek crisis has destroyed an old dream about the future of Europe. The only possibility for moving the EU in the direction we were promised is a radical solution -- either a Grexit or an expensive debt haircut.

Tired. Everyone is so tired -- the politicians, the people, the media, the institutions, democracy. Europe is tired, exhausted, haggard. Yet another marathon negotiating session? How many have there already been? Yet again these tired eyes of overexertion of those involved in the negotiations. Once again a postponement or a compromise that nobody is convinced of and is really just the start of the next crisis. This is how things have been proceeding for years now. Enough already.

We don't want to speak of greatness, or of political heroes or of far-reaching actions. That's difficult in a complex system like Europe. We want to speak of the minimum: Politics requires successes in order to legitimate itself. It has to solve problems, especially the really tough ones that require a lot of effort. But that's not happening. In the case of Greece, all we have been seeing are pseudo-solutions, if even that.

A brief breather is always given, only to be followed by the next marathon meeting and the next expedited proceedings in the German parliament. The exhaustion will continue to grow, as will the weariness that will catapult the next populists into power -- the very ones who will make solving the problems even harder. It's a vicious cycle.

A Permanent State of Crisis

But exhaustion is merely one of the costs of this permanent state of crisis. The truth is that we have lost Europe in recent years. It is no longer the Europe that its generation of founders and builders promised -- people like Robert Schuman, Konrad Adenauer, Helmut Kohl and François Mitterrand. It's almost the opposite. What we are living in today is an anti-Europe.

Much has contributed to this state of affairs -- not least the euro crisis. But nothing has been as damaging as the protracted fight over Greece.

Europe promised joint growth for everyone. Instead we have competition for prosperity. Many Germans don't want to have to sacrifice anything for Greece, whereas many Greeks expect Germans to make a contribution to ensure that what the Greeks are forced to give up doesn't become too harsh.

Europe promised an end to nationalist thinking and even the end of the nation-state at some point in the future. In truth, the Continent is going through a renationalization. Few continue to believe in the greater good and the states have their eyes set on their own interests.

Europe promised reconciliation with its history. But instead, history has become a weapon, with Greece demanding that Germany pay World War II reparations. Meanwhile, images of German Chancellor Angela Merkel wearing a Hitler mustache have become a regular feature at anti-austerity protests all over Europe.

Germany Has Overtaken its Partners

Europe promised political equality. The intention was for France and Germany to lead on the Continent, while at the same time taking into account the concerns of the smaller member states. But in the crisis, Germany has overtaken its partners and become the EU's dominant power.

Europe promised a Europe of the people. Instead, it is those institutions that are farthest from the voters that wield the greatest power -- the European Central Bank, the International Monetary Fund and the executive. Parliaments, on the other hand, which have the greatest democratic legitimacy, are being forced to fast-track their approval of decisions made in Brussels.

Europe pledged eternal peace. Fortunately, nobody is reaching for weapons. But the mood is not peaceful. Some media are reporting in an extraordinarily aggressive manner and an atmosphere of chauvinism has returned.

The promise was also that the European Union would play a strong role in the world -- as a political and economic power and as a model of the peaceful fusion of a continent after two world wars. Instead, Europe has become one of the world's problem children -- indeed the laughing stock at times. There can be no mention of any kind of significant influence.

In a single sentence: Europe is not only tired -- it is also a disappointment. This has also meant the loss of a quite likeable species: the European. In the 1970s and 1980s, many people in Germany felt more European than they did German. You don't hear people say that very often anymore, and that's sad.

It's Time for the Alternatives

Things can't stay the way they are. The admirable idea of a unified Continent cannot be allowed to be destroyed by the Greek crisis. And there are indeed alternatives to this politics of exhaustion, even if they do entail risk. Still, they would be better than what is happening right now.

One is the Grexit, which would see Greece leaving the euro zone and attempting to get by with its own currency. The second would be a debt haircut, meaning Greece would no longer be required to pay back a part of its debt. Both alternatives would trigger large tremors, but they would also provide the opportunity for a new beginning and an end of the crisis.

Those who still consider themselves to be Europeans at heart will speak out in favor of the second alternative, for stricter controls in exchange for generous aid and, ultimately, binding budget policies for all. That does come with a price tag, but also with the possibility that we still someday get the Europe that we were promised.